

AU LIBAN

La crise politique paraît inextricable

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Dans notre rubrique « Idées »

L'autre Europe

Lire page 2 les articles

de Maurice Duverger

Pierre Encrevé et Gérard Fuchs

Vers un nouveau partage du pouvoir en Union soviétique

Et toujours M. Gromyko...

C'est une période d'observation qui s'ouvre entre Washington et Moscou, après la disparition de Iouri Andropov. Fidèle à sa nouvelle tactique qui consiste à s'affirmer chaque jour prêt au dialogue avec l'URSS, M. Reagan aurait même envisagé un moment de faire le voyage de Moscou pour assister aux obsèques du successeur de Brejnev. Cédant à l'insistance de certains de ses conseillers, il n'a finalement pas défilé que son vice-président, M. George Bush, mais il l'a chargé de faire savoir aux dirigeants soviétiques que « nous devrions commencer à discuter et à négocier sur les problèmes qui nous séparent actuellement ».

Un communiqué de la Maison Blanche confirmant un peu plus tard la teneur de ce message et appelait « les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique à travailler avec les États-Unis à établir les bases d'une plus grande compréhension mutuelle et d'une coopération constructive ». Dès mercredi soir, d'autre part, le porte-parole du département d'État s'est félicité de ce que M. Tchernenko « se soit prononcé en faveur du règlement des différends internationaux par la voie de la négociation ». Les responsables américains semblent en fait avoir été frappés de ce que le nouveau secrétaire général n'ait pas attaqué immédiatement les États-Unis dans son discours d'acceptation prononcé devant le comité central mais ait préféré s'en prendre à « certains dirigeants des pays capitalistes » qui « ne se rendent pas compte ou ne veulent pas se rendre compte » de l'importance du principe « de la coexistence pacifique des États à régimes sociaux différents ».

Ces bonnes paroles ne doivent pas, cependant, être interprétées comme les signes avant-coureurs d'un rapide rapprochement américano-soviétique. A soixante-douze ans, M. Tchernenko ne peut être, en effet, considéré que comme un homme de transition ; il n'a sans doute ni le goût ni le pouvoir d'infléchir sensiblement la diplomatie de son pays. Peu au fait des choses de la politique étrangère, il laissera sans doute les mains libres à M. Andreï Gromyko, qui ne passe pas pour un interlocuteur particulièrement facile. Ce rôle primordial de M. Gromyko a été confirmé par le fait que le ministre des affaires étrangères, qui est aussi vice-premier ministre du gouvernement, ait été choisi pour célébrer les mérites de Iouri Andropov, ce mardi matin, du haut du mausolée de Lénine.

Les dirigeants américains ne paraissent pas s'y être trompés puisqu'ils ont adressé leur message « aux nouveaux dirigeants de l'URSS ». Expliquant l'emploi de ce pluriel, le porte-parole de la présidence a affirmé que cet appel était aussi adressé « aux autres personnes occupant des fonctions institutionnelles d'importance en URSS », manière d'indiquer que Washington s'attend à l'établissement d'une direction beaucoup plus collégiale que personnelle.

Dans une interview à une chaîne de journaux, M. Reagan a pour sa part indiqué que M. Tchernenko pourrait être à même de faire bouger les choses dans la mesure où il n'a pas été directement engagé jusqu'à maintenant dans la conduite de la politique étrangère soviétique. « Il faut attendre et voir ce que seront les positions prises », a cependant ajouté le président, qui a rejeté l'idée d'une rencontre au sommet « pour faire connaissance » mais favorablement envisagé celle d'un rendez-vous ayant pour « ordre du jour » un examen des problèmes de fond. En clair, pour les États-Unis, c'est à l'URSS de « saisir l'occasion » du changement d'équipe pour « faire un geste ».

Moscou « attend une réponse des Occidentaux à ses propositions de paix »

De notre correspondant

Iouri Andropov a été inhumé, ce mardi 14 février, à 10 h 45 (heure de Paris), dans le cimetière du Kremlin, derrière le mausolée de Lénine. Dans leurs éloges funèbres, M. Tchernenko, le nouveau secrétaire général du PC soviétique, M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, et le maréchal Oustinov, ministre de la défense, se sont engagés à poursuivre l'œuvre du défunt. « Nous attendons une réponse des Occidentaux à nos propositions de paix », a déclaré en outre M. Gromyko.

Moscou. — Le visage lisse et plein de M. Tchernenko occupe désormais les écrans de télévision et la première page des journaux. Un spécialiste de l'Agitprop, tenace et prudent qu'on dit peu habile à manier d'autres concepts que ceux de la vulgarité marxiste en usage en URSS, succède à un esprit aigu mais que ses forces physiques ont trahi dès ses premiers mois d'exercice du pouvoir et qui a eu le mandat le plus court de toute l'histoire de l'Union soviétique.

Un scénario comparable à ce qui s'était passé en novembre 1982 vient de se reproduire, mais cette fois M. Tchernenko en a été le bénéficiaire, et la personnalité chargée de le présenter a été M. Tikhonov, le chef du gouvernement. Le communiqué de Tass annonçant l'accession de M. Tchernenko au pouvoir indiquait en effet que, « sur instruction du bureau politique », M. Tikhonov a « prononcé un discours », lundi 13 février, devant le comité central au cours duquel il a « proposé d'élire » M. Tchernenko au poste de secrétaire général.

Ces phrases-clés permettent de reconstituer l'activité de ces derniers jours. Le bureau politique s'est réuni et a tranché en faveur de M. Tchernenko, le comité central ne faisant qu'entériner, à l'unanimité, une décision déjà prise par les douze membres du bureau politique.

Le fait que M. Tikhonov ait été chargé de présenter la candidature de M. Tchernenko constitue une autre indication. Le chef du gouvernement était connu avec MM. Kouznetsov, Grichine et Chicherbinsky comme un partisan du nouveau secrétaire général. C'est donc un allié sans ambitions apparentes et non un rival vaincu comme cela avait été le cas pour M. Tchernenko lui-même, en novembre 1982, face à Iouri Andropov, qui a joué ce rôle de parrain.

Mais une autre indication du nouveau rapport des forces au sein de la direction est fournie par la photogra-

phie publiée, ce mardi, par la Pravda et montrant tous les responsables soviétiques alignés devant le cercueil de Iouri Andropov pour un dernier hommage à la Maison des syndicats. M. Tchernenko a, cette fois, à sa droite M. Gorbatchev, le plus jeune membre (cinquante-deux ans) du bureau politique qui doit l'accélération de sa carrière à Iouri Andropov et qu'on présente souvent comme l'héritier de ce dernier. Sur la photo publiée la veille avant

l'annonce de l'accession de M. Tchernenko au secrétariat général, l'ordre était sensiblement différent puisque M. Gorbatchev se trouvait alors placé beaucoup plus loin. Le secrétaire du comité central, chargé notamment des problèmes agricoles, aurait donc pris de l'avance sur l'autre « jeune » du bureau politique (M. Romanov, soixante et un ans) qui faisait, comme lui, figure de candidat à la succession de Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 4.)

HOPITAUX : les restrictions financières entraîneront-elles une dégradation des soins ?

LIRE PAGE 12 L'ARTICLE DE CLAIRE BRISSET

LYCÉES : M. Savary veut ouvrir plus largement les portes du second cycle.

LIRE PAGE 10

Le pardon sans l'oubli

par J.-M. THÉOLLEYRE

La libération, révélée tardivement, des trois Français qui furent des auxiliaires volontaires de la police nazie pendant l'Occupation ne devrait pas être considérée comme un scandale. Sans doute, elle rappelle à une nation qui ne s'est jamais totalement remise d'une période de son histoire dans laquelle elle a du mal à se reconnaître ces temps cruels du « chagrin et de la pitié ».

Elle pose aussi la question de la différence qu'il peut y avoir entre le pardon et l'oubli, avec cette restriction que s'il y eut pardon, ce fut un pardon accordé constitutionnellement par des grâces présidentielles successives déjà anciennes qui, en commuant deux peines de mort en réclusions perpétuelles puis en peines temporaires, impliquaient qu'à l'expiration de ces sanctions la liberté devenait un droit. Aussi bien, il ne saurait y avoir sujet de protestation dès lors que l'explication commandée par la loi a eu lieu dans son intégralité.

Il est vrai que si Jacques Vasseur, Jean Barbier et Joseph Cortial avaient pu être jugés pour leurs crimes dans les temps qui suivirent la Libération, ils auraient partagé le

sort inexorable de ceux qui, à cette époque, eurent à répondre avant eux des dénonciations de résistants à l'ennemi, de tortures et de tous ces comportements extrêmes d'une collaboration plus ou moins crapuleuse, ou pour le moins plus utilitaire, que celle de la simple idéologie, qui, pour autant, n'allait pas sans conséquence. Il est vrai aussi que, parvenant à échapper jusqu'aux années 60 à leur procès, ils ne connurent pas pour cela, tout au long de cette période, des repos de père tranquille.

Dans une certaine mesure, ces angos d'hommes traqués, qui durent être les leurs, constituèrent pour eux une sorte de prélude à l'expiation qui les attendait. Alors que d'autres, tout aussi coupables, mais pour lesquels le pire avait été refusé, en avaient fini depuis longtemps avec la prison, ils avaient eux à affronter des juges et, par la même occasion, à focaliser, vingt ans après, tout ce qui demeurerait de l'abominable passé.

Ce fut leur destin d'avoir à répondre à l'âge de quarante ans d'actes commis quand ils en avaient un peu

plus de vingt. Cette particularité ne fut pas prise en considération par la Cour de sûreté de l'État lorsqu'elle les condamna, mais elle ne fut pas étrangère aux mesures de grâce qui devaient atténuer la rigueur des arrêts initialement rendus.

Il se trouva du même coup que ces trois condamnés étaient les derniers de leur catégorie à connaître en France la prison. Cela parut injuste, du moins trop cruel à quelques-uns qui demandèrent, plus ou moins timidement, pour eux, le bénéfice d'une amnistie. On retomba dans ce débat qui, dès 1945, avait opposé François Mauriac à Albert Camus, le premier en appelant déjà à la charité pour ne pas ajouter à la haine, le second répondant au nom de la justice pour ne pas ajouter au mensonge.

C'est pourtant le même Albert Camus qui, à la même époque, constatait l'échec de l'épuration et exprimait son désenchantement : « Il faut croire que le chemin de la simple justice n'est pas facile à trouver entre les clameurs de la haine, d'une part, et les plaidoyers de la mauvaise conscience, d'autre part. »

(Lire la suite page 11.)

supprimé 5 000 puis 3 500 emplois. En l'espace d'un peu plus d'une année, Eastman Kodak Company aura licencié 10 % de son personnel, ses effectifs américains passant de 93 350 personnes à environ 83 500.

Cette formidable compression des effectifs du géant de la photochimie, aujourd'hui centenaire (la firme avait été créée en 1884 par Georges Eastman sous le nom d'Eastman Kodak Dry Plate and Film Company), a été provoquée par une baisse dramatique des profits de la firme. Entre 1976 et 1979, malgré une constante augmentation des chiffres d'affaires, les pourcentages de bénéfice n'ont cessé de baisser : 16,2 % des ventes en 1973 et 12 % environ en 1979. A partir de 1980, les ventes ont commencé à diminuer à leur tour, accélérant la chute des bénéfices.

La tournure prise par les événements n'a vraiment surpris ni les administrateurs d'Eastman Kodak ni son président Walter Fallon, remplacé, depuis mai 1983, par Colby Chandler. La meilleure preuve en est que des mesures énergiques avaient été prises pour tenter de redresser la situation, notamment de lourds investissements : 1,5 million de dollars en 1982 et presque autant en 1983. Cet effort permit le lancement rapide de plusieurs produits nouveaux dans les domaines de la photo instantanée (procédé d'agrandissement Ektalux, films de prise de vue Kodamatic, récemment encore amélioré avec le Kodamatic Trimpriat), de la photo couleur conventionnelle (films à grain fin Kodachrome VR dont le plus sensible atteint 1000/31-ISO pour la première fois au monde).

L'innovation la plus spectaculaire date de 1982, année qui a vu le lancement du procédé de photo sur disque. En même temps, Kodak est entré sur des marchés nouveaux : la reprographie avec les copieurs Ektaprint, l'électronique avec l'achat des sociétés Spn Physics et Dataape, cette dernière produisant des bandes pour ordinateur.

Les résultats de cette contre-offensive ont inquiété. Les ventes dans le domaine de la photo instantanée ont baissé de 30 % en 1983. Au point qu'en septembre dernier le bruit courait à Wall Street que Kodak allait abandonner ce secteur. La photo sur disque n'a pas fait beaucoup mieux. Huit millions d'appareils ont été vendus en 1982, sept millions l'an dernier alors que l'état-major de Kodak pensait atteindre dix millions.

ROGER BELLONE.

(Lire la suite page 33.)

AU JOUR LE JOUR

Minute

Il y a eu deux moments forts pendant « L'heure de vérité » de M. Jean-Marie Le Pen, lundi, à la télévision.

Devant des millions de Français, M. Jean-Louis Servan-Schreiber a brandi un document de police sur la torture en Algérie et sur le rôle de M. Le Pen. La superbe de l'invité d'Antenne 2 a alors vacillé, et il tenta de dévier le coup par une grosse colère, sans démentir le fait.

Un peu plus tard, il s'est dressé, au garde-à-vous, pour une « minute de silence » à la mémoire des victimes du goulag.

A la réflexion, on peut se demander s'il n'aurait pas été préférable que cette « minute de silence » soit limitée à une heure de silence. Pour la vérité, une minute suffisait.

BRUNO FRAPPAT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE APPROUVE LE PROJET DE M. PEI

« Modernité » du Grand Louvre

Un communiqué publié par l'Élysée le lundi 13 décembre annonce que le président de la République, « après avoir pris connaissance des propositions qui lui ont été transmises par le ministre délégué à la culture, a donné son accord définitif au projet du Grand Louvre, présenté par l'architecte Ieoh Ming Pei ».

Enthousiasme et fureur, silences prudents, paroles forcées, soutiens discrets, mais aussitôt déviés, rien n'aura manqué depuis la publication du projet de l'architecte Ieoh Ming Pei pour le Louvre. Rien n'aura manqué jusqu'à l'approbation du président de la République, et celle-ci ne clôt sans doute pas la polémique, si elle permet de donner pour probable la mise en route du chantier. Car beaucoup en doutaient encore.

A bien des égards, on se croirait revenu aux beaux jours des grands chantiers de l'ancienne majorité. On peut comprendre aujourd'hui la passion des uns, qui se souviennent du

scandale provoqué par le projet du Centre Pompidou et l'opposition à son succès actuel. Et le supplice des autres, qui se rappellent combien furent vains leurs appels pour la sauvegarde des Halles, et le résultat misérable auquel on est parvenu.

C'était le temps du patrimoine massacré et des gestes augustes de l'architecture, le temps des occasions trop souvent sans appel. Les mesures ont changé, et changé à tel point que beaucoup estiment la « modernité » davantage en péril que ne le sont les marques du passé.

Il n'a donc pas été trop difficile de battre le rappel de signatures célèbres en faveur du projet de Ieoh Ming Pei, signatures qui jadis se seraient peut-être plus volontiers portées vers l'autre bord. Le camp des « vieux sages », selon l'image volontiers attribuée aux défenseurs des monuments historiques et du patrimoine en général, s'est donc pour cette fois trouvé affaibli.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 13.)

Michel
DÉON

de l'Académie française

« Je vous écris
d'Italie... »

roman

« Déon n'a jamais été meilleur : le raconteur, mais aussi le voyageur épris de mystères, l'Européen inconsolable de nos guerres fratricides ; et l'homme de plaisir »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

GALLIMARD

nrf

Le Monde

idées

Un conseil de sécurité

par MAURICE DUVERGER

Le Marché commun est trop utile à la plupart de ses membres pour qu'ils le laissent se disloquer complètement. L'échec d'Athènes sera suivi par un compromis permettant de maintenir les institutions du traité de Rome. Mais elles risquent de végéter sans soutien véritable des peuples concernés. Les élections de juin prochain ne soulèveront pas de grands débats, et les abstentions y seront nombreuses, sauf dans les pays où, comme la France, elles sont détournées à des usages de politique intérieure. Comme leurs prédécesseurs, les nouveaux députés se répoussent de fonctions agréables et inoffensives qui procurent des contacts intéressants et de faibles responsabilités.

La Communauté finira bien par englober un jour l'Espagne et le Portugal. Plus elle s'élargit, plus les liens entre ses membres se distendent. Elle conservera son droit, ses institutions, sa bureaucratie, ses rites, dont les résultats ne sont pas négligeables ni négatifs, loin de là. Mais elle s'éloignera un peu plus du rêve grandiose de ses promoteurs : développer l'unité de l'Europe et en faire une entité capable de traiter d'égal à égal avec les Grands, qui passeraient ainsi de deux à trois. Les sentiments nationaux ne sont pas seuls en cause dans le semi-échec de l'entreprise. Ils sont trop forts pour permettre une véritable fédération. Mais ils n'empêcheraient pas des liens communautaires plus étroits.

L'obstacle principal au renforcement de l'unité tient à l'inégalité des Etats membres. Sur les dix actuels, quatre ont chacun entre 54 et 61 millions d'habitants, alors que les six autres ensemble n'en réunissent que 42 millions. Or, le premier groupe totalise 40 voix au Conseil, contre 23 voix pour le second. Ce dernier dispose donc du tiers des suffrages, alors qu'il représente le

L'armée et la diplomatie

Pour indispensable qu'elle soit, une telle réforme des institutions ne suffirait pas à débarrasser une Europe de plus en plus enlisée. Dans la prochaine décennie, le Vieux Monde va jouer son avenir sur le plan industriel. Il ne lui suffit plus d'un marché commun ni d'une politique agricole commune. Avant tout, il lui faut une politique industrielle commune. A l'heure actuelle, l'écart ne cesse de se creuser entre lui et ses deux concurrents : Etats-Unis et Japon. Certes, l'initiative principale doit appartenir aux entreprises dans ce domaine, qu'elles soient privées ou nationales. Mais la Communauté pourrait les aider d'une façon décisive. Par exemple, pour l'investissement et la recherche.

De toute façon, le développement de l'unité européenne ne peut être monopolisé par les institutions de la Communauté. Malgré leur insuffisance, elles ont montré une indéniable efficacité dans le domaine économique, où elles continueront

normalement à jouer le rôle principal, sans empêcher que d'autres initiatives se multiplient par des contacts directs d'Etat à Etat. Airbus, Ariane, sont des modèles d'entreprises à imiter, et l'annonce de la mise en chantier d'un futur avion de combat européen est un événement plus important que l'échec des négociations d'Athènes. Non seulement par sa portée industrielle, mais plus encore par sa portée politique. Le débat sur les fusées, les grandes vagues pacifistes, l'inquiétude des populations, rappellent que l'Europe n'est pas seulement menacée par l'expansion économique des Etats-Unis et du Japon, mais plus encore par l'expansion militaire de l'URSS.

Tout se tient, et la défense de notre continent n'est pas séparée de sa capacité de production. Certes, les Américains sont nos concurrents pour celle-ci et nos alliés pour celle-là. Nul ne songe à remettre en cause l'alliance atlantique, qui demeure un élément nécessaire de notre sécurité. Nécessaire, mais insuffisant. L'insuffisance du Pentagone est indispensable pour empêcher le « découplage » entre l'Europe et les Etats-Unis, objectif fondamental des Soviétiques. Mais le renforcement du couple n'empêche pas que les dirigeants de Washington soient de moins en moins disposés à mettre en jeu l'existence de leur nation pour empêcher les Russes d'envahir la République fédérale.

La sécurité de l'Europe ne peut pas être assurée par les seuls Européens. Mais elle ne peut plus l'être si les Européens demeurent une force d'appoint par rapport à une alliance atlantique où les Américains ont le malin de jeu. De cela, les peuples de notre continent commencent à prendre conscience, en face d'une URSS qui devient la première puissance militaire du monde. Dans les prochaines années, l'unification de l'Europe devra se développer surtout dans les secteurs de l'armée et de la diplomatie, qui se recroisent en grande partie. Les institutions de la Communauté ne sont pas adaptées à ces terrains où les petites nations ne peuvent jouer qu'un rôle très secondaire.

Qu'on le veuille ou non, cette Europe-là ne peut se former qu'autour d'un noyau dur constitué par la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. Les liens spéciaux de la deuxième des Etats-Unis, l'intensification faite à la troisième de disposer d'armes atomiques, ne rendent pas leur collaboration très facile. Cependant, rien n'empêcherait les trois d'établir peu à peu entre elles une sorte de conseil européen de sécurité, d'abord simple organe de consultation et de réflexion aux niveaux les plus élevés, qui pourrait progressivement se renforcer. Une telle institution aurait pour objectif d'organiser une défense européenne commune qui s'ajouterait à celles existantes.

Un conseil européen de sécurité pourrait s'attacher à élaborer une doctrine et à réunir les moyens nécessaires pour une « dissuasion élargie », couvrant la RFA par des engins nucléaires stationnés sur son territoire et mis en œuvre par une décision exclusivement européenne. A cette décision, Bonn serait associé par le système qu'on appelle la « double clé », les Allemands de l'Ouest ne pouvant presser sur le déclencheur sans l'accord du chef de l'état. Simultanément, le conseil pourrait aider au perfectionnement des méthodes actuelles de la bataille de l'air, réfléchir sur les armes nouvelles, telles que les engins neutroniques, mettre sur pied des programmes d'armement proprement européens, etc. Naturellement, il garderait le contact avec l'Otan. Il contribuerait d'ailleurs à une évolution indispensable de l'alliance atlantique, par la constitution en son sein d'un second pôle de puissance, qui assurerait un meilleur équilibre. Il dominerait enfin la diplomatie de l'Europe un pôle qu'elle ne possède pas aujourd'hui, faute de s'appuyer sur des forces militaires propres.

Reste à savoir si la Grande-Bretagne serait disposée à s'engager dans une voie qui la ferait regarder un peu plus vers le continent et un peu moins vers le grand large. Elle ne se laisserait certainement pas dans une entreprise tapageuse dont les résultats risqueraient d'être fort en deçà des intentions. Mais rien ne prouve que Paris ne pourrait pas convaincre Londres de l'intérêt d'examiner ensemble l'avenir de leurs forces de dissuasion respectives, tout en développant avec elles une réflexion sur la collaboration franco-allemande pour la défense de l'Europe. Suivant leur évolution, les deux dialogues simultanés pourraient se fonder peu à peu dans une discussion tripartite. La présidence de la Communauté par François Mitterrand n'exclurait pas de telles initiatives en marge du traité de Rome. Elles renforceraient au contraire la position de la France, en montrant sa volonté de faire réellement progresser l'Europe sans se laisser enfermer dans les règles existantes qui freinent cet essor.

Pour une défense commune

par GÉRARD FUCHS (*)

PARLER de défense européenne apparaît à beaucoup de responsables politiques comme le reflet de nostalgies passées ou d'anticipations futuristes ; passées pour ceux qui ont gardé en mémoire les heures chaudes de la CED (1) et craignent de revivre ces moments au sens propre du terme déclinant ; futuristes pour ceux qui considèrent qu'un tel problème ne peut avoir de sens qu'une fois établi un gouvernement européen.

Deux arguments très forts me paraissent pourtant peser aujourd'hui en faveur d'une réouverture sérieuse du dossier. Le premier est fondé sur l'évolution des rapports de forces. Pendant trente ans, face à une Union soviétique qui apparaissait menaçante, la sécurité de l'Europe a été largement garantie par la supériorité nucléaire américaine. Mais, dans la situation d'équilibre stratégique approximatif qui prévaut aujourd'hui entre les deux Grands, qui peut encore être certain que les Etats-Unis risqueraient leur territoire, voire leur existence, pour peser sur l'évolution d'un conflit militaire en Europe ?

Le deuxième argument concerne l'Allemagne. Nous avons vu s'y déchirer, à travers l'affaire des charbonnières, le consensus en matière de sécurité qui avait gouverné ces pays depuis 1945. On risque de se retrouver une RFA tentée par un pacifisme qui mettrait inévitablement en question les éléments déjà si difficilement acquis de l'unité de l'Europe ? Et, plus brutalement, en-il raisonnable, après avoir reproché à l'Allemagne son attachement atlantiste, de redouter aujourd'hui une tentation neutraliste tout en refusant de simplement envisager l'unique autre possibilité imaginable pour sa sécurité ?

Avant d'aller plus loin, je voudrais évoquer la question à nos yeux centrale du déficit : avons-nous véritablement quelque chose à défendre ? Des socialistes ne peuvent, me semble-t-il, que répondre oui à cette question : oui, nous pensons que la démocratie est une valeur fondamentale et qu'il nous faut la préserver, au besoin contre l'Union soviétique ; oui, nous pensons que la démocratie doit être étendue aux domaines économique et social, au besoin contre les Etats-Unis, qui prétendent limiter notre choix à collectivisme ou libéralisme.

Alors il est indispensable ensuite bien sûr de plonger dans le concret. Comment est-il possible d'abord de renforcer la coopération européenne en matière d'armements : l'utilisation du cadre de PUEO (2) et celle des dispositions militaires du traité franco-allemand de 1963 peuvent ici permettre d'imaginer des progrès. Mais il faut aussi aborder les sujets tabous : que peuvent réellement signifier une « sanctuarisation élargie », étendant à certains territoires voisins la garantie de notre dissuasion, ou une « double clé » permettant à la RFA un contrôle de certaines armes tactiques françaises.

Pour éviter de s'enliser dans des querelles qui bloqueraient toute évolution, deux conditions me paraissent en tout cas dès aujourd'hui nécessaires :

- Qu'il soit mis fin à toute expression officielle excluant une modification du caractère purement et à jamais national de notre défense ; il faut reconnaître que les dernières déclarations de François Mitterrand, malgré une franche compréhension, marquent sur ce point une inflexion intéressante ;

- Que soit donnée une explication claire pour l'opinion sur la différence de nature qui existe à moyen-long terme entre la perspective de « défense européenne-américaine » en-

visagée par exemple par Jacques Chirac, qui continue de s'inscrire dans la logique des blocs existants, et celle d'une défense européenne progressivement autonome, qui s'inspire de la perspective d'une Europe troisième voie.

Troisième voie et non troisième force : faut-il le dire enfin en conclusion ? Car rien ne serait plus fon, au terme de la logique qui vient d'être exposée, que la vision d'une Europe se lançant à son tour dans la course aux armements et cherchant dans ce domaine-là aussi à égaler les Grands. Assurer notre sécurité, demander et demander toujours un effort réel. Mais il ne s'agit pas de la concevoir en termes d'hégémonie ou d'expansion : assurer la défense européenne d'un modèle de société européenne, fondé sur le libéralisme et la justice, pour les hommes et pour les peuples, doit demeurer à tout moment l'objectif.

(*) Député socialiste au Parlement européen.

(1) Le traité de la Communauté européenne de défense, finalement rejeté par la France en août 1954.

(2) Union de l'Europe occidentale, mise en place en 1955, après l'échec de la CED.

LU

Un numéro spécial de la revue « Espoir »

Le « compagnon » Christian Fouchet

La revue Espoir, éditée par l'Institut Charles-de-Gaulle, consacre son numéro de décembre 1983 à un hommage à la mémoire de Christian Fouchet, mort en septembre 1974 à soixante-trois ans. Il est vrai que Christian Fouchet a été « gaulliste » au point de déclarer : « Je suis, quelques jours avant de mourir, le plus grand gaulliste de la Gaule ».

Jeune diplomate mobilisé dans l'aviation, il avait rejoint Londres avant même de Gaulle, le 17 juin 1940, à bord d'un avion dérobé à Bordeaux. Après l'épopée de la France libre, il quitte la « carrière » pour le militantisme au RPF, devient député de Paris en 1951 - il sera en 1958 député de Toulouse - et est de ces gaullistes qui, en 1954, soutiennent Pierre Mendès France. Comme ministre des affaires étrangères et marocaines, il participe à l'instauration de la Tunisie comme il installa en 1962 le premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Car, dès le retour de de Gaulle au pouvoir, Christian Fouchet, véritable « fidèle » du général, se vit confier des missions de confiance.

Son nom reste attaché au plan de coopération politique européenne qui permit aujourd'hui de porter un jugement nuancé sur les sentiments prétendument anti-européens de de Gaulle. La carrière de l'ancien ministre est largement et précédemment retracée dans la revue Espoir grâce à de nombreux témoignages directs qui montrent mieux à travers ce cas ce qu'étaient les « compagnons » de de Gaulle.

ANDRÉ PASSERON.

* Espoir n° 45. Prix de l'édition, 5, rue de Solferino, 40 F.

L'autre Europe

L'Europe économique s'essouffle de plus en plus. Si l'on parlait de l'autre, celle de la politique et de la culture ? Le Parlement de Strasbourg est appelé à voter le 14 février sur un projet d'union européenne (rapport Spinelli). Maurice Duverger se demande s'il n'est pas temps que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale établissent entre elles une sorte de Conseil de sécurité. Gérard Fuchs suggère que l'on rouvre franchement le dossier d'une défense commune. Quant à Pierre Encrevé, c'est à l'unité culturelle qu'il songe.

Elargir le patrimoine culturel

par PIERRE ENCREVÉ (*)

contre les racines de la culture européenne dans son polycentrisme et son plurilinguisme caractéristiques. Au-delà, c'est la division politique du continent européen qui serait perpétuée, car l'unité culturelle, alors, ne serait pas celle (même occidentale) de l'Europe, mais de l'Occident sous la direction des Etats-Unis d'Amérique. Ces derniers étant incontestablement de culture européenne, cette situation ne manquerait pas de loger. Elle sonnerait pourtant le glas de l'Europe unie en tant que telle, et la possibilité qu'elle puisse intervenir en tiers entre les deux Grands. Voilà pourquoi l'Europe culturelle n'a qu'un choix : si elle veut survivre, elle doit bâtir son unité sur le modèle suisse, celui du plurilinguisme généralisé, le plus urgent consistant à le développer dans les générations montantes.

Le troisième canal

Le moyen, le média, est miraculeusement disponible, mais pour quinze à vingt ans seulement : il s'agit du troisième canal de satellite de télédiffusion directe que devrait lancer l'UE en 1985 (et 1986 pour son indispensable jumeau), si la décision définitive en est prise, qui doit intervenir dans les trois mois pour

(*) Maître-assistant de linguistique générale, Paris-VIII.

AIL, pour ARY



Ludovic Massé

Le vin pur

roman

Voici l'histoire d'un homme fier, d'un homme libre, un paysan.

P.O.L

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69972 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 65 dr. ; Italie, 350 l. ; Liban, 1.600 l. ; Libye, 6.000 DA ; Luxembourg, 28 F ; Pays-Bas, 6,00 flor. ; Portugal, 775 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 85 sc. ; Suisse, 120 fr. ; Thaïlande, 160 ba. ; 775 fr. ; Yémen, 120 riyal.		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
	FRANCE	341 F	657 F	859 F	1080 F
	TOUTS PAYS ÉTRANGERS	661 F	1245 F	1619 F	2060 F
	ÉTRANGERS (par mandat)				
	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG	381 F	685 F	979 F	1240 F
	2 - SUISSE-TUNISIE	454 F	836 F	1197 F	1530 F

Pour tous renseignements : voir le prospectus. Les abonnements partent de chaque pays (voir liste) versent bien les chèques à leur demande.

Changements d'adresse : mentionner l'ancien et le nouveau domicile (avec numéro de téléphone) et joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'importance.

Imprimé en France par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur : André Larroque

Directeur de la publication : Robert Bouvier-Méry (1944-1968)

Directeur : Jacques Fauriol (1968-1982)

Imprimé en France par la S.A.R.L. Le Monde

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

501-1011

هكذا من الداخل

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

Les milices druzes lancent une offensive contre l'armée au sud-est de Beyrouth

Les miliciens druzes de M. Walid Joumblatt, soutenus par la Syrie, ont lancé, mardi 14 février, une violente offensive contre l'armée libanaise dans la montagne au sud-est de Beyrouth. Les combats ont duré toute la nuit, les forces libanaises ont été repoussées de leurs positions avec l'aide de l'artillerie et de l'armée de l'air. L'attaque visait les localités de Qabr-Chamoun, Bannay et Abey. Pour la première fois depuis la guerre du Chouf de septembre dernier, deux Hawker Hunter de l'aviation libanaise ont bombardé des positions druzes. Par ailleurs, la marine américaine a pinné, mardi matin, des positions d'artillerie syriennes pour soutenir l'armée libanaise. Dans la capitale même, des accrochages sporadiques ont été signalés durant la nuit le long de la « ligne verte » séparant les secteurs chrétiens et musulmans.

Dans une interview diffusée lundi par Antenne 2, le président Gemayel, déclarant à nouveau toute démission, a formulé l'espoir d'une « solution assez rapide » au « conflit sanglant » qui déchire le Liban. De son côté, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste libanais, a rejeté lundi, dans une interview à Radio-France internationale, les propositions de réforme faites par le chef de l'Etat.

Sans faire de la démission du président Gemayel une « affaire personnelle », M. Joumblatt a affirmé que le président libanais doit être « jugé pour les crimes qu'il a

commis envers le peuple libanais ». Il a estimé que M. Gemayel a repris à son compte les propositions que lui et le mouvement chiite Amal avaient avancées à Genève, en novembre dernier, lors de la première phase de la conférence de réconciliation nationale.

« Il [le président Gemayel] est en train de voler nos idées comme il est en train de voler le pays, et plus ni moins », a-t-il dit, ajoutant : « Il est trop tard. Ce n'est pas en avançant des propositions que l'on peut oublier les massacres de Beyrouth et de la montagne. »

M. Joumblatt : « La déclaration de M. Mitterrand est positive »

M. Joumblatt a accusé le président Gemayel de chercher « à gagner du temps, à se redonner une certaine crédibilité vis-à-vis d'une certaine opinion internationale en vue de reprendre son plan hégémonique phalangiste ».

Le dirigeant druze a qualifié, par ailleurs, de « positive » la déclaration faite dimanche à TF 1 par M. Mitterrand, qui, à ses yeux, « reflète une compréhension beaucoup plus grande des problèmes libanais ». Il a ajouté : « Nous demandons à la France de bien juger les choses sur le terrain et de ne pas à nouveau s'engager avec

qui que ce soit sur le terrain. Qu'elle soit l'amie des Libanais dans toute la multitude de toutes leurs confessions, c'est quelque chose. Que la France, ou mettons quelqu'un dans la France officielle, essaie de récupérer Amine Gemayel, c'est autre chose. C'est ce que je crains. Mais je crois que [le président] Mitterrand, par sa déclaration, a mis fin à cette tentative de récupération. »

M. Joumblatt a estimé que « si le contexte de la multinationale change, si la multinationale se retire et est remplacée par une force internationale, alors, peut-être, un contingent limité français serait accepté ».

(1) Le président de la République avait notamment déclaré (le Monde du 14 février) : « Je dois dire que ceux qui ont gagné la bataille de Beyrouth-Ouest autour des forces d'Amal et de Berri, se comportent avec un très grand sens des responsabilités et sont en relation avec le commandement français. Il existe à l'heure actuelle une relation de caractère cordial. Je suis moi-même resté constamment en relation épistolaire et parfois téléphonique avec tous les chefs de tendances. J'étais en correspondance avec Walid Joumblatt, que j'avais invité à venir à Paris récemment, ainsi qu'avec les dirigeants chiites. Tout en étant tout à fait loyal avec le président libanais Amine Gemayel, dont la situation est naturellement très compromise — mais on ne sait pas ce qu'il va se passer — nous avons toujours voulu que l'on sache, au Liban, que nous n'y avions pas d'ennemis (...). »

La crise politique paraît inextricable

Beyrouth. — Parallèlement aux combats qui se poursuivent par intermittence, la crise proprement politique au Liban paraît de plus en plus inextricable. En effet, le président Gemayel est mis pratiquement dans l'impossibilité de gouverner, mais exerce toute démission. On imagine difficilement qu'il puisse accomplir les cinq ans de mandat encore à courir. Toutefois, la déclaration du président Mitterrand sur le Liban a provoqué un vif étonnement à Beyrouth, non tant par le satisfait décerné à la milice chiite Amal et à son chef, M. Berri, que par son appréciation de la position du président Gemayel qualifiée d'« extrêmement compromise ».

Même des personnalités actuellement très peu favorables au président Gemayel ont manifesté leur surprise de voir un chef d'Etat s'opprimer de la sorte à propos d'un chef d'Etat, aussi il raison sur le fond. On relève ici que le président syrien, lui-même, tout en combattant directement M. Amine Gemayel, fait savoir qu'il n'est en rien concerné par la personne de M. Gemayel, et qu'il entend bien ne pas être mêlé à son éventuelle démission, même si celle-ci est exigée par l'opposition libanaise à l'insurrection, et, en tout cas, avec l'accord de la Syrie. Le président Gemayel a pris contact avec l'ambassadeur de France au Liban, M. Bernard Wihaut, à propos de la déclaration de M. Mitterrand.

Sur le plan libanais interne, on juge certes, ici, la position du chef de l'Etat dans les mêmes termes, mais il est inconcevable, pour la part phalangiste, et il serait désastreux pour l'ensemble des maronites, et plus généralement des chrétiens, de le « lâcher » par crainte du précédent ainsi créé.

L'embarras transparent dans le silence observé par la plupart des dirigeants maronites non phalangistes. Certes, des noms de présidents virtuels sont cités ici et là : MM. Raymond Eddé, qui vit à Paris ; Soleimann Frangé, Dany Chamoun, le général ambassadeur à Berne ; Johnny Abdo, et le général Ibrahim Tannous, commandant en chef de l'armée. Ce dernier, malgré les déboires de ses troupes qu'il n'a ni gardées à l'écart du conflit ni menées à la victoire, attendrait son heure, selon certaines rumeurs. Mais on parle de ces « présidents » pour plus tard, « pour le cas où », et non comme des successeurs éventuels du président Gemayel dans le proche avenir. On entend, en effet, éviter de donner l'impression que l'on accepte l'ouverture de la succession.

Le président Gemayel, pour sa part, refuse catégoriquement d'envoyer une démission : « J'ai été élu par le Parlement. (...) Je continuerai à protéger les institutions », a-t-il déclaré dans une interview à Antenne 2.

D'ailleurs, en tacticiens consommés, les Syriens ne réclament pas le départ du chef de l'Etat, et assurent en avoir à sa politique, et non à sa personne. A priori, un rétablissement de la position du président Gemayel du côté de

De notre correspondant

Damas n'est donc pas impossible. Mais en même temps le ministre des affaires étrangères syrien, M. Khaddam, déclaraient contre lui, les conditions posées par la Syrie sont telles que si le chef de l'Etat s'y pliait, cela équivaudrait à une démission de facto. S'il les refusait, ce serait la continuation de la guerre.

Un optimisme étonnant

L'abrogation de l'accord du 17 mai, exigée par l'opposition et Damas, reviendrait, en effet, à une rupture avec Israël ; le retrait de la force multinationale, à un désengagement des Etats-Unis ; et l'annulation des nominations au sein de l'appareil de l'Etat, à un isolement du président parmi ses propres partisans. Les Syriens veulent un Amine Gemayel sans Libanais et Américains ni Israéliens autour de lui : ni comme un ver, entend-on dire couramment. Pourtant, l'un des observateurs les plus avertis de Beyrouth constatait tristement lundi soir 13 février : « Il n'y a pratiquement plus que la solution syrienne. Elle ne nous apportera pas la paix puisque Israël ne laissera jamais la Syrie opérer en toute liberté au Liban. Mais, au moins, nous ne serons plus en situation de guerre ouverte. »

Les Etats-Unis, quant à eux, sans avoir complètement « lâché » le régime, dont l'impression de mise plutôt sur l'armée malgré sa semi-désintégration, et continuent à lui fournir des armes, payées il est vrai rubis sur l'ongle et dont l'essentiel se trouve en secteur chrétien.

L'intervention israélienne étant présentement exclue, le tableau de la situation comporte un président sans pouvoir ni gouvernement que ses partenaires et alliés ne soutiennent plus vraiment. Les Forces libanaises (milices chrétiennes), en particulier, ont pratiquement décidé qu'il n'y avait plus de raison que l'Etat décline le pouvoir en secteur chrétien, et tant qu'il n'y ait jamais démission, après l'avoir perdu en secteur islamique-progressiste. En conséquence, les forces libanaises se sont redéployées dans la rue et en deuxième ligne derrière l'armée face aux milices islamiques de Beyrouth-Ouest. Par ailleurs, ces dernières ont, certes, mené une opération victorieuse, mais ne parviennent pas à concrétiser leur victoire et sont menacées de régressions de comptes internes.

De son côté, la Syrie a récupéré 90 % de ses positions au Liban sans pouvoir toutefois mettre complètement la main sur le pays. Quant à Israël, il a vu s'évanouir son objectif politique de 1982, la paix et des frontières ouvertes avec le Liban, et ne peut plus envisager que des mesures assurant sa sécurité et un éventuel gain territorial au sud du Liban.

Enfin, les Etats-Unis veulent se tenir d'affaire à moindre frais, sans cependant donner l'impression d'une dérobade à leurs alliés arabes considérés en un axe Arabie Saoudite-

Egypte-Jordanie auquel sont liés l'Irak et l'OPL de M. Ararat.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment la crise pourrait être réglée. Pourtant le président Gemayel est d'un avis contraire puisqu'il a affirmé dans son interview télévisée : « Nous sommes aujourd'hui sur le point d'arriver à une solution qui pourrait résoudre le problème dans son ensemble et aboutir à une formule susceptible de sauver tout le Liban. » Il a utilisé à ce propos le terme de « compromis historique » (le Monde du 14 février). Ses compatriotes aimeraient partager son optimisme et souhaitent qu'il décline des données positives ignorées du grand public.

LUCIEN GEORGE.

L'URSS accepterait sous conditions l'envoi de « casques bleus »

De notre correspondant

Washington. — L'Union soviétique a informé, le lundi 13 février, le président du Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle serait éventuellement disposée à donner son accord à l'envoi d'une force des Nations unies au Liban pour y surveiller l'application d'un cessez-le-feu.

Cet indispensable aval de l'URSS qui dispose comme membre permanent du Conseil de sécurité d'un droit de veto serait cependant soumis à plusieurs conditions, dont l'arrêt des bombardements navals américains et le retrait de la flotte des Etats-Unis hors de portée des côtes libanaises.

Dimanche, la Syrie, avait elle aussi, en posant ses propres conditions, fait savoir qu'elle pourrait accepter le remplacement des contingents de la force multinationale par des casques bleus. La Maison Blanche avait, peu après, déclaré que cette idée « valait la peine d'être examinée ». Il se confirme ainsi qu'un marchandage serré — incluant l'URSS — est désormais ouvert autour des conditions d'un arrêt des hostilités sur la base des succès militaires remportés par les alliés libanais de la Syrie.

Le porte-parole de la présidence américaine, M. Spokes, a indiqué à ce propos que le remplacement des « marines » de Beyrouth sur les bâtiments de la 6^e flotte serait réalisable dans un délai de trente jours et qu'il y serait procédé « si la situation politique et militaire s'y prête ». M. Spokes a toutefois précisé que les « marines » conservaient, dans cette hypothèse, une « présence psychologique » au Liban, ce qui paraît exclure l'isolement des navires américains demandés par l'URSS. Officieusement, le Département d'Etat laisse entendre que ce retrait de la 6^e flotte dépendrait de la situation intérieure du pays et des souhaits exprimés par son gouvernement légal — c'est-à-dire par M. Gemayel — que Washington en-

tend toujours aider à se maintenir à la tête de l'Etat.

La principale difficulté à cet égard est la question de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Damas met pour condition au maintien de M. Gemayel qu'il le dénonce tandis que Jérusalem le presse au contraire de ne pas revenir sur cet accord et attend de M. Reagan qu'il s'oppose à toute décision de ce genre.

Pour les Etats-Unis qui avaient prêté les négociations israélo-libanaises de l'année dernière et refusé en décembre de permettre à M. Gemayel de le remettre en cause pour faciliter un *modus vivendi* entre les différentes forces politiques libanaises, la situation est donc particulièrement délicate. Il leur est difficile de donner aujourd'hui un feu vert qu'ils avaient refusé à un moment où il aurait pu permettre à M. Gemayel de parvenir à une stabilisation beaucoup plus favorable aux intérêts occidentaux que celle qu'il peut espérer aujourd'hui. Mais il leur est sans doute encore plus difficile de lui interdire un geste sans lequel son avenir risque fort d'être scellé.

L'Arabie saoudite, dans ses propres efforts de conciliation, tenterait de faire admettre par toutes les parties concernées une formule aux termes de laquelle le président libanais dénoncerait l'accord du 17 mai en proposant simultanément à Israël l'ouverture d'une nouvelle négociation sur des « objectifs de sécurité » communs aux deux pays. On voit bien là ce qui pourrait satisfaire Washington, mais pas ce qui pourrait amener Israël et la Syrie à prêter la main à l'entreprise.

En l'état actuel des choses, les Etats-Unis ne paraissent pas avoir d'autre choix que « désapprouver » une dénonciation de l'accord, sans pour autant tenir rigueur à M. Gemayel d'y procéder.

BERNARD GUETTA.

DANS LA BANLIEUE SUD

La détresse des habitants de Chyah dévasté par les bombardements

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur Beyrouth, lundi 13 février, charriant des torrents d'eau boueuse le long des artères désertées de Chyah, cette banlieue sud surpeuplée à majorité chiite où ont éclaté les derniers combats. Pas un piéton ne hante ces rues dévastées bordées d'immeubles éventrés, aux balcons qui pendent misérablement dans le vide. Aucun bâtiment dans le secteur de l'église Mar-Mikhaël n'a résisté aux violents bombardements, et la plupart des habitants ont déserté le quartier ravagé. Quelques enfants qui jouent devant une porte signalent pourtant que tout le monde n'est pas parti.

Ils sont cinquante, dans une cave de 30 mètres carrés, femmes, enfants et miliciens qui se reposent après leur veille de la nuit. Ils sont cloîtrés depuis une semaine, nous explique en français Lina, une petite fille de dix ans qui vit là avec ses parents et ses trois frères combattants. Sur le plancher est posé un réchaud à gaz et quelques assiettes sont soigneusement rangées à côté.

Depuis quarante-huit heures, ils montent « respirer de temps en temps », dit-elle, sans s'éloigner toutefois de leur abri. La nourriture et l'eau leur sont apportées depuis trois jours par les miliciens d'Amal, qui règnent en maîtres sur tout ce secteur dévasté. Une femme paraît être la maîtresse de ces lieux sinistres. Elle explique qu'elle préfère « rester avec ses garçons qui combattent ». Elle a la hantise de les perdre, comme celui dont le portrait géant est suspendu à travers la rue.

Au coin d'un immeuble, une silhouette tend en noir qui ne déparait pas Téheran se glisse dans une ruelle. Le milicien d'Amal qui nous accompagne nous avait accueilli avec un sourire pour se faire pardonner de ne pouvoir serrer la main d'une femme : « Ce n'est pas contre vous, c'est la religion ! » Dans ce quartier, nous verrons d'ailleurs beaucoup de femmes, le foulard serré sur la tête ne laissant pas sortir un seul cheveu.

Au détour d'une rue, des enfants qui se sont fait une cabane sous un chariot métallique se font sévèrement répriman-

der par les miliciens. « Le chariot appartient à une usine voisine, explique le combattant, or l'usine est à un chrétien et nous ne voulons pas être accusés d'être des voleurs ou des bandits. » Dépités, les enfants abandonnent leur nouveau jouet, qu'un milicien range soigneusement. La pluie qui tombe sans interruption accentue encore le caractère de désolation de ces lieux, et les miliciens n'ont pas de mal à montrer la misère qui règne partout : « Nous sommes pourtant des Libanais, dit l'un d'eux, qu'a-t-on fait pour nous ? Regardez ces rues, ces immeubles, tout est pauvre ici ; nous ne voulons pourtant que vivre comme tout le monde. Nous n'avons pas de problèmes avec les chrétiens, et d'ailleurs certains sont restés ici malgré la situation », assure-t-il.

Soixante-quinze mille personnes

C'est vrai. Dans une cave inondée de 30 centimètres d'eau, une famille chrétienne partage sa détresse avec trois autres familles chiites. « Nous étions quatre familles de chrétiens, explique M. Maurice Michel, mais les autres ont profité de l'accalmie pour partir. Moi, je reste, je n'ai pas pu aller et surtout pas d'argent pour m'en aller. » Fabricant d'emballages de bonbons, « M. Maurice Michel » a perdu son travail il y a six mois, lorsque la situation s'est dégradée. Originaire de Tripoli, où il a fait ses études chez les Frères des écoles chrétiennes, il n'a pas les moyens de regagner le nord du pays. « Moi, bien sûr, je pourrais passer à l'est, mais pour quoi faire ? Ici, je n'ai pas de problèmes. Voyez, dit-il fièrement, c'est le cheikh Charafeddine, vice-président du Conseil supérieur chiite — qui nous a donné hier cette pompe à eau pour essayer d'assécher la cave. »

Au milieu de, deux presses d'imprimerie, sur lesquelles sèche du linge, des matelas sont posés sur des planches surélevées. Chacun s'active pour donner un semblant d'ordre à cet entre, juste éclairé par une petite lampe à alcool.

Notre interlocuteur habitait au quatrième étage de l'immeuble, son salon est maintenant à ciel ouvert et sa cuisine béante donne sur le vide. Du quatrième au septième étage, les appartements ont été soufflés et, sur certains paliers, il ne reste qu'une porte à moitié arrachée de ses gonds. « M. Maurice Michel » préfère ne pas révéler son nom de famille : « Excusez-moi, mais vous comprenez, quand il y a la paix et que l'on passe à l'est, les phalangistes ont des listes, alors ils vous attrapent et ça recommence », explique-t-il à regret.

Dans la loge du concierge, à la lueur d'une bougie, le docteur Boussein consulte. Ce jeune pédiatre de l'organisation médicale d'Amal a entrepris de visiter un par un les abris de la banlieue Sud dans lesquels sont réfugiés, selon lui, depuis une dizaine de jours, soixante-quinze mille personnes. Les maladies les plus fréquentes : la gale ou la bronchite, chez les enfants, et des crises d'hystérie chez les adultes. Pour l'instant, il ne manque pas de médicaments, car « Amal pourvoit à tout avec l'aide d'organisations humanitaires internationales ».

Au sous-sol d'une école, un hôpital d'urgence où d'ailleurs est installé : bloc opératoire flamboyant, réserve de médicaments soigneusement étiquetés, lits impeccablement alignés. Il attend une équipe de Médecins sans frontières qui doit prendre ses fonctions de mardi. « Chaque soir, nous recevons des blessés, explique le médecin, nous avons dû fermer notre dispensaire d'Hay-El-Saïdoun, aucun médecin ne voulant y résider en raison du danger, là, c'est un peu plus calme. »

A midi, pourtant, les tirs intermittents reprennent de la violence. Un obus s'abat à une certaine distance, sur un toit déjà à moitié effondré, soulevant une épaisse fumée noire. En une minute, tout le monde a regagné l'abri. Un véhicule blindé de l'armée, piloté par des miliciens, passe en trombe, soulevant des gerbes d'eau. Une alerte de plus pour une population épuisée et qui n'a plus rien à perdre.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Soudan

Deux Français figurent parmi les six techniciens enlevés dans le sud

Une ressortissante ouest-allemande enceinte, de huit mois, Mme Ursula Morson, et son fils âgé de dix-huit mois figurent parmi les six otages capturés vendredi par des guérilleros sud-soudanais, près du canal de Jonglei, a annoncé lundi la Compagnie des grands travaux de Marseille.

Les familles des otages et l'entreprise ont adressé un « appel pressant » aux ravisseurs pour qu'ils libèrent « dès que possible M^{me} Morson et son enfant, et pour qu'ils épargnent les otages ». L'accouchement de M^{me} Morson, précise la Compagnie française, nécessite une opération.

Selon la Compagnie des grands travaux, le camp situé au début du canal de Jonglei a été occupé temporairement vendredi dernier par « des éléments appartenant probablement

au Mouvement de libération des peuples du Soudan ou Anyanya II ». Durant les combats avec l'armée soudanaise, un pilote australien de l'entreprise, Peter Clarke, a été tué et six otages enlevés, dont deux Français.

Outre M^{me} Morson et son fils, les autres otages sont : Gween Morson (Kenya), pilote, Michel Dupire et Yves Parisse (France), techniciens, et Yan Bain (Grande-Bretagne), technicien.

L'entreprise française a rappelé que les terrassements du canal de Jonglei sont arrêtés depuis le 15 novembre, date de la première attaque des guérilleros sud-soudanais au cours de laquelle onze techniciens, dont sept Français, avaient été capturés puis relâchés quelques jours plus tard.

L'univers fantastique du cerveau

MAURICE AUROUX

l'ambiguïté humaine

*Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université Paris-Sud

BUCHET / CHASTEL
18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS

EUROPE

L'ACCESSION AU POUVOIR DE M. TCHERNENKO ET LES OBSÈQUES DE IOURI ANDROPOV

Cent cinquante délégations étrangères, dont soixante-dix représentants des États ou des gouvernements, ont assisté, mardi matin 14 février, aux obsèques de Iouri Andropov. Dans ces conditions, les grands absents étaient plus remarquables que les présents : les États-Unis, le Japon, la France, l'Espagne, ont été parmi les rares pays occidentaux à ne pas être représentés à Moscou par leur plus haut dirigeant. M^{rs} Thatcher, le chancelier Kohl, le président italien Pertini, le premier ministre portugais Soares, le premier ministre grec Papandréou, le premier ministre suédois Palme, le président finlandais Koivisto, le chancelier autrichien Sinowatz, le premier ministre canadien Trudeau, étaient, par contre, sur la place Rouge, aux côtés de M^{rs} Indira Gandhi et du chef de l'État pakistanaï, le général Zia.

Les pays arabes qui entretenaient des relations avec Moscou (en particulier la Syrie, l'Irak, le Jordanie, l'Algérie, le Maroc) n'avaient pas envoyé leurs plus hauts dirigeants, mais M. Yasser Arafat, lui, était là.

Le vice-premier ministre Wan Li représentait la Chine. Tous les dirigeants des pays européens du bloc soviétique étaient naturellement pré-

sents, et la Yougoslavie avait délégué les plus hauts représentants de la Ligue des communistes et de l'État.

Parmi les alliés de Moscou dans le tiers-monde, on relevait la présence de M. Fidel Castro et du numéro un afghan, M. Babrak Karmal, mais aussi l'absence inexpliquée du président angolais Dos Santos.

Les PC français, italien et portugais étaient représentés par MM. Marchais, Berlinguer et Cunha, mais il y avait deux délégations communistes espagnoles : celle du PCE, dirigée par un membre du comité exécutif et du secrétariat, M. Romeo Marin, et celle du nouveau PC proutien, formé en janvier, conduite par son secrétaire général, M. Ignacio Gallego.

Comme d'habitude, ces obsèques devaient être l'occasion d'une série de rencontres diplomatiques. Le premier ministre français, M. Pierre Mauroy, présent à Moscou en compagnie de MM. Claude Cheysson et Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, devait être reçu mardi après-midi par le nouveau secrétaire général du PC soviétique, M. Tchernenko. Ce dernier devait

s'entretenir ensuite avec le chancelier Kohl puis avec M^{rs} Margaret Thatcher.

Le premier ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, qui n'aurait pu réaliser son désir de venir à Moscou pour exposer à Iouri Andropov sa conception du désarmement, obtint de rencontrer pour cela son oncle, mais il devra attendre mercredi, et donc retarder son départ. Quant au vice-président américain, M. George Bush, il ne faisait guère de doute qu'il serait lui aussi reçu par M. Tchernenko.

Les obsèques ont aussi été l'occasion de rencontres entre diverses personnalités venues à Moscou pour la circonstance : c'est ainsi que le chancelier Kohl a rencontré, lundi, le chef du PC de l'État allemand, M. Erich Honecker ; c'était la première entrevue entre les deux hommes depuis l'accession de M. Kohl à la chancellerie. L'entrevue, qui a duré deux heures, a été jugée « intense et très utile » par M. Kohl, « excellent » par M. Honecker.

M. Mauroy devait, de son côté, rencontrer le coordonnateur de la junte sandiniste du Nicaragua, M. Daniel Ortega, et M. Cheysson s'entretenait avec le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz.

« Nous attendons une réponse des Occidentaux à nos propositions de paix » déclare M. Gromyko

La cérémonie des funérailles de Iouri Andropov s'est achevée, ce mardi 14 février, à 13 heures (heure de Moscou, 11 heures à Paris) par un défilé militaire sur la place Rouge, devant les dirigeants de l'Union soviétique alignés au-dessus du mausolée de Lénine, comme pour les fêtes du 1^{er} mai ou du 7 novembre. Autour de M. Tchernenko, le

la Salle des colonnes. Les jeunes du bureau politique, MM. Gorbatchev et Romanov, entouraient alors M. Tchernenko.

A 11 h 30 (heure de Moscou), le cercueil de l'ancien secrétaire général a été placé sur une prolonge d'artillerie tirée par un blindé. Le cortège a pris lentement la direction de

la place Rouge, distante de quelques centaines de mètres de la Maison des syndicats où le corps avait été exposé pendant quatre jours. Derrière le cercueil, entouré de soldats marchant au pas de l'oie, venaient la famille de Iouri Andropov, sa femme, Tatiana, dont le public soviétique n'a découvert l'existence qu'à l'occasion de ce deuil, son fils Igor, sa fille Irina et, plus loin, les membres de la direction du Parti et de l'État.

Pendant les allocutions, le cercueil, découvert, avait été déposé face au mausolée de Lénine. Les quelques cent cinquante délégations étrangères avaient pris place à gauche et à droite de la tribune tandis que sur la place Rouge se tenaient un détachement des trois armes et des représentants choisis de la « po-

pulation laborieuse ». C'est M. Tchernenko qui, le premier, a rendu hommage à son prédécesseur : il a promis de « poursuivre ses initiatives » et il s'est prononcé en faveur de « négociations honnêtes, d'égal à égal, et dans le respect de la sécurité des parties » pour résoudre les problèmes internationaux, mais il a précisé que la menace ne faisait pas peur à l'URSS, qui dispose d'une « bonne défense ».

M. Gromyko, qui lui a succédé à la tribune, a été plus précis. Il a brièvement rappelé les propositions soviétiques visant à renforcer la paix : « Nous attendons de l'Occident qu'il y réponde pour pouvoir travailler ensemble en faveur de la paix », a dit le chef de la diplomatie soviétique, qui, en 1982, n'avait pas été appelé à prononcer un discours lors des obsèques de Brejnev. Dans une allusion à l'installation des missiles américains en Europe occidentale, il a ajouté qu'il fallait renoncer « aux tentatives de détruire l'équilibre des forces existant dans le monde ».

Après l'inévitable ouvrier de choc des usines automobiles Ligatchev, le maréchal Oustinov a insisté sur la coopération des pays du pacte de Varsovie, les efforts pour le renforcement de la détente, les soins apportés à la préparation militaire de l'URSS. « La ligne du Parti est restée la même, et cela est confirmé par la dernière session du comité central qui a eu lieu dans une atmosphère d'unité », a conclu le ministre de la Défense avant de céder le micro au premier secrétaire de l'Union des écrivains et à un représentant de la République autonome de Carélie, où Iouri Andropov avait commencé sa carrière politique.

Les membres du bureau politique, conduits par M. Tchernenko, ont ensuite accompagné le cercueil de Iouri Andropov jusqu'au petit cimetière situé derrière le mausolée, au pied des murs du Kremlin, où reposent les figures célèbres de la révolution russe et du régime soviétique. Après un dernier adieu de la famille, le cercueil a été fermé et inhumé, alors que les sirènes des usines se mettaient à hurler, que des salves d'artillerie étaient tirées dans toutes les grandes villes, et que l'activité s'arrêtait pendant cinq minutes sur tout le territoire de l'URSS.

Vers un nouveau partage du pouvoir

(Suite de la première page.)

M. Tchernenko aurait-il passé un compromis avec ce « jeune loup » qui semble avoir plus de temps pour lui que M. Romanov ?

Les discours prononcés lundi par le nouveau secrétaire général a été de facture nettement « andropovienne », ce qui n'a pas manqué de surprendre de la part d'un « brejnevin » telle que M. Tchernenko. Outre l'hommage obligé à son prédécesseur, M. Tchernenko emploie des formules que celui-ci n'aurait pas reniées, tel que la nécessité d'un « réajustement sérieux » du système de gestion économique. Dans l'ensemble, le ton est davantage proche du réformisme modéré qui caractérisait Andropov que de l'immobilisme de Brejnev, surtout dans les dernières années de sa vie.

M. Tchernenko est en même temps d'une extraordinaire prudence. Tout en se livrant à un éloge de l'œuvre accomplie par Andropov, le nouveau secrétaire général affirme qu'il ne faut « ni surestimer ni minimiser » celle-ci. Seule une « ap-

proche réaliste (...) prémunit contre les erreurs en politique », ajoute-t-il.

En politique étrangère, M. Tchernenko ne donne pas beaucoup de précisions sur la voie qu'il entend suivre. Il cite rapidement les formules classiques, notamment la « coexistence pacifique » présentée comme « héritage du grand Lénine » et qui est « plus nécessaire que jamais ». La mise en garde à l'Occident, également traditionnelle à chaque session de pouvoir, est relativement modérée. « Quelques dirigeants de pays capitalistes ne se rendent malheureusement pas compte apparemment ou ne veulent pas se rendre compte » de la situation créée par « les armes nucléaires et les missiles ultra-précis », estime M. Tchernenko.

Le nouveau secrétaire général devrait avoir dès ce mardi l'occasion de perfectionner sa connaissance des grands dossiers internationaux en recevant plusieurs dirigeants étrangers venus à Moscou assister aux obsèques de Iouri Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Quelques citations du numéro un soviétique

• SUR LA CULTURE

« Bien entendu, des faits nouveaux peuvent conduire à la nécessité de compléter, de préciser, les opinions existantes. Mais il y a des vérités qui ne sont pas sujettes à réexamen, des problèmes qui ont été tranchés il y a longtemps et sans équivoque. On ne peut, si l'on veut rester sur la base de la science, oublier les principes fondamentaux de la dialectique matérialiste. Il est inadmissible, certes, de coller des « étiquettes » idéologiques dans la polémique théorique, mais cela n'exclut nullement les appréciations sévères données aux travaux qui le méritent. »

(...) Sur les écrans ou sous les plumes de quelques auteurs apparaissent parfois au premier plan des destins exclusivement malheureux, des marginaux de la vie, des personnages contorsionnés et pitoyables (...). Un autre phénomène alarmant est que certaines œuvres s'écartent de la vérité historique, par exemple dans le jugement porté sur la collectivisation, des idées de « recherche de Dieu » ou de « retour à la civilisation » et à l'idéalisme. Nous trouvons des cas où l'auteur ou bien est désorienté par la complexité des problèmes, ou bien essaie de se targuer d'une interprétation « non standard » de ces problèmes, ce qui conduit en fin de compte à la déformation de notre réalité. Nous pourrions éviter de tels phénomènes si toutes les revues et maisons d'édition pouvaient courir avec plus de décision aux manifestations d'absence de principes, d'esprit de compromis, aux tendances subjectivistes. Et cela concerne également les répertoires du théâtre et du cinéma. »

(Discours au comité central, 14 juin 1983.)

• SUR LE COMBAT IDÉOLOGIQUE

« Personne n'a le pouvoir, même s'il le voulait, de supprimer la lutte idéologique. (...) Nous rejetons la

confrontation sur le champ de bataille. Mais nous la considérons inévitable dans le domaine intellectuel. (...) De là découle notre position de principe : nous rejetons les idées imprégnées de préjugés, de suspicion et de peur, mais nous sommes pour l'échange d'idées constructives et créatrices. (...) »

« On connaît bien les allégations sur le caractère « fermé » de la société socialiste, sur le refus des pays socialistes de permettre le développement des relations culturelles avec l'Occident. Les faits témoignent cependant du contraire. Déjà, aujourd'hui, les pays socialistes importent des pays capitalistes beaucoup plus d'informations sous les formes les plus diverses que les pays capitalistes n'en importent des pays socialistes. »

(Extrait d'une brochure éditée par l'agence Novosti en 1976.)

« Il convient d'aborder avec plus de soin la sélection des produits étrangers qui nous parviennent dans le cadre des échanges culturels. Au côté d'œuvres riches de contenu arrivent jusqu'à nous des films, des pièces, des livres, de la musique, qui se distinguent par l'absence d'idées, la vulgarité, l'inconsistance artistique. N'oublions pas, camarades, que chez nous ce n'est pas l'approche commerciale mais politique qui doit être au premier plan. »

(Discours au comité central, 14 juin 1983.)

• SUR LES ÉTATS-UNIS

« Le président des États-Unis, dans une série de ses récentes interventions, a déclaré avec une franchise cynique, qu'il a mis en tête de son action, dès son premier jour au pouvoir, l'accroissement de la puissance militaire. Il voit dans les armements le principal atout américain, l'argument décisif sur lequel il fonde les prétentions de Washington à dicter sa volonté aux pays et même aux régions entières sur lesquels les milieux impérialistes américains jettent les yeux pour telle ou

relle raison politique, militaire ou économique. (...) La tension existant nécessairement entre les intérêts des États-Unis, ce sont eux et personne d'autre qui l'ont créée. Elle était nécessaire en présence, personnellement, qui compte l'emporter sur ses concurrents dans la campagne présidentielle, grâce à la vague de chauvinisme et d'hystérie anticomuniste aux États-Unis. (...) Il s'emploie à rejeter des années en arrière les relations entre États, il pousse le monde vers le gouffre de la guerre froide. Cette entreprise est encore plus aventureuse que ce que l'on a vu avec certains de ses prédécesseurs. »

(Discours du 15 février 1980, à Moscou. Le président américain en question n'est pas Ronald Reagan, mais Jimmy Carter.)

• SUR LA « QUESTION JUIVE »

« Ceux qui tentent d'affirmer qu'il existe, en Union soviétique, une question juive font figure d'hypocrites en faillite totale. Les aventuriers stalinistes, jouant au sort des gens qu'ils ont enrôlés en Israël, ont fait jusqu'à nous des films, des pièces, des livres, de la musique, qui se distinguent par l'absence d'idées, la vulgarité, l'inconsistance artistique. N'oublions pas, camarades, que chez nous ce n'est pas l'approche commerciale mais politique qui doit être au premier plan. »

(Discours au comité central, 14 juin 1983.)

• SUR LA FRANCE

« C'est la première fois que je me rends en France. Et vous comprenez que des impressions les plus diverses m'envahissent : impressions de votre congrès (du PCF), des rencontres avec ses délégués, de Paris et des Parisiens. Tout cela doit encore se dénouer, s'éclaircir. Mais j'avouerai dès à présent : ce qui me touche le plus, c'est cette atmosphère de camaraderie, d'amitié qui nous entoure depuis notre arrivée à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Bien que ce soit la première impression, je suis sûr qu'elle n'est pas trompeuse. Effectivement, nos peuples ont une solide tradition historique de profonde fraternité, une pour l'autre, d'estime mutuelle et d'amitié. »

(Discours à Villejuif le 5 février 1982.)

• SUR SA JEUNESSE

« C'est dans votre détachement frontalier que j'ai commencé mon service militaire, arrivé à l'armée volontaire, en 1930. C'est là que s'est produit un des événements les plus marquants de ma vie : j'ai été admis dans les rangs du Parti communiste de l'Union soviétique. C'est ici que les gardes-frontières m'ont été secrétaires de l'organisation du parti. (...) Je cherche malgré moi, sur les visages des gardes-frontières d'aujourd'hui, les traits des sentinelles de la frontière des années 30. Et je vois des visages virils, inspirés, de soldats infiniment dévoués à la cause du Parti, à leur patrie socialiste, à la cause de leurs pères et de leurs grands-pères. (...) »

« Derrière les violations en apparence futilles du régime frontalier accomplies par la partie chinoise, il y avait un gros calcul politique, le désir de déstabiliser artificiellement la situation, d'exacerber les sentiments antisoviétiques, d'être une partie de la population en Chine. Nous le voyons et nous en tenons compte. (...) Lorsque nous disons que la frontière est verrouillée, nous nous entendons que toute notre énorme frontière est entre des mains sûres. Le Parti l'a toujours cru, il le croit aujourd'hui aussi. »

(Discours à la frontière soviéto-chinoise, 16 août 1979.)

• Lisez

Le Monde de L'ÉDUCATION

La biographie officielle

Nous publions ci-dessous la biographie de M. Tchernenko établie à partir de publications officielles soviétiques :

Constantin Tchernenko est né le 24 septembre 1911, à Bolcheï-Tes, district Novosélovski, territoire de Krasnoïarsk, dans une famille de paysans. Il est russe. Il travaille comme ouvrier agricole chez des koulaks (paysans riches), son activité ultérieure est liée à la direction d'organisations du Komsomol et du Parti.

En 1929, il est chef de service dans le secteur de la propagande et de l'agitation au comité du komsomol (jeunesse communiste) du district Novosélovski. En 1930, il est volontaire dans l'armée rouge, mais jusqu'en 1933 il sert comme garde-frontière. Il est secrétaire de l'organisation du Parti — auquel il a adhéré en 1931 — dans un poste-frontière.

Il travaille ensuite comme chef du secteur de l'Agitprop des comités du Parti des districts Novosélovski et Ouzbék, comme directeur de la Maison d'instruction du Parti du territoire de Krasnoïarsk, puis comme adjoint du chef du département de propagande et d'agitation, et, enfin, comme secrétaire du comité du Parti du territoire de Krasnoïarsk.

À partir de 1943, il fait des études à l'école supérieure des organisateurs du Parti auprès du comité central de la Fédération de Russie. En 1948, il est secrétaire du comité du Parti de la région de Perm. En 1948, il est transféré dans la République de Moldavie, où il est nommé chef du département de propagande et d'agitation du CC du Parti de Moldavie (1). En 1956, il devient chef du secrétariat du service de l'Agitprop auprès du comité central du Parti de l'Union sovié-

que. En même temps, il est membre de la rédaction de la revue Agitator. En 1960, il est nommé à la tête du secrétariat du présidium du Soviet suprême. En 1965, il devient chef du service général du comité central.

De 1966 à 1971, il est membre suppléant du CC. Au vingtième congrès (mars 1971) il est élu membre du comité central et en mars 1976 le plénum du CC réunit après le vingt-cinquième congrès le porte au poste de secrétaire du CC.

En 1977, il est élu suppléant au bureau politique et, en 1978, membre à part entière. Il est député au Soviet suprême.

L'agence Tass ajoute que M. Tchernenko est « une éminente personnalité du Parti communiste et de l'État soviétique. A tous les postes que le Parti lui a confiés, il a montré sa haute capacité d'organisateur, sa fidélité à ses principes de membre du Parti, sa fidélité à la grande cause de Lénine, aux idéaux du communisme. Constantin Tchernenko est l'auteur d'ouvrages scientifiques sur les problèmes actuels liés à l'accroissement du rôle dirigeant du Parti dans la vie de la société soviétique, au perfectionnement du style et des méthodes d'activité du Parti et de l'État, au développement de la démocratie socialiste (...) »

« En hommage aux grands services rendus à la patrie, le titre de héros du travail socialiste lui a été décerné deux fois. Il a également trois ordres de Lénine, trois ordres du Drapeau rouge du travail et de nombreuses autres médailles de l'Union soviétique et des pays socialistes. Il est lauréat du prix Lénine. »

(1) C'est là qu'il a rencontré Brejnev, premier secrétaire du Moldavie de 1950 à 1952. (NDLR.)

LES ORGANES DIRIGEANTS APRÈS L'ÉLECTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

À la suite de la session du comité central du lundi 13 février, les organes dirigeants du Parti communiste soviétique sont ainsi composés (nous indiquons entre parenthèses l'année de naissance) :

— Le bureau politique du comité central du P.C. soviétique compte désormais douze membres : le plein droit : MM. Tchernenko (1911), secrétaire général ; Gorbatchev (1931) et Romanov (1923), tous deux également secrétaires du comité central ; Tikhonov (1905), président du conseil des ministres ; Aliev (1923) et Gromyko (1909), tous deux premiers vice-présidents du conseil des ministres, le second de surcroît ministre des affaires étrangères ; Oustinov (1908), ministre de la Défense ; Grichine (1914), Tchcherbitski (1918) et Kouzaev (1911), respectivement chefs du Parti à Moscou, en Ukraine et au Kazakhstan ; Solomentsev (1913), président du comité de contrôle du Parti ; Vorotnikov (1926), chef du gouvernement de la fédération de Russie.

— Les membres suppléants du Politburo sont désormais au nombre de six : MM. Tchebrikov (1923), président du KGB ; Ponomarev (1905) et Dolguikh (1924), secrétaires du comité central du Parti ; Demitchev (1918), ministre de la culture ; Kouznetsov (1901), premier vice-président du présidium du Soviet suprême ; Chevarnadze (1928), chef du Parti en Géorgie.

— Le secrétariat du comité central compte dix membres : MM. Tchernenko, Gorbatchev, Romanov, Dolguikh, Ponomarev, Kapitonov, Roussakov, Zimianine, Rykov et Ligatchev.

L'E.F.T. prépare au B.T.S. TOURISME
(Annuel - Production - Distribution) Bas de Niveau Technologique

ENSEIGNEMENT - FORMATION et TOURISME
Enseignement technique supérieur privé
4-6, rue Michel-de-Sourdis - 75029 Paris TEL. 370.39.32

EUROPE

Suivez

Congrès socialiste
maintien au pouvoir

Le Monde
REACTIF CHRONIQUE
ÉLECTIONS
Économique
Inoubliable
Canada

Libez
Le Monde de
L'ÉDUCATION

50.000.000

EUROPE

Suisse

Le congrès socialiste a décidé le maintien au gouvernement

Les socialistes suisses réunis au congrès extraordinaire à Berne ont décidé, le dimanche 12 février, de rester au Conseil fédéral, où ils occupent les portefeuilles ministériels, les cinq autres revenant aux représentants des partis « bourgeois » (radicaux, démocrates-chrétiens, démocrates du centre). La crise avait éclaté le 7 décembre, jour où les parlementaires ont désigné les membres du gouvernement. Contre tout usage, les députés de la majorité bourgeoise avaient en effet refusé la candidature officielle des socialistes. M. Uehlin, député de Zurich (qui fut la première femme à siéger au Conseil fédéral) et lui avaient préféré un socialiste selon leur goût, M. Otto Stich. Le groupe parlementaire socialiste n'avait guère réagi, mais la direction du parti et son président, M. Hubacher, estimant que cet affront devait entraîner le retrait du gouvernement, avaient convoqué le congrès.

Les partis bourgeois ont certes, de toute façon, la majorité, mais, en Suisse, l'opposition (les socialistes représentent un quart de l'électorat) doit être dans le gouvernement et non à l'extérieur sous peine de rupture avec le sacro-saint consensus.

L'heure était donc grave et jamais on n'avait connu une telle affluence

SOLIDARITÉ ET LA CHARTE 77 LANCENT UN APPEL COMMUN AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN POLOGNE ET EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Des représentants de Solidarité et de la Charte 77 ont signé un appel commun, daté du 12 février, pour la libération des prisonniers politiques en Pologne et en Tchécoslovaquie et pour la poursuite de la lutte en faveur des droits de l'homme dans les deux pays. Le texte a été signé par vingt-trois opposants polonais, parmi lesquels les dirigeants clandestins de Solidarité comme Zbigniew Bujak et Bogdan Lis et d'anciens militants du KOR, Jan Jozef Lipiński et Jan Lityński et le Père Jan Zieja. Du côté tchécoslovaque, on compte vingt-deux membres de la Charte 77, dont deux des vétéranes du mouvement, Václav Benda et Jiri Ruml, l'ancien ministre des affaires étrangères Jiri Hajek, l'écrivain Václav Havel et le Père Josef Zverina. Les signataires affirment dans cet appel, communiqué à l'AFP à Prague, « leur volonté de continuer à s'engager pour la démocratie, la souveraineté et la liberté » de leur pays.

A Varsovie, la Ditté a décidé de traduire en justice devant le tribunal d'Etat l'ancien premier ministre M. Piotr Jaroszewicz et son ancien vice-premier ministre, M. Tadeusz Wrzesniewski, tous deux collaborateurs de l'ancien premier secrétaire du parti, M. Edward Gierek. Ce dernier (en dépit des assurances données par après son éviction du pouvoir) semble devoir échapper à toutes les poursuites en vertu d'une loi non écrite qui veut que le parti, et donc son plus haut représentant, ne puisse jamais être remis en cause. Le tribunal d'Etat devant lequel comparaitront MM. Jaroszewicz et Wrzesniewski, accusés d'abus de pouvoir et de mauvaise gestion, ne peut leur infliger de peines de prison ni d'amendes, mais seulement les priver de leurs décorations ou de leurs droits politiques.

Berlin-Ouest A la prison de Spandau Ascenseur pour Rudolf Hess

Bonn (AFP). - Un ascenseur de 130 000 marks (590 000 F) est actuellement en construction dans la prison de Spandau, à Berlin, pour permettre à son seul pensionnaire, l'ancien adjoint de Hitler, Rudolf Hess, de descendre dans la cour, à deux mois de son quatre-vingt-deuxième anniversaire, révèle, le dimanche 12 février, l'hebdomadaire ouest-allemand Welt am Sonntag.

Rudolf Hess, secrétaire particulier de Hitler dès 1926, puis son adjoint en 1933, après l'accession au pouvoir, et d'après son second, dernier « meeting », est le dernier des condamnés du procès de Nuremberg, en 1946, encore en vie. Il avait été condamné à la prison à perpétuité. A quatre-vingt-dix ans, le 28 avril prochain, le prisonnier le plus cher du monde, Rudolf Hess, seul dans la prison de Spandau depuis 1966, n'a plus la force nécessaire pour descendre et monter l'escalier entre sa cellule et la cour. Mais, selon son fils, cité par Welt am Sonntag, « il a encore l'esprit vif ».

La construction de l'ascenseur est interrompue à Bonn comme le signe que les Soviétiques continueront à opposer leur veto à une libération du criminel de guerre nazi, qui a été demandée à plusieurs reprises pour raisons humanitaires.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

DIPLOMATIE

M. MOUBARAK A WASHINGTON

Le Caire juge trop contraignantes les conditions de l'aide américaine

Le Caire. - Les relations économiques et l'aide militaire accordée par Washington au Caire ont figuré au programme des entretiens du président Mubarak avec les responsables américains au cours de sa présente visite aux Etats-Unis (le Monde du 14 février).

Près de 70 % des prêts et dons étrangers attribués annuellement au Caire viennent des Etats-Unis (2,05 milliards de dollars pour 1984). Ils sont aussi les premiers fournisseurs de l'Egypte tant en produits alimentaires qu'en armement et en machines. Pour Le Caire, cette coopération est « cruciale », notamment après la chute des prix du pétrole qui a occasionné un manque à gagner de 500 millions de dollars pour l'Egypte en 1983.

Dans le domaine civil, l'Egypte désire que l'administration américaine « assouplisse » ses réglementations, qui, par leur « rigidité », ont empêché Le Caire d'utiliser à fond l'aide de Washington. Les Etats-Unis, rappelle-t-on, ont accordé à l'Egypte, de 1975 à 1982, 7,6 milliards de dollars d'aide civile, dont Le Caire n'a pu utiliser que 5 milliards. Le Caire estime indispensable un « assouplissement » consistant en l'octroi d'une partie de l'aide « en liquide », le reste étant alloué « en bloc » aux différents secteurs économiques égyptiens sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'aval de Washington pour chaque projet spécifique.

En ce qui concerne l'aide militaire, le président Mubarak a surtout cherché à résoudre le problème que commence à poser le service de la dette. L'Egypte, qui est obligée de débourser près de 450 millions de dollars pour les armoires d'une dette militaire à l'égard des Etats-Unis de plus de 3 milliards de dol-

Angola

BOEING DÉMENTIE. - La compagnie anglaise Boeing a démenti, lundi 13 février à Lisbonne, la perte de l'un de ses appareils que l'UNITA affirme avoir abattu, le 9 février, avec une centaine de soldats à bord (le Monde du 14 février). Selon un porte-parole de la compagnie, cet appareil a dû faire un atterrissage forcé sur l'aéroport de Huambo, peu après le décollage, en raison d'une panne du système hydraulique. L'avion a été gravement endommagé mais il n'y aurait pas eu de victimes. - (AFP, Reuter.)

Argentine

REORGANISATION DES SYNDICATS ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT. - Ce projet de loi qui vise, selon le gouvernement, à démocratiser les syndicats est contesté par la CGT (péroniste, réunifiée) qui, rassemblée, le vendredi 10 février à Buenos-Aires, environ quinze mille personnes pour manifester contre son adoption. - (AFP.)

LE CHEF DES MONTONEROS ARGENTINS, mouvement de guérilla de gauche, M. Mario Eduardo Firmenich, a été arrêté, le lundi 13 février, à Rio-de-Janeiro par la police fédérale brésilienne.

Cette arrestation avait été ordonnée à la suite d'une demande d'extradition des autorités argentines.

Le président argentin, M. Raul Alfonsín, avait déclaré, après son arrivée au pouvoir, que les chefs Montoneros devaient être livrés à la justice civile pour « homicide, association illicite, incitation à

Guatemala

DÉPART DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN. - M. Frederick Chapin doit quitter son poste à la fin du mois de février, a annoncé, le lundi 13 février, M. Fernando Andrade, ministre guatémaltèque des affaires étrangères. M. Chapin avait été rappelé à Washington, en novembre 1983, après la mort d'un ressortissant guatémaltèque travaillant à un projet américain. En outre, les dirigeants du pays reprochent à l'ambassadeur d'avoir eu des entretiens officiels avec les leaders de Belize, ex-Honduras britannique. - (Reuter.)

AFRIQUE

Namibie

LA SWAPO EST PRÊTE A DISCUTER AVEC L'AFRIQUE DU SUD « EN TERRAIN NEUTRE »

TRE. M. Sam Nujoma, président de la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a rencontré, lundi 13 février, M. Claude Cheysson. Le ministre des relations extérieures a rappelé la position de la France en faveur de l'indépendance de la Namibie sur la base de la résolution 435 des Nations unies. La France, qui faisait partie du « groupe de contact occidental » sur la Namibie avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, et la RFA, avait suspendu sa participation à ces travaux le 7 décembre dernier (le Monde du 9 décembre).

Après l'entretien, M. Nujoma a précisé que la trêve entre Pretoria et Luanda est bien distincte du cessez-le-feu en Namibie. « Nous sommes prêts », a-t-il déclaré, « à observer la trêve proposée à l'Angola par l'Afrique du Sud dans le cadre de son « désengagement » du territoire angolais, mais nous demandons que, par la suite, et dans un délai de quinze jours, l'Afrique du Sud et la Swapo signent un accord de cessez-le-feu ». M. Nujoma a accepté le principe de discussions avec Pretoria mais uniquement « en terrain neutre ».

République Sud-Africaine

UNE ÉCOLIÈRE NOIRE A ÉTÉ TUÉE AU COURS DE HEURTS ENTRE LA POLICE ET DES LYCÉENS

Une écolière noire a été tuée et plusieurs élèves ont été blessés, lundi matin 13 février, lorsque les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser une manifestation de lycéens, à Atteridgeville, une cité-dortoir pour les Noirs située dans la banlieue de Pretoria. Dans un communiqué, la police indique que les responsables du lycée de Peta ont demandé son intervention. Les élèves ayant commencé à jeter des pierres, blessant un agent et trois membres du personnel de l'établissement, la police « a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule et rétablir l'ordre », précise le communiqué.

Quelque six mille écoliers d'établissements scolaires noirs des environs de Pretoria, dont celui d'Atteridgeville, boycottent depuis trois semaines les cours. Ils protestent contre des « sanctions corporelles excessives », l'instauration d'une limite d'âge (vingt ans) pour l'admission à l'école secondaire et l'interdiction faite à plusieurs milliers d'entre eux de redoubler leur classe après un échec à un examen de fin d'études secondaires, comparable au baccalauréat. La cause du décès de l'écolière, qui est morte à l'hôpital, n'a pu être déterminée avec précision. De graves incidents avaient eu lieu, en 1976, avec un boycottage quasi national des cours par les élèves noirs, suivi en partie par les Indiens et les métis. L'agitation avait repris en 1981, puis à nouveau l'an dernier. - (AFP.)

Déblocage d'aide alimentaire pour le Tchad. - Les autorités nigériennes viennent d'autoriser le transit par le Cameroun de 600 tonnes de riz offertes par le Koweït au Tchad et qui étaient bloquées à Maiduguri, au nord-est du Nigeria, en raison du coup d'Etat du 31 janvier dernier. Selon les organisations caritatives, il faudrait acheminer 60 000 tonnes de vivres au Tchad, touché par la sécheresse, avant le début de la saison des pluies, soit d'ici le mois de mai. - (Reuter.)

Angola

LE FRONT DE LIBÉRATION DU CABINDA DEMANDE L'AIDE DE LA FRANCE

M. Francisco Xavier Lubata, président du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), a affirmé, lundi 13 février à Paris, que ses troupes contrôlent les deux tiers de l'enclave angolaise, située entre le Zaïre et le Congo, mais qu'elles ont besoin de l'aide de la France et de l'Europe pour remporter une victoire. « Deux mille guerilleros cabindais », a-t-il indiqué au cours d'une conférence de presse, luttent actuellement contre un corps expéditionnaire composé de 6 000 Cubains, 1 500 Angolais, 300 Allemands de l'Est et 200 Soviétiques. « Du fait de nos voisins, le Zaïre et le Congo, a-t-il ajouté, le Cabinda, bien qu'ancien protectorat portugais, appartient à la francophonie », ajoutant : « Un Cabinda indépendant serait un facteur important de stabilité et contribuerait à fonder l'Internationale de la chrétienté pour faire face à l'Internationale communiste. » - (AFP.)

Maroc

PLUSIEURS DIZAINES D'ISLAMISTES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AU PROCÈS D'UN DE LEURS CHEFS

Rabat (Reuter). - Plusieurs dizaines d'islamistes ont été arrêtés, lundi 13 février, alors que l'un de leurs chefs, M. Abdessalam Yacine, accusé d'avoir mis en danger l'ordre public, comparait en justice dans la ville de Salé, près de Rabat. Les activistes musulmans ont été arrêtés, selon des sources, alors qu'ils se trouvaient à proximité ou à l'intérieur de la salle d'audience.

M. Yacine, théologien musulman de cinquante-six ans, avait été inculpé, en décembre dernier, à la suite de la publication d'un nouveau quotidien, *Sabb* (l'Aube) - interdit depuis - dans lequel il avait écrit un éditorial sur le thème « Le soleil se lèvera bientôt au Maroc », interprété par les autorités comme annonçant des changements radicaux de tendance islamiste.

Deux autres procès se sont ouverts lundi. A Rabat, soixante et une personnes, dont des militants du Parti du progrès et du socialisme (opposition communiste), sont accusées d'avoir organisé des manifestations illégales en janvier et d'avoir « troublé la paix ». A Salé, une trentaine de personnes sont accusées de délits similaires. Les deux procès ont été reportés à jeudi.

ASIE

Corée du Sud

SÉOUL RÉPOND AUX PROPOSITIONS DE PYONGYANG

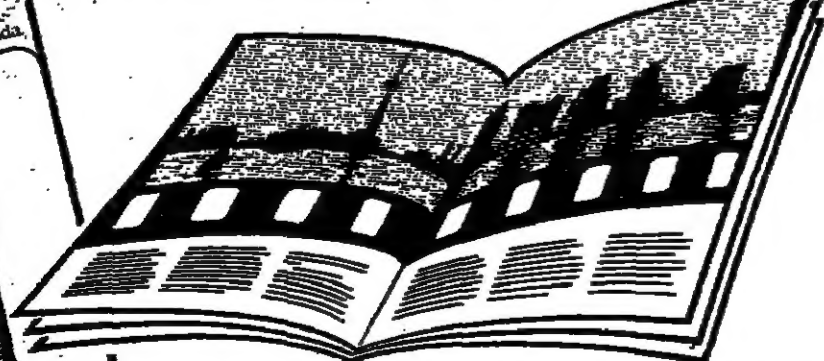
Séoul (Reuter, UPI). - Pour la première fois depuis quatre ans, des responsables sud et nord-coréens se sont rencontrés ce mardi 14 février au village de Pan-Mun-Jon, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées. La rencontre a duré huit minutes.

Les représentants sud-coréens ont remis à leurs interlocuteurs la réponse du gouvernement de Séoul à la proposition formulée le mois dernier par Pyongyang d'ouvrir des négociations à trois - les deux Corées et les Etats-Unis - sur la recherche d'un règlement dans la péninsule coréenne. Le texte du message sud-coréen n'a pas été publié, mais on sait de bonne source que les autorités de Séoul insistent pour que des entretiens directs bilatéraux entre le Sud et le Nord aient lieu préalablement à toute conférence multilatérale.

Rappelons que les Etats-Unis, pour leur part, n'ont pas rejeté la proposition nord-coréenne. Le président Reagan a toutefois exprimé sa préférence pour une conférence à quatre, c'est-à-dire avec la participation de la Chine.

Inoubliable Canada
Plus abordable que vous ne croyez ! Avec Air Canada.

Gratuit: le Canada d'Air Canada.




Elle sort le 10 février, à l'occasion de la Semaine Mondiale du Tourisme! La brochure Air Canada, c'est le Canada en Technicolor, une mine de renseignements pratiques et la découverte des tarifs Air Canada, les bien nommées « Meilleures Aubaines ».

Découvrez-la en première mondiale au CNIT La Défense du 10 au 19 février, ou demandez-la à votre agent de voyages et chez Air Canada. Elle vous promet des vacances inoubliables, avec Air Canada.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris: Service Tourisme - 24, bd des Capucines 75009. Tél. (1) 742.21.21. Lyon: 55, place de la République 69002. Tél. (7) 842.43.17.



AIR CANADA
Intercontinental

DU SAMEDI 4 AU SAMEDI 18 FÉVRIER

QUINZAINÉ DE LA MESURE INDUSTRIELLE

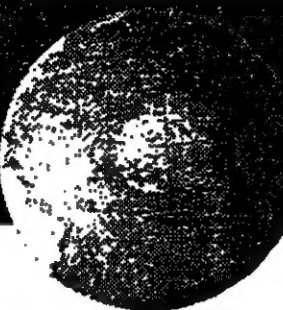
-20%



MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR



LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1984

LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE
ET LE SORT DES PAYSANS FRANÇAIS
(Gilles Allaire et Alain Lipietz)

NOUVELLES CHASSES, VIEILLES SORCIÈRES

II. La trahison des intellectuels
et des diplomates
(Claude Julien)

Comment la presse a entretenu l'hystérie
(Marie-France Tolnet)

Le changeant visage
des mauvais Américains
(Victor Navasky)

L'ACTION DES MÉDIAS
ET LA GRANDE PEUR
DES PEUPLES DE L'OCCIDENT

Faut-il laisser l'opinion s'accoutumer à l'idée d'un possible conflit nucléaire ?
(Georges-Albert Astre). - Enquête sur le « mouvement de paix » en France (J.-F. Guillaudis, Daniel Colard et Jacques Fontanel).

L'EXPLOSION TUNISIENNE
(Daniel Junqua)

Face aux tentatives de mainmise étrangère
L'OLP ET LES IMPÉRATIFS DE LÉGITIMITÉ
(Samir Kassir)

L'EGYPTE ET L'OLP
Réconciliation chargée d'ambiguïté
(Mohamed Sid-Ahmed)

Une décision politique
LE VETO AMÉRICAIN À L'UNESCO
(Henri Delahaye)

Un roman de Tayeb Salih :
« SAISON DE LA MIGRATION VERS LE NORD »
(présentation d'Abdelwahab Meddeb)

- Redéploiement militaire dans la péninsule ibérique (Alain Echegut).
- UNE GRANDE FRESQUE TÉLÉVISÉE AMÉRICAINE SUR LA GUERRE DU VIETNAM : la tentation interventionniste et les dangers d'enlèvement (Patrice de Beer). - Comment l'OSS aide Ho Chi Minh à prendre le pouvoir en 1945 (Pierre Brocheux). - Dans les livres récents : Révolution et bureaucratie (Camille Scalebrino).
- JAPON, tradition et changement (supplément).
- Les livres du mois.

DROITS DE L'HOMME, DROITS DES PEUPLES
De la souveraineté à la solidarité (Tran Van Minh). - Antidémocratie interne et démocratie (Léo Matarasso). - Une nouvelle conception de la légitimité (Rodolfo Matarasso). Les insuffisances des codes de conduite (François Rigaux). - Une initiative novatrice à l'UNESCO (Jacques Boisson). - L'appel des tribunaux d'opinion à la conscience universelle (Edmond Jouré). - Le sort des minorités et la médiation des États (Joseph Yacoub). - Au-delà du simple transfert de ressources (Uwe Holtz).

EN VENTE, 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

AMÉRIQUES

NICARAGUA

La perspective des élections de 1985

« Les gouvernements en guerre n'ont jamais perdu un scrutin »

nous déclare M. Sergio Ramirez, membre de la junte sandiniste

De notre envoyé spécial

Managua. - Alors que la campagne est officiellement engagée depuis le 1^{er} février, plusieurs inconnues continuent de planer sur les élections prévues pour 1985 au Nicaragua. En principe, la date et les modalités du scrutin doivent être annoncées le 21 février, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort d'Augusto Cesar Sandino, assassiné sur ordre de la famille Somoza. L'opposition a cependant déjà annoncé qu'elle boycotterait ces élections si elle n'obtenait pas des garanties suffisantes pour un véritable dialogue national ouvert à toutes les forces politiques. Ajoutant à la confusion, les attaques aériennes récentes ont fait planer de nouvelles incertitudes sur la préparation du scrutin.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Sergio Ramirez, l'un des trois membres de la junte de gouvernement, explique les difficultés de la campagne.

« Malgré notre peu d'expérience en ce domaine, dit-il, nous espérons élaborer une bonne loi, permettant des élections honnêtes et reflétant notre volonté de pluralisme. Mais ces élections ne sont pas ce qu'il y a de plus important au Nicaragua, à l'inverse de ce qui se passe au Costa-Rica ou en Equateur. Pour le moment, l'essentiel demeure notre conflit avec les États-Unis. Nous n'allons pas y mettre un terme avec des élections, d'autant que Washington ne songe qu'à une solution militaire. Nous ne voulons pas donner l'impression à l'étranger que le scrutin peut tout résoudre. Les États-Unis, en effet, n'accepteront jamais la légitimation du pouvoir sandiniste par des élections.

« Que signifient celles-ci pour la révolution ?

« Nous voulons d'abord tenir une promesse, envers nous-mêmes, envers le peuple, envers l'opinion internationale. Nous estimons nécessaire que diverses forces politiques puissent élire les députés. Ceux-ci formeront une Assemblée constituante, qui établira une nouvelle forme de système politique. Ce ne seront pas des élections traditionnelles. Nous voulons que le peuple nous donne un vote de confiance, car nous sommes dans un processus historique et nous voulons le mener à terme.

« Quelles garanties donneriez-vous à l'opposition ?

« Toutes celles que donnent les pays occidentaux. Pendant la campagne, les uns et les autres auront les mêmes « espaces » à la radio, à la télévision et dans la presse. Cependant, nous ne permettrons pas que cette campagne ait un caractère commercial. Les députés ne doivent pas se vendre comme des détergents. On ne pourra pas acheter les suffrages par la publicité, comme c'est d'ordinaire le cas en Amérique latine. La censure sera sans doute

levée. Quant à nous, nous dirons la vérité au peuple, nous lui parlerons des défis que nous avons à relever et des sacrifices qui nous attendent. Nous dirons que nous continuerons la réforme agraire, que nous bâtirons des écoles et des centres de santé, mais nous n'allons pas promettre des chausssures pour tout le monde du jour au lendemain.

« Êtes-vous disposés à entamer un dialogue avec vos adversaires pour établir les règles du jeu, ou allez-vous les fixer unilatéralement ? Des dirigeants politiques comme Arturo Cruz (1) pourront-ils rentrer pour être candidats à la présidence ?

« Arturo Cruz peut rentrer quand il le veut. Mais nous ne pouvons pas dialoguer avec Adolfo Calero (2), qui est un agent de la CIA, ou avec Pastora (3), qui est un demi-agent de la CIA. Cela dégraderait notre image auprès du peuple.

Une situation économique difficile

« Le Front sandiniste se transforme-t-il en parti traditionnel ?

« Il se transformera en parti traditionnel avant les élections, ne serait-ce que pour approuver son programme et choisir ses candidats.

« Êtes-vous sûrs de gagner ces élections ?

« Notre défaite est très peu plausible. Si nous perdions, cela voudrait dire que le Nicaragua n'a plus confiance dans le Front sandiniste. Ce serait l'échec du projet révolutionnaire. Mais nous sommes en guerre, et cette guerre pèse sur les élections. Jamais aucun gouvernement en guerre n'a perdu des élections.

« Si l'opposition décide de boycotter le scrutin, que ferez-vous ?

« Il est fort probable que l'opposition décide de le boycotter. Cela ne dépend pas uniquement d'elle, mais aussi des États-Unis. Depuis 1912, les États-Unis ont fait les élections au Nicaragua. Le candidat devait aller à Washington pour se faire bénir avant de se faire élire. Aujourd'hui, les Américains veulent nous imposer des élections étroitement contrôlées, comme en 1927, quand les « marines » comptaient les bulletins. Certains partis vont tout de même participer au scrutin. Tous nos adversaires ne sont pas des traîtres à la patrie : c'est avec eux que nous allons nous mesurer. De toute manière, il y aura des élections, sauf circonstances imprévisibles, par exemple si Managua était bombardée.

« Comment se présente la situation économique ?

« Difficile. Nous changeons de modèle économique et cela a toujours un prix. En outre, la

crise mondiale nous affecte durement, en tant qu'exportateurs de matières premières. En 1983, nous avons perdu 180 millions de dollars à cause de la détérioration des termes de l'échange. Nous avons aussi de sérieuses difficultés d'accès au marché des capitaux. Notre industrie est étroitement tributaire des importations, donc du financement extérieur.

« A quoi il faut ajouter l'agression étrangère, militaire et politique, les destructions provoquées par la guerre et les actions terroristes. Les banques multinationales nous limitent les crédits ; cela fait aussi partie de la guerre. En plus, nous avons de graves problèmes d'approvisionnement, en raison d'un système de distribution défaillant. Dans les pays latino-américains d'économie traditionnelle, on produit pour certaines classes seulement, alors que nous, nous pensons à l'ensemble de la population. Certes, il y a des pénuries. L'approvisionnement est un problème de la révolution. Il en est aussi une conséquence.

« On a beaucoup parlé à l'étranger du problème des Miskitos. Qu'en est-il au juste ?

« L'amnistie a déjà donné des résultats. Bon nombre de Miskitos reviennent, mais l'amnistie ne suffira pas. Nous payons les nombreuses erreurs que nous avons commises. Les Miskitos ne sont pas très nombreux (4). Leur isolement, leur arriération étaient traditionnels. Il faut d'abord changer leur conscience, leur apprendre les techniques nouvelles sans les brusquer, en respectant les différences. Alors, les choses changeront d'elles-mêmes. Mais nous pensons que les Miskitos sont des Nicaraguayens comme les autres, et nous ne pouvons accepter qu'ils vivent en dehors de la révolution. Il suffit de trouver un équilibre. Les Miskitos déplacés vivent mieux et

sont plus heureux : ils préfèrent rester dans leurs nouveaux campements.

« Et les bombardements de leurs villages dont on vous accuse ?

« Il y a eu des problèmes, mais pas de bombardements. Tout cela fait partie de la campagne d'intoxication, de la guerre idéologique. En décembre 1981, quand nous avons préparé le transfert des hameaux, nous nous attendions à des réactions, mais nous n'avons pas le choix. La CIA concentrait ses efforts sur le rio Coco (5). Aujourd'hui, le front de guerre de la côte atlantique n'est pas aussi important que celui du Pacifique : militairement, donc, nous avons gagné.

« D'aucuns prétendent que la situation des droits de l'homme se serait détériorée l'été dernier au Nicaragua.

« Ce n'est pas le cas. Il y a eu des morts après la révolution, mais il n'y a eu ni morts ni disparus en 1983, au sens où on l'entend au Salvador ou au Guatemala. Bien sûr, la guerre fait des morts, mais il n'y a pas eu de disparition d'hommes politiques. On ne torture pas non plus. Ce qui peut arriver, c'est qu'un prisonnier soit maintenu en détention plus longtemps que ne le prévoit sa peine, mais rien de plus.

JEAN-CLAUDE BURRIER

(1) Ancien membre de la junte et ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington. M. Arturo Cruz vit depuis 1982 en exil au Costa-Rica.

(2) M. Adolfo Calero est l'un des principaux dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne, organisation de guérilla nicaraguayenne basée au Honduras.

(3) M. Eden Pastora dirige les guérilleros anticomunistes de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), près de la frontière avec le Costa-Rica.

(4) On estime à environ 150 000 le nombre des Miskitos au Nicaragua.

(5) Le fleuve qui marque la frontière avec le Honduras, sur le versant atlantique, dans une région peuplée principalement d'Indiens.

NICARAGUA

MENSUEL sur le NICARAGUA

CONNAÎTRE l'expérience unique du Nicaragua, contribution riche en débats, réalisations, difficultés, mais aussi dans la recherche d'une sortie nouvelle du sous-développement.

DEFENDRE le Nicaragua d'aujourd'hui contre la détermination des États-Unis à le ramener à son arrière-pensée.

DIFFUSION LIBRAIRIES
Diffusion populaire
14 rue de Valenciennes 75015
Tél. : 537.08.33

ABONNEMENTS
Étudiant et chômeur : 60 F
Abonnement normal : 80 F
Abonnement de soutien : 100 F minimum

Chèques à l'ordre de : COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LE NICARAGUA
14 rue de Valenciennes 75015 PARIS

Cap sur Palerme, Athènes, Héraklion, Izmir, Haïfa, Port-Saïd, Alexandrie

Toute la Méditerranée en une croisière de 12 jours à bord d'Azur (et à partir de 7385 F!)



Un grand paquebot tout blanc. Vous à bord. Et toute la Méditerranée jusqu'aux portes de l'Asie Mineure.

Jérusalem et la Galilée. Le Parthénon et les tavernes à bouzoukis de Plaka. Le Caire et ses pyramides. La Turquie d'Ephèse. La Crète et le palais du roi Minos. Pompéi et la ville

retrouvée du 1^{er} siècle après Jésus-Christ. La Sicile et ce volcan dans la mer qu'est le Stromboli. Tous les hauts lieux et les plus beaux paysages, toute la vie d'hier et d'aujourd'hui sont au rendez-vous du rêve et de la réalité.

Et, entre deux escales, c'est le confort d'un bateau où chacun vit sa vie au choix : tranquille ou trépidante. Farniente

en bord de piscine ou reggae jusqu'au petit matin, bridge et spectacles du soir, ball-trap, squash, aérobic ou volley.

Mais votre agent de voyages vous en dira plus encore sur cette croisière où toute la Méditerranée, même la plus lointaine, s'offre à vous.

Du 5 au 17, et du 18 au 30 mars 1984. (De Toulon à Toulon.)

*Excursions non comprises.

Documentation et renseignements chez votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris - 5, bd Malesherbes (1) 266.57.59 / Marseille - 41, rue Paradis (91) 33.58.00 / Nice - 2, rue Halévy (93) 88.81.90 / Genève - 42, rue Rothschild (22) 32.64.40 / Bruxelles - 20, rue Ravenstein (2) 513.62.70.

**CROISIÈRES
PAQUET**

MERCI DE
CE MESSAGE

501 من الأصل

ELECTIONS EUROPEENNES

Message personnel

Un groupe de personnalités de premier plan qui n'appartiennent pas à la classe politique nous a chargés de rendre publique son intention de présenter une liste aux élections européennes. Si ce premier message protège leur anonymat, c'est uniquement pour éviter toute tentative de récupération politique de leur engagement. Leur notoriété est telle qu'ils n'ont nullement besoin de publicité personnelle.

Dans leur métier, ils ont la réputation d'être des novateurs, et leur réussite est une garantie de leur capacité à faire bouger les choses. Ni antipolitiques, ni apolitiques, ils respectent les partis politiques et les institutions, mais ce qu'ils ont à dire ne supporte aucun préjugé idéologique.

Ils appartiennent à une autre élite, celle qui ouvre des chemins nouveaux.

Nous leur devons de conserver dans le monde l'image d'un pays qui sait encore créer et faire face aux mutations culturelles, scientifiques et techniques.

Leur message est simple et clair. Par leur présence au Parlement Européen, ils veulent participer activement au remplacement de l'Europe des discours par l'Europe de l'Action.

Pour eux, les idées doivent s'accorder aux faits, pas l'inverse. Aux rêves utopiques sur l'Europe de demain, ils préfèrent celle d'aujourd'hui en affirmant qu'elle doit être utile à la France et aux Français.

Le langage qu'ils tiendront, c'est celui qui est quotidiennement le leur : vérité et réalisme.

- Que faut-il faire concrètement pour éviter que notre agriculture ne soit l'éternelle victime de l'Europe?

- Comment s'y prendre pour que l'ouverture de nos frontières soit une nouvelle chance et non un handicap pour notre économie?

De nombreux Français attendent ce nouveau langage, car ils comprennent mal que lorsqu'il y a le feu, on discute de la couleur de l'eau pour l'éteindre.

Ce langage est aussi le vôtre : vous faites partie de ces hommes et ces femmes qui créent, qui influencent, qui choisissent, qui décident. Le pays a besoin de votre talent et de votre énergie.

Lorsque vous connaîtrez ceux qui vous adressent ce message, vous comprendrez que votre place est à leurs côtés.

Vous pouvez les rejoindre par notre intermédiaire, car nous avons aussi pour mission de prendre personnellement contact avec vous.

Adressez-nous votre carte de visite avec pour simple mention :

"Mission : réussir l'Europe".



Public Affairs Communication

Tour Litwin, 10 rue Jean-Jaurès, La Défense, 92807 Puteaux.

MERCI DE DIFFUSER LARGEMENT
CE MESSAGE AUTOUR DE VOUS.

CROISIÈRES
PAQUET

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'adoption, en première lecture, du projet de loi sur la presse

Deux conceptions de la liberté

Il aura fallu trois semaines pour examiner, et finalement adopter en première lecture, le lundi 13 février, par 328 voix (PS-PC) contre 159 (RPR-UDF), le projet de loi « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ». Tous les records ont ainsi été pulvérisés.

Jamais, sous la V^e République, un texte n'avait nécessité autant d'heures de discussion, en séance publique (cent soixante-vingt heures trente); jamais autant d'amendements n'avaient été déposés (2 598), alors que le projet ne comportait que 42 articles (voir encadré ci-dessous). Jamais aussi, depuis 1958, la majorité parlementaire n'avait jugé bon, devant l'agressivité des propos tenus dans l'hémicycle, de sanctionner trois députés de l'opposition en leur infligeant « la censure simple », qui, si elle ne les empêche pas de parler, les prive, durant un mois, de la moitié de leurs indemnités.

Trois semaines qui, si elles ont permis à ses caricaturistes d'habiller les débats de l'Assemblée nationale, n'ont guère fait progresser le travail législatif sur ce texte. Le projet gouvernemental sort certes sensiblement modifié des mains des députés, mais la plupart des changements ont été apportés par la commission des affaires culturelles, l'Assemblée plénière ne faisant que les approuver.

L'argent et l'indépendance

M. Georges Filloux, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a donc franchi une première étape. Mais il est loin d'en avoir fini. Le texte voté par les députés va être immédiatement transmis aux sénateurs, le gouvernement souhaitant que la commission qu'il désignera pour l'étudier se mette immédiatement au travail, de façon que ce projet puisse venir en séance publique assez vite, lors de la session de printemps. Ensuite, il devra revenir au Palais-Bourbon. Et comme le gouvernement n'a pas demandé l'urgence, et qu'il n'est guère envisageable que les deux chambres du Parlement se mettent d'accord sur un texte commun, les députés auront encore trois fois l'occasion de donner leur avis.

L'opposition aura ainsi de nombreuses occasions de faire entendre sa voix et, au-delà de ses amendements à répétition, de développer quelques idées-forces : l'Etat, et donc le gouvernement, par sa possession des principales entreprises audiovisuelles et le contrôle de l'agence Havas, pèse déjà d'un poids trop lourd sur l'ensemble des moyens de communication ; la nouvelle loi va lui permettre d'accroître cette mainmise ; l'objectif de la majorité n'étant que de démanteler le groupe Hersant, il s'attaque ainsi aux principaux journaux qui lui sont hostiles, et si M. Hersant est obligé de se séparer de quelques-unes de ses publications, seules des banques nationalisées pourront les racheter ; ces publications verront ainsi toute indépendance vis-à-vis du pouvoir.

Ce sont bien ainsi deux conceptions de la liberté d'information qui se sont opposées. Pour le RPR et l'UDF, seule la possibilité pour les

capitaux privés de s'investir librement dans les entreprises de presse peut garantir l'indépendance de l'information. Pour eux, « tout veut dire que les capitaux publics, y compris l'argent venant de l'étranger ». Le privé libère, le public opprime. Et c'est parce qu'ils sont

persuadés que la transparence fera peur aux investisseurs privés qu'ils estiment ce projet dangereux.

Pour la majorité, la puissance publique doit garantir l'indépendance de la presse et celle-ci nécessite que le lecteur sache clairement à qui appartient le journal qu'il lit

Les modifications

Ce texte, voté en séance publique par les députés, ressemble comme un frère jumeau à celui mis au point par la commission des affaires culturelles (le Monde du 25 janvier). En son état actuel, il interdit à un groupe de presse de détenir plus de 15 % du marché des quotidiens nationaux ou provinciaux, ou plus de 10 % de chacune des deux catégories s'il détient des journaux dans les deux ; il oblige toutes les publications à fournir à leurs lecteurs un certain nombre d'informations sur l'entreprise qui les édite, sur ses propriétaires, sur ses dirigeants ; et il confie à une commission - dite de « la transparence et du pluralisme de la presse » - composée de neuf membres nommés par le président de la République, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, le vice-président du Conseil d'Etat et les premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes - le soin de faire respecter cette nouvelle législation, avec l'appui, si nécessaire, des tribunaux.

Finale, la séance publique n'a permis que de modifier sur un seul point important le texte tel qu'il était sorti des travaux de la commission. Le gouvernement a fait adopter une nouvelle rédaction de l'article 14, qui supprime toute assimilation de la procédure devant la commission pour la transparence à une « autorisation préalable » : les personnes qui souhaitent un titre existant devront simplement lui déclarer cette opération, qui sera immédiatement applicable, quitte à ce que la commission fasse savoir par la suite qu'elle n'est pas conforme à la loi, et demande alors aux protagonistes de se mettre en accord avec elle.

Le débat aura aussi permis aux députés communistes d'approuver un texte devant lequel ils avaient été, dans un premier temps, réticents. Faute de pouvoir l'amender, ils se sont contentés des engagements pris par M. Filloux sur les limites aux investigations de la commission pour la transparence en ce qui

concerne la presse des partis politiques.

Pour le reste, comme le souhaitait l'opposition, le gouvernement a fait notamment préciser, à l'article 8, que ce sont les entreprises de presse, et non pas les personnes actionnaires, qui doivent fournir à la commission les renseignements sur la répartition du capital.

De même, il a fait préciser que les limitations à la présence de capitaux étrangers dans les publications éditées en France ne concernaient que celles publiées en français, et fait supprimer toutes limites quand ces capitaux étrangers investissent dans des sociétés françaises dont l'édition n'est qu'une activité parrainée. Enfin, il a fait préciser que le calcul de la diffusion tiendrait compte des journaux vendus hors de France, et ajouter aux personnes pouvant saisir la commission pour la transparence « les équipes rédactionnelles ».

Au cours de sa séance du lundi 13 février, l'Assemblée nationale a adopté les douze derniers articles du projet de loi sur la presse. Achevant la discussion des dispositions pénales, l'opposition a regretté qu'il ne soit pas, à chaque fois, précisé qu'il s'agit du délit soit comme « volontairement » pour être punissable ; elle a particulièrement combattu l'article 34, qui permet au tribunal de prononcer, en plus des peines d'amendes ou de prison éventuelles, l'interdiction de diriger un journal.

Le RPR et l'UDF ont aussi souhaité allonger le délai d'un an, prévu à l'article 35, pour l'application de ce texte aux situations existantes. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) expliquant : « Il s'agit de mettre sous scellé la presse avant les élections de 1985 ; tout doit donc être prêt avant le 1^{er} janvier 1986. » Les articles 37, qui évoquent une situation prise en compte par ailleurs, et 38, qui prévoient une modification inutile de l'ordonnance de 1944, ayant été supprimés, les dix autres articles ont été adoptés, conformes ou avec des modifications purement formelles.

Th. B.

• La liste européenne de l'opposition. - M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, sera le « chef de file » des candidats RPR sur la liste d'union de l'opposition, conduite par M^{me} Simone Veil.

Le RPR indique, dans un communiqué, que « Jacques Chirac et le comité de sélection, chargé d'établir la participation du RPR à la liste d'union de l'opposition républicaine pour les prochaines élections européennes, ont désigné Bernard Pons, secrétaire général, comme le premier des candidats RPR sur cette liste ».

• En conséquence, précise le RPR, c'est le secrétaire général qui assumera la responsabilité de l'organisation et de l'animation de la campagne pour le RPR.

• M. Jospin répond à M. Chirac. - M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé,

lundi 13 février, que M. Jacques Chirac, qui a commenté lundi sur TF1 l'intervention télévisée du président de la République dimanche 12 février à l'émission 7 sur 7, « a décidé de mentir à la télévision sans preuve et de l'a peu près catégorique ».

Le premier secrétaire du PS a répondu à M. Chirac, selon lequel tous les pays développés - et au premier rang les Etats-Unis - se redressent, à l'exception de la France : « Il faut croire que le leader du RPR n'a pas entendu M. Volker, la plus haute autorité économique américaine, mettre solennellement en garde M. Reagan la semaine dernière contre les risques que fait courir au pays son catastrophique déficit budgétaire ».

M. Jospin a aussi estimé que le propos de M. Chirac sur les restructurations industrielles, « atteint le sommet de la déstabilisation ».

et les journalistes, les publications dans lesquelles ils écrivent. Elle ajoute qu'il n'y a pas de raison pour que les capitalistes privés veuillent cacher leurs investissements dans la presse. L'opposition considère que les sociétés éditrices de journaux doivent être traitées comme toutes les autres sociétés françaises et que toute législation en la matière est une entrave à la liberté. La majorité est, bien entendu, d'un avis tout à fait contraire, puisque la spécificité de la presse justifie ce projet de loi.

Le digne de députés du RPR et de l'UDF qui sont intervenus dans ce débat sont apparus qu'ils le voulaient ou non - comme les défenseurs de M. Hersant. Certes, au nom de grands principes : « Nous respectons la liberté, celle de M. Hersant comme les autres », a dit M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), mais aussi, simplement, parce que son groupe est « une entreprise privée », comme l'a souligné M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine).

Les élus socialistes et communistes, plus discrets dans l'évocation du principal patron de presse français, n'ont tout de même pas caché qu'il ne leur est pas possible d'accepter qu'un seul homme ait tant d'emprise sur la presse écrite et que rien ne puisse l'arrêter.

Ce dialogue politique au bon sens du terme, cette opposition idéologique, auraient pu donner lieu à un débat de belle tenue. Malheureusement, la stratégie voulue et suivie par un petit groupe de députés de l'opposition, MM. Jacques Toubon (RPR, Paris), Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine) et François d'Aubert (UDF, Mayenne), l'a englué dans une longue bataille de procédure où les vrais arguments avaient bien du mal à paraître.

Le jour où viendra devant le Parlement un projet de loi sur l'enseignement privé que les défenseurs de celui-ci ne jugeront pas acceptable, la majorité trouvera face à elle une opposition unie et décidée à lui rendre la vie encore plus insupportable qu'à l'occasion du débat sur la presse.

THIERRY BRÉHIER.

M. Poperen (PS) : le moment n'est pas venu de donner « un peu d'oxygène » à l'économie

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, a estimé, lundi 13 février, que l'intervention du président de la République, dimanche 12 février sur TF1 dans l'émission « 7 sur 7 », a marqué que M. Mitterrand a été « la force tranquille, pour la poursuite du changement tranquille ». La mise en garde adressée par M. Mitterrand au PC ne peut, selon lui, qu'encourager le PC à souligner à nouveau sa volonté de cohésion de la majorité (...)

La politique poursuivie par le gouvernement, a estimé M. Poperen, a permis de limiter les licenciements « au-delà de ce que l'on pouvait espérer ». Le numéro deux du PS a estimé que la « stabilisation » de l'image de la gauche dans l'opinion est due notamment à la fois à « la prise de conscience, y compris par les intéressés eux-mêmes », de la nécessité des restructurations industrielles et à « l'appréhension du sérieux » avec lequel, pour M. Poperen, la majorité aborde cette question.

Au sujet de l'ensemble de la politique économique du gouvernement, M. Poperen a affirmé : « Aucun discours ne modifiera l'étroitesse de la marge entre la nécessité de poursuivre la politique d'assainissement et la nécessité de veiller à ce qu'elle n'entraîne pas un refroidissement de l'économie ». Le numéro deux du PS a estimé que « le moment n'est pas venu » de donner « un peu d'oxygène » à l'économie. La politique actuelle, a estimé M. Poperen, devra être poursuivie « encore un certain nombre de mois ».

Il a néanmoins jugé que des mesures de « stimulation » du bâtiment, intervenant rapidement dans un secteur « proportionnellement plus créateur d'emplois que d'autres » et où « les investissements sont les plus payants » seraient une bonne utilisation de cette marge de manœuvre.

M. Poperen a aussi commenté les prises de position de M. Alain Touraine dans le Monde (daté 12-13 février) et à l'émission RTL le Monde du 12 février. Il a estimé que ces prises de position s'inspirent d'une démarche selon laquelle « la gauche profonde a gagné 1981 avec

ses idées, mais ce sont les idées de la deuxième gauche qui gouvernent ». En réalité, a affirmé M. Poperen, « le changement a été mené sur la ligne fixée ». « Nous avons tenu, dit-il, la majorité des engagements qui avaient été pris et qui, déjà à l'époque, donnaient beaucoup de dérangeaisons à M. Touraine et à quelques autres ».

« La perspective reste la même », a confirmé M. Poperen, qui a affirmé que le président de la République a exprimé la volonté d'accélérer le processus de restructuration industrielle « pour reprendre la marche en avant, [entamer] une phase de nouvelle croissance qui permettra de pousser au-delà la réussite du changement ». « Cela fait vingt ans », a encore affirmé M. Poperen, que la deuxième gauche mène l'offensive idéologique dans la gauche. Il est grand temps de répondre car, pour s'expliquer avec la droite, il faut d'abord y voir clair au sein de la gauche. « Le PS », a conclu M. Poperen, « sera amené à dire ce qu'il en pense ».

• La guerre de M. Mitterrand. - Plusieurs personnalités de la Résistance, parmi lesquelles le général Pierre de Benouville, député (app. RPR) de Paris, le colonel Passy, tous deux compagnons de la Libération, MM. André Bettencourt, sénateur de Seine-Maritime (UREI), ancien ministre, Philippe Decharre, ancien ministre, expriment, dans une déclaration, leur soutien à M. François Mitterrand, dont le passé, pendant la dernière guerre, a été mis en cause (le Monde daté 5-6 février). « Nous marquons notre totale désapprobation, déclarent-ils, à l'égard des propos et commentaires aux écrits tenus à l'encontre de M. François Mitterrand à l'occasion de la dernière session parlementaire ». Ils estiment que « cette campagne inqualifiable est néfaste pour la France ».

M. François Mitterrand devait se rendre, mardi 14 février, comme chaque année, à Cluny en Saône-et-Loire, afin de commémorer la rafle du 14 février 1944 au cours de laquelle soixante et onze habitants de cette commune ont été déportés par les Allemands.

Les revendications foncières des Mélanésiens accroissent la tension en Nouvelle-Calédonie

Nouméa. - A l'approche des échéances statutaires - le nouveau statut d'autonomie interne devrait être voté au cours de la session parlementaire de printemps et les élections territoriales devraient avoir lieu en juillet -, les revendications de terres se multiplient en Nouvelle-Calédonie. Il y a une quinzaine de jours, la tribu mélanésienne de Poina, à 300 kilomètres de Nouméa, sommait la famille Devillers de quitter sur-le-champ sa propriété. Celle-ci avait été vendue à l'office foncier chargé de redistribuer la terre aux Mélanésiens dans le cadre de la réforme foncière. M. Jean-Claude Devillers avait obtenu de l'office foncier un délai supplémentaire pour quitter sa propriété, mais les tribus environnantes, estimant qu'il mettait une certaine mauvaise volonté à partir, l'ont contraint à quitter les lieux précipitamment avant l'expiration de ce délai. Cette affaire avait été l'occasion de manifestations de la part des Européens de Nouméa soutenant les « broussards » aux prises avec les Mélanésiens. Parmi ceux qui manifestèrent devant la subdivision administrative de Koné (sous-préfecture), se trouvaient des membres du Front calédonien (extrême droite) et des élus du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, app. RPR), dont le maire de Nouméa, M. Roger Laroque.

La deuxième affaire remonte au week-end dernier au cours duquel des Mélanésiens ont tenu à revendiquer symboliquement une autre propriété appartenant à la famille Martin. Ces terres avaient fait l'objet d'une revendication de la part de la tribu d'Oundjo qui avait demandé à l'office foncier le rachat des 1 100 hectares. Celui-ci, estimant que la tribu d'Oundjo avait déjà été fort bien dotée par la réforme fon-

cière avec l'octroi de 2 000 hectares rachetés aux colons, avait refusé d'engager la procédure en vue de l'acquisition de la propriété. Devant cette fin de non-recevoir, la tribu avait décidé d'occuper une partie de la propriété pour y édifier une case traditionnelle. A l'annonce de cette action, les broussards de la côte ouest ainsi que des membres du Front calédonien ont commencé à affluer vers Voh, localité située à 300 kilomètres au nord de Nouméa, avec l'intention d'entraver l'action de la tribu d'Oundjo. Il s'en est ensuivi une gigantesque partie de cache-cache entre broussards et Mélanésiens dans la propriété en friche.

Finalement, les membres de la tribu ont parvenus à construire leur case symbolique au bord de la mer, à l'insu des Européens. Cela se passait dans la journée de samedi 11 février. La nuit suivante, la case était incendiée non par le gérant de la « station », M. Brétil, mais, semble-t-il, par des individus venus de Nouméa, bien que le maire de la ville, M. Laroque, n'hésite pas à parler de « provocation délibérée » de la part de certains membres du Front indépendantiste.

Ces revendications foncières font monter la tension dans le territoire et provoquent des réactions exacerbées chez les Européens vivant en brousse. Par leurs revendications persistantes, sans menaces physiques à proprement parler, les tribus qui jouxtent les propriétés revendiquées ont réussi à créer un climat d'insécurité insupportable pour les exploitants d'origine européenne. En outre, ces confrontations fournissent à la droite calédonienne l'occasion de fustiger l'administration du terri-

toire, coupable, selon eux, de refuser le recours à la force contre les Mélanésiens.

En dépit de leur volonté d'en découdre avec les Mélanésiens, les Européens plus virulents ont toutefois pris soin d'éviter l'affrontement. De leur côté, les membres des tribus ont aussi tenu à éviter toute provocation directe. Mais cette tactique, qui consiste pour les uns à éviter « le contact » et pour les autres à réclamer l'intervention des forces de l'ordre, traduit une grande détermination de part et d'autre. Du côté du Front indépendantiste, on ne cache pas que les revendications de terres sont désormais politiques.

La présence sur le terrain, le week-end dernier, de M. Elol Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante du Front indépendantiste, l'a clairement prouvé. « En ce qui concerne le Front indépendantiste, a-t-il déclaré, la situation n'a pas changé : ces revendications et d'autres font partie de la revendication du pays canaque par le peuple canaque ».

Le Front calédonien et le RPCR n'entendent pas céder aux intimidations. Dans une conférence de presse réunie lundi soir à Nouméa, M. Laroque a brandi la menace de l'intervention de groupes qui se subvertiraient aux forces de l'ordre. Le RPCR affirme vouloir continuer « à défendre les droits de nos concitoyens, y compris et surtout le droit sacré à la propriété, et à dénoncer avec la plus grande vigueur les reculs habituels de ceux qui ont pour mission de faire respecter les lois de la République ». L'occupation de terres de Voh et les réactions qu'elle a entraînées montrent dans quelle impasse se trouve la Nouvelle-Calédonie.

FRÉDÉRIC FILLoux.

Quelques précédents

La loi de juillet 1974, qui a démantelé l'ORTF, comprenait 27 articles, n'avait entraîné le dépôt de 140 amendements. Le projet distribué aux députés le 23 juillet avait été définitivement adopté le 28 du même mois, toutes nouvelles achevées avant l'Assemblée nationale et le Sénat.

La loi sur l'audiovisuel, 459^e défendue par M. Filloux, avait été discutée en première lecture par les députés en cent deux heures trente cinq après le dépôt de 803 amendements. Cette sur les nationalisations avait attiré 1 438 propositions d'amendements et fut débattue en cent dix-huit heures quarante cinq. Cette sur l'enseignement supérieur, dernier record, avait nécessité, en première lecture, cent trente-trois heures trente de discussion pour examiner 2 204 amendements.

A VENDRE LIBRE
JARDINS DU RANELAGH
TOUT CONFORT
APPARTEMENT 5 Pièces Principales
200 m² environ. Chambre de domestique - Box
S.F.G.I. Tél. : 265-41-21
23, rue de l'Arcade, PARIS-8

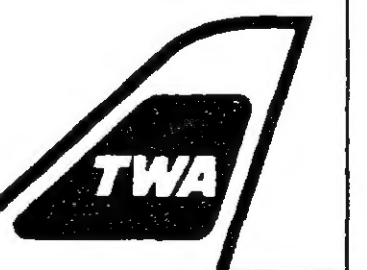
TWA vers et à travers les USA

Paris-Washington 4.210 F*

Liaison quotidienne de Paris CDG1. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis aux prix les plus bas.

Vous plaire nous plaît.

*Tarif loisir aller/retour.



LA LIBÉRATION DES TROIS DERNIERS COLLABORATEURS

Le pardon sans l'oubli

(Suite de la première page)

On en est toujours à. Les victimes survivantes des hommes libérés auront le droit de considérer qu'elles se sentent trahies. Elles

pourront faire valoir, cela s'est déjà vu, qu'elles parlent moins pour elles-mêmes que pour ceux qui, par le fait des tortionnaires ou des délateurs de jadis, ont péri sans rémission. Ceux-

là auraient-ils envisagé leur victoire comme synonyme d'un possible pardon ?

Edmond Michelet, qui fut déporté à Dachau et qui avait été garde des sceaux, tentait de répondre à l'argument au moment des protestations qui s'élevèrent, en 1966, après l'annonce de la grâce de Jean Barbier par le général de Gaulle. Il évoquait les derniers moments de ses camarades morts dans l'univers concentrationnaire. Il n'avait pas gardé le souvenir d'expressions de vengeance dans la bouche de ces moribonds, mais au contraire uniquement celui de l'expression d'une tendresse à transmettre à ceux qu'ils laissaient derrière eux.

Ce sont là des efforts de sagesse, mais peut-être hors de propos. Il serait tout aussi hors de propos de chercher une contradiction entre cette sortie de prison d'hommes promis maintenant à l'oubli, après jugement et exécution de peine, et la détention, par la France, de Klaus Barbie en vue d'un autre procès. Barbie est, aujourd'hui, dans la situation juridique où se trouvait Vasseur, Barbier et Cortial lorsqu'ils furent arrêtés, voici à peu près vingt ans, c'est-à-dire dans l'attente d'un procès contradictoire auquel il avait, lui aussi, réussi à échapper et, pour sa part, pendant près de quarante ans.

Mais peut-être en est-il qui considèrent que sa nationalité allemande confère aux faits qui lui sont reprochés une gravité moindre que celle d'actes de même nature accomplis de plein gré par des Français ? A moins que, comme M. Jean-Marie Le Pen, lundi à son « heure de vérité », ils pensent : « Le cas ne m'intéresse pas plus qu'il n'intéresse les autres Français. » Sous-entendu : fort peu.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Commutation et réductions de peine

Bien que sa peine ait été commuée en vingt ans de détention, Jacques Vasseur, arrêté le 20 novembre 1962 et libéré le 15 octobre 1983, aura passé plus de vingt ans en prison. Cela s'explique par le caractère même de la mesure de grâce individuelle prise en sa faveur le 18 septembre 1979 par Georges Pompidou, alors président de la République. Ce décret impliquait que cette commutation en vingt ans prenait effet à la date de sa signature. Autrement dit, le condamné devait rester en prison encore vingt ans à partir de cette date.

Durant cette période, il pouvait cependant bénéficier de différentes réductions de peine consenties d'une façon générale à tous les détenus en raison de leur bonne conduite. Tradition-

nellement, cela correspond chaque année à une remise de peine de trois mois. Il s'y ajoute d'autres remises prises dans le cadre de mesures générales — grâce du 14 juillet — ou commandées par des circonstances particulières. Ainsi, au lendemain des mutineries dans les prisons en 1971 puis en 1974, il fut accordé des remises de peine d'un an puis de six mois aux détenus qui n'avaient pas participé à ces manifestations.

L'addition de ces mesures générales a fait que, sur les vingt ans de détention qu'il avait, théoriquement, à accomplir Jacques Vasseur, à partir du 18 septembre 1979, il se trouva exonéré de sept. Il devenait ainsi libérable en 1983.

J.-M. Th.

A Grenoble : assentiment et rébellion

De notre correspondant

Grenoble. — L'annonce de la libération de Jean Barbier, soixante-quatre ans, ancien agent de la Gestapo à Grenoble, n'a pas provoqué le flot de communications habituelles dans ce genre de circonstances. Condamné deux fois à la peine de mort pour tortures et assassinats, puis à la réduction criminelle à perpétuité suite à la grâce accordée par le général de Gaulle, Jean Barbier voyait finalement sa peine commuée en vingt ans de détention en 1970.

Les différentes associations de résistants de l'Isère ne peuvent que prendre acte de cette situation. « Jean Barbier avait mérité d'être fusillé à l'époque », déclare M. Pierre-Gascon, président de l'association des déportés, internés et familles des disparus de l'Isère, premier adjoint au maire de Grenoble. « Mais nous sommes respectueux de la légalité », précise M. Gascon, qui peut difficilement se prononcer sur une commutation de peine décidée par notre chef historique dans la Résistance.

Même embarras à la Fédération de l'Isère du Parti communiste qui se borne à « constater » les faits sans aucun commentaire. Seul M. Marc Muet, président de Résistance unie, qui regroupe les différentes associations de résistants du département de l'Isère, émet tout haut son indignation : « Tous les camarades sont d'accord : vingt ans de prison, c'est la peine qu'on infligeait à un homme qui n'a qu'un mort sur la conscience. On ne comprend pas. C'est honteux, lamentable. »

A propos des quelques six mois séparant la libération de Jean Barbier de son annonce dans la presse, M. Muet a hésité pas à dire : « On a eu peur qu'un commando vienne l'assassiner. J'aurais été d'accord : la façon dont il a opéré pendant l'Occupation ne méritait pas autre chose. » Une prise de position extrême qui traduit pourtant le sentiment général dans les milieux locaux de la Résistance déjà traumatisés par l'affaire Barbier dont Barbier était, à Grenoble, le triste homologue. — (Lutérien.)

Les Tsiganes ne veulent plus être classés comme marginaux

« La société tsigane a déclaré la guerre aux Tsiganes et aux gens du voyage. Elle a gagné la première manche. Nous avons appris que nous sommes classés comme marginaux au ministère de la solidarité. Nous ne sommes pas d'accord. Nous avons notre culture, nos structures. » M. Dany Peto-Manso, secrétaire général de l'Office national des affaires tsiganes (ONAT) résume ainsi une partie de l'entretien qu'il a eu avec le secrétaire général de la mairie de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) le 13 février à l'issue du défilé dans le calme d'une trentaine de caravanes et de voitures organisées par les gens du voyage dans les rues de la ville.

Le choix de Villiers n'est pas fortuit. Les Tsiganes sont ici à bout de patience. Depuis dix ans, un terrain de stationnement décent leur est promis et, aujourd'hui, que toutes les études que toutes les enquêtes ont faites, que tous les dossiers sont remplis, ils en arrivent au même point qu'il y a dix ans : « Les enfants doivent marcher dans la boue pour aller à l'école, ce n'est pas normal », déplore un père de famille. Le terrain, une fois aménagé, devrait accueillir que dix-neuf caravanes, c'est peu. « Malgré une circulaire ministérielle du 10 juillet 1980, il n'existe, à notre connaissance dans le Val-de-Marne, aucun plan d'élaboration de terrains d'accueil (...) Aucune commune ne se soucie du sort des voyageurs. Crénel fait exception, mais son petit terrain est saturé et des sédentaires l'occupent. »

Le terrain de Villiers sera trop petit pour abriter ce que les voyageurs vivant sur la commune et le problème de l'accueil se doublera de difficultés de scolarité. « Les familles qui sont stationnées en dehors du terrain aménagé ne pourront pas scolariser leurs enfants, car le maire a interdit l'accès à l'école aux enfants de voyageurs ne résidant pas habituellement sur le

territoire de la commune. » Les Tsiganes demandent la création de classes préscolaires sur le terrain. « Nous savons que nos enfants en classe perturbent parfois le travail. C'est pourquoi nous proposons cette solution qui marche très bien à Trappes ou à Créteil, par exemple. »

FRANCIS GOUGE.

LA CONSTRUCTION DU BARRAGE AUBE PREND DU RETARD

M. Henri Wolf, président de l'Institut interdépartemental des barrages-réservoirs du bassin de la Seine, a fait, récemment part de son inquiétude au sujet de la réalisation du barrage Aube.

Les crues de l'Yonne, de la Seine et de la Marne sont actuellement limitées par trois barrages construits entre 1950 et 1974, qui retiennent 650 millions de mètres cubes d'eau. Un quatrième ouvrage est prévu sur l'Aube : il retiendra 175 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires. Les travaux ont commencé et devraient s'achever en 1988.

Il en coûtera 1,3 milliard de francs, couverts à raison de 15 % par EDF ; par l'Agence de bassin Seine-Normandie à 34 % ; le secrétariat d'Etat à l'environnement à 26 % ; la région Ile-de-France à 9 %, et l'Institut interdépartemental à 16 %. Or, selon M. Wolf, certains des partenaires (l'environnement et l'Agence de bassin) tardent à verser leur écot, ce qui compromet l'avancement de l'ouvrage.

De toute manière, les barrages-réservoirs ne parviendront pas à épargner totalement les inondations à l'Ile-de-France, car il faudrait que leur capacité de retenue atteigne 2 milliards de mètres cubes, soit le triple de leur volume actuel, ce qui est exclu. Mais leur intervention, dans la mesure où ils sont judicieusement gérés, permet d'écrire les crues et donc d'éviter les dommages les plus graves.

M. A.-R.

Les XIV^{es} Jeux olympiques d'hiver

Sarajevo. — Des rayons de soleil sur Perrine Peleu qui gagne du bronze. Karin Enke touche le gros lot pour la seconde fois, et Gunde Svan prend sa revanche. Les biathlètes astiquent leurs cartouches. Les slalomeurs fardent leurs skis géants. Torvill et Dean mettent le « Boléro » de Ravel en tête du hit-parade olympique. — A.G.

SKI ALPIN

Un entraîneur français pour une victoire américaine

Sarajevo. — Les photographes et les cameramen de télévision se précipitent les uns les autres dans l'attente des coureurs à l'arrivée du slalom géant féminin pour cadrer la nouvelle championne olympique Debbie Armstrong (E.U.). Belle comme un bonbon dans sa combinaison jaune et rouge en pelure d'orange, elle avait exploité à fond sur le premier tracé très direct ses qualités de descendueuse et conservé son avantage en attaquant encore dans la seconde manche plus sinueuse. Brandissant un drapeau américain d'une main et ses skis de l'autre, la nouvelle petite sorcière de Salem (Oregon) laissait exploser son bonheur d'avoir conquis la cinquième médaille d'or en ski alpin féminin pour les Etats-Unis.

A l'écart de la cohue, un bonhomme trapu, assis dans une combinaison grenat, émetteur-récepteur sur l'épaule, cachait mal son émotion quand les entraîneurs des équipes vaincues (Suisse, Autriche et Allemagne) vinrent le congratuler. Le directeur de l'équipe féminine américaine était, en effet, le grand triomphateur du jour : Christine Cooper était classée deuxième à 40/100 et aurait tout aussi bien gagné si elle ne s'était pas assise dans la seconde manche ; Tamara McKinney, la plus rapide du second parcours, n'avait pas été loin de souffler la troisième place à la fran-

De notre envoyé spécial

gaise Perrine Peleu. « Ce sont des filles formidables, des athlètes exceptionnelles », le bonhomme s'exprimait avec un franc accent lyonnais. Michel Rudgoz est, en effet, né à Lenthil (Rhône) il y a trente-neuf ans. Il vit aux Etats-Unis où il s'est marié avec une Canadienne, depuis 1972.

En s'occupant d'envoyer ses skieuses au contrôle antidopage et en tentant de joindre son épouse par téléphone, l'ancien moniteur de ski de Val-d'Isère à qui ses confrères savaient mener la vie dure parce qu'il était d'origine citadine, nous a raconté comment il est devenu l'entraîneur le plus envié de Sarajevo : « La première équipe dont je me suis occupé était celle des descendueuses britanniques. Il perfectionna son anglais. Cela lui permit d'accepter, après les Jeux olympiques de 1972, la proposition de Sun Valley, la station des vedettes américaines dans l'Idaho. J'ai dirigé le club des sports jusqu'en 1977. Cela m'a permis d'apprécier déjà Christine Cooper qui y faisait ses débuts. »

Après s'être occupé, pendant deux saisons, de l'équipe juniors américaine, il entra dans l'encadrement de l'équipe nationale féminine l'année précédant les Jeux olympiques de Lake Placid. Aucune fille ne monta sur le podium en 1980. On lui proposa alors de prendre la direction de l'équipe. « Les deux autres entraîneurs qui suivaient déjà les coureuses depuis deux ans, l'Américain John McMurthy et l'Autrichien Ernst Heger, ont été d'accord pour tenter l'expérience avec moi. » Au total, l'encadrement est composé de deux entraîneurs supplémentaires et de deux kinésithérapeutes chargés de la préparation physique et de la vidéo.

« C'est une équipe où l'on peut tout aussi bien porter des paquets et conduire le camion qu'organiser un entraînement. Sans psychologue et sans sorcier. Il n'y a pas de truc ou de recette magique. On ne crée pas

un champion, on l'aide à le devenir. Pour cela des méthodes simples étaient suffisantes. Il ne faut pas avoir la prétention d'apprendre à skier aux filles quand elles arrivent au niveau mondial. L'important pour Michel Rudgoz, c'est le sérieux et l'homogénéité du groupe : « L'été, nous faisons des stages techniques en Nouvelle-Zélande, l'hiver nous nous appliquons à maintenir une ambiance familiale pour les filles qui sont très loin de chez elles pendant quatre mois. »

Le budget annuel de 190 000 dollars suffit à l'entretien de la troupe, qui se compose au total de vingt personnes au début de l'hiver.

Les résultats ont commencé à venir aux championnats du monde de 1982 où Christine Cooper est montée trois fois sur le podium. L'année suivante, Tamara McKinney a gagné la coupe du monde féminine. Aux Jeux olympiques, Debbie Armstrong s'est imposée d'entrée de jeu : « C'est une grande gosse qui adore jouer au volley-ball et au football. On la considérait comme une descendueuse mais c'est une battante qui a gagné sa place en première série de cette saison. En 1982, elle s'était cassée une cheville. Depuis, elle skie avec des chaussures différentes. »

Les problèmes techniques qui sont le cauchemar de nombreuses équipes ont, apparemment, été résolus par les Américains : « Les fabricants Rossignol et Dynastar ont mis à notre disposition deux Chamoniards, Gilles Claretournier et Serge Aubert, qui font un travail formidable. »

Du matériel français, des fabricants français, un entraîneur français pour une victoire américaine : Michel Rudgoz envisageait-il de faire un jour gagner une Française ? « Perrine Peleu a très bien skié aujourd'hui. Elle mérite sa troisième place, même si j'aurais parié sur un triplé américain. L'avenir ? J'ai construit ma maison aux Etats-Unis, ma femme m'y attend. »

ALAIN GIRAUDO.

PATINAGE ARTISTIQUE

Le Boléro de Jayne et Christopher

De notre envoyé spécial

Sarajevo. — Elle dactylographie des contrats dans une compagnie d'assurances. Il réglait la circulation au carrefour. Le reste du temps, Jayne Torvill et Christopher Dean patinaient. Ce mardi soir, l'ancienne secrétaire et l'ancien bobby de Nottingham devaient danser sur le Boléro de Ravel l'histoire d'un impossible et tragique amour. Un grand moment de ces Jeux d'hiver.

Depuis que la danse a été introduite dans le programme olympique, en 1976, elle est devenue la discipline la plus appréciée du public qui a d'abord été charmé par les évolutions des Soviétiques Moisseïeva et Minoretov. Depuis, « T & D » ont bouleversé la spécialité. Aux championnats du monde d'Helsinki en 1973, ils avaient fait sauter la banque des cotation : les juges leur avaient attribué onze fois sur dix-huit, la note parfaite de 6, pour une composition bien nommée : Barnum. Le couple infernal avait mimé une représentation de cirque avec clowneries, jongleries et autres trépass. Cette année, ils sont allés encore plus loin. Avec un génie chorégraphique ahurissant, Christopher Dean a « mis en glace » la phrase musicale lancinante de Ravel. Immobiles, à genoux, pendant les premières mesures, le couple s'enlaca tendrement, puis Christopher relâva délicatement Jayne et la projeta. Après cette entrée en matière, c'est une symphonie

de gestes qui vont crescendo jusqu'à l'acrobatie. Sur les dernières mesures, les amants maudits se jettent dans un volcan.

Petit scandale

Les deux Britanniques avaient présenté ce Boléro pour la première fois aux récents championnats d'Europe. Ils ont, encore une fois, subjugué les juges qui leur ont attribué trois notes maximales en technique et huit notes maximales en impression artistique. Ils ont néanmoins provoqué un petit scandale dans les coulisses des patineurs. Réglementairement, la danse libre doit être exécutée sur quatre rythmes différents. Or le Boléro n'a qu'un tempo. Leurs compatriotes, anciens olympiques, sont eux-mêmes partagés. Robin Cousins condamne, John Curry approuve. Torvill et Dean répondent qu'ils font évoluer leur art.

Le couple, auquel la municipalité de Nottingham avait confié 60 000 livres sterling pour préparer les Jeux, a atteint la perfection en s'entraînant à Oberstdorf (RFA). Avec le talent créateur de Christopher et la force morale de Jayne, tous deux ont repoussé la limite de leur spécialité. Ils pourront sans crainte monter leur propre entreprise de spectacle sur glace : la féerie est garantie.

A. G.

Les résultats

SKI ALPIN		Schoene (RDA): 1 mn 22 sec. 83 ; 3. Petrusseva (URSS), 1 mn 23 sec. 21.	
Slalom géant dames		SKI DE FOND	
1. D. Armstrong (E-U), 2 mn 20 sec. 98 ; 2. C. Cooper (E-U), 2 mn 21 sec. 38 ; 3. P. Peleu (Fr.), 2 mn 21 sec. 40.		15 kilomètres messieurs	
PATINAGE DE VITESSE		1. Svan (Suède), 41 mn 25 sec. 6 ; 2. Karvonen (Finl.), à 9 sec. 3 ; 3. Kärvenniemi (Finl.), à 20 sec.	
1 000 mètres dames			
1. Enke (RDA), 1 mn 21 sec. 61 ; 2.			

COMMENT L'ESPRIT VIENT AUX CRÉATEURS D'ENTREPRISES ?

les souvenirs de jeunesse d'un grand banquier

FAYARD 272 pages 69 F

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de grande instance de Versailles, Palais de Justice le mercredi 22 février 1984, à 10 h EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT de 4 P., princ. et une CAVE à **MARLY-LE-ROI (78)**

5, résid. des Pins, rue de St-Germain
MISE A PRIX : 50.000 F

Pour renseignements, s'adresser à
M^{re} Emmanuel GUILLIERS, avocat,
21, rue des États-Généralx,
à VERSAILLES. Tél. 950-02-62

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Pour cette annonce s'adresser à :

OSP 64, rue de la République
75008 Paris
Tél. : (1) 583-12-06

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de VERSAILLES (Yvelines) le mercredi 22 février 1984, à 10 heures EN UN SEUL LOT

UN PAVILLON AVEC JARDIN au VÉSINET (Yvelines)

81, avenue Emile-Thiébaud
Cadastré Section AV N° 62 pour 11 ares 44 centiares
OCCUPÉ - MISE A PRIX : 250.000 F

Cabinet de M^{re} Xavier SALON, av., 19, rue Saint-Sophie,
78000 VERSAILLES. - Tél. : 950-01-69.

Vente s/lc. Pal. Just. Pontoise (95) Jeudi 1^{er} mars 1984 à 14 heures

IMMEUBLE à BEAUCHAMP (95250) - M. à P. : 400.000 F

(avec faculté de baies de 1/4) 44, AVENUE DU GÉNÉRAL-LECLERC
LIBRE A LA VENTE. Petit consistant

en **LOCAL à USAGE DE GARAGE**

Rens. M^{re} BOUVILLAIN, avocat. Tél. 032-03-63

64, rue Saint-Jean à Pontoise (95) ; M^{re} FAYOUT, avocat, 2, rue de la Roche à Pontoise (tél. 038-20-40) ; sur les lieux pour visiter à M. et M^{re} FÉRET, 12, rue Pasteur à Beauchamp (95).

Vente au Palais de Justice de Nanterre, mercredi 29 février 1984, 14 h

PAVILLON ANTONY (92) 176, RUE DES RABATS

Sous-sol : CAVE, chauffage. Rez-de-chaussée : séjour double, cuisine, salle de bains. 1^{er} étage : 3 chambres. PAVILLON indépendant : chambre, cuisine, salle de bains, 2 abris de garage indépendants. JARDIN 845 m².

MISE A PRIX : 200.000 F. S'adr. M^{re} ABADIE, avocat, 23, boulevard Henri-IV, Paris. Tél. 272-07-41, avant 17 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 23 FÉVRIER 1984, à 14 heures

UN APPARTEMENT de 4 à PARIS 10^e

DANS UN ENSEMBLE IMMOBILIER

48 à 58 bis, quai de JEMMAPES, et 23, 23 bis et 23 ter, rue Nîmes de 2 pièces principales au 4^e étage, bdt. C1, et 1 CAVE au 3^e sous-sol bdt. J

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

S'adresser à M^{re} RIBADEAU-DUMAS, avocat poursuivant, 17, avenue de Lamballe, PARIS 16^e. Tél. 524-46-40

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le MARDI 21 FÉVRIER 1984, à 13 h 30

UN PAVILLON D'HABITATION à GAGNY (Seine-Saint-Denis)

17, RUE HENRI-ROCHETTE

de 4 PIÈCES, CUISINE avec JARDIN et GARAGE

MISE A PRIX : 125.000 FRANCS

S'adresser à M^{re} RIBADEAU-DUMAS, avocat poursuivant, 17, avenue de Lamballe, PARIS 16^e. Tél. 524-46-40

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Versailles (Yvelines) 3, place André-Mignot, le MERCREDI 23 FÉVRIER 1984, à 10 heures EN UN SEUL LOT

UNE GRANDE MAISON D'HABITATION

AVEC TENNIS, SERRE, JARDIN

à BUC (Yvelines)

18 et 20, RUE D'ALSACE-LORRAINE

Cadastré Sect. E 299 pr 985 m², Sect. E 300 pr 973 m²

OCCUPÉE (BAIL de 6 ANS à compter du 1^{er} 9-1983, loyer en principal 3.000 F. MISE A PRIX : 200.000 FRANCS. Cabinet de M^{re} Xavier SALON, avocat, 19, rue Saint-Sophie, 78000 VERSAILLES. Tél. 950-01-69.

MÉDECINE

LA NOUVELLE RÉFORME BUDGÉTAIRE

Les restrictions financières entraîneront-elles une dégradation des soins dans les hôpitaux ?

Le fonctionnement des hôpitaux est-il entravé par la politique d'austérité ? La question est posée, avec de plus en plus de force, par les tenants et les adversaires de la réforme budgétaire qui commence à s'appliquer, depuis le début de 1984, dans les centres hospitalo-universitaires. Beaucoup se demandent si cette politique d'austérité aura pour effet de faire à nouveau entrer les hôpitaux publics dans le régime de pénurie et de crise permanente que, depuis vingt ans, ils voyaient s'éloigner.

Pour certains administrateurs, médecins et quelques hommes politiques, la réponse à ces questions ne soulève pas le moindre doute. Les restrictions financières, la toute nouvelle réforme budgétaire, compromettent le fonctionnement des services et même la sécurité des malades, disent-ils. M. Jean Royer, maire de Tours, dénonce dans cet esprit les « nouvelles dispositions budgétaires ». A Strasbourg, certains médecins stigmatisent la pénurie de médicaments et de prothèses dans les murs mêmes de l'hôpital. A l'Assistance publique de Paris, des voix s'élèvent pour mettre en garde l'opinion contre une dégradation des soins à court terme.

Il est de fait que les hôpitaux publics ont terminé l'année 1983 sur un déficit de plus de 2 %. Le gouvernement, tablant sur une inflation de quelques 6 % pour 1984, a annoncé pour les hôpitaux publics des augmentations - un « taux directeur » - de 6,1 %. Si les perspectives ainsi prévues pour l'inflation et pour la croissance des salaires hospitaliers (5,5 %) sont respectées, les disponibilités financières des établissements seront non pas en hausse - ni en baisse, - mais éteintes. Dans cette hypothèse, les difficultés financières qui sont la règle ne devraient pas s'atténuer.

Alarmisme

Les hôpitaux auront les plus grandes difficultés à respecter les hausses de salaires prévues par les accords de la fonction publique sur lesquels ils sont alignés. Ils continueront à ne pouvoir régler en temps voulu leurs cotisations sociales, ni même l'impôt sur les salaires auquel ils sont tenus et qu'ils n'acquittent pas. Leurs dettes à l'égard de leurs fournisseurs ne pourront en rien s'alléger : il est de notoriété publique que les hôpitaux publics sont les plus mauvais payeurs de France sur ce point.

Il y a plus grave : les pénuries de personnel, que les prévisions pour 1984 ne permettent rien d'alléger, subsistent. Dans certains services, notamment la nuit, le manque d'effectifs est criant.

Faut-il pour autant tomber dans l'alarmisme, et imputer cette situation aux premiers effets de la réforme budgétaire ? En réalité, seule l'histoire des deux dernières décennies permet de comprendre ce

qui se joue actuellement dans les hôpitaux. Ceux-ci ont bénéficié depuis le début des années 60 de très importantes mises de fonds de la part de la collectivité publique. Etant donné que l'activité hospitalière était mesurée par un facteur unique - le nombre de journées - et que, la croissance aidant, le volume des soins augmentait, les rentrées financières étaient chaque année plus importantes. Les établissements, réalisant davantage de « journées » chaque année, utilisaient le surplus pour améliorer les soins. C'est ainsi qu'a été financé, pour l'essentiel, le progrès technique et hôtelier considérable dans les hôpitaux pendant les décennies 1960 et 1970. La croissance permettait - politiquement et économiquement - de tolérer de très fortes hausses des dépenses hospitalières, qui en virent à absorber, à la fin des années 70, plus de la moitié des dépenses de santé.

Une brève éclipse

Le réveil eut lieu en 1979. Cette année-là, M. Raymond Barre, alors premier ministre, donna le plus vigoureux coup de frein jamais enregistré dans un domaine où la progression paraissait devoir demeurer linéaire. Le gouvernement interdisait aux hôpitaux d'utiliser les surplus dégagés sur l'année antérieure et fixait à la croissance des dépenses hospitalières une limite jusqu'alors inconnue : elles se voyaient indexées sur l'évolution du produit intérieur brut. Les « budgets supplémentaires » accordés aux établissements en fin d'exercice étaient supprimés. Le suréquipement du pays en lits était dénoncé, et la sécurité sociale se trouvait prise de cesser ses prêts aux hôpitaux.

C'est donc à l'année 1979 qu'il faut faire remonter le changement de cap, non à 1981. L'accession de la gauche au pouvoir n'a provoqué qu'une brève éclipse dans cette politique, au début du septennat, lorsque M. Jack Ralite annonça le réajustement des budgets supplémentaires et que M^{re} Nicole Questiaux amorça une attitude moins rigoureuse - ou moins rigide, selon les interprétations.

Ces temps sont révolus et le retour à l'austérité s'exprime, en ce début de 1984, comme en 1983. La mise en œuvre du budget global suppose la référence à la « journée » comme seul élément de mesure de l'activité. Désormais, celle-ci sera évaluée à l'avance et le budget des hôpitaux sera « globalisé », alloué par avance, par douzièmes, aux établissements.

Une telle réforme, encore partielle puisqu'elle ne vise que les CHU et ne touche pas toutes leurs activités, n'explique donc guère les difficultés actuelles. Celles-ci sont aggravées par le fait que l'activité hospitalière en 1983 a décliné (de 4 % en moyenne) : les rentrées finan-

cières ont donc diminué, et les hôpitaux commencent l'année avec un important besoin de trésorerie.

Ces difficultés, jointes à la réforme, vont-elles obliger l'hôpital à entrer dans une nouvelle logique, à devenir un « foyer » de soins, mais non nécessairement d'hébergement, d'où rayonneraient quantités d'activités thérapeutiques, de formules nouvelles, bref, d'alternatives à l'hospitalisation ? Tel est l'objec-

tif des pouvoirs publics, qui voient dans les impératifs économiques, et l'occurrence la compression des coûts, l'outil possible d'une mutation profonde et nécessaire. L'année 1984, au cours de laquelle le gouvernement proposera, précisément sur ce thème, la deuxième loi hospitalière de septennat, fera certainement figure de test.

CLAUDE BISSSET.

DEUX ASSOCIATIONS SE DISPUTENT LA CHARITÉ PUBLIQUE

La petite guerre du cancer

Une nouvelle fois, la quête officielle de fonds privés au profit de la recherche sur le cancer fait l'objet de polémiques. Une nouvelle fois, la « compétition » à laquelle se livrent la Ligue nationale française contre le cancer et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (ARC), les deux principales associations reconnues d'utilité publique dans ce domaine, risque de jeter le discrédit sur leurs appels à la charité publique, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'ils sont indispensables à la recherche cancérologique française.

Quels sont les faits ? Fin 1983, par arrêté ministériel, les pouvoirs publics autorisent la Ligue à organiser une campagne de collecte de fonds en 1984. Date retenue : du 12 au 18 mars. Puis, par lettre en date du 3 février, M. Georges Fillard, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, annonce à M. Guillemet, président de la Ligue, que son association bénéficierait, cette année, du label « grande cause nationale ». Un label qui permet la diffusion gratuite de messages publicitaires sur les radios et les chaînes de télévision nationales. L'affaire est importante : à la Ligue, on estime au total à 30 millions de francs les sommes qui furent récoltées en 1981, lors d'une campagne qui bénéficiait de ce label.

Pour la Ligue, qui mobilise à cette occasion quatre-vingt mille bénévoles, tout s'annonce donc bien. C'était compter sans le comportement de l'ARC. Cette association, affirme M. Raymond Bermon, secrétaire général de la Ligue, entend mener à la même période que nous, et en contradiction avec les instructions ministérielles qui réservent à notre association le bénéfice de la campagne d'appel à la générosité du public, une vaste campagne dans toute la France, une campagne qui fera suite à celle déjà organisée fin 1983 en liaison avec de nombreuses muni-

ci-pales des départements de l'Ouest.

C'est la première fois que les responsables de la Ligue protestent publiquement contre le comportement de l'ARC, qu'ils sont inquiets du dédoublement des efforts et de la concurrence des deux associations.

L'opposition entre les deux associations n'est pas nouvelle. Elle remonte à 1977, avec l'affaire dite du « comité espoir ». A la campagne annuelle de la Ligue (quêtes, manifestations sportives et artistiques), l'ARC - association alors peu connue - avait proposé d'ajouter une opération dite « dossier du cancer ». Des « cartes espoir », permettant de soulever à un dossier d'information sur le cancer, avaient alors été distribuées par les PTT sous la forme juridique d'imprimés sans adresse. Ces cartes étaient aussi disponibles aux guichets des bureaux de poste et de certains établissements bancaires. L'opération avait permis la constitution d'un fichier national que l'ARC utilisait à son seul profit en 1978. Une initiative qui devait lui rapporter environ 7 millions de francs.

Tout cela fut mal supporté au sein de la Ligue. Il y eut des suites judiciaires. Une potinière s'ensuivit qui devait retarder l'attention de M. Raymond Barre, alors premier ministre. Il y eut ensuite, en 1980, la constitution d'un Comité français d'aide à la lutte contre le cancer, présidé par M. Roger Grégoire, chargé notamment d'harmoniser les relations entre les deux associations.

Considérant de son peu de pouvoir dans ce domaine, M. Grégoire demandait et obtenait en 1982 la dissolution de ce comité. Depuis, les relations sont dégradées. Aujourd'hui, tout se passe comme si les responsables de l'ARC n'étaient plus en mesure de maîtriser la politique expansionniste qu'ils mènent depuis plus de dix ans.

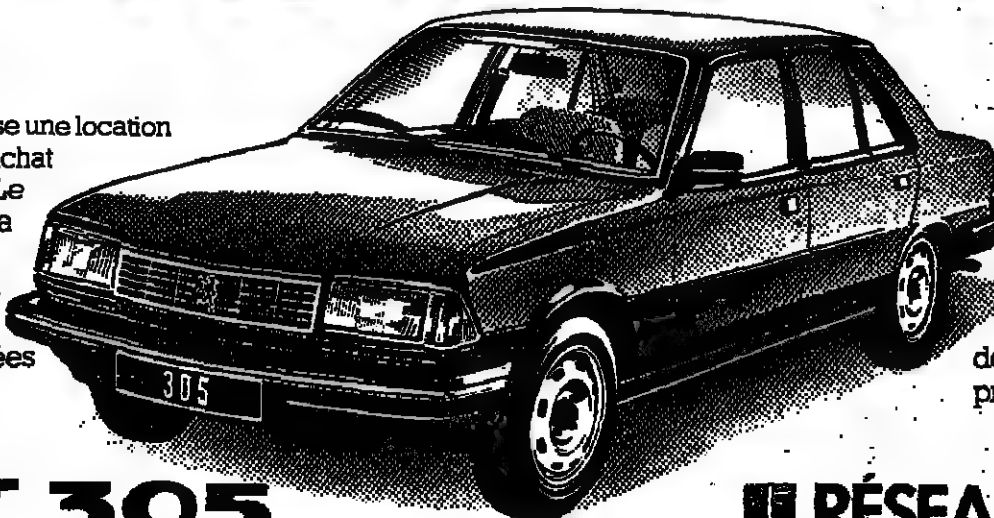
JEAN-YVES NAU.

590 F JE CRAQUE!

Le Réseau PEUGEOT TALBOT vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle*. Le dépôt de garantie initial de 8968 F pour la 305 est égal à l'option d'achat final :

- 1^{re} année : 12 loyers mensuels de 590 F,
- 2^e année : 12 loyers mensuels de 890 F,
- 36 loyers mensuels de 1090 F, les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition : 65 968 F TTC.



Offre valable jusqu'au 20 février 1984, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Din.

Modèle présenté : PEUGEOT 305 - Année modèle 84. Prix au 28 décembre 1983 : 47 200 F - Sauf Corse.

Pour tous les autres modèles 305, le montant des mensualités sera déterminé en fonction du prix du véhicule choisi.

*aux conditions générales de l'Argus.

PEUGEOT 305

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

50 من الأمل

Le Monde

culture

MUSIQUE

A NICE

Le Carnaval, Nietzsche et les MANCA

Tout est prêt pour l'entrée, jeudi, dans la bonne ville de Nice, du roi Carnaval dont on célèbre le centenaire (on l'a un peu rejoint pour l'occasion, de onze années, en décalquant les tristes livrets de guerre). Les féjades de la place Masséna disparaissent derrière des gigantesques bandes dessinées; les carnavaliers mettent la dernière main aux chars et aux grosses têtes; neuf expositions vont retracer par l'image l'histoire du carnaval à travers les âges et le monde, dont ethnologues, sociologues, anthropologues, cinéastes discutent gravement au cours d'un colloque scientifique sur « la fête et la communication », du 6 au 10 mars.

De façon moins bruyante, Nice affirme en même temps la vocation musicale à laquelle l'appellent son maire, M. Jacques Médecin, et son directeur de la musique, Jacques Charpentier, avec un budget de fonctionnement qui est passé de 46.534 000 F en 1981 à 81.783 000 F en 1983 (soit 75 % d'augmentation) (1).

L'Orchestre philharmonique de Nice vient, en janvier, d'être renouvelé et porté de soixante-dix à quatre-vingt-quatre musiciens. Il donnera samedi son deuxième concert, avec un programme plein de hardiesse: le *Pelléas et Mélisande* de Schoenberg, et la *Symphonie lyrique* d'Alexandre von Zemlinsky, récemment attachée à l'oubli, dont l'exécution a été superbe.

L'orchestre a tout de suite trouvé sa cohésion sous la baguette de son directeur, Boris Kloboucar (élève de Matias et de Clemens Kraus, un ancien de l'Opéra de Stockholm et de Bayreuth), silhouette massive, gestes courts et simples qui dégagent clairement les lignes de la polyphonie et soulignent fermement l'intensité et l'émotion.

Beaucoup de jeunes instrumentistes, souvent étrangers, communiquent une vigueur et un enthousiasme nouveaux à cet ensemble qui a déjà une très belle couleur, avec d'excellents solistes. Et dans cette grande *Symphonie lyrique* sur des textes de Rabindranath Tagore, dont Zemlinsky, motus original sans doute, atteint à une puissance expressive comparable à celles de Mahler et de Berg, on découvre un admirable baryton néerlandais, John Brochelet, qui pourrait bien être un successeur de Fischer-Dieskau, par la beauté de cette voix qui monte du plus profond de lui-même et rend inoubliable ce texte devenu musical.

Cet orchestre aux débuts prometteurs, subventionné uniquement par la ville et le conseil général, jouera un rôle important dans la vie du département, puisque, en plus des spectacles de l'Opéra, en pleine reconstruction sous la direction de Lucien Salles et Pierre Médecin (2), et de sa brillante saison symphonique, il déléguera un ensemble à cordes de douze instrumentistes, dirigé par Jacques-François Manzoni, et un opéra à venir pour donner quarante concerts par an dans les petites villes moins favorisées des Alpes-Maritimes.

Nice est également ces jours-ci une capitale de la musique contemporaine, avec le début des MANCA

(Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur) qui se poursuivront jusqu'au 4 mars. De cinq concerts en 1979, elles sont passées à vingt-sept cette année, grâce à l'acharnement de leur créateur, Jean-Etienne Marie, et au soutien de plus en plus assuré de la ville et de la direction de la musique au ministère de la culture.

Ces séances, entièrement gratuites (selon une politique de la municipalité qui a fort bien réussi dans les musées), permettront d'entendre quatre-vingt-cinq œuvres de soixante-quinze compositeurs appartenant à treize pays. On y découvrira en particulier une intéressante rétrospective de deux œuvres pour piano, chant et chœurs écrites par Nietzsche, qui, il y a juste cent ans, achevait ici *Ainsi parlait Zarathoustra*, et, à cette occasion l'université organise du 23 au 25 février un symposium international sur « Les nouvelles lectures de Nietzsche: science, musique, philosophie ».

Cinq hommages à Barraqué, Milhaud, Varèse, Webern, Wychnegradsky, trois portraits (Philippe, Szeles, Miroglio), cinq opéras de chambre: cette énumération donne l'idée de la richesse d'un programme où il y aura bien d'autres événements.

Dans l'ancienne criée aux poissons

Ainsi, dans la galerie des Poncherettes, l'ancienne criée aux poissons, où de belles voûtes aplaies sur de gros piliers de pierre rappellent le décor de *Frigorio* pour les *Noies de Figaro*. L'Ensemble de musique contemporaine de Lisbonne nous révélait dimanche les œuvres imaginées, poétiques et baroques de Jorge Peixinho, où d'effrénée imagination très originale, et une extravagance *Mise en requiem*, de Constanza Capdeville, à faire pâlir de jalousie Mauricio Kagel.

Les MANCA ont toute cette année pour faire partir leur créateur de sa modestie; et comme un bonheur ne vient jamais seul, Jean-Etienne Marie voit enfin son Centre international de la recherche musicale et ses appareils s'installer au garage où ils étaient confinés, pour occuper de plus vastes locaux (3).

Le développement de la musique à Nice revêt bien d'autres aspects, au Conservatoire national de région, en particulier, fort de ses mille quatre cents élèves. On notera simplement ici l'insatiation, prévue pour l'an prochain, d'un auditorium de deux mille places et l'ouverture, ces jours-ci à l'Opéra, grâce au ministère de la culture et au conseil régional, d'un centre de formation appliquée d'art lyrique destiné à perfectionner des jeunes chanteurs solistes, dont la France a tant besoin; de centre, où les études durent deux ans, bénéficiant de l'enseignement d'une très grande cantatrice, Rita Streich.

On remarquera que, si la ville de Nice, grâce à de puissants moyens et à la personnalité de son maire, peut sembler faire un peu bande à part,

elle entretient cependant des rapports de collaboration assez étroits avec la culture et le conseil régional. Son activité, pour exemplaire qu'elle soit, n'est d'ailleurs qu'un cas particulier du mouvement musical qui soulève la région, et sur lequel il nous faudra revenir, car, à l'Ouest aussi, contrairement au titre d'E.M. Remarque, il se passe du nouveau.

Laissons maintenant le roi Carnaval faire son entrée. Les musiciens lui sauront gré d'avoir, par son centenaire, donné naissance au premier Festival des civilisations musicales, qui se déroulera du 18 au 24 juillet et sera consacré au Brésil, autre grand « carnaval », sous les trois grands aspects de sa musique: traditionnelle, populaire et savante. Il y aura des compositeurs, de grands artistes, des chanteurs de variétés, l'école de samba de Rio, des films, des expositions et, bien entendu, un colloque international sur l'influence de l'Europe dans la musique populaire et savante du Brésil. Concerts, animations, bals, défilés, ce sera le premier carnaval de l'été.

JACQUES LONCHAMPT.

- (1) La musique représente 45 % des dépenses culturelles.
- (2) Parmi les prochains spectacles, on note *Wozzeck* et la *Fuite en Égypte* (dans la production du Festival d'Aix).
- (3) J.-E. Marie vient également de publier *Trois discours sur la musique* (Éditions, La Calade, Aix-en-Provence, 208 p.).

ARCHITECTURE

« Modernité » du Grand Louvre

(Suite de la première page.)

Les architectes Jean Prouvé et Renzo Piano, Robert Borze, actuel président des Arts décoratifs, mais qui guida les premiers pas du Centre Pompidou, Dominique Bona, directeur du Musée national d'art moderne, Jean Maheu, actuel président du Centre Pompidou, ont apporté leur soutien officiel, officieux, ou purement verbal au projet Pei, et même le maître de Paris, M. Jacques Chirac, à une prudence verbale orne concernant la pyramide, s'en est fait le défenseur.

Fait plus surprenant, et qui semble être sans précédent, les conservateurs en chef du musée du Louvre sont collectivement sortis de leur réserve — celle attendue des fonctionnaires — pour se ranger derrière ce qui n'était encore qu'un choix hypothétique du président. Il est vrai que leur ministère de tutelle, celui de la culture, ne cachait pas son enthousiasme.

Dans ces conditions, quel poids contre le projet pouvait avoir des voix souvent anonymes, mais courtoises et en ce sens, — ou isolées. Quelle considération pouvait-on apporter aux discrètes « remarques » de la Commission des monuments historiques, qui, pour sa part, a collectivement et prudemment respecté le devoir de réserve? A l'opposition — également prudente — du sénateur de Paris, M. Michel Calodague, à celle exprimée par M. Michel Guy,

ancien ministre de la culture, ou à celles, nombreuses, qui n'ont pas souhaité se manifester pour des raisons qu'on peut comprendre et qui s'entourent toujours de ce fameux mot de « réserve »?

Pour compléter l'affaire, les objections apportées contre le projet de Jean Pei sont souvent partielles. Si la plupart mettent en cause la pyramide, beaucoup, en revanche, se satisfont de l'idée d'ensemble. Mais peut-on dissocier le principe d'un nouveau centre pour le Louvre de ce qui doit être son entrée et son signal? C'est le principe même du « mégamuse » qui doit être désormais sérieusement étudié, si la politique doit se prolonger et conserver son sens.

FREDERIC EDELMANN.

PETITES NOUVELLES

■ PRIX EUROPA NOSTRA. — Le jury international d'Europe Nostra vient de décerner les prix de ses concours annuels. Cinq médailles et vingt-cinq certificats de mérite ont été offerts par la compagnie Franklin Mint Limited afin de récompenser les efforts réalisés pour la sauvegarde du patrimoine architectural européen. Il y a pour les médailles du centre culturel de la porte Farnagata à Nicotina (Chypre); du monastère Del Salvador de Cénova (Espagne); de la zone de conservation du Bridgegate à Chester (Grande-Bretagne); de la réhabilitation du centre d'une ville en République fédérale allemande.

■ LES STUDIOS GENERAL HOLLYWOOD VENDUS AUX ENCHÈRES. — Les studios General Hollywood, que Francis Ford Coppola avait achetés en 1980 pour la somme de 6,7 millions de dollars, ont été vendus aux enchères vendredi 10 février. C'est l'homme d'affaires canadien Jack Singer qui devient le nouveau propriétaire de ces studios, où tournèrent Mary Pickford et Harold Lloyd, pour le prix de 12,2 millions de dollars.

■ REMISE DES CÉSARS. — C'est Kelly qui présidera la remise des César du cinéma français qui aura lieu le 3 mars au cinéma l'Empire à Paris.

THEATRE L'ŒUVRE
DERNIÈRE: 21 FÉVRIER
874-47-36
LUNDI, MARDI: 20 h 30
SAMEDI: 19 h 30, DIMANCHE: 17 h
PRIX DU BRIGADIER
RAYMOND GEROME
L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE
FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

CINÉMA

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE A LA CINÉMATHEQUE

Liberté surveillée

Né tout de suite après la guerre, dans les ruines de Berlin, le cinéma de ce qui devait devenir la République démocratique allemande frappa les trois coups avec les *Assassins sont parmi nous* (1945), de Wolfgang Staudte, où se révélait une jeune comédienne promise à un certain avenir dans l'art allemand, Hildegard Knef. *Rotation* (1949), et *Pour le roi de Prusse* (1951), allaient confirmer la stature de Staudte dans cette nouvelle Allemagne, qui romprait catégoriquement avec le passé immédiat et s'efforcerait d'effacer à jamais les germes du nazisme. Au début des années 50, Staudte part travailler en République fédérale allemande et ne connaît plus le même succès.

Erich Engel, l'ami de Brecht, qui signe la mise en scène de l'Opéra de quatorze ans, ne quitta pas son pays à l'époque du nazisme et tourna des films de divertissement. Il se remit au travail en 1948 avec *l'Affaire Blum*, sur un scénario de R.A. Stemmle, qui devait lui aussi réaliser, avec *Berliner Ballade*, à l'Ouest. A l'époque, la frontière entre les deux Allemagnes semble cinématographiquement peu étanche, mais le contrôle idéologique reste et restera toujours très strict en RDA. Les comédiens révélés dès les années 20 ou à l'époque du nazisme n'auront jamais droit de cité dans cette Allemagne austère et puritaine.

Kurt Metzger succédera, au début des années 50, à Wolfgang Staudte comme cinéaste officiel: on lui doit

les deux volets d'un diptyque consacré, en 1953 et 1955, au chef du communisme allemand, Ernst Thaelman. Au moment même où Bertolt Brecht crée son théâtre épique et pose des règles esthétiques révolutionnaires, invente cette « distanciation » pas toujours bien comprise à l'Ouest, Kurt Metzger nous livre la caricature de ce même style épique transposé au cinéma. Il crée un cinéma édifiant et pesant qu'il convenait de montrer dans cette rétrospective. A l'époque du Printemps de Prague, les autorités est-allemandes ne manquent pas de dénoncer le jeune cinéma de Miles Forman et d'Ewald Schorm, qui, à leur gré, nous expliquaient-elles alors, va « beaucoup trop loin » dans sa dénonciation du passé et sa recherche de modes de récit plus libres. Ces mêmes années, six ou sept films sont « retenus », c'est-à-dire interdits de projection publique, par les responsables de l'idéologie.

Un cinéma d'auteur inexistant

Ces réserves formalées, le cinéma de la RDA a pu être considéré — et même considéré aujourd'hui par un metteur en scène comme Thomas Brasch (*Les Anges de fer* à l'Ouest) — comme supérieur à celui de la RFA. Le cinéma d'auteur n'a pas cours au pays d'Erich Honeker, le cas de Konrad Wolf, à qui est rendu un hommage séparé, étant l'exception qui confirme la règle:

Konrad Wolf symbolise le destin de ces artistes qui choisirent de vivre et de travailler en RDA à une époque où il était facile de passer dans l'autre Allemagne.

Deux autres hommages sont prévus dans cette rétrospective, organisée conjointement par Bernard Martinand, programmeur de la Cinémathèque française, et Bernard Eisenschitz, historien du cinéma, en collaboration avec les autorités est-allemandes: l'un est consacré à Gerhard Klein (mort en 1970), qui, selon Bernard Eisenschitz, créa un genre à part, le film policier berlinois à connotation politique, l'autre à Günther Ricker, scénariste. On verra pour la première fois à l'Ouest le bout à bout inédit du dernier film de Stefan Dudow (coauteur de *Kühle Wende*, avec Bertolt Brecht en 1933), *Cristine*, histoire d'une fille de la campagne qui se fait engrosser.

Dudow devait périr en 1963 dans un accident de voiture à la fin du tournage. Armine Müller Stahl, l'interprète de Patrice Chéreau dans *l'Homme blessé* (le personnage du père), y tient un des rôles principaux. Deux autres films, inédits à l'Ouest, quoique anciens, seront projetés: *Die Schlüssel* (les Clés, 1972-1974), de Egon Günther, et *Das Zweite Leben des F.W.G. Platon* (la Seconde Vie de F.W.G. Platon, 1973). Une trentaine de films au total sont prévus, jusqu'au 15 mars, l'accent étant mis sur la production des années 70, peu connue en dehors des festivals.

LOUIS MARCOTTE.

THÉÂTRE

GÉRARD DEPARDIEU DANS « TARTUFFE »

L'ange à la main bandée

Interprété par Gérard Depardieu, le personnage de Tartuffe, de Molière, devient un muet fort étrange. Il est baraqué comme un dément, comme un bûcheron savoyard. Il a des « battoirs » (plutôt que des mains) énormes (on songe à Mallarmé disant d'Arthur Rimbaud qu'il était « grand, bien bâti... avec je ne sais quoi de fille du peuple, à cause de vastes mains »). Le fait est que Depardieu serait formidable en Rimbaud, mais aussi en Jean Valjean.

Ce Tartuffe (revenons à lui) se présente avec des cheveux blonds vénitiens de madone, et maquillé comme un camionneur, yeux faits, du bleu ou mauve autour des yeux, du rouge aux lèvres. Très fastueux, très féérique corsage de satin noir, « plissé-gaufre », comme disent les couturiers moscovites.

Ce Tartuffe, d'une voix de fillette, perchée, dévie les vers de Molière, annonçant chaque syllabe l'une après l'autre, d'un ton uni, comme un diable de dixième mort de trouille à la « compo de récite ». Mais là, ce n'est sûrement pas la faute de Depardieu, puisque tous les interprètes de ce Tartuffe font la même chose: ce ne peut être qu'une grosse finesse du metteur en scène, cette manière puérile-mécanique de débiter le texte de Molière comme des vers de mirillon, qui supprime toute vraisemblance de l'action et du propos: la vraisemblance, aujourd'hui, dans certains théâtres, c'est la honte, c'est bourgeois.

Très beau, très lumineux, hésitant entre l'ange céleste et la fille de joie, ce Tartuffe-Depardieu, en caraco de princesse, est bien sûr irrésistible, physiquement, et à coup sûr, c'est Depardieu lui-même qui a choisi ce maquillage, c'est comme ça qu'il

imagine l'acteur de théâtre, le monstre sacré, sa distanciation.

Mais ce ne doit pas être lui qui a choisi de jouer Tartuffe dans une mise en scène si triste, comme si la famille Orgon était une famille de morts, domiciliée dans des tombes. Alors Tartuffe a besoin d'une astuce, d'un truc visuel, d'un gag d'appoint, pour se démarquer de ces fantômes sinistres: il se fait mordre la main par Dorine au moment de « cacher ce sein », et il se noue un pansement avec son mouchoir. A partir de quoi il « joue » cette main bandée, ce mouchoir, qui ajoute à ce Tartuffe-athlète-ange en exil-blanchisseuse-docker-princesse des « connotations » de bêtise, de séducteur retour du duel de héros et de victime. C'est un Tartuffe romantique, grande courtoisie, mais joué dans une retenue entière, plutôt déconnecté que froid.

Quand il a « truané » Orgon, quand Orgon lui a appris qu'il lui léguera tous ses biens, Tartuffe-Depardieu s'éloigne dans un interminable rire. Et manifeste ainsi, au public, la rouerie et le cynisme du personnage, est une facilité de mise en scène, d'une incongruité patente: un manque de jugement, de tenue, sans doute non imputable à Depardieu, mais à son directeur.

Somme toute Depardieu dans *Tartuffe* apparaît comme une grande bête fabuleuse des planches, mystérieux, dissimulé sous son maquillage d'histoire comme sous un masque, réservé, décalé. Il faudrait le voir dans une autre mise en scène, moins mortuaire, moins apathique, moins prétentieuse. Il doit pouvoir jouer aussi bien Hamlet que Nérón, Don Juan qu'Oedipe.

MICHEL CORMOT.

* Théâtre de la Ville, 20 h 30.

Mort de la comédienne Arlette Marchal

La comédienne Arlette Marchal, qui fut une des grandes vedettes du cinéma muet français, est morte à Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

[Née en 1902 à Paris, Arlette Marchal débute une carrière de mannequin. Elle joue de beauté, les studios Gaumont lui font faire de la figuration, et en 1924, Jacques Feyder lui donne son premier rôle dans *l'Image*, et deux ans plus tard dans *la Châtelaine du Liban*. Après un séjour de cinq ans à Hollywood, se consacrant à Paris avec l'engagement du cinéma parlant: *Don Quichotte*, de Pabst, *le Petit Roi*, de Julien Duvivier. Elle fait également du théâtre, où elle joue avec Elvire Popesco. Son dernier rôle — parmi les soixantaine qu'elle a tournés — date de 1950. Elle se consacre ensuite à la mode dans une société d'import-export spécialisée dans la haute couture.]

Nouvelle grève à la Comédie-Française

La représentation de « l'Avare » de Molière à la Comédie-Française prévue pour le mercredi 15 février en soirée est annulée en raison d'une grève des machinistes. Les places seront remboursées ou validées aux guichets du théâtre ou au service des abonnements de la Comédie-Française.

D'autre part, le Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle C.T.T. (Syndicat) s'associera le 16 février à la journée d'action de la fonction publique devant l'insuffisance de l'augmentation des salaires prévue pour 1984. Le Syndicat appelle le personnel des théâtres subventionnés à organiser une grève d'au moins une heure ce jour-là dans leur établissement. A Paris, un rassemblement aura lieu à 14 heures devant l'Opéra.

MERCREDI
MARIGNAN PATHÉ - GEORGE V - FRANÇAIS PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUINER - MAXEVELLE - LES IMAGES
FORUM HALLES - FAUVETTE - CLUNY ÉCOLES - MONTMARTRE PATHÉ - GAUMONT NICHELI - MISTRAL
U.G.C. CONVENTION - GAMBETTA - Gaumont OUEST BOULOGNE - Gaumont ÉVRY - Bary Boussy SAINT-ANTOINE
3 WINCENNES - Cyprien VRY-CHATELON - LUX BAGNEUX - Club COLOMBES - Pathé Belle-Épave THAIS
Pathé CHAMPIGNY - Cyprien VRY-CHATELON - U.G.C. POISSY - Ariel RUEIL - 4 Temps LA DÉFENSE - URS ORSAY
Argenteuil - 4 Perry SAINT-GENEVÈVE-DES-BOIS - Club MAISONS-ALFORT - Ariel CRETET - Ariel NOGENT
Flandres SARCELLES - Carrefour PANTIN

SYLVIA KRISTEL
Emmanuelle 4
va beaucoup plus loin...
MIA NYGREN
D'APRÈS UNE NOUVELLE
EMMANUELLE ARSAN
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

FRANCE DELAHALLE

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : C. Lypso, 17 (380-30-11).
Y-A TELLEMENT LE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Maitis, 4 (278-47-86).
WARGAMES (A. v.a.) : George-V, 3 (562-41-46) ; Parisienne, 14 (83-11). - V.F. : Lumière, 8 (246-49-07).
ZELIG (A.) : Locomotrice, 6 (544-57-34).

Les grandes reprises

LES ARISTOCRATES (A. v.a.) : Napoléon, 17 (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.a.) : (17) : Champ, 5 (354-51-60).
BARRY LINDON (Angl. v.a.) : Grand Palais, 15 (554-46-85).
BLADE RUNNER (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56) ; Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32).
BRANCHES-NECHES ET LES SEPT MAINS (A. v.a.) : Rex, 2 (236-43-03) ; Napoléon, 17 (355-63-42).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A. v.a.) : Espace Galt, 14 (327-85-94).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A. v.a.) : (17) : Égée de Bois, 3 (327-57-47).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.a.) : Studio Galand, 14 (327-85-94).
LA CLÉ DE VERRE (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (A. v.a.) : (17) : Champ, 5 (354-51-60).
COUP DE CŒUR (A. v.a.) : Ciné 13, 18 (254-13-12).

DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE (Fr.) : Parisien, 3 (354-15-04).
EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (285-64-44).
KRASER HEAD (A. v.a.) : (17) : Émmental, 13 (707-28-04).
EUROPE SI (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 3 (325-43-94) ; Acadia, 17 (764-93-13).

LA FABLEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A. v.a.) : Napoléon, 17 (355-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A. v.a.) : Temples, 3 (272-94-36).
JANFAN LA TULPE (Fr.) : Acadia, 17 (764-93-13).
FENÊTRE SUR COULE (A. v.a.) : Gaumont Haller, 14 (297-49-70) ; St-Michel, 3 (326-79-71) ; St-Germain Village, 3 (633-63-20) ; Gaumont Champs-Élysées, 3 (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Action Lafayette, 9 (77-30-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (59-19-79) ; V.F. : Paris, 2 (743-60-33) ; Athina, 12 (343-00-45) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Gaumont Carnot, 14 (327-32-37) ; Gaumont Corneville, 15 (338-43-27) ; Pathé Watil, 15 (325-46-01).

GEXTRUD (Dm.) : Maxis, 4 (278-75-96).
GEMME SHILLER (A. v.a.) : Vidéo, 6 (325-40-30).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) : (R. sp.) : Daunt, 14 (321-41-01).
LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (A. v.a.) : Logo Quartier Latin, 3 (354-62-84).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A. v.a.) : Studio Alpha, 3 (354-39-47).

L'HOMME DE NULLE PART (Fr.) : Studio des Ursulines, 3 (354-39-19).
L'HOMME DE LA RUE (Fr.) : 14-Juillet Racin, 6 (329-19-08) ; Olympia Balais, 8 (561-10-80).
LES HOMMAGES PRÉFÉRÉS LES BLONDES (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
LA HORDE SAUVAGE (A. v.a.) : (17) : Espace Galt, 14 (327-85-94).
L'IMPOSSIBLE M. X (A. v.a.) : Acadia, 17 (764-93-13).

JAMES BOND 007 CONTRE DOCTEUR NO (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-41).
JESUS DE NAZARETH (A. v.a.) : Grand Palais, 15 (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÛLAND (A. v.a.) : Cinéma, 6 (633-10-82).
LES JOUEURS D'ÉCHECS (A. v.a.) : Égée de Bois, 3 (327-57-47).
LOJITA (A. v.a.) : Acadia, 17 (764-93-13).
LOJITA (A. v.a.) : Olympia Balais, 8 (561-10-80).

MARK DIXON DÉTECTIVE (A. v.a.) : Action Christian, 6 (325-47-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : (17) : Capé, 9 (508-11-69).
MOLIERE (Fr.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A. v.a.) : (17) : Champ, 5 (354-51-60).
LE MINISTRE DE LA FEU (A. v.a.) : Action Christian, 6 (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (v.a. b.) : Cyprien, 17 (380-30-11).

LE NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE (A. v.a.) : Napoléon, 17 (355-63-42).
ONIBARA (Jap. v.a.) : Saint-Germain Huchard, 5 (633-63-20).
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : (17) : Studio Galand, 14 (327-85-94).
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : V.F. : Arcades, 2 (233-34-38).
ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Palais, 15 (554-46-85).

LE PARRAIN (1^{er} et 2^e parties) (A. v.a.) : Olympia, 14 (345-35-38).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dm.) : Temples, 3 (272-94-36).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A. v.a.) : Action Christian, 6 (325-47-46).
FRUX DE BEAUTÉ : St-André des Arts, 6 (326-48-18).
RAGING BULL (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-41).

LE SECRETE DE VERONICA VOSS (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
SHINING (A. v.a.) : (17) : George-V, 3 (562-41-46). - V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).
TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18).
THE ROSE (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-41).
TULLES DE DAMES (A. v.a.) : Action Éclat, 3 (325-72-07).

LA VIE EST BELLE (A. v.a.) : 14-Juillet Parisien, 6 (326-58-00).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (A. v.a.) : Acadia, 17 (764-93-13).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.a.) : Cyprien, 17 (380-30-11).

LE FORUM DES NOUVELLES IMAGES

5 000 dollars la seconde

De notre envoyé spécial

Les images créées par ordinateur ont concu, dimanche 12 février, l'entretien télévisé du président de la République à l'émission « 7 sur 7 ». Sont venus par un plan interministériel (création d'un groupe industriel autour de la SOGITEC et d'Image-ordinateur à Angoulême), cette nouvelle technologie quitte peu à peu les laboratoires pour affronter les contraintes de la production. C'était l'objet du colloque organisé du 8 au 11 février à Monte-Carlo.

Monte-Carlo. - D'abord, c'est une simple figure géométrique. Puis la silhouette se couvre de polygones dont les facettes modèlent le volume. Les arêtes s'adoucissent, la surface capte la lumière, fixe les ombres. Les ailes du nez sont encore grossières, les paupières imparfaites mais, en agissant sur quelques points de contrôle des courbes mathématiques, un sourire indéfinissable anime déjà le visage. La salle applaudit à tout rompre ce raccourci de dix ans de recherches d'images par ordinateur : la modélisation du visage humain.

A quelques pas de là, dans les couloirs du Festival international de télévision, l'image obtenue semblait pauvre, et le travail de l'ordinateur serait jugé dérisoire. A qui bon consacrer tant d'efforts pour reproduire ce qu'une caméra enregistre avec infiniment plus de perfection ? Certes, une fondation américaine a promis une importante récompense au premier informaticien qui arriverait à synthétiser Marilyn Monroe, mais la promesse technique ne remplacera sans doute jamais la star disparue.

Ce type d'argument n'atteint pas l'enthousiasme des neuf cents participants au Forum international des nouvelles images, organisé pour la troisième année consécutive par l'Institut de la communication audiovisuelle (INA). Ici, on ne parle pas de film ou de stans ; on discute texture, algorithme et interpolation. Ce que l'on célèbre presque religieusement, ce n'est pas la beauté des images mais la puissance des gros calculateurs, Vax, IBM ou Cray-1, détournés de leur simulation militaire ou des recherches spatiales pour réinventer le grain de la matière, les reflets de l'eau ou l'éclat du métal. Cette fascination technologique se nourrit d'un visionisme démiurgique : construire le réel avec la seule intelligence et donner à voir ce qui est invisible. D'un côté, on synthétise le président des États-Unis idéal à partir des cinq derniers timbres de la charge ; de l'autre, on visualise l'absorption de l'oxygène par les cellules du sang.

Entre ces deux extrêmes, toute une moisson d'effets spéciaux, de compositions abstraites, de paysages imaginaires composent le programme de deux soirées de projections où l'INA avait rassemblé la

■ Nouvelle convention pour les réalisateurs de télévision. - Une nouvelle convention collective vient d'entrer en vigueur pour les réalisateurs de télévision qui ne sont pas « couverts » par la convention collective de l'audiovisuel adoptée en décembre 1983. Au nom des employeurs, M. Pierre Desgrupes, et trois des syndicats qui ont participé aux négociations entamées en mars 1983 : CGT, CFDT, FO, l'ont ratifiée le 9 février.

Deux modifications importantes ont été introduites :
- la nouvelle convention est applicable également aux réalisateurs travaillant pour des coproductions avec le secteur privé dans lesquelles des organismes de service public sont majoritaires ;
- les conditions d'accès à la profession sont transformées : une carte professionnelle tenant compte davantage de critères professionnels sera exigée désormais pour travailler à une réalisation.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le SNJ réclame pour les journalistes le droit à la « protection des sources »

De notre correspondant

Tours. - Au moment où l'actualité parlementaire (avec la loi sur la presse) et judiciaire (avec l'affaire de l'emprisonnement d'un rédacteur en chef adjoint de Paris-Match) met les problèmes des journalistes à la « une » des journaux, le comité national du SNJ, réuni les 10 et 11 février à Tours, en a profité pour affirmer ses positions dans une triple direction : attachement du journaliste à une pratique responsable, de son métier, nécessité du pluralisme, protection des sources de l'information.

Le SNJ, après s'être réjoui de la reconnaissance de la notion d'équipe rédactionnelle dans le projet de loi voté par le Parlement, estime par ailleurs que la qualité de l'informa-

tion et celle du travail de journaliste sont de plus en plus menacées par des rapports internes insatisfaisants dans les rédactions. Le comité national a souligné d'autre part l'urgence nécessaire que soit reconnue officiellement la protection de ses sources. Ne voulant pas limiter sa réaction aux retombées de l'affaire du magazine Photo, le SNJ réclame l'abrogation de l'article 227 du code pénal, la relation des faits ne pouvant, selon lui, constituer une pression sur la traditionnelle indépendance de la magistrature. Enfin, le SNJ préconise une réforme des aides à la presse, seule manière de conforter la loi de défendre et protéger le pluralisme et à réduire le phénomène des concentrations. - P.M.

Mardi 14 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Édition spéciale : le racisme en question. Une émission importante, grave même, dans laquelle Anne Steloir s'attaque au thème difficile du racisme. Dérangement sans doute, mais une rencontre explosive et un dialogue qui pourrait être un événement.
Avec des invités : le professeur A. Jacquart, généticien ; M. P. Gaspard, député (PS) d'Eure-et-Loir ; J.-P. Stroh, maître adjoint de Dreu ; P. Taguieff, philosophe ; A. de Benoist, écrivain et journaliste ; un duplex en direct avec deux radios libres : Radio-Beur, à Montreuil, et Radio-Méditerranée, à Marseille ; images prises à la Courneuve, aux Minguettes, à Marseille, Nantes et Bordeaux.
21 h 55 Vagabondages : Saint-Tropez l'hiver. Émission de M. Soro et R. Gicquel.
Avec Catherine Laro, Lala Llach, André Peyron, J.-F. Lalanne et Gilles Vigneault.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 Jeux olympiques d'hiver. Patinage artistique. Libre dans, en direct de Sarajevo.
23 h Sports : Tournoi de football indoor. Au stade omnisports de Bercy.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

THEATRE FONTAINE
Pierre Desproges 874.74.40
Écriture 1

20 h 35 Cinéma : les Gaspards. Film français de J. Tchernia (1973), avec M. Serrault, P. Noiret, C. Goy, M. Galabru, A. Cordy, C. Dumont (Rédif).
Un libérateur du quartier Latin, attaché à la défense du vieux Paris, découvre, à la suite de mystérieuses disparitions, une communauté vivante dans des carrières souterraines, pour échapper au bétonnage et aux dérangements de la vie moderne. Une comédie empreinte de fantastique à la Gaston Leroux et de poésie façon René Clair. Une belle équipe de comédiens. Pierre Tchernia aime le cinéma, et il sait divertir avec brio.
22 h 10 Journal.
23 h 30 La vie en face : La République nous appelle. Émission de P. Alfonsi et P. Penot, réal. D. Edinger. Un portrait de l'armée française et plus particulièrement des militaires.
23 h 35 Avec le temps : Caroline. Émission de Météo Grégoire, réal. A. Delarive.

A la recherche d'un langage

Dans les deux cas, l'informaticien a cessé d'être un simple signe de modernité pour devenir, enfin, facteur de création et d'information. Car la principale hypothèse qui pèse sur les nouvelles images n'est pas tant leur coût prohibitif que la gratuité des effets qu'elles génèrent. Sphère tournante dans l'espace, objet éclatant pour composer peu à peu les lettres d'un titre, la même rhétorique gère la plupart des génériques et des publicités présentées pendant le Forum. Manque d'imagination ? Peu familiers des machines, réalisateurs et graphistes utilisent les programmes élaborés par les informaticiens pour la simulation de vol ou la conception industrielle. L'un de la programmation n'est pas celui du réel en images. Lorsque le dessin d'une ampoule se dissout pour engendrer celui d'une ville éclairée, la technique sert l'idée, et l'image à la force d'un slogan. Mais le plus souvent, les nouvelles images abusent de ces déformations progressives, de ces jeux de perspective, de ces métamorphoses continues, sans autre logique que celle de la machine. L'œil du spectateur, habitué à la rigueur du montage séquentiel, se voit dans ce continuum monotone. Les nouvelles images n'ont pas trouvé leur langage. Leur grammaire est encore victime du poids technico-économique de l'innovation.

■ Faites des centres de production. mettez les machines à la disposition des créateurs 24 heures sur 24, comme la BBC en Grande-Bretagne, suggèrent les réalisateurs et les graphistes présents à Monte-Carlo. La création de Pixygraph, annoncée pendant le Forum, dans ce sens. L'INA et la Société française de production (SFP) s'associent avec des partenaires financiers pour sortir palettes électroniques et ordinateurs des laboratoires et les mettre en situation de production dès le mois de mai prochain à Bry-sur-Marne.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antiope.
11 h 45 Journal (et à 12 h 45).
11 h 55 Jeux olympiques d'hiver (et à 13 h 30). Ski : slalom géant messieurs ; hockey sur glace : Finlande-Etats-Unis.
16 h 30 Record A 2.
17 h 25 Plateau 48.
Avec L. Adami, Righiera, Paul Young, Renaud, Tina Turner.
18 h Oleg Popov, profession clown. Un hommage au célèbre clown soviétique.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre du Boulevard.
20 h Journal.
21 h 35 Téléfilm : Dialogues des carminettes. De G. Bernanos, d'après G. von Lefort. Scénario : Pierre Bruckberger et P. Agostini, réal. P. Cardinal. Avec N. Courcel, S. Flon, M. Robinson.
Un hymne à la couronne du martyre, des images à bout portant « saisies par les caméras de P. Cardinal, un texte dense, à la mesure d'une interprétation exceptionnelle : S. Flon, dans le rôle de la mère pieuse, N. Courcel et A. CAUDRY.
22 h 30 Magazine : Météo je.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

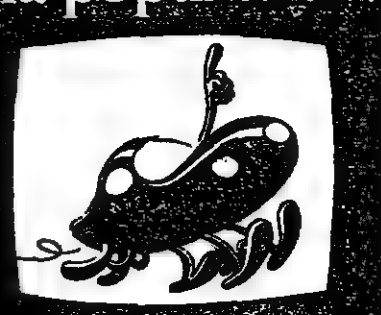
17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
21 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclophée. Émissions d'importance régionale.
21 h 35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21 h 35). Émission de Guy Lux.
Spécial Serge Lama pour fêter les vingt ans d'une brillante carrière. Il interprétera quelques-uns de ses grands succès : les Ballons rouges, Mon ami, mon maître, Nocturne.

Mardi 14 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

23 h 45 Prélude à la nuit. Sonate Posthume opus 164, D 537 en la mineur de Franz Schubert. Interprétée par Arturo Benedetti Michelangeli au piano.

Ce soir, Avis à la population.



AVIS recommande OPEL

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Premier rendez-vous, de Henri Decoin.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleson : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues : Quel avenir pour l'Europe ? avec H. Carrière d'Encausse et A. Glucksmann.
21 h 15 Électricité à tous les étages : œuvres de Takis, Fleury, Vostell, Bayle, Suravinski, Roussi.
22 h 30 Nuits magnétiques : Migraine oblige.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 12 en la mineur, « n° 9 en mi bémol majeur ». Divertissement pour cordes, de Mozart, « Visions fugitives », de Prokofiev, par l'Orchestre de chambre de Bâle, sol. M. J. Pires, piano.
22 h 30 Fréquence de nuit : folkloris urbains : à 23 h 10, Jazz-club (en direct du New Morning) : le super Swing Machine de G. Badini.

Mercredi 15 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h Les rendez-vous d'Amis.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain. Informations : les formations courtes.
18 h 50 Vitamine.
18 h 55 Journal de petits sujets qui vont des daines amies aux jeux vidéo.
16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X.
17 h 40 Les infos.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétéscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météo première.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeux olympiques d'hiver (résumés).
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
21 h 35 Feuilleson : Delta.
Le mariage de J.R. et de Sue Ellen amène Cliff Barnes à Southfork. Mais Cliff est toujours amoureux de Sue Ellen. Un drame en perspective.
21 h 55 Jeux olympiques d'hiver. Hockey sur glace : URSS-Suède, Tchecoslovaquie-Canada.
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antiope.
11 h 45 Journal (et à 12 h 45).
11 h 55 Jeux olympiques d'hiver (et à 13 h 30). Ski : slalom géant messieurs ; hockey sur glace : Finlande-Etats-Unis.
16 h 30 Record A 2.
17 h 25 Plateau 48.
Avec L. Adami, Righiera, Paul Young, Renaud, Tina Turner.
18 h Oleg Popov, profession clown. Un hommage au célèbre clown soviétique.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre du Boulevard.
20 h Journal.
21 h 35 Téléfilm : Dialogues des carminettes. De G. Bernanos, d'après G. von Lefort. Scénario : Pierre Bruckberger et P. Agostini, réal. P. Cardinal. Avec N. Courcel, S. Flon, M. Robinson.
Un hymne à la couronne du martyre, des images à bout portant « saisies par les caméras de P. Cardinal, un texte dense, à la mesure d'une interprétation exceptionnelle : S. Flon, dans le rôle de la mère pieuse, N. Courcel et A. CAUDRY.
22 h 30 Magazine : Météo je.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
21 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclophée. Émissions d'importance régionale.
21 h 35 Variétés : Cadence 3 (suite à 21 h 35). Émission de Guy Lux.
Spécial Serge Lama pour fêter les vingt ans d'une brillante carrière. Il interprétera quelques-uns de ses grands succès : les Ballons rouges, Mon ami, mon maître, Nocturne.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.
18 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
18 h 40 Feuilleson : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 45 Renart (d'après le Roman de Renart).
18 h 50 Météo au Guignol.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleson : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Guadeloupe, mon pays.
8 h Les chemins de la connaissance : William Faulkner : à 8 h 32, Esclaves sans maître.
8 h 50 Eclat au hasard.
9 h 7 Matinales des sciences et des techniques.
10 h 45 Le livre ouvert sur la vie : Présentation du prix Tom Pouce 1983 (« Noël chez Ernest et Célestine », de G. Vincent).

FRANCE-MUSIQUE

6 h 4 Fréquence de nuit : à 1 h 40, Concert : œuvres de R. Schumann par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guichet.
6 h 2 Pittoresques et légères.
6 h 30 Musiques du matin : œuvres de Bach, Schütz.
7 h 10 Concert : Prokofiev par le Nouvel Orchestre philharmonique.
7 h 45 Le journal de musique.
8 h 12 Magazine.
9 h 5 D'une oreille l'autre : œuvres de Marais, de Falla, Fauré, Debussy, Janáček, Haydn, Stravinski.
12 h Arts de recherche.
12 h 35 Jazz : Caroline et Virginie, le blues de la côte est.
13 h Opérette magazine.
14 h 4 Microcosmos : Rubriques habituelles.
17 h 5 Histoire de la musique.
18 h L'imprévu : Jazz, où jouent-ils ?
19 h 5 Concert (Festival de Berlin 1983) : Œuvres de Bach, Rachmaninov, Gluka, Prokofiev, Scriabine, par M. Pietrov, piano.
20 h Les chants de la terre.
20 h 30 Concert : « Messe en mi bémol majeur » de Schubert, « Trois interludes » de Palestrina-Pfitzner, « Te Deum » pour sol, chœur, orgue et orchestre de Bruckner, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. F. Layer, sol. J. Chamou, L. Finnie, J. Protschka, M. Davies, J.-H. Rootering.
22 h 30 Fréquence de nuit : Feuilleson « Tango » : à 23 h 10, L'air du temps, l'année 1921.

LE CARNET DU Monde

Décès

M. Georges Antoine, son épouse, M. et M^{me} Jean Antoine, M. et M^{me} Pierre Antoine, ses enfants, Hugues, Geneviève et Florence Antoine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges ANTOINE, ingénieur des Arts et Métiers et de l'Ecole supérieure d'électricité, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, survenu dans sa quatre-vingt-unième année, le 30 février 1984, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 2 février 1984, en l'église de Lésigny.

14, avenue du Grand-Morin, 77330 Lésigny.

M. et M^{me} André Benaroya et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Benaroya et leurs enfants, M^{me} Rosa Benaroya, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve ENRIQUE BENAROYA, née Gilberte Comfertes, leur mère et grand-mère, survenue en son domicile le 11 février 1984.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 13 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Amiral-de-Joinville, 92300 Neuilly-sur-Seine.

Michèle, Luc et Marc Boiché, Les familles Boiché et Pautrat, font part du décès accidentel à l'âge de trente-six ans de

Michel BOICHÉ, ingénieur agronome (INA), survenu le 3 décembre 1983, Les Fausses, 18390 Saint-Michel-de-Volangis.

M. Jean Botrel, ses enfants, petits-enfants, Parents et amis, font part du décès de

M. Jean BOTREL, ingénieur, chef de dépôt hors classe honoraire à la Régie autonome des transports parisiens, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 11 février 1984, à Trevenec (Côte-d'Or).

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Pierre Bustin, M. et M^{me} René Bourdon et leur fille, M^{me} Anne-Marie Butin, M^{me} Jacques Butin et ses enfants, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André BUTIN, née Madeleine Dange, survenu subitement le 12 février 1984 en son domicile de Boulogne.

Pris pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 14 heures, en l'église Immaculée-Conception de Boulogne (Hauts-de-Seine), 63, rue du Dôme, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur et M^{me} Maurice Carot, ses parents, Jean-Michel, Bruno et Michèle, Philippe, Isabelle, Sophie et Guillaume Carot, ses frères et sœurs, Colin Carot, son neveu, ont la douleur de faire part du décès de

Dominique ELODIE CAROT, survenu le 3 février 1984.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église de Cintray (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

3 bis, rue Léo-Delibes, 75116 Paris.

Les membres de la Paghella ont l'immense douleur de faire part du décès de leur présidente fondatrice, le docteur Isabelle CASANOVA.

L'inhumation a eu lieu le 11 février 1984, à Motta (Corse).

Lyon, Paris.

M. Louis Charbonnier, son épouse, M^{me} Marie-Claude Charbonnier, sa fille, M. Bernard Charbonnier, son fils, M. et M^{me} René Charbonnier et leur fille, M. et M^{me} Magman et leur fils, Et toute la famille, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis CHARBONNIER, ancien directeur adjoint de l'Institut national de sécurité, survenu le 11 février 1984, dans sa soixante-dixième année.

Cérémonie religieuse à la chapelle de l'hôpital neurologique, à Bron, le mercredi 15 février, à 14 h 30.

inhumation dans l'intimité.

M. Etienne Cour et M^{me} née Jeanne Guesnet, M. Jean Migot et M^{me} Simone Curi, ont la douleur de faire part du décès de leurs enfants,

Pierre-Edouard COEUR, à l'ambassade de France à Ankara, et Pascale, née Migot, survenu accidentellement près d'Ispar (Turquie), le 9 février 1984.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Toury (E-et-L.), 48, rue de Rivoli, Paris-4, Paris-13^e.

11, avenue de Saint-Mandé, Paris-12^e.

Jean, Pierre, Martine, ses enfants, Dolores, Joëlle, ses bruns, Jeanne, Agnès, Châhrannde, Elyse, Samia, Thomas, ses petits-enfants, M. et M^{me} Jean Odin, ses cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

maître Jean CORYN, avocat à la cour d'appel de Paris, ancien des brigades internationales en Espagne en 1936, ancien chef de corps France 1939-1945, membre de sociétés savantes, survenu le 10 février 1984, à Lagry-le-Sec (Oise), dans sa soixante-seizième année.

12, boulevard Bessières, 75017 Paris.

Résidence Clos Béranger, 93350 Saint-Brice-sous-Fort.

Nina GOURFINKEL, est décédée dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses fidèles amis et le Centre d'orientation sociale la rappellent au souvenir et tous ceux qui l'ont aimée.

L'inhumation a eu lieu, le 9 février, au cimetière de Dijon, dans la plus stricte intimité.

René LAURENT, avocat honoraire, a quitté ce monde, au milieu des siens, dans la paix et l'espérance de la Résurrection, porté par la foi et la prière de beaucoup, le 12 février 1984, à l'âge de soixante-quatre ans.

L'Eucharistie nous rassemblera autour de lui à l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, à Paris-1^{re}, le mercredi 15 février 1984, à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes, mais, selon son désir, une offrande au Secours catholique, 4, rue Daubigny, à Paris-17^e, pourra accompagner vos prières.

De la part de Marie-Françoise Laurent, née Chazet, Patrick et Françoise Laurent, Dominique Laurent (Frère Bède), Bruno Laurent, prêtre, Bernard et Françoise Laurent, Agnès et Pierre Morin, Blandine et Benoît Marchon, Denis Laurent, Et ses treize petits-enfants, 36, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris.

Le vicaire général, L'Assemblée des délégués, Le conseil d'administration, Le clergé, Et les éphories de l'Eglise apostolique arménienne de Paris, ont la douleur de faire part du décès de

Mgr Sébastien MANOUKIAN, délégué pour l'Europe du Catholicisme de tous les Arméniens, archevêque des Arméniens de Paris, membre de la Congrégation du Patriarcat arménien de Jérusalem, membre du Conseil suprême de l'Eglise arménienne, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le mardi 7 février 1984.

Les obsèques se dérouleront le samedi 10 février 1984, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon à Paris-8^e.

La messe sera célébrée à 10 heures, au cours de laquelle aura lieu l'offrande de la dépouille mortelle.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures, dans la sépulture des priants arméniens.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être faits au profit de l'Eglise arménienne. (Le Monde du 9 février.)

Raymonde Mathis, Jean et Anne-Marie, Anne et Dominique, André et Marie, Paul et Nancy, Etienne Horensy, ses enfants, Jean-Louis, Cécile, Laure et Vincent, ses petits-enfants, ont l'immense peine de faire part du décès de

Gabriel-Ferdinand MATHIS, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, doyen honoraire de la faculté des sciences de Toulouse, professeur à l'université de Toulouse-III et à l'Ecole nationale d'ingénieurs de Gabès (Tunisie), enlevé brusquement à leur affection, le 4 février 1984, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mercredi 8 février 1984, en l'église des Dominicains, à Toulouse.

4, rue Jules-de-Rességuier, 31000 Toulouse.

Amour et vérité se rencontrent, Justice et paix s'embrassent. (Ps. 85.)

Saint-Chamond. Saint-Etienne. Lyon. Casn. Paris. Londres.

M. Gonzague Neyret, M. et M^{me} Bruno Neyret, Ségolène et Benoît, M. et M^{me} Patrick Pavis de Chavannes, Sophie (croix de guerre) décédée et Charlotte, M. et M^{me} Bruno de Brissot de Larochette, Vincent Marie-Amélie et Valentine, M. et M^{me} Jean Pallière, Agathe et Virginie, M. et M^{me} Yves-Michel Dumond, Sylvain et Diane, ses enfants et petits-enfants, M. Vincent Colcombet, M. Xavier Neyret, M. Hélyse Germain de Montauzan, Les familles Fustier, Nuiry, Colcombet, Barjon, Neyret et Germain de Montauzan, font part du retour à Dieu de

M. Gonzague NEYRET, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, survenu, le 12 février 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La levée de corps suivie d'une messe aura lieu le mercredi 15 février 1984. Réunion à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Marie Vianney-de-la-Chabure (Loire).

La messe de fondailles sera célébrée le jeudi 16 février 1984, à 10 h 15, en l'église Sainte-Marie, à Saint-Etienne.

Plus de fleurs mais des messes.

La Bénédiction, 42400 Saint-Chamond.

M. Philippe Poidatz, née Arnette Moussau, son épouse, Marion et Juliette Poidatz, ses filles, M. Dupuy-Poidatz, son fils, M. Olivier Poidatz, son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-deux ans, de

M. Philippe POIDATZ, chevalier de l'Ordre national du Mérite, cavalier de l'Ordre al Merito della Repubblica Italiana.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à l'église française du Chêne-Roi, via Collocci, Milan, le mardi 14 février 1984, à 11 heures, et l'inhumation au cimetière de Milan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, via Monte-Rosa, 20149 Milan (Italie).

M. Victor Prouteau, M^{me} André Prouteau, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Victor PROUTEAU, née Jeanne Humbert, survenu le 4 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le 6 février dans l'intimité.

Résidence Argentine, 2, rue Dumont, 83700 Saint-Raphaël.

Poitiers.

M. Joseph Rouault, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph ROUAULT, ingénieur général des télécommunications, ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu le 9 février 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Les personnes qui auraient eu l'aimable intention d'offrir des fleurs sont invitées, si elles veulent bien accepter cette suggestion, à envoyer plutôt des dons à la recherche contre les maladies cancéreuses.

Sont remerciées d'avance toutes les personnes qui nous témoignent de la sympathie.

Il a plu au Seigneur de rappeler à lui

M. Henri TAFFIN d'HALUIN, pleureusement décédé en son domicile, à Roubaix le 12 février, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 15 février, à 11 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Roubaix (rue de l'Avant).

Assemblée à l'église à 11 h 25.

L'offrande en fin de messe tiendra lieu de condolances.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Hem.

De la part de M^{me} Henri Taffin, son épouse, M. et M^{me} Roger Jacques-Taffin et leur famille, M. et M^{me} Michel Delcourt-Taffin, M. et M^{me} Henri-Claude Taffin-Sireyrol et leur famille, M. et M^{me} Jean-Pol Taffin-Pacaud et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Résidence Marly, Boulevard de Paris, 59100 Roubaix.

M. Edgar Toum-Petersen, M. et M^{me} Jacob Ashack, M. et M^{me} Henri Toum-Petersen, ont la douleur de faire part du décès de

M. Niels Edgar TONN-PETERSEN, survenu le lundi 6 février 1984.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 9 février 1984, dans la plus stricte intimité familiale, à l'église de Saint-Honoré d'Eylau.

Meylan, Paris.

M^{me} Jeanne Tribel, M^{me} Marie-Louise Lefebvre, Jean-Luc Tribel et Françoise Bonnet, Denis Tribel et Agnès Favier, Jean, Liliane, François et Marianna Tribel, Anne, Olga et Adrien Helme-Tribel, Les familles Tribel, Bloch, Lefebvre, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

François et Andrée TRIBEL, survenu le 8 février.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 10 février, à 14 h 45, en l'église Saint-Victor de Meylan. Réunion à l'église.

Condolances sur registre.

Rochecorbon. Tours. Blois. Yvetot.

M. Jean-Michel Vaccaro, son épouse, François, Vincent, Nicolas, Pierre, ses enfants, M^{me} Félix Portevin, sa mère, Les familles Portevin, Jutard, Vaccaro, Allaire, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Michel VACCARO, née Marie Portevin, et vous invitent à partager leur espérance au cours de la messe de sépulture qui aura lieu mercredi 15 février, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame de Rochecorbon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Centre de recherches institutionnelles a la douleur de faire part du décès de son président fondateur, le docteur

Pierre VANCRAEYENEST, survenu, le 11 février 1984, dans sa trente-deuxième année.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 14 février 1984, à 15 heures, à Jandun.

65, rue des Vandois, Charleville.

Béatrice Vaysière-Dumas, Patrick Vaysière, ses enfants, Olivier Siblot et Marie-Laure Dumas et leur fils Romain, Olivier et Joëlle Dumas et leur fils Matthieu, Axel, Christophe et Géraldine Vaysière, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, François Véron, son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Raïth VAYSSIÈRE, née Véron, survenu le 12 février 1984 à Paris-1^{re}.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 février 1984, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1^{re}, où l'on se réunira à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne).

27, place Dauphine, 75001 Paris.

M. Georges WAKHEVITCH, membre de l'Institut, officier de la Légion d'honneur, chevalier des Arts et Lettres, médaille d'argent de la Ville de Paris, membre de l'Académie du cinéma français, membre de la British Film Academy, survenu le 11 février 1984.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 février 1984, à 15 heures, en l'église Saint-Sulpice de Tassy, 27700 (Eure).

Un service religieux aura lieu à Paris, dont la date sera précisée ultérieurement.

(Le Monde du 14 février.)

Remerciements

M. Madeleine Anselme et ses enfants, Très touchés par les nombreuses marques d'amitié et de sympathie reçues lors du décès de

Robert AUZELLE, remercient vivement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

M. Alfred Kastler et sa famille, profondément touchés des témoignages de sympathie qu'ils reçoivent et ont reçus, remercient d'un cœur sans tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

M^{me} Marguerite Rochette, sa mère de sa famille, remercie avec émotion tous les amis qui lui ont témoigné leur sympathie, ainsi qu'à sa sœur et à ses petits-enfants, après la mort de son fils, âgé de trente-cinq ans, le 19 janvier 1984.

Philippe ROCHETTE, « Ceux qui sont pleins des deux meilleurs hommes »

12, rue Louis-Leblanc, 95200 Sarcelles.

M. et M^{me} Shakti Hans Shammam, M^{me} Maria Maria Shammam et ses enfants, Les familles Shammam et Karam, expriment leurs sincères remerciements à toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné de l'affection et de la sympathie lors du décès de leur regretté.

Mariam SHUKRI SHAMMAS, ravi à leur affection.

Messes anniversaires

M. Marthe Ferrage, née Andérou, nous quittera le 15 février 1984.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 18 février 1984, en la chapelle du couvent de l'Assommoir, 222, rue du Faubourg Saint-Honoré, à Paris-8^e.

Pour le dixième anniversaire du retour à Dieu de

Antoine GIACOMETTI, dans l'espérance de la Résurrection, une messe au union avec tous ceux qui le connaissent et qui l'aiment sera célébrée par son fils Louis et le Père Stanislas Berton, le 19 février 1984, à 18 heures, en la chapelle de l'hôpital Saint-Louis, 2, place du docteur Alfred Fournier, 75010 Paris.

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

SOUS LE PATRONAGE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES INDUSTRIES DE LA PISCINE

SALON INTERNATIONAL DE LA PISCINE

15-20 FÉVRIER 1984

SAUNA
HOT-TUB
SPA
TENNIS PRIVÉ

PORTE DE VERSAILLES PARIS



OUVERTURE AU PUBLIC : LE 15 DE 10 H A 19 H
LE 16 DE 10 H A 22 H / DU 17 AU 20 DE 10 H A 19 H.

INGENIEUR E

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Mo
Entreprise A
secteur
DIRECTEUR
Ingénieur AGR

مكتبة الأستاذ

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - MERCREDI 15 février 1984 - Page 17

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	38,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	66,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.	La ligne/col. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	18,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de perçutons.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



emplois régionaux

Fournisseur renommé de l'Industrie Automobile Européenne
spécialisé dans la fabrication de pots d'échappement
recherche pour son Service RECHERCHES-ETUDES en RFA (Palatinat) un

INGÉNIEUR ETUDES-RECHERCHES

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de Formation AM ou équivalent en Construction Mécanique, âgé de 30-35 ans, ayant une bonne expérience industrielle en moteur à combustion interne, en acoustique technique, en métrologie, en matière première et en transformation de la tôle.

Des notions d'allemand seraient un atout pour le poste proposé.

Il assurera l'étude autonome des silencieux pour les nouveaux modèles du marché français (de l'essai au lancement), il collaborera à la mise en place de techniques plus performantes et sera en contact permanent avec nos clients.

Envoyer lettre, c.v. et photo à

Société WIMETAL S.A., Directeur Technique,
Z.I. Est, B.P. 59, ALTENSTADT,
67160 WISSENBURG.

COMPAGNIE DES MINES
D'URANIUM DE FRANCEVILLE
recherche pour le GABON

1) un formateur
électromécanicien
INSTALLATIONS FIXES

2) un formateur
électromécanicien
ENGINS MOBILES

Formation BTS constructions mécaniques ou électrotechnique ou DUT génie mécanique.
Le candidat devra être âgé au minimum de 35 ans et avoir une expérience et/ou une forte motivation pour la pédagogie des adultes.
Vie en famille dans des conditions agréables.
Scolarité assurée jusqu'à la classe de 3e.

Ne pas téléphoner, écrire en envoyant C.V.
COMUF - Service du Personnel
Tour Maine Montparnasse
33, Avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15

TIOXIDE FRANCE - CALAIS
FILIALE DE TIOXIDE GROUP PLC (G.B.)
Premier producteur européen d'oxyde de titane

recherche
**UN INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
POUR SON SERVICE ENTRETIEN
TRAVAUX NEUFS**
(effectif 165 personnes)

- Homme de terrain, assisté de 4 agents de maîtrise, il animera des équipes d'atelier et d'intervention en usine.
- Homme d'organisation et de réflexion, assisté de 2 agents de planning, il orientera la planification des tâches du service et participera à différents projets d'amélioration des équipements, tant au niveau de l'étude que de la réalisation.

Ce poste, qui peut offrir de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur, conviendrait à un généraliste (AM-IDN...) ayant si possible quelques années d'expérience industrielle.

La pratique de l'anglais est souhaitable.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V.
et prétentions à TIOXIDE FRANCE
Direction du Personnel B.P. 89, 62102 CALAIS.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SUD DE LA LOIRE

F 240.000

Est recherché par une société industrielle française, filiale d'un groupe multinational, C.A. F 140 millions, effectif 400 personnes.

Membre du comité de direction, il doit être capable grâce à ses compétences étendues et à une personnalité marquée de donner ses points de vue, d'apporter des critiques d'une façon constructive et de proposer des solutions dans le but d'améliorer de façon permanente la gestion de la société.

Relèver de la direction générale de la société, il supervisera le service comptable, l'administratif; élaborera les budgets, en assure le suivi avec analyses et explications des écarts dans le cadre d'un état annuel; assure l'établissement des prévisions et assure la gestion de la trésorerie, entretient les relations avec les banques; s'assure de la mise en place et du respect des procédures de contrôle interne; assure tous les aspects légaux, les déclarations sociales et fiscales.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, pratiquant l'anglais, diplômé d'études supérieures en finance, comptabilité, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel dans un poste à responsabilité avec utilisation de la comptabilité anglo-saxonne et de moyens informatiques.

Adresser dossier de candidature: lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (récente) et prétentions avec référence 30.180-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delaune, 75008 Paris.



Secrétaire Général

Paris

Organisme interprofessionnel au service d'un millier de PME PMI adhérentes; nous gérons leurs fonds de formation mais nous les aidons surtout à concevoir et réaliser des actions pratiques adaptées à leurs besoins.

Nous confierons à ce Secrétaire Général deux missions essentielles:
- la direction des fonctions administratives, comptables, et financières de l'organisme (avec à sa disposition un outil informatique performant);
- la coordination des collaborateurs (une vingtaine) et particulièrement l'animation de l'équipe des bénévoles qui assistent concrètement les adhérents.

Il collaborera étroitement avec le conseil d'administration pour définir et faire respecter les objectifs et les stratégies.

Homme ou femme de formation supérieure vous avez une expérience confirmée en matière de gestion et d'animation; le domaine de la formation permanente vous intéresse; et vous connaissez déjà un peu les législations qui s'y rapportent, ce sera un atout supplémentaire.

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF, sous ref. 712 M qui traitera confidentiellement chaque candidature et vous parlera plus longuement de cette opportunité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

Dominique LELIGOIS
CONSEIL
1, rue Grégoire, BP 1522
37015 TOURS CEDEX



En Touraine, Directeur de clinique

Une clinique médico-chirurgicale conventionnée - 110 lits, CA 20 MF - Directeur de la clinique, vous êtes responsable de la gestion complète de l'établissement: direction du personnel salarié (135 personnes), comptabilité, administration générale et commerciale, achats... Vous assurez également les relations extérieures avec les organismes de tutelle et bien sûr avec les praticiens pour tout ce qui concerne l'organisation et la coordination des activités.

De formation supérieure, commerciale ou gestion, vous avez, à 35 ans environ, déjà assumé des responsabilités similaires et vos compétences en matière de gestion comptable et financière, direction de personnel sont prouvées par plusieurs années de pratique. Une expérience dans le cadre de l'hospitalisation privée est un atout, mais nous examinerons également les candidatures issues d'autres milieux professionnels si les compétences et les qualités relationnelles sont indiscutables. Ce poste est à pourvoir dans une région particulièrement agréable. La rémunération de départ est de l'ordre de 200 000 F.

Notre Conseil étudiera avec discrétion les candidatures qui lui seront adressées sous référence 64/37/98

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante Société en pleine expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Sous l'autorité directe du Directeur général, il exercera ses responsabilités aux niveaux:

- technique: méthodes, productivité, qualité
- économie: gestion des unités
- humain: animation des hommes

Ce poste s'adresse à un Ingénieur, Ecole des Mines ou Centrale, âgé de 40 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à
UNIVERSAL COMMUNICATION,
122, chaussée de la Hulpe,
1050 Bruxelles, Belgique,
qui transmettra sous la ref. LM 461.

Réponse et discrétion assurées.

PMI DE FABRICATION MÉCANIQUE
LEADER FRANÇAIS SUR UN MARCHÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS
EN CONSTANT DÉVELOPPEMENT
créa le poste de

directeur général adjoint

Destiné à décharger progressivement le PDG de la plupart de ses responsabilités, le titulaire sera principalement chargé de la direction de la Production (avec mise en place d'une Gestion Informatisée), des problèmes de Personnel, et du Contrôle d'ensemble, en liaison étroite avec la Société commerciale des produits.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur confirmé (AM, ENSI...), 35 ans minimum, pouvant justifier d'une réelle expérience dans la direction d'une unité de fabrication mécanique, avec de bonnes connaissances en électronique et pneumatique.

L'entreprise est appelée à se développer rapidement, et le poste est évolutif; il peut déboucher à terme sur une prise de participation.

La rémunération de départ, non inférieure à 250 000 F, sera fonction du profil et des compétences du candidat retenu.

Merci d'écrire avec CV et photo, sous référence A 170 à notre Conseil, qui vous garantira la discrétion d'usage
PAJ CONSEIL, 8 avenue de Camille 75016 PARIS



Morbihan

Entreprise Agro-Alimentaire
- secteur viandes -
recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur AGRO-ENSA-ENSBANA...

La trentaine, avec une première expérience réussie dans les métiers de la viande / salaison / charcuterie / laiterie.

Au sein d'un encadrement jeune (âge moyen: 33 ans) il aura l'entière responsabilité des productions, des mises au point de produits nouveaux; bénéficiera de l'infrastructure et du savoir-faire d'un Groupe aux dimensions internationales dans l'agro-alimentaire.

Adresser lettre manusc. + C.V. sous ref. JO/DT à Jean OLLIVIER
B.P. 25-35740 Pace qui assurera les premiers entretiens à RENNES ou PARIS.

Important Groupe Industriel
AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour
son siège central de la France

chef des ventes exportation

Ce collaborateur animera le réseau commercial à l'exportation (Pays de la CEE en grande partie) et la gestion administrative des opérations. Homme de terrain, ayant expérience des négociations, parfaite maîtrise allemand et anglais. Déplacements fréquents mais de courte durée (semaine maximum).

Adresser Cur-Vitar détaillé s/référence 181, à
L.P.A.-GENEVAY
11, square Jamin - 75016 Paris.

P.R.B.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNES TÉLÉCOM, SUP'ÉLEC, ENSIMAG...
PARLONS PROFESSIONNALISME, RÉGIONALISATION ET AVENIR.
 GROUPE SLIGOS

- Leader européen en MONÉTIQUE et MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE, voilà pour le professionnalisme.
- 1850 personnes dont la moitié en Province, voilà pour la régionalisation.
- La maîtrise des activités-clés de l'ingénierie des systèmes d'information, voilà pour l'avenir.

CAEN, notre nouvelle implantation, va devenir la plaque tournante du développement, sur tout l'Ouest, de nos activités MONÉTIQUE et MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE. Nous y constituons des équipes de haut niveau.

INGÉNIEURS option Informatique possédant expérience et connaissances des techniques informatiques (architecture de systèmes, télécommunications, logiciel de base, ...).

- Définir, développer et mettre en place ces systèmes.
- Concevoir les mécanismes propres à en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.

Les différents axes de vos interventions avant d'accéder à des responsabilités élargies, dans le cadre du développement de ces produits.

SLIGOS à CAEN, pour vos débuts, une opportunité très formatrice si vous raisonnez en termes de professionnalisme, de régionalisation et d'avenir. Le vôtre.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf 80747 LM à J.-L. KIEFFER - Groupe SLIGOS 20, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.

GROUPE SLIGOS

INFORMATIQUE : L'AVENIR AU PRÉSENT

Ingénieurs, vous voulez travailler dans un domaine technologique de pointe, vous souhaitez vous situer sur un marché porteur, venez rejoindre Bull Péripherals.

Dans notre centre industriel de Belfort, nous développons, fabriquons et commercialisons des périphériques d'ordinateurs.

Nous portons nos soins aujourd'hui sur une nouvelle génération d'imprimantes non-impact, conçue dans nos laboratoires de Belfort.

Nous avons encore besoin de spécialistes en logiciel de base, en électronique, en électromécanique pour nos secteurs d'études et développements ou d'industrialisation (méthodes et qualité en particulier).

Ingénieurs diplômés, venez échanger avec nous sur votre expérience et vos souhaits de carrière. Nous vous présenterons un poste stimulant, allié à la qualité de la vie en Franche Comté.

Ecrivez à F. Cohen
 Service Recrutement
 Bull Péripherals
 6, avenue des Usines
 90001 BELFORT

Bull

THOMSON-CSF
 La division SEMICONDUCTEURS DISCRETS recherche pour sa filiale en TOURAINE

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE (ENSAM, IDN, etc.)

Il se verra confier la responsabilité :

- de la production (quantités, délais, qualité, coût)
- du support technique
- de la maintenance

d'un atelier de plus de 100 personnes effectuant des opérations de métallurgie et de découpe de plaquettes de

CIRCUITS INTÉGRÉS

Débutant accepté si fort potentiel autorisant à moyen terme l'évolution vers d'autres responsabilités.

Envoyez CV et photo à SSC - Service du Personnel - rue Marie et Pierre CURIE - 37100 TOURS.

THOMSON
 BRANCHE COMPOSANTS

CIMSA
 Toulouse

INGÉNIEURS LOGICIELS

Filiale du Groupe THOMSON, spécialiste de l'informatique en milieu service dans les environnements les plus divers, nous renforçons notre potentiel et souhaitons recruter plusieurs **INGÉNIEURS LOGICIELS CONFIRMÉS**.

Chargés de la conception de systèmes complets et complexes, ils assureront : les travaux d'analyses et la définition du système et de ses éléments fondamentaux et le suivi de la réalisation (documentation-essais).

Une expérience de 5 ans est nécessaire dans une activité comparable (Fluxus, Base de données, Temps Réel).

Notre développement nous permet dans une même perspective d'envisager le recrutement d'ingénieurs-débutants.

L'importance de nos projets, notre appartenance à un très grand groupe ouvrent de larges perspectives d'avenir.

Adressez votre candidature sous référence IIT/M à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Maiesherbes, 75017 PARIS, qui transmettra en toute discrétion.

THOMSON
 BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

EI L'Entreprise Industrielle
 CORSE

Le Groupe de l'E.I. 18000 personnes, 2,5 milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 70 Centres de Travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention : Travaux Électriques, Génie Civil et Bâtiment.

Nous recherchons pour notre Centre d'Alajolo (45 personnes, C.A. 10 millions de F.)

INGÉNIEUR TRAVAUX

Ingénieur de formation, vous êtes débutant ou avez quelques années d'expérience. Sous l'autorité du Chef de Centre, vous aurez la responsabilité technique, commerciale et financière de chantiers d'électrification rurale et de VRD.

Votre réussite dans la fonction vous permettra d'accéder rapidement à la Direction du Centre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 29, rue de Rome, 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNOT.

emplois internationaux
 (et départements d'Outre-Mer)

Participer au développement de l'informatique dans votre pays chez un grand Constructeur vous motive. Nous recherchons des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

de nationalité Marocaine, Tunisienne.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieur, DEA ou Maîtrise d'informatique), vous avez une expérience réussie d'Ingénieur Technico-Commercial ou d'Ingénieur Informaticien.

Par la qualité du support technique apporté à la clientèle (élaboration de propositions techniques, démonstrations en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages), vous contribuez étroitement à la réalisation des objectifs de l'Unité.

La connaissance de notre système GCOS64 est appréciée sans être indispensable.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 507 M à

Veronique Bourlet
 Cu Honeywell Bull
 PC 06021C
 94, avenue Gambetta
 75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LORIENT
AGRO-ALIMENTAIRE
DIRECTEUR GÉNÉRAL

250.000 F +
 50 personnes
 30 millions de C.A.

recherche patron sachant créer climat social, obtenir productivité et qualité, connaître les réseaux, grandes surfaces et grossistes pour entreprise en croissance rapide, ayant bonne image de marque.

Merci d'adr. votre candidature sous réf. 586 à CURRICULUM 26, rue du 4-Septembre 75002 PARIS.

V.R.P., mult. introduit Drag. Quinc. gdes surfaces demandées par importante firme. Très bonne commission. Ecrire : S.A.R.L. M.P. E.P. 2012 PIERRE-HENRI 69011 Cedex.

GROUPEMENT D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION
 recherche pour son service opérationnel

INGÉNIEURS
 ou dipl. en Études Sup., 2 à 3 ans d'exp. techniques, Ad. C.V., photo et prêt. à AEPRIAC, Le Maré, bâtiment 5, 7, 31, Saint-Michel-du-Pigeonnat, 13008 Aix-en-Provence.

ANNONCES CLASSÉES
TELEPHONÉES
296-15-01

Organisation du travail et de son environnement.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Loiret

recherche **ORGANISATEUR H.F.** Il est en charge des Etudes portant sur les procédures et circuits internes, les postes de travail et leur environnement matériels, en vue de concevoir et proposer des organisations nouvelles favorisant des gains de productivité.

Ces missions le conduisent à collaborer fréquemment à des groupes de travail pluridisciplinaires et à intervenir dans les services du siège et du réseau commercial.

Nous exigeons une formation supérieure et une expérience confirmée (3 à 5 ans), de préférence dans le secteur bancaire ou tertiaire. Notre choix favorisera également un solide potentiel offrant les qualités d'un futur manager.

Si votre expérience et vos aptitudes correspondent aux exigences du poste, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, c.v. et photo à la Direction du Personnel C.R.C.A.M. du Loiret - 26, rue de la Godde - 45806 Saint-Jean-de-Braye.

orientez votre carrière avec bon sens

au CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE, nous vous offrons de commencer ou poursuivre votre carrière en vous intégrant aux équipes de notre SERVICE INFORMATIQUE (60 personnes). Votre chef, réputé, ne vous décevra pas, vous trouverez chez nous une fonction enrichissante, une situation de référence, la possibilité de compléter votre formation et d'évoluer. Vous bénéficierez en outre des nombreux avantages liés au statut bancaire.

Matériel : IBM 4381

1 HOMME SYSTEME
 possédant une expérience de 2 ans en MVS/SP, CICS-DLI, intégré à une équipe jeune, motivée et compétente, il sera chargé de la mise en œuvre de logiciels de base et du conseil auprès des services ETUDES et EXPLOITATION, en vue de leur bonne utilisation. (Réf. A)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
 Diplômés de l'Enseignement Supérieur (MAGE, MAÎTRISE DE MATH, ECOLE D'INGÉNIEURS) et possédant une première expérience en informatique de gestion sur ordinateur de moyenne ou grande puissance. Une bonne connaissance de PAC-TP sera appréciée. (Réf. B)

Envoyez lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo en précisant la référence à Monsieur le Directeur - C.R.C.A.M. de la Sarthe - 40, rue Prémariné - 31 x 72040 LE MANS Cedex

CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

OFFRES

CECO

X, M...

Généralistes

emplois

son futur

150 من الأمل

هكذا من الأصلي

REPRODUCTION INTERDITE

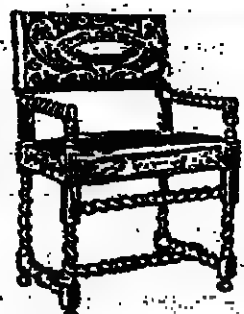
... LE MONDE - MERCREDI 15 février 1984 - Page 19

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Ce fauteuil est réservé dans la proche banlieue ouest de Paris, au sein d'une Société de haute technologie et de taille humaine, à son futur :

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Pour que vos chances soient réelles, vous devez être âgé de 32 ans minimum, avoir acquis une forte expérience dans une structure importante soit en qualité de Chef de Projets soit de Gestionnaire d'un centre de calcul. Vous voulez vous réaliser et assumer de réelles responsabilités ? Nous vous offrons cette opportunité dans un environnement IBM. Le poste exige des compétences techniques de gestionnaire, de manager et aussi de vendeur pour faire accepter aux utilisateurs des solutions opérationnelles. Un bon contact et une facilité pour convaincre seront 2 atouts fort appréciés. La connaissance de l'Anglais est nécessaire pour assister aux réunions européennes. Si le fauteuil est un peu dur aujourd'hui, il tendra, grâce à vos efforts, à devenir rapidement confortable.

Envoyer CV + photo + salaire actuel au Cabinet Claude VITET 6, rue Lauriston 75016 PARIS sous référence 84167

Société en expansion - CA 1983 200 Millions - CA 1984 ± 300 Millions

Chef comptable

Créée en 1975, notre entreprise située sur un créneau porteur est en forte croissance. Elle est leader des entreprises privées dans son secteur. Sa comptabilité, gérée sur ordinateur, est complexe au niveau analytique et fournisseurs en raison des activités internationales. Le (la) chef comptable que nous cherchons est responsable de l'établissement du bilan. Il a donc, après une formation type ESC + DECS au minimum, acquis une expérience de 5 à 10 ans dans des fonctions de chef comptable. Langue anglaise nécessaire. Poste basé à PARIS.

Adresser lettre man. et C.V. sous réf. 23680/M à Mme FOURNIAT, S&C-CEGOS, Tour Chénouaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

S&C
CEGOS

X, Mines, Centrale, Arts et métiers,
ENSIEG, UTC...

Généralistes, Génie Chimique, Génie Mécanique, Electricité, Automatisme

Nous sommes une très importante Société d'Ingénierie spécialisée dans la conception et la construction d'unités industrielles de très grandes dimensions.

Nous recherchons plusieurs jeunes ingénieurs Débutants que nous formerons à nos techniques et à nos méthodes de travail.

Ils débuteront leur carrière dans des activités de conception ou de réalisation.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique et participer au développement des énergies de pointe, envoyez sans tarder CV, photo et prétentions sous référence LD 1607/M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau,
75001 Paris (qui transmettra).



emploi régionaux emploi régionaux



THOMSON-CSF

La division SEMICONDUCTEURS DISCRETS recherche pour sa filiale de TOULOUSE

INGÉNIEUR si possible expérimenté

en caractérisation et test de composants radiofréquence silicium.

Dans le cadre de l'implantation d'une ligne de production de composants R.F. et HYPER, il sera chargé au départ de la mise en place du support technique.

Évolution possible vers des fonctions plus techniques, ou de contrôle de production et d'interface avec les services marketing et commerciaux.

Envoyer CV et photo à SSC - Service du Personnel - rue Marie et Pierre CURIE - 37100 TOURS.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

La division (600 millions de C.A.) d'un important Groupe International, spécialisée dans la fabrication d'assemblages mécaniques de précision (effectif 1.750 personnes) recherche pour

REGION CENTRE (VAL DE LOIRE)

son futur directeur financier

FORMATION GRANDES ECOLES

Il remplacera, à moyen terme, le Directeur Financier partant en retraite. Dans un premier temps, il supervisera le Service Comptabilité Générale et Analytique, la gestion budgétaire et la Trésorerie (effectif 30 personnes).

Expérience financière et comptable d'entreprise industrielle souhaitée. ANGLAIS indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous la référence 9550 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marsengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



LES FROMAGERIES BEL recrutent

DOCTEUR INGENIEUR ou INGENIEUR

pour leur centre de recherche VENDÔME (Loir et Cher)

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'une ou les autres des spécialités suivantes est souhaitée :

- Biochimie
- Techniques à Membranes
- Génie Chimique

Un esprit d'entreprise, une volonté de participer activement au développement du Groupe, associés au goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer candidature au : Centre de Recherche des Fromageries BEL 21, avenue Ronsard - 41100 VENDÔME



ANNONCEUR

cherche

CHEF DE PUBLICITE CONFIRMÉ

MISSION :

- gérer des budgets agro-alimentaires au double niveau du suivi technique et du contrôle financier.

Connaissances nécessaires des médias, T.V., radio, magazines et affichage. Notions souhaitées dans le domaine de l'édition.

Qualités exigées :

- rigueur dans la gestion ;
- sens du travail en équipe ;
- autorité dans le conseil.

Adresser C.V. et prétentions sous n° T 044 342 M REGIE-PRESSE, 82 bis, rue Réaumur PARIS-2.

Ingénieurs pour la Direction Technique de Gervais Danone

GERVAIS DANONE FRANCE - 3,5 Md de F de CA, 4500 personnes, 7 usines - est leader sur le marché des produits laitiers frais. Sa croissance rapide et le lancement de produits nouveaux nécessitent une adaptation constante de l'outil de production. Le budget d'investissement sera de 200 M de F en 1984.

La Direction Technique emploie une équipe polyvalente d'ingénieurs de haut niveau. Chaque ingénieur mène de façon autonome les projets d'investissements dont il a la charge depuis la définition des besoins jusqu'à la réalisation finale. Il conduit les études de nouveaux matériels et équipements en liaison avec les usines et assure le contact avec les fournisseurs. Il intègre son action dans la recherche permanente, commune à l'ensemble de l'entreprise, d'une meilleure productivité et d'une plus grande qualité.

Nous recherchons pour renforcer les équipes de la Direction Technique 3 ingénieurs :

Ingénieur Génie Chimique Industrialisation de Process Alimentaire

Il prend en charge des études et projets liés au process de fabrication. Nous souhaitons intégrer dans une équipe jeune et de haut niveau un ingénieur génie chimique ou génie industriel (ECP, INSA, UTC...) ayant une première expérience de 2/3 ans en production et/ou ingénierie de process acquise de préférence dans une industrie de grande consommation. Réf. E 64 M

Ingénieur Conditionnement-Manutention

Il a pour mission de rechercher à améliorer la productivité des équipements destinés au conditionnement et à l'emballage des produits ainsi qu'à leur transport en usine et à leur stockage. Il mène des projets d'installations nouvelles.

Le candidat doit être ingénieur mécanicien (A & M...) débutant ou ayant une première expérience de 2 ans environ des systèmes de conditionnement et/ou manutention, de préférence dans une industrie de produits de grande consommation. Réf. E 65 M

Chef de Projet Construction-Estimation

Il prendra en charge, au niveau de la réalisation, les projets de construction ou d'installations énergétiques. Il assurera le suivi des chantiers, les contacts avec les entreprises et les cabinets extérieurs. Il effectuera le contrôle financier des opérations dont il a la charge.

De plus, il devra créer la fonction "ESTIMATION" pour l'ensemble de la Direction Technique. Il fera l'estimation des coûts des investissements industriels en bâtiments, énergie, conditionnement et process.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant une expérience de 5 ans minimum en ingénierie ou entreprise générale au cours de laquelle il aura eu une responsabilité d'estimation de projets. Réf. E 66 M

Pour ces trois postes, la connaissance de l'anglais est souhaitable. Ils sont à pourvoir à Levallois-Perret (92).

La réussite dans son poste permet d'envisager pour un ingénieur de valeur une évolution de carrière vers l'opérationnel dans la société GERVAIS DANONE FRANCE ou le Groupe BSN.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. correspondante, en précisant vos coordonnées actuelles à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran 75001 Paris Cedex 02.

Pour faire face à l'expansion de ses activités RESEAU DE COMMUTATION DE PAQUETS COMPAC, le Département RESEAU ET SYSTEMES recherche

ingénieurs d'affaires confirmés

Expérience requise dans les domaines suivants :

- Réseaux à commutation de paquets (X 25)
- Architectures télématiques
- Systèmes temps réels microprocesseurs

Une bonne expérience professionnelle associée à des qualités d'intégration aisées dans une équipe dynamique nous permettront de vous confier d'importantes responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature à TRT - Direction du Personnel 5, Avenue Reaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON



L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle

Electro neuropharmacologiste

Doctorat 3^e cycle neurophysiologie

Important Centre de Recherche pharmaceutique, nous recherchons un neurophysiologiste. Basé en banlieue Ouest de Paris, vous prendrez la direction de notre laboratoire d'électrophysiologie qui étudie les mécanismes d'action des médicaments du système nerveux central.

Agé de 30-35 ans, vous êtes chercheur titulaire d'un doctorat du 3^e cycle en neurophysiologie. Vos connaissances approfondies en neurophysiologie, micro-informatique et statistiques appliquées à la biologie sont indispensables pour réussir dans votre fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2822A/M à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GenRad

GENRAD, le leader mondial de l'industrie du test automatique développe constamment de nouvelles technologies afin de satisfaire les besoins présents et futurs dans l'industrie électronique. Forte de nos succès et compte tenu des perspectives du marché, nous recherchons de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour vendre nos équipements de test où les techniques évoluent très vite, il faut être très au fait de la technologie, entre autre parce que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. C'est du reste chez les fabricants de matériel électronique et mécanique de la région parisienne que vous intervenez. A 30 ans environ, vous avez déjà une première expérience réussie dans le domaine de la vente et devenez ainsi le commercial dynamique qui s'est fixé comme objectif de s'intégrer dans une société qui évolue très vite sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe. Des connaissances de base en anglais sont nécessaires pour ces postes particulièrement bien rémunérés.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 855 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

goupil

GOUPIL, c'est l'avenir. Un avenir passionnant et prometteur, résolument tourné vers le monde de demain. Vous aussi, partagez nos ambitions. Nous recherchons aujourd'hui

JEUNE FINANCIER ATTACHE A LA DIRECTION COMMERCIALE

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (opt. Finances Compt) ou d'une Maîtrise de Gestion vous avez déjà une première expérience dans un service comptable ou financier, de préférence dans une société anglo-saxonne. En interface avec le département financier vous assisterez le Directeur Commercial pour tous les problèmes juridiques, administratifs et financiers du service. Nous vous confierons la responsabilité de l'élaboration et du suivi des éléments de planification (budgets plans à 3 ans). Il vous appartiendra de vérifier chaque contrat et de le valider. Vous suivrez également nos marges brutes, vous participerez à l'élaboration et au maintien de l'outil de suivi interne. C'est ainsi que vous nous permettrez d'optimiser nos actions.

Si vous êtes jeune, motivé, dynamique, prêt à apporter votre collaboration à une équipe jeune mais déjà performante, adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 857 à notre Conseil ALPHA CDI - 181, Av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY sur SEINE

ALPHA-CDI

goupil

Nous sommes désormais le premier constructeur français dans le secteur de la micro-informatique. Ce succès, nous le devons à GOUPIL bien sûr, mais aussi à tous les logiciels qu'il supporte et qui répondent aux besoins les plus larges (gestion, enseignement, communications...)

Nous recherchons aujourd'hui notre

RESPONSABLE VENTES SOFT

C'est surtout auprès de notre réseau revendeurs que vous « placerez » nos logiciels. Il vous faudra pour cela redoubler de talents : sur un plan commercial c'est évident, mais également sur un plan technique. Et vous effectuerez la même démarche auprès des banques, administrations, grands organismes privés... Il va de soi que pour mener à bien cette mission, vous êtes passionné par tout ce qui « touche » à la micro-informatique. Une expérience réussie de la vente en SSCI constituerait à ce titre la meilleure référence. La rémunération prévue est tout à fait motivante.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 881 à notre Conseil ALPHA CDI - 181, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

GenRad

LANCEZ, DEVEZ LE RESPONSABLE COMMERCIAL DE NOTRE ACTIVITE CAO...

GENRAD, leader du test automatique démarre son activité CAO appliquée à la simulation des circuits intégrés. Pour cela nous recherchons un ingénieur électronicien intéressé par l'introduction sur le marché français d'un produit correspondant à une activité en pleine expansion.

VOUS ETES INCONTESTABLEMENT L'INGENIEUR COMMERCIAL

que nous recherchons si, ingénieur de formation type SUPELEC ou équivalent, vous avez une première expérience de la vente logiciels CAO, ou dans les simulateurs d'études en électronique ou encore dans l'étude de circuits intégrés. Après un stage de formation en Californie vous démarrerez notre nouvelle activité. La connaissance de l'anglais est indispensable. Rémunération particulièrement motivante.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 854 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

Digital le marketing intelligent

Bureautique, Ordinateurs Personnels, CFAO, Réseaux, Intelligence Artificielle, Digital Equipment France est présent sur de nombreux marchés porteurs avec une gamme de produits d'avant garde.

Un marketing efficace, la qualité de son équipe, des investissements importants en Recherche et Développement, une grande capacité d'innovation ont fait de Digital le n° 2 de l'informatique dans le Monde.

Responsable marchés

Vous possédez une expérience réussie de la vente informatique, une bonne connaissance de votre marché, ainsi qu'une grande capacité d'action et de management.

Vos principaux domaines d'intervention : l'analyse de la concurrence, la recherche des produits nouveaux, la définition du plan de promotion et l'animation des ventes.

Responsable produits

Vous avez une bonne expérience professionnelle dans le domaine des bases de données ou des systèmes de "mass storage".

Vous voulez maintenant utiliser chez un constructeur vos compétences techniques et votre pouvoir de conviction pour sélectionner les meilleurs produits et promouvoir nos systèmes auprès des forces de ventes.

Vos perspectives d'évolution seront importantes si vous possédez déjà un profil manager, de bonnes aptitudes à la négociation et, bien entendu, une excellente pratique de l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M83 à Alfonso Gajate - Direction du Marketing DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 91004 EVRY Cedex.

N°1 de l'informatique interactive.

digital

INGENIEUR COMMERCIAL VENTES O.E.M. INTERNATIONALES

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel français. Nos produits utilisés dans l'industrie informatique sont leaders sur le marché et connaissent une expansion fulgurante de 35 % an.

Afin d'étendre notre implantation européenne, nous recrutons aujourd'hui un ingénieur commercial qui participera à la création de notre groupe OEM en prenant en charge l'animation de notre réseau en R.F.A. et Scandinavie.

Véritable coordonnateur à l'export, vous serez responsable de nos actions techniques et commerciales auprès de nos clients constructeurs de matériel informatique.

Basé au headquarter à Paris, diplômé d'études commerciales ou techniques supérieures vous avez au moins 2 ans d'expérience dans un poste de vente technique de produits de haute technologie (par exemple l'électronique) et bien sûr vous êtes motivé par le commerce international.

(Nous sommes prêts à étudier la candidature d'un jeune ingénieur débutant).

Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais et peut-être l'allemand, merci d'adresser sous réf. 847 M, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

PARIS 2^e recherche pour sa division des

AFFAIRES INTERNATIONALES

CLASSE IV - V HF

de formation supérieure et ayant 2 à 3 ans d'expérience bancaire, si possible dans le domaine international pour assurer :

- l'étude et la mise en place de financements internationaux, notamment crédits en devises à moyen terme,
- le suivi de risques pays et des dossiers en cours.

La maîtrise de l'anglais est requise et un bon niveau espagnol serait apprécié. Ce poste permettra à terme une évolution de carrière pour un candidat ayant un bon potentiel.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s / réf. 6834 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Le Centre de Documentation d'un grand laboratoire pharmaceutique recherche un

médecin documentaliste plein temps

ayant une solide formation biologique pour lui confier l'ensemble des travaux documentaires concernant le domaine de l'hémostasie et celui des substances antithrombotiques.

Notre Centre de Documentation est important et doté de moyens modernes car nous considérons qu'il est une plaque tournante essentielle entre le laboratoire et les praticiens.

Si vous avez déjà une pratique documentaire, si vous vous intéressez à l'informatique, si vous parlez anglais et enfin êtes âgé d'au moins 30 ans, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 8255 à notre Conseil en Recrutement SELEPHAR 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE

selephar

THOMSON-CGR

EQUIPEMENTS MEDICAUX

recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

POUR EQUIPEMENTS DE DETECTION RAYONS X

Formation : **PHYSICIEN ou PHYSICO-CHIMISTE, PC, INSA...**

Expérience de laboratoire ou industrielle de 5 ans minimum en technologie des composants ou dérivés.

La préférence ira à un candidat au profil assez large pouvant prendre en charge notamment des problèmes de technologie de résines, mesures électriques, connectique, mécanique.

Envoyer dossier de candidature, photo, CV et prétentions au Service du Personnel, THOMSON-CGR, BP 45, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON EQUIPEMENTS MEDICAUX

Nous sommes une P.M.E. d'un millier de personnes dans le domaine des services.

A la suite d'une réorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier futur n°2 Paris

Nous vous confierons la responsabilité des prévisions économiques, de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire ainsi que la gestion de la trésorerie, en liaison étroite avec les banques.

Ce poste conviendrait à de jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années.

Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse et discrétion. Merci d'écire sous référence 312/IM, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

OFFRES D'EMPLOIS

SON RESPONS...

SON RESPONS...

ingénieur

DEUX INFORMATI...

(Débutant)

Participer à la conception de grande œuvre spécialisée en bureau

501 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS ayant acquis une notoriété mondiale dans le domaine des techniques de pointe développe parallèlement à ses grands secteurs industriels et professionnels, une nouvelle division de produits grand public de haute technologie.

Il s'agit de produits capables de s'imposer dans un marché très porteur FRANCE et ETRANGER. Cette orientation implique la création d'unités extrêmement modernes de production et surtout la constitution et l'étoffement d'une équipe d'ingénieurs et cadres performants pour les réaliser et les animer. Dans cette perspective, le Groupe recherche pour ville est France :

• SON RESPONSABLE PRODUCTION

Ingénieur mécanicien diplômé, spécialiste assemblage de très haute précision en grande série, capable d'organiser la fabrication et d'intégrer et former le personnel. Une expérience de 5 ans mini dans les domaines du montage en micro-mécanique et mécanique de précision est souhaitée.

Complément formation France et Japon assurés.

référence FN 335 AM

• SON RESPONSABLE QUALITE

Ingénieur diplômé spécialisé dans la conception et la promotion d'une politique de qualité poussée sous tous les aspects : dimensionnel, état de surface et précision de fonctionnement pour une mécanique au service de l'électronique et pilotée par l'électronique. Des qualités marquées de formateur et d'animateur sont indispensables pour implanter et promouvoir un esprit qualité.

Complément formation France et Japon assurés.

référence GO 336 AM

Il s'agit de postes de responsabilités permettant à jeunes ingénieurs de bonne technique de s'impliquer dans le lancement et le développement d'un projet motivant et de poursuivre leur carrière au sein d'un groupe de première importance.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

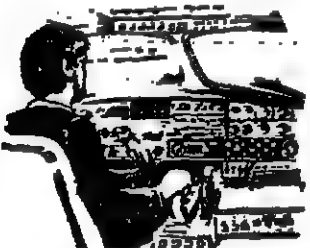
etap

ingénieurs

La Bureautique et l'informatique distribuées sont les axes de notre développement. Pour mener à bien nos projets ambitieux nous recherchons des ingénieurs, motivés par le travail en équipe pour développer les logiciels de pointe dans l'un des domaines suivants :

- télécommunication
- gestion transactionnelle
- bureautique

Une expérience de 2 à 3 ans en mini ou micro est nécessaire et pourrait être valorisée par l'environnement de haute technologie qui est le nôtre. Lieu de travail banlieue sud. Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 4809 à A. ROEDERER - 27, rue Michel Le Comte 75003 Paris qui transmettra.



THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONNIQUES

La Division Equipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités prévu dans les prochaines années, nous conduit à recruter :

DEUX INGÉNIEURS INFORMATIENS DE GESTION (Débutants ou première expérience)

au sein du Service Informatique, ils participent au développement d'une gestion de production réalisée en langage COBOL sur matériel IBM et MITRA.

Les candidats sont titulaires d'un MIAGE. Des qualités d'organisation et de créativité, un esprit d'initiative et le sens de la négociation sont indispensables pour mener à bien cette mission.

La croissance du département offrira des opportunités de développement de carrière pour des candidats motivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, accompagné d'une photo sous référence IGM à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 48, rue Guyonnet 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



Participer à la conception et à la réalisation de projets de grande envergure au sein de notre compagnie spécialisée en bureautique et informatique distribuées.

L'expansion que nous connaissons actuellement dans ce domaine nous amène à rechercher des

Ingénieurs

désireux de valoriser leur expérience (2 à 3 ans) en informatique au sein de petites équipes d'une Direction Technique. Notre environnement de haute technologie fera évoluer considérablement votre carrière de spécialiste, notamment dans les domaines d'application suivants :

- Réseaux de télécommunications
- Applications téléinformatiques
- Applications bureautiques

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence 142/1 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY



4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur de l'activité canalisations

référence CY 325 AM

LA FILIALE TRAVAUX PUBLICS D'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS reconnue pour la haute technicité de ses réalisations, offre à un professionnel performant l'opportunité de participer à la politique dynamique de développement décidée par le Groupe.

Dans le cadre de son expansion, elle crée pour la région Sud-Ouest un poste de Directeur de l'Activité Canalisations (70 millions). Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé Paris, TP ou école équivalente, 35 ans environ, ayant déjà assumé la responsabilité globale d'un centre de profit (technique, commerciale, gestion personnel) dans ce type d'activités et alliant à des qualités de dynamisme et de battant un sens aigu de la gestion.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à Madame SANTAMARIA, E.T.A.P., 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux.

Responsable du marketing de haut niveau

référence BJ 331 AM

La Société **ASTURIENNE PENAMET**, filiale du groupe de la **COMPAGNIE ROYALE ASTURIENNE DES MINES** et de la **SOCIÉTÉ MINIERE ET MÉTALLURGIQUE DE PENNARROYA**, est une importante société de négoce dans le domaine des métaux non ferreux et des produits de couverture, sanitaire, chauffage.

Elle étaye ses structures et recherche un Responsable du Marketing de haut niveau.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, à partir d'une analyse approfondie des marchés, de jouer un rôle moteur, soit dans l'amélioration des produits existants, soit dans la création de produits nouveaux. Créatif, homme de communication et de coordination, il travaillera en liaison étroite avec les laboratoires de développement, la production, les réseaux commerciaux. Ce poste-clé conviendrait à un candidat ECP, AM, TP, Architecte, ayant une solide connaissance des marchés du bâtiment, les compétences d'un bon professionnel du marketing, la capacité d'acquiescer rapidement de bonnes notions en métallurgie. Poste à Paris.

Responsable de l'unité parisienne

référence EM 334 CM

TAI EXPRESS

Le réseau français **AIR ROUTE DE FRET** le plus performant, pour suivre sa forte expansion France et Europe, recherche un jeune Cadre dynamique, animateur et gestionnaire pour diriger l'Exploitation de son important centre de Paris.

Sa mission : assurer un fonctionnement rapide, efficace et de qualité du trafic. Pour ce faire, il est responsable de la gestion et de l'animation du personnel : 80 personnes, de la gestion des équipements, de la coordination des moyens, du service budgétaire du centre.

Son profil : jeune ingénieur ou diplômé études supérieures de gestion, ayant trois années environ d'expérience opérationnelle d'organisation et d'animation de personnel.

Ce poste implique des liaisons fréquentes avec le milieu aviation, un net désir d'intégration à une équipe motivée et dynamique et peut permettre un développement de carrière intéressant au sein de la filiale ou de la Société-mère, 4^e Compagnie Aérienne Française.

HEC, ESSEC, ESC responsable marketing régional

références EX 327 AM

L'AIR LIQUIDE, département français des gaz, offre à un diplômé d'une grande école commerciale, la possibilité de valoriser une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de préférence par réseaux de distribution.

Sa mission consistera à :

- réaliser les études de marché,
- adapter le réseau de distributeurs,
- organiser les actions de promotion.

Ce poste, basé à Nancy, présente une excellente opportunité pour préparer une évolution de carrière dans le groupe.

Un chef de projet informatique

référence DL 338 AM

GROUPE INDUSTRIEL, CA 18 milliards, activités diversifiées et internationales, recherche pour une de ses filiales un Chef de Projet Informatique.

Sa mission sera de concevoir et de réaliser le système de traitement des informations d'une division commerciale en :

- participant avec la Direction du siège à la réalisation du Plan Informatique,
- analysant les procédures et mettant en place les matériels nécessaires,
- assurant les contacts avec les utilisateurs pour l'étude des besoins.

Son profil :

- ingénieur,
- une expérience de 5 ans environ et ayant assuré les fonctions de Chef de Projet pendant 1 an,
- une réelle connaissance du matériel mini-ordinateur haut de gamme,
- une expérience des bases de données.

Ces fonctions intéressantes s'inscrivent dans le cadre de la réalisation d'un projet important.

Lieux de travail : Arpajon (91) pendant 2 ans, puis Strains (93).

Jeune ingénieur services techniques

référence BU 324 AM

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2500 personnes, 900 millions de CA) recherche pour l'une de ses unités un Ingénieur de Services Techniques.

Affecté au service entretien, il participera à la maintenance mécanique et électromécanique d'équipements variés et sophistiqués (installations de production et d'exploitation engins de manutention et de transports machines de conditionnement...). Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé AM, ECL, ENSEM, IDN, ENSM... possédant une première expérience « chantiers ou entretien » (éventuellement débutant) et désireux d'évoluer dans une structure offrant de réelles opportunités pour un candidat de valeur.

Poste région Lorraine.

POUR POSTE INSPECTION BANQUE ETRANGERE EN EXPANSION recherche

COLLABORATEURS

Maîtrise comptabilité bancaire. Ayant expérience organisation, réglementation bancaire et opérations internationales. Connaissances anglaises et informatiques nécessaires.

Adressez C.V. et prétentions sous le n° T044 321 M REGIE-PRESSE 96 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherchons PROF. MATHS, COMPTA. S.E.P., quai n. 978-10-64.

BANQUE NATIONALISEE recherche pour PARIS et BANLIEUE la collaboration de plusieurs

CADRES DE BANQUE (classe V à VII) expérimentés

Les candidats ayant une bonne expérience de l'exploitation bancaire, s'intégreront très rapidement au sein d'une équipe dynamique. Ils sont appelés à assumer à brève échéance des responsabilités importantes dans le réseau, à la direction d'une agence ou d'un groupe d'agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 47922 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Le GROUPE DMC
recherche un

chef de produit
ÉDITION

Notre activité s'exerce dans plus de 90 pays à travers le monde dans le domaine des LOISIRS CRÉATIFS TEXTILES (Tapisserie - Broderie - Tricot - Crochet...).

Dans le cadre d'une politique de communication définie par la Direction du Marketing, le Chef de Produit sera chargé du développement et de la création de produits éditoriaux diversifiés (catalogues, brochures de vulgarisation pour enfants et adultes, albums de présentation d'ouvrages, vidéo-cassettes didactiques, etc.), en liaison étroite avec des MAISONS d'ÉDITION et des AGENCES de PUBLICITÉ. Responsable de l'aboutissement de ses projets, il en coordonnera les différentes phases en s'engageant sur un budget.

Ce poste passionnant - exigeant créativité et rigueur d'esprit - requerra un DIPLÔME type ESC, possédant une expérience Marketing de 3 à 5 ans et une bonne pratique des relations avec les milieux éditoriaux. Un attrait, une sensibilité ou des aptitudes pour la création artisanale sont sans nul doute un atout pour réussir dans cette fonction. ANGLAIS courant indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2802 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Le GROUPE DMC
recherche pour un important

GROUPE TEXTILE en AFRIQUE
dont il assure la GESTION, un

directeur
marketing & commercial

HOMME-PRODUIT. Il sera chargé d'étudier l'évolution du couple marché/produit dans les différents pays de l'AFRIQUE CENTRALE. ANIMATEUR COMMERCIAL, il coordonnera les actions de vente dans le cadre de prévisions commerciales d'environ 20 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires (= 400 MF). GESTIONNAIRE, il sera responsable du respect des engagements budgétaires pris.

Ce poste - basé dans une grande MÉTROPOLE d'un pays stable de l'AFRIQUE FRANCOPHONE - de haut niveau et susceptible d'évolution, exigeant à la fois des qualités de négociateur et de sens du produit textile/mode, requerra un DIPLÔME HEC, ESSEC, ESC, âgé de 33 ans minimum, possédant une bonne expérience ÉTUDES DE MARCHÉS et VENTE - si possible dans le secteur textile - ayant de préférence déjà travaillé avec les marchés africains. Cette fonction exige de surcroît très grand dynamisme et disponibilité. Rémunération attractive. Logement de fonction. Avantages sociaux Expatriés.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2801 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Le GROUPE DMC
recherche pour un important

GROUPE TEXTILE en AFRIQUE
dont il assure la GESTION, un

FUTUR
directeur financier

Durant une période de 2 ans environ sous la responsabilité du Directeur Financier actuel du Groupe Africain, il sera plus particulièrement chargé de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (informatisée) et de la TRÉSORERIE de 3 Sociétés. Il animera une équipe d'une dizaine de collaborateurs africains. Par la suite - et en liaison étroite avec le GROUPE DMC à PARIS - il prendra la responsabilité totale de la DIRECTION FINANCIÈRE du GROUPE AFRICAIN et sera notamment comptable des délais de reporting.

Ce poste - basé dans une grande MÉTROPOLE d'un pays stable de l'AFRIQUE FRANCOPHONE - exigeant qualités de rigueur, de contact et d'animateur d'hommes, requerra un excellent professionnel DIPLÔME HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO (ECO.FI)... + DECS, âgé de 35 ans au moins et possédant une expérience approfondie acquise dans un groupe important pratiquant des méthodes de gestion intégrée. Rémunération attractive. Logement de fonction. Avantages sociaux Expatriés.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2800 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE.
SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE
en très forte expansion sur le marché International (JAPON, USA, URSS...) recherche

RESPONSABLE
gestion de la qualité

Directement rattaché au DIRECTEUR TECHNIQUE, il devra créer dans l'entreprise la fonction Gestion de la qualité. Il aura pour mission : la définition du niveau de qualité - la gestion du niveau de qualité (assister tous les services dans leurs actions qualité, concevoir et tenir à jour des procédures de aide d'information sur la qualité, concevoir et faire rédiger des procédures d'élaboration de la qualité) - la promotion de l'apport qualité - la maîtrise de l'évolution à long terme de la politique de qualité avec en particulier la mission de veiller en permanence à la conservation du "savoir-faire" détenu par les membres de l'entreprise. Il devra former et faire participer l'ensemble du personnel à ses actions et animer les cercles de qualité.

Réf. 2804 M.

Ces postes s'adressent à de jeunes INGÉNIEURS de formation : MINES, ENSTA, CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS... ayant quelques années d'expérience dans les domaines respectivement concernés, acquise dans des sociétés utilisant des technologies très avancées (industrie aéronautique, nucléaire, spatiale...) et souhaitant intégrer une équipe de scientifiques et de techniciens de haut niveau qui sont, dans leur domaine, à la pointe de la Recherche. La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. correspondante à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CHEF DE SERVICE
études - industrialisation

Directement rattaché au DIRECTEUR TECHNIQUE, il sera chargé avec son équipe de 10 techniciens, d'assurer la liaison entre le service développement et la fabrication. Portant d'une analyse critique des appareils dans leur version prototype (ou de la remise en cause des produits existants), il devra assurer la mise en fabrication en petites séries des éléments micro-mécaniques et leur intégration dans des systèmes comprenant de la mécanique et de l'électronique. Gestionnaire de son service, il aura le souci d'améliorer les coûts, de respecter les délais et de former ses collaborateurs, notamment à l'utilisation de l'informatique dans la gestion des données techniques. Il pourra éventuellement introduire des méthodes basées sur la C.A.O.

Réf. 2805 M.

Hennessy
recherche

spécialiste exportation

Collaborateur le plus proche du Directeur Commercial, dans une entreprise réalisant plus de 95 % de son C.A. à l'exportation, il sera chargé d'entretenir la meilleure coordination possible entre les Responsables des Marchés étrangers d'une part, et les Services de Production d'autre part.

Ces responsabilités couvriront le domaine de la Publicité de Marque, du Packaging - conception des conditionnements en fonction des besoins des marchés et de l'industrialisation du produit - Homme de Marketing, de promotion et d'exportation, il dialoguera en permanence avec les Responsables des Marchés Export afin d'utiliser leurs informations dans une recherche constante de perfectionnement et assistera le Directeur Commercial.

Ce poste, basé à Cognac, peut intéresser un DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES (Ecoles Supérieures de Commerce) minimum 35 ans, connaissant parfaitement l'exportation pour avoir occupé des postes opérationnels de Responsable de Zones ou de Directeur Export, et souhaitant se stabiliser en créant une fonction nouvelle (et plus sédentaire) dans l'entreprise. Une parfaite maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable - la pratique d'une autre langue serait également appréciée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2799 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT
recherche pour le

service logiciel de sa division automatisme
ingénieurs informaticiens grandes écoles

EXPÉRIMENTÉS & DÉBUTANTS
Postes à pourvoir dans les domaines :

- **TÉLÉCOMMUNICATIONS** - (Connaissances appréciées : UNDX, TRANSPAC et ARCHITEL).
- **MONÉTIQUE** - (Terminals bancaires, paiement électronique, etc.).
- **BUREAUTIQUE** - (Contrôleurs et terminaux).

Ces secteurs en expansion offrent d'excellentes perspectives d'avenir.
Lieu de travail : Région Parisienne (Banlieue Ouest).

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2806 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'IMPRIMERIE
renforce son équipe de Direction et recherche

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT
administration des entreprises

Connaissant parfaitement le vie des entreprises industrielles et leurs besoins administratifs, économiques et de gestion, juridiques et fiscaux, de financement et même techniques, sa mission essentielle est de concevoir et de mener les actions permettant d'améliorer les positions des entreprises dans leur environnement. Aidé par des spécialistes de ces différents domaines, il réalise et coordonne les Études, l'Assistance et le Conseil auprès des Chefs d'entreprises, petites et moyennes, adhérentes à la Fédération. Il est responsable de la gestion et de l'animation d'un Département de 8 personnes.

Ce poste conviendrait à un généraliste, se passionnant pour la défense de l'économie d'une profession, DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (HEC, ESSEC, ESC, IEP...), 35 ans minimum, ayant exercé des responsabilités de Secrétariat Général ou de Direction Administrative.

Les dossiers de candidatures (indiquant rémunération actuelle) - sous réf. 2803 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

PASSER DE L'AUDIT A L'OPERATIONNEL
... RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER D'UNE PME

Jeune diplômé de l'enseignement économique supérieur, vous vous êtes depuis deux ans imprégné des techniques comptables et financières dans un poste d'audit en cabinet ou en entreprise.

C'est une expérience riche, variée que vous voudrez mettre maintenant à l'épreuve de responsabilités opérationnelles.

Notre groupe vous offre cette opportunité.

Dans notre filiale (100 personnes), de forte notoriété dans la profession, vous metrez en place le poste de Directeur Administratif et Financier.

Vous serez responsable de la comptabilité, du budget, du contrôle de gestion et des relations administratives (assurances, etc.). Assisté de deux employés qualifiés, vous devrez bien sûr relever les manches et réaliser vous-même une bonne part des tâches matérielles.

Quel meilleur terrain pour mettre à l'épreuve votre sens de l'autonomie et du contact ? Et quel tremplin pour une évolution ultérieure dans notre groupe ?

Un autre type d'expérience (contrôle de gestion, ou poste en Direction Financière) retiendra aussi notre attention si vous êtes à même d'assurer la comptabilité de notre entreprise.

Le poste est basé en région parisienne.

Adressez votre candidature (en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle) à Nicolas Delaporta - Copers - 1, rue Moncey 75009 Paris sous réf. LM 150.

COPERS

Organisateur Concepteur
Dans un Contexte Informatique et Bureautique de Pointe

Notre Groupe est devenu rapidement leader sur le marché français des appareils de chauffage électrique (C.A. 83 : 270 MF : effectif : 560 personnes : 2 unités de fabrication). Le doublement du C.A. prévu dans les 3 ans qui viennent, la volonté d'anticiper et de maîtriser les changements organisationnels conduisant notre Direction Administrative et Financière à créer à Paris le poste d'Organisateur Concepteur.

Vous étudierez, mettrez en place et contrôlerez, dans un environnement informatique et bureautique de pointe, des procédures prescrites pour chaque grande fonction des modes opératoires efficaces, explicites et fiables.

Ce poste évoluera intéresser un diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou de Gestion, ayant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact. Il a acquis en cabinet d'audit ou au sein d'une société très performante une première expérience d'environ 3 ans nécessitant une utilisation active de l'informatique et de la bureautique.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et salaire actuel) sous référence 7205 M à François CORNEVIN qui garantira la confidentialité

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



La biotechnologie du futur

ROUSSEL UCLAF continue sa progression dans le domaine de la Biotechnologie.

Nos équipes de recherche ont été doublées depuis 1982 et leur croissance se poursuit.

Cette annonce concerne 4 postes clés parmi nos besoins pour 1984. Nos chercheurs auront une position de premier plan dans la construction de notre stratégie. Objectif : établir un équilibre harmonieux entre les démarches de la biotechnologie traditionnelle et moderne, de la biologie naturelle et du clonage.

Disposant de toute la gamme des techniques de la biotechnologie, ils peuvent choisir les approches les plus appropriées à leurs besoins. Ils disposent de la haute compétence du Centre de Recherche ROUSSEL UCLAF (plus de 900 personnes à Romainville) dans les domaines de la chimie, biochimie, pharmacologie, informatique, physique, instrumentation, documentation...

La volonté réelle d'ouverture du groupe vers la recherche publique permet à nos chercheurs d'entretenir une étroite collaboration scientifique avec leurs collègues du CNRS, de l'INSERM, l'INRA et des autres Grands Centres Scientifiques français. Où pourriez-vous trouver pareilles opportunités en France ?

Adjoint au chef du département PHD, Doctorat d'Etat.

Nous recherchons un Microbiologiste de haut niveau ayant plus de 10 ans d'expérience de recherche en microbiologie appliquée.

Il prendra la responsabilité des recherches en microbiologie et en fermentation, dans une gamme de projets concernant les produits traditionnels comme les antibiotiques, les biotransformations et la production de produits clonés. Notre engagement volontaire dans les biotechnologies modernes nous conduira à choisir un candidat possédant une grande ouverture d'esprit et la capacité de saisir les bonnes opportunités dans l'éventail du marché.

Chef de service fermentation Ingénieur, Doctorat 3^e cycle...

Nous recherchons un spécialiste possédant plus de 6 ans d'expérience de recherche de procédés de fermentation, en particulier comme outil de recherche physiologique appliquée.

L'orientation de sa formation d'origine est sans importance s'il possède une expérience approfondie dans les domaines proches de nos besoins.

Il devra avoir un esprit d'analyse développé et une forte imagination pour la mise en place de procédés hautement productifs dans une large gamme de sujets.

Génétique microbienne Doctorat 3^e Cycle

Nous recherchons un spécialiste ayant acquis plus de 4 ans d'expérience dans le domaine de la génétique classique, des eukaryotes et prokaryotes.

Il collaborera à nos recherches sur les mutations et le développement de nos produits de fermentation (sans utilisation du génie génétique).

Ce poste offre l'opportunité de participer à l'étude de procédés traditionnels ou nouveaux que nous développons simultanément avec les procédés issus du génie génétique. Il pourra utiliser les techniques qu'il jugera les plus appropriées à chacun des projets.

Biochimiste Doctorat 3^e Cycle

Nous recherchons un collaborateur ayant plus de 4 ans d'expérience dans l'étude des structures et de la purification.

Les nouveaux procédés développés à partir du génie génétique nous conduisent à intensifier nos efforts de recherche en biochimie extractive.

Le candidat possède des connaissances approfondies dans le domaine de l'extraction des molécules protéiques, hydrophobiques instables et biologiquement actives.

Son expérience doit porter sur de nombreuses molécules d'origine aussi variées que possible. S'il réussit dans ses missions, il peut espérer atteindre un poste très important dans le département.

ROUSSEL UCLAF



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous Réf. 995 à Robert de Vitry en indiquant le poste.
Roussel Uclaf - Service Gestion des Cadres - BP 120.07, 75323 Paris Cedex 07.

BAYARD-PRESSE

recherche pour son département Publications 3^e âge

Journaliste juridique et social

De solides connaissances en matière juridique et une large expérience journalistique lui permettront de suivre, de traiter et de vulgariser sous diverses formes (interviews, fiches techniques...), toutes les informations liées aux droits et à la vie des retraités.

Adresser C.V. et prétentions sous référence CC322 à :

BAYARD-PRESSE
Direction du personnel
3, rue Bayard - 75008 PARIS

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recrute

NEGOCIATEUR COMMERCE EXTERIEUR

Désirant développer sa compétence dans les procédures crédits, export de divers pays (S.A.C.E., F.I.N.E.X.), renforce son équipe de financiers de projets, et recherche UN CADRE A FORT POTENTIEL ayant 5 à 6 ans d'expérience bancaire dont 2 ou 3 ans dans le financement de commerce extérieur.

Trois bonne pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + réf. 8666 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES
5.500 personnes dont 700 Ingénieurs et Cadres

INGENIEURS RESPONSABLES AFFAIRES

Pour assurer la responsabilité complète de réalisations d'installations en courant faible (technique, commerciale, animation des hommes, gestion, méthodes).
Formation Ingénieur - 1 à 3 ans expérience professionnelle.

Lieu de travail : RUNGIS - ROUEN - METZ. (réf. A. 690)

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

devant évoluer vers Chef de projet

Intégrés dans des équipes autonomes, ils participeront à la conception, à la réalisation et à la mise en service de projets logiciels en France ou à l'étranger, sur des matériels allant des microprocesseurs 16 bits aux mini ordinateurs 32 bits. Postes convenant à diplômés Grande Ecole (X, Mines, Centrale, Telecom, ESE, Sup Aéro), débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience ou ENSI expérimentés.

Lieu de travail : ORSAY. (réf. L. 662)

INGENIEUR ETUDES Assistant Chef de projet

Pour assurer la mise en œuvre des hardware et software de systèmes de télécommunications à partir d'automates spécialisés. Jeune ingénieur débutant.

Lieu de travail : PLESSIS ROBINSON. (réf. E. 661)

RESPONSABLE CENTRE INFORMATIQUE

Ingénieur 28 ans minimum ayant acquis une bonne expérience en :
- gestion et exploitation d'un centre informatique
- méthodologies et outils de développement de logiciel
- utilisation de réseau de transmission de données
- systèmes VAX 780 sous VMS
Dirigeant une équipe de 4 personnes, il devra mettre en place les moyens informatiques nécessaires pour accroître la productivité de nos services études.

Lieu de travail : ORSAY. (réf. L. 663)

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - 17, Place Etienne Fernet
75738 PARIS CEDEX 15



INGENIEUR COMMERCIAL LUBRIFIANTS

Vous avez 28 - 30 ans environ.

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants.

Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité.

Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs.

Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

CIBA-GEIGY

AUDITEURS INTERNES JUNIORS/SENIORS PARIS

Important groupe

dont l'activité est orientée vers la santé humaine et animale, les produits de beauté et les parfums
(C.A. 10 Milliards F - 18.000 personnes)
souhaite étoffer son

Service d'Audit Interne

Les missions de vérification de comptes, de contrôle des procédures et, d'une façon plus générale, d'évaluation des organisations et des structures du Groupe ont pour but d'apporter une option indépendante à la Direction Générale sur le bon fonctionnement des systèmes d'information et du contrôle de gestion, indispensable dans un Groupe décentralisé.

CES POSTES CONVIENDRAIENT :

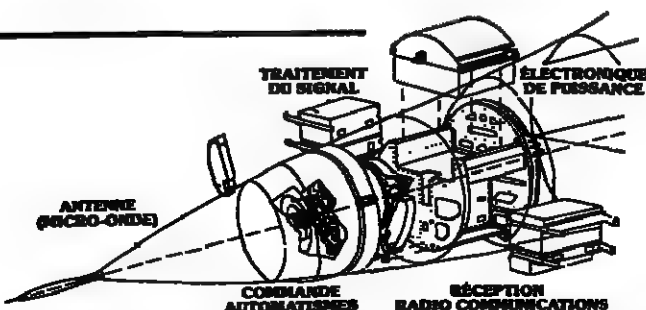
pour les seniors, à des professionnels (les) de formation supérieure (I.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. avec option comptabilité - D.E.C.S. éventuellement) ayant acquis une expérience d'un mois trois ans dans un Cabinet d'Audit international, pour les juniors, à de jeunes diplômés (ées).

Souhaitant pouvoir évoluer dans un grand Groupe aux activités diversifiées et de dimensions internationales.

Après quelques années dans le Service d'Audit Interne, les auditeurs évoluent vers des postes de responsabilité dans les divisions ou filiales du Groupe.

Anglais indispensable. Nombreux déplacements en province et à l'étranger (estimés à 50 % de temps).

Ecrire sous n° T 044.274 M - RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



THOMSON-CSF RADARS AÉROPORTÉS

Le Département RCM de THOMSON CSF conçoit et réalise des RADARS et des EQUIPEMENTS DE CONTRE-MESURES AÉROPORTÉS.

Notre secteur, l'électronique de pointe, travaille sur les technologies du futur et est en très forte expansion. D'importants moyens de recherche et de développement nous permettent d'occuper une place de tout premier plan sur les grands marchés internationaux. A un

INGÉNIEUR THERMICIEN ÉLECTRONIQUE SUP AÉRO, ECP, AM, INSA... (formation complémentaire possible)

nous confierons des études préalables de contrôle thermique d'équipements aéroportés, au sein d'un laboratoire spécialisé.

Travail en équipe en liaison avec les Laboratoires et les Bureaux d'Études.

Une expérience des systèmes thermiques ou des sciences de l'énergie sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo) à Madame GUIGUES, THOMSON CSF Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON

INSTRUMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOI

SINGER

RESPONSABLE SERVICES TECHNIQUES

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

WILLIAMS

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

Pfizer

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

RESPONSABLE DE CLIENTS

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

PORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

L'ingénieur

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

POURCE

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type I.P.P. soit une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants. Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité. Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs. Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire français. Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SINGER

Un Challenge pour
un Jeune Ingénieur :
devenez notre

RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Cette société est la filiale française du leader mondial de la machine à coudre. Elle a acquis un savoir-faire et une connaissance d'un certain nombre de techniques dans le cadre de ses fabrications (mécanique, électricité, moulage). Elle souhaite valider ces acquis en entreprenant une politique de diversification et dispose à cet effet d'une structure et d'un outil appropriés et performants.

C'est l'exploitation de ce savoir-faire que nous souhaitons confier aujourd'hui à un jeune ingénieur. Parallèlement à l'exercice traditionnel des fonctions du Responsable des Services Techniques dans un établissement industriel (méthodes, ETN, BP), il aura à cœur de développer l'industrialisation de nouveaux produits en fournissant les moyens techniques adaptés à la production.

Il encadre une équipe d'une quinzaine de personnes environ. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur AM, INSA ou équivalent. Agé de 25 ans minimum, il justifie d'une première expérience en production de produits grande série.

Le poste est basé à BONNIERES, ville agréable de Normandie située à 70 km de Paris.

Le niveau de responsabilité, la possibilité de travailler sur un important programme d'investissement sont autant de facteurs susceptibles d'intéresser un candidat enthousiaste et désireux de mesurer sa propre efficacité, au sein d'une équipe particulièrement motivée.

La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, copies, lettre de candidature, rémunération annuelle, photo, sous réf. M5/1018 A à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Bani 75008 Paris

egor

SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE, située dans la banlieue Sud de PARIS, recherche

UN CHARGE D'ETUDES service fermentation

Cette personne, diplômée DUT Biologie appliquée ou BTS Bio-industrie ou Agro-Alimentaire, devra justifier d'une expérience professionnelle de 2 années en milieu industriel.

Anglais indispensable connaissances informatiques appréciées.



Adresser lettre manuscrite, CV et photo à
Pfizer FRANCE - Service du Personnel
96, rue de Paris - 91302 MASSY

Réponse et discrétion totale assurées.

Communication pour l'emploi :
l'essentiel n'est pas de participer mais d'en
être le moteur.

Pour vendre nos conseils et services, vous avez suffisamment de
personnalité, d'imagination, de méthode et d'esprit de synthèse.

RESPONSABLE DE CLIENTELE

Nous vous apportons une démarche rigoureuse, un renom incontesté et
le support d'un important groupe français.

Si vous avez une formation supérieure (Bac + 4) et une première
expérience de la vente de services, vous pourrez évoluer rapidement vers
une fonction d'animation d'une petite cellule autonome.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel
sous réf. M 11220 AF, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE FRANÇAISE
(Industrie Nucléaire et Technologies Nouvelles)
recherche

pour faire face à son ambitieux programme d'équipement C.A.D.

L'ingénieur système

à qui elle confiera la responsabilité de la mise en place de l'architecture et de
l'exploitation du réseau d'ordinateurs dédiés à cette application.

Le candidat devra avoir une solide formation en système et réseaux, et deux à
trois ans d'expérience dans ce domaine. (Connaissance VAX appréciée)

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence I.S. 1606M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau,
75001 Paris (qui transmettra).

Dans le cadre de son expansion
FLOATING POINT SYSTEMS S.A.
leader mondial dans le domaine des processeurs vectoriels

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX
INGÉNIEURS ANALYSTES AVANT-VENTE
INGÉNIEURS SAV

Profil :

- expérience plusieurs années chez constructeur mini
et mégamin.
- Anglais lu et parlé.
- Aptitude à se déplacer.

Nous offrons :

- Avantages : salaire attractif.
- Voiture de fonction fournie.
- Formation aux USA.

Adresser, C.V. avec lettre manuscrite et photo à :
Madame VENET - F.P.S.
3 bis, rue Le Corbusier
SILIC 243 - 94568 RUNGIS CEDEX



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONNIQUES

AVIONIQUE INFORMATIQUE PRODUCTION

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute
technologie dans un secteur appelé à
une croissance très importante au cours des prochaines années.

Ces perspectives nous conduisent à restructurer notre Direction Industrielle par :

la création d'un Service de Coordination et d'Intégration des moyens KAO. Nous recherchons un

INGÉNIEUR DE LOGICIEL

- Formation Grande École - Expérience industrielle 5 à 10 ans - Anglais indispensable.

Il sera chargé de l'analyse, la programmation et la mise au point d'application en Fortran et des cahiers des charges.
Il aura de nombreux contacts internes et externes et à haut niveau (coordination sur 3 centres).
La réussite de ce poste permettra à un candidat motivé et possédant un esprit de synthèse et de la persuasion de prendre la
Responsabilité du Service dans un proche avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous référence ILM
à Madame CHARRIER - THOMSON-CSF, 48, rue Guynemer
92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
FINANCE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

VOTRE FORMATION JURIDIQUE VOUS OUVRE UN MONDE D'OPPORTUNITÉS

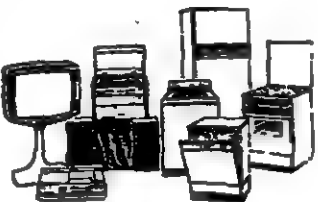
Vous bénéficiez d'une solide formation juridique (DESS, DEA...) Vous êtes débutants ou vous pouvez faire valoir
d'une première expérience réussie en crédit bail immobilier. Rejoignez notre département spécialisé dans ce domaine.

Vous développerez vos connaissances en immobilier et droit, mais également en analyse de risques et mathématiques
financières. Vous deviendrez rapidement des vrais généralistes dont nous avons besoin, ainsi un monde d'opportunités
s'ouvrira tout naturellement à vous tant en France que dans les 80 pays où nous sommes implantés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DB 32 à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités



THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

recherche pour

SAVEMA, sa filiale d'APRÈS-VENTE (600 personnes - 300 Millions F de C.A.), chargée de la
distribution de pièces détachées des produits électroménagers et électroniques Grand Public et de l'assistance technique
à un réseau de plusieurs milliers de distributeurs et réparateurs.

SON ADMINISTRATEUR DU VIDÉOTEX

Il aura pour mission principale :

- de gérer les abonnés et d'être à l'écoute des besoins du réseau,
- d'analyser et de définir, en collaboration avec les différents services, les besoins de l'entreprise,
- de rédiger à l'intention de notre Centre de Traitement Informatique les cahiers des charges des services nouveaux à
mettre en place.

Une formation de type maîtrise en informatique ou un niveau équivalent, ainsi qu'une expérience informatique
fonctionnelle de 2 à 3 ans sont nécessaires pour occuper ce poste avec succès.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80755 M
à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

La société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et
la production de systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures.
Au sein de la Direction des Etudes, des équipes d'ingénieurs (Physiciens, Electroniciens, Mécaniciens, Informaticiens...) conçoivent et réalisent
des unités mobiles destinées à l'acquisition de mesures géophysiques sur les sites de forages pétroliers. Ces unités mobiles sont équipées
de mini-ordinateurs. Pour renforcer notre potentiel d'innovation d'études et de réalisation nous recherchons un

Ingénieur informaticien (Grande École ou Doctorat)

Diplômé d'une grande école ou de niveau équivalent, vous déve-
lopperez des systèmes appliqués à l'interprétation de diagrammes,
au traitement du signal, et à la systématique.
Dans un environnement informatique performant (DIGITAL, XEROX),
vous mettrez en valeur votre démarche scientifique pour développer
des programmes d'interprétation scientifique utilisés dans les
centres de calcul du monde entier. Vous serez donc en rapport avec

les ingénieurs terrain, et la bonne connaissance de l'anglais vous
sera nécessaire. Des connaissances en LIST et ARRAY PROCESSOR
seraient appréciées. Ce poste est basé à MONTROUGE (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une
photographie, sous réf. M 142, à la Direction du Personnel, Etudes
et Productions Schlumberger, 26, rue de la Cavee 92140 CLAMART.

Schlumberger

SOLVAY, important groupe industriel international - chimie, pétrochimie, matières plastiques
recherche pour son Département Informatique de Paris (50 personnes) équipé d'un IBM 3541/2,
MVS-SP, VIM, CICS, 180 terminaux, d'un réseau de 20 mini HP 3000, 360 terminaux, et poursuivant l'appli-
cation de son plan informatique sur tout le territoire français :

Ingénieur Analyste

- Formation Grande École d'Ingénieurs
- Spécialisation Informatique ou Automatique
- Première expérience sur systèmes IBM ou HP appréciée.

Après une mise à niveau technique, il participera - au sein d'une petite équipe de développement - à la mise en
œuvre d'un projet sur IBM ou HP pour, ensuite, se voir confier la responsabilité d'un projet informatique ou
Researching.

Ingénieur Télécommunications

- Formation SUPÉLEC, TELECOM, ENSSEIT, complétée - si possible - d'une première expérience en
Télécommunications, Réseau...
- Il viendra s'intégrer à l'équipe de support technique et participera aux études et réalisations dans les domaines des
Télécommunications, Autoconvertisseurs électroniques, Réseaux privés, Transpac...

Les qualités de communication, l'aptitude à travailler en équipe, la mobilité des candidats, seront particulièrement
appréciées. Lieu de travail : quartier Champs Élysées - Bureaux Breda, restaurant d'entreprise.
Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo, prétentions en précisant le poste qui vous intéresse
à SOLVAY Direction du Personnel - 18 cours Albert 1^{er} - 75006 PARIS.

SOLVAY

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous recherchons pour participer l'expansion de notre DIRECTION COMMERCIALE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Chefs de zones Export

Ingénieurs de formation, vous avez une expérience confirmée dans le domaine des systèmes de transmissions ainsi que de réelles aptitudes à négocier des contrats de haut niveau. Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique (EUROPE ou AMERIQUE LATINE) pour la commercialisation de matériels de transmissions (principalement faisceaux hertziens).

Ingénieur TC Export

En liaison avec votre chef de zone, vous aurez la responsabilité de préparer les propositions techniques répondant aux appels d'offres internationaux concernant l'élaboration des projets «faisceaux hertziens» ou «matériels de transmission». Electronicien de formation, vous ajouterez à des connaissances techniques approfondies un esprit de synthèse permettant l'optimisation technique et économique des projets.

Postes basés à PARIS 13ème avec de fréquents déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable - Espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre candidature à TRT - Direction du Personnel
5, Avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON



L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle dont le % à l'Export représente plus du tiers de son C.A.

Ingénieurs électroniciens ECP, ESE, ENST, INPG...

Vous intéressez

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

pour ses Départements:

Recherche et Développement en Automatismes Industriels et Télécommunications associées

Pour :

- concevoir et réaliser les équipements (matériels et logiciels),
- préparer leur industrialisation.

Confirmés, vous serez chefs de projets. Débutants, vous y participerez. Envoyez lettre et C.V. à Fabienne DUCRET - Direction des Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET.

Gestion de production sur IBM PC

Nous sommes une importante société de services et d'ingénierie informatique implantée en France et en Espagne.

Certaines des plus grosses entreprises françaises nous font confiance. Dans le cadre du développement de notre département GESTION INDUSTRIELLE, nous recherchons un nouveau collaborateur.

Le produit : Logiciel nouveau de grande qualité d'origine américaine. Il présente des fonctionnalités exclusivement disponibles sur gros systèmes jusqu'à ce jour. Il répond aux besoins des PMI comme à ceux des petites unités de production de groupes industriels.

La mission :

- intervenir comme conseil en amont de l'installation, aussi bien auprès des entreprises clientes, du réseau de distribution, que de notre Direction Commerciale.
- Résoudre des problèmes liés à l'informatisation (exemple : définition de l'architecture du réseau local),

- Coordonner l'action du support technique,
- Coopérer avec l'équipe de développement américaine.

Le profil :

- Ingénieur de production, vous avez acquis une expérience de l'informatique appliquée à votre domaine, ou
- Informaticien, vous pratiquez depuis plusieurs années la gestion de production informatisée.

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais technique.

Envoyez vos dossiers de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo et présentations en précisant sur l'enveloppe la référence LM/PG à notre Conseil Michèle DAIN



ETUDES - CONSEIL - LOGICIEL
55, rue Hermet - 75018 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC-informatique

La connectique à l'échelon européen

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain, notre esprit pionnier en matière d'innovation technologique nous a conduits à la place de leader sur les marchés de la connectique.

Nous recherchons un INGENIEUR PRODUITS.

Sa mission consiste à assurer le développement de nos techniques et l'adaptation des produits existants aux besoins de nos clients.

C'est un jeune ingénieur A.E.T., B.E.T., I.N.S.T., ayant développé au cours de son expérience le goût du contact client et de la résolution des problèmes d'application. Sa mission fait large place à l'autonomie qui conditionne directement les résultats.

Ce poste est basé en région parisienne et nécessite de nombreux déplacements en France et Europe. L'anglais courant est indispensable. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408125M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
Département Industrie
115, rue du Bac - 75007 PARIS

INGENIEURS/TECHNICIENS DE PRODUITS

TECHNICON CORPORATION est le leader mondial dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'instruments et systèmes automatisés pour les analyses de sang, sérum, aliments, produits pharmaceutiques, pollution de l'eau, et une vaste gamme de produits industriels.

En raison de notre expansion continue et de l'introduction de nouveaux produits, nous recherchons un personnel compétent pour se joindre à notre groupe multinational d'ingénieurs et techniciens de produits ayant une expérience de l'instrumentation avec MINI/MICRO-ORDINATEURS.

MISSION : assistance technique aux techniciens itinérants et service après-ventes, essentiellement en Europe, et animation de stages de formation couvrant le fonctionnement, les principes, l'entretien et le dépannage du ou des produits. La fonction inclut, de plus, l'assistance au marketing pour évaluation et démonstration de nouveaux produits.

Deux types de poste sont disponibles :

ingénieurs de produits/product support engineers

responsables de la planification du lancement des produits, de la formation de spécialistes de produits pour les filiales, de la liaison avec notre Division Recherche et Développement, ainsi que nos unités de production.

techniciens de produits/product support technicians

responsables du support et de la formation sur des produits nouveaux d'une haute technicité pour certaines de nos filiales européennes. Les candidats que nous souhaitons rencontrer ont un niveau d'Etudes Supérieures, avec au moins 5 ans d'expérience pour les ingénieurs, et 3 ans d'expérience pour les Techniciens.

Toute la documentation étant en anglais, la connaissance de l'anglais sera indispensable. Outre la maîtrise des techniques modernes en électronique, des techniques de mesure, et la connaissance théorique des paramètres physiques et chimiques, ils devront être capables de programmer au niveau machine-code et Assembler des micro-processeurs. Il s'agit d'un travail motivant, avec de sérieuses perspectives de carrière, ainsi qu'un bon niveau de rémunération incluant un plan d'intéressement important selon les résultats personnels, et autres avantages.

Lieu de travail : notre Division Internationale à SAINT-DENIS, d'accès facile depuis Paris. Nombreux déplacements dans le monde entier.



TECHNICON®

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) à M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10 95330 DOMONT

Une des premières sociétés françaises d'INGENIERIE NUCLEAIRE implantée en région SUD-PARIS, recherche des

INGENIEURS

- pour PROJETS de LABOS et USINES Nucléaires concernant la France et l'Etranger dans le Secteur ASSAINISSEMENT RADIOACTIF - DÉCHETS FA, MA, HA

- 1 Ingénieur, Chef de Projet GENIE CHIMIQUE et NUCLEAIRE (conception, réalisation, exploitation). (réf. 400)

- 1 Ingénieur PROCEDE, Traitement Conditionnement Stockage. Expérience en ventilation nucléaire, radioprotection, sûreté nucléaire. Possibilité de détachement de quelques mois à GRENoble. (réf. 401)

Age souhaité : 30 à 40 ans. Expérience de l'assainissement radioactif (5 ans minimum). Anglais courant.

- pour PROJETS de DECLASSERMENT D'INSTALLATIONS nucléaires

- 1 Ingénieur, MECANIQUE, responsable d'affaires (réf. 500)

- 1 Ingénieur d'Etudes en CIRCUITS (réf. 501)

Expérience de 5 à 10 ans dans une Société d'Ingénierie. Anglais souhaité.

Merci d'adresser dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi sous référence 88302 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

4 CONSEILLERS FINANCIERS

VOTRE MISSION

- Assurer le développement et le suivi de la clientèle existante.
- Analyser la situation patrimoniale de vos clients et leur procurer des informations sur les produits à base de valeurs mobilières.
- Conseiller les formules de placement correspondant à la situation personnelle de chaque client.

IL VOUS OFFRE

- Un complément de formation.
- Un soutien logistique informatisé très performant et un secrétariat.
- Une gamme de produits très compétitifs.
- De larges perspectives d'avenir et une rémunération motivante.

IL VOUS DEMANDE

- D'être prêt à vous investir totalement sans compter votre temps ni votre pécune.
- Un sens aigu du service et le souci de bien conseiller avant celui de vendre.
- Une première expérience commerciale réussie.
- Une solide connaissance des produits financiers.
- Un diplôme de l'enseignement supérieur.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite à / réf. 844 à : J.R. LAJUNCOMME

FINANCE MARKETING INTERNATIONAL
Conseil en recrutement
33, rue de Mogador - 75009 PARIS

AVIONS MARCEL DASSAULT
BREGUET - AVIATION

INGENIEUR ETUDES DE PRIX

Fonction : études de prix pour travaux d'études, d'essais, de fabrication de nouvelles pièces ; liaisons et collaboration avec les Bureaux d'Etudes et Service Achats.

Profil : ESAM, ENSI, etc.

Expérience : 2/3 ans en Bureau d'Etudes ou fabrication. Anglais lu, écrit.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
CONSILIA - 5, rue de Lincoln -
75008 PARIS (4e étage).

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

OFFRES

INGENIEUR

ALLIANZ ASSURANCE

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

STENOGRAPHES

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GÉNIE

LOGICIEL
Vous êtes ingénieur, ajoutez le génie logiciel à vos compétences dans les domaines de la téléphonie ou des réseaux en entrant dans la société qui a créé le 1^{er} outil de CAO de logiciel français, **SOFTIPEN**.
Un minimum de 3 ans d'expérience et la connaissance des microprocesseurs INTEL (8085, 8086, 8088), MOTOROLA (6809, 6800) ou AMD 2900 sont nécessaires pour développer les projets qui vous seront confiés.
Adressez votre candidature avec CV, sous réf. M 45 à :
IPL 26, rue du Renard, 75004 Paris

ALLIANZ ASSURANCES

Recherche comme Responsable pour son service
CONTENTIEUX SINISTRES TRANSPORTS
UN JURISTE EXPÉRIMENTÉ

Le candidat devra essentiellement posséder :
- une expérience de plusieurs années dans une fonction à dominante «Facultés Maritimes» ;
- de bonnes aptitudes à la conduite des hommes ;
- la maîtrise de la langue anglaise ;
- l'allemand serait un avantage.
Envoyer CV et prétentions à
ALLIANZ SA - Service Recrutement
BP 24 - 75781 PARIS CEDEX 16

MATRA ESPACE

Pour s'implanter sur de nouveaux marchés, La Direction Commerciale renforce son équipe et recherche :

Ingénieurs Commerciaux MF

motivés par la négociation des contrats et le suivi d'affaires sur des marchés français et étrangers.

Leurs responsabilités :
- Ils préparent et rédigent les propositions commerciales.
- Ils négocient et assurent le suivi des contacts et des modifications avec les clients et les sous-traitants notamment sous les aspects financiers et gestion, contractuels et juridiques en s'appuyant sur des compétences internes.
- Ils travaillent en liaison étroite avec les Groupes Projets chargés du déroulement technique des affaires.

Leurs compétences :
- Une formation d'ingénieur «généraliste» faciliterait l'adaptation à cette fonction ainsi qu'une expérience industrielle d'environ 3 ans acquise sur des affaires pluridisciplinaires.
- Ils ont le sens des contacts, la volonté de réussir et des qualités de rigueur et de méthode.
- Ils doivent révéler une bonne aptitude à apprécier et à développer la compétitivité des offres.
- Anglais courant (écrit - parlé) indispensable.

L'un des postes est à pourvoir sur **VELIZY**.
Deux postes sont prévus pour **TOULOUSE** et concernent un ingénieur débutant et un ingénieur expérimenté (au moins 5 ans).

Adressez CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence **NK 1123** au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

MATRA COMMUNICATION

La Télématique est notre avenir. Nous sommes sur un marché porteur, celui des Télécommunications de demain. Notre CA (près de 600 MF) a triplé en trois ans. Cette croissance nous amène à créer, dans l'un de nos cinq établissements, situé à TRAPPES/BOIS D'ARCY, le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez détaché auprès des équipes RECHERCHE/DEVELOPPEMENT et COMMERCIALES afin de mettre en place et consolider les outils de gestion nécessaires à la mesure de performance. Au delà des tâches de planification, de prévisions, de suivi des résultats et d'analyse d'écart, vous serez un réel support pour la prise de décision.

Votre esprit de collaboration et la qualité de vos contacts sont vos atouts majeurs, votre degré d'autonomie étant lié à la confiance que vous saurez susciter.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur en GESTION ayant acquis l'expérience de quelques années en milieu industriel.

Merci d'adresser votre CV + photo + rémunération actuelle sous référence **JD 180** à TEMAT - 50 rue du Président Sadate - BP 32 CREACH-GWENN - 29101 QUIMPER CEDEX

cimatel intel et mms

Design center

Ingénieurs débutants et confirmés pour la conception de circuits intégrés VLSI/LSI

Anglais parlé nécessaire.
Lieu de travail : St-Quentin-en-Yvelines.
Félix Bustin vous remercie de lui adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et téléphone, sous réf. M-FB, à Cimatel, 3 avenue du Centre, 78182 St-Quentin-en-Yvelines.

NCR

Après un siècle d'innovations technologiques, NCR lance chaque année de nouveaux produits de pointe, accélère encore sa progression, accroît ses moyens, en tout premier lieu son capital humain.

Voici notre plan de recrutement d'ingénieurs NCR France pour 1984: soyez parmi les premiers à inaugurer notre second centenaire en saisissant l'opportunité NCR.

35 ingénieurs commerciaux

Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes

Pour renforcer nos équipes dans tous les domaines: Industrie, Commerce, Distribution, Finance, Administration et notamment:
- au niveau des revendeurs
- en télécommunications de réseaux (COMTEN)
- dans la gestion des grands comptes

20 ingénieurs technico-commerciaux

Pour assister les équipes commerciales avant et après la vente sur nos différentes gammes de produits, dont nos tout nouveaux mini 16 et 32 BITS sous UNIX.

Une formation supérieure, l'anglais, une expérience de quelques années ont fait de vous un professionnel dans l'un de ces secteurs. Franchissez une nouvelle étape avec NCR.

Adressez votre dossier personnel sous réf. 151 M à Bernard Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20.

centenaire et toujours précurseur



industrie et informatique

Sema Informatique

Le département industrie de SEMA INFORMATIQUE développe ses interventions de conseil auprès des sociétés industrielles. Il vous propose de le rejoindre pour prendre en charge des études en informatique industrielle.

Vous élaborerez des schémas de développement de nouveaux systèmes d'information dans le cadre de la méthodologie SEMA. Vos missions, en relation étroite avec les dirigeants des entreprises, seront de :

- collaborer aux négociations initiales,
- analyser les systèmes en place,
- imaginer et évaluer des schémas de solutions,
- guider les équipes de conception.

Vous êtes ingénieurs de formation et vous avez exercé pendant au moins 5 ans des responsabilités dans l'industrie et/ou dans l'informatique.

Si l'opportunité de faire carrière dans le conseil vous attire, prenez contact avec Marie Christine GUILLAIN ou envoyez votre dossier de candidature sous réf. 10477/M à Sema-Sélection: Centre Matra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE - Tél.: 857.13.00 poste 25-26

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

MARKETING PHARMACEUTIQUE ETUDES DE MARCHES

POSTE : assister le Directeur des Etudes et du Monitoring pour recueillir, analyser, valider toutes les informations de nature à optimiser les décisions ainsi que définir les modèles susceptibles de les enrichir.
PROFIL : formation commerciale supérieure, dans l'idéal complétée d'un diplôme d'analyse des marchés ou d'une expérience dans ce domaine.
La maîtrise des outils statistiques actuels et une curiosité active pour les innovations dans les moyens et les méthodes, auxquelles pourrait s'ajouter une connaissance de l'industrie pharmaceutique, seraient des atouts appréciables.
Anglais indispensable.
La Société attache une importance considérable à l'efficacité, au développement et à l'épanouissement de ses cadres.

SK&F Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH

Ecrire avec C.V. et desiderata à Direction du Personnel (Réf. : JMP) - 12, Place de la Défense - 92090 PARIS LA DEFENSE Cedex 26. Discretion et réponse assurées.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE
Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des PROGICIELS et le taux de développement (30% par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE

- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE de consultant de haut niveau, dans des disciplines diversifiées: conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...

CGI est implantée dans plusieurs régions: Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. DJ/02 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE



Nous sommes une importante société d'assurance comportant des établissements décentralisés sur le territoire national. A l'occasion d'un changement dans nos structures, nous souhaitons modifier l'organisation du service INFORMATION et, à cet effet, nous vous proposons le poste de

responsable de l'information

Assisté d'un groupe de collaborateurs spécialisés, vous aurez à assurer le développement de l'information en recueillant auprès des différentes directions les éléments nécessaires en les coordonnant et en organisant leur diffusion par le canal de supports existants ou à créer.

Après une formation appropriée dans l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans le journalisme, complétée par une activité exercée dans le secteur de l'information et de la communication, ou sein d'une entreprise.

De bonnes connaissances juridiques seraient en outre appréciées.

Vous pourrez avoir à rédiger vous-même et devez donc faire preuve d'une grande maîtrise dans ce domaine.

Vous avez un esprit curieux, ouvert et créatif; vos contacts sont faciles et vous savez être à l'écoute des autres.

Nous vous remercions d'envoyer votre CV, photo et prétentions sous référence 84.006.01 M à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF
recherche pour son **BUREAU D'ÉTUDES**
des **INGÉNIEURS**
Débutants et Confirmés

Diplômés d'une Grande École à vocation mécanique, ils seront chargés de concevoir et de réaliser l'architecture mécanique de nos produits jusqu'à la phase industrialisation.
De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes au sein de la Division ou du Groupe à des candidats faisant preuve de créativité et d'aptitudes à l'encadrement.
Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, photo et prétentions à :
J.-P. GALLAIS, 16, rue du Fossé Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAWAS CONTACT

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE
recherche

Chargé de mission export
150.000 F. +

Il sera chargé de l'ensemble des opérations d'orientation et de soutien venant préparer et appuyer l'action export des chargés de mission, responsables des différents secteurs géographiques.
Le candidat aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, de préférence à l'étranger, complétée par la connaissance des systèmes d'aide internationaux et à l'exportation, ainsi que du secteur bancaire.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel de l'AFME
27, rue Louis Vicat 75015 - PARIS.

GUERBET
Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 500 personnes, situé à AULNAY SOUS BOIS, crée un poste de :

CADRE RESPONSABLE
de la **DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE**

Il aura pour première mission de concevoir et de mettre en place un Système de Gestion Documentaire Automatisée. Puis il veillera à le faire évoluer, en fonction des besoins de l'entreprise.

Son rôle s'exercera dans le cadre de la mise à disposition pour les secteurs Médical, Marketing France, Marketing Export, des articles correspondant à leurs préoccupations; pour certaines recherches documentaires, il étudiera l'opportunité d'un recours à des sociétés extérieures.

Il aura la responsabilité complète d'une équipe de 5 personnes qu'il formera et animera.

Pour assurer cette fonction comportant une grande part de contacts, des négociations, mais aussi un travail de profondeur et de synthèse, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une formation supérieure en physiologie et / ou biologie, assortie d'une spécialisation en recherche documentaire et possédant quelques années d'expérience dans un poste similaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. JC 15284, à :

FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE
recherche

● **CADRE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

pour syndicat de l'électronique grand public et professionnel.
Cette fonction requiert l'expérience dans une entreprise commerciale ou industrielle ou organisation professionnelle avec connaissance des produits et un sens des contacts humains à haut niveau et de la négociation.
Le rôle de ce collaborateur consistera essentiellement à :
- assurer des relations personnelles avec les adhérents et les informer sur les différents problèmes les concernant;
- maintenir et développer les relations avec l'extérieur (administrations, organisations professionnelles, presse, etc.);
- assurer la défense des intérêts des adhérents dans différents domaines.

● **CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**

Niveau BTS ou DECS.
Expérience CCMC et bureautique.
Connaissance gestion personnel indispensable.

● **STENO MINIMUM 100 MOTS MINUTE ET DACTYLO**

Expérience 5 ans.
Disposé à travailler en secrétariat centralisé sur traitement de textes.

Envoyer impérativement lettre manuscrite + C.V. avec photo et prétentions salariales à :
F.N.I.M.M.E.
Attention Personnel de M. AYRAL,
Vice-président trésorier
25-27, rue d'Assas - 75008 PARIS.

L'AIR LIQUIDE
recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJETS
NOUVEAUX MATÉRIAUX ET COMPOSITES

Fonction : il s'informera en permanence sur les techniques de fabrication, mise en forme et applications des nouveaux matériaux. Il devra aller chercher l'information, l'analyser, la rendre cohérente, puis proposer des actions de recherche et de développement; lancer et faire exécuter le projet retenu.
Il devra assurer l'encadrement des techniciens affectés à cette étude, présenter les résultats, les commenter.

Profil : Ingénieur Grande École + DEA; docteur ingénieur ou équivalent.
Connaissance impérative sur le tréfilage, les techniques HIP, physico-chimie des surfaces - Anglais lu, parlé, écrit.
Expérience minimum 3 ans en recherche et développement ou fabrication et mise en forme des céramiques.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
CONSILIA - 5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (4e étage).

BRED
BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
recherche pour son bureau de la documentation et de l'information

UNE CHARGÉE D'ÉTUDES

Dans un service dont la mission est la diffusion de l'INFORMATION dans les domaines bancaires, juridique, fiscal, il (elle) sera chargée(e) plus spécialement de collaborer aux études, recherches documentaires, consultations etc...
Maîtrise de droit privé indispensable, spécialisation fiscale souhaitée ainsi que formation aux techniques documentaires.
Expérience professionnelle exigée.

Adresser CV+photo à la BRED
Bureau de la documentation et de l'information
PED : 9420
18 quai de la Rapée
75012 PARIS.

SPERRY VICKERS
Division HYDRAULIQUE
recherche

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Sous l'autorité de Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé :

- de la détermination et du contrôle des coûts de production,
- de l'analyse des marges par produits,
- des études de rentabilité spécifiques,
- du contrôle des inventaires et des valorisations de stocks,
- de l'adaptation des systèmes de gestion en liaison avec l'informatique.

Vous êtes diplômé ESC ou équivalent et possédez une première expérience de 3 ans minimum de préférence en milieu industriel et pratiquez la comptabilité anglo-saxonne.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Écrire avec CV, photo et prétentions à :
Madame DELIE - SPERRY VICKERS - BP 608
95004 CERGY PONTOISE

Notre Société compte parmi les leaders mondiaux dans sa spécialité et dans le cadre du développement de nos activités nous renforçons nos structures et recherchons un

CHARGÉ D'ÉTUDES COMMERCIALES

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce. Vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en marketing industriel de biens d'équipement.
Nous vous proposons, sous l'autorité du responsable service marketing la réalisation de toutes les études qualitatives et/ou quantitatives afin d'assurer la promotion de notre activité commerciale.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Si vous pensez correspondre au profil du poste alors...

Écrivez au Service du Personnel (sous réf. 63)
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès, 93178 BAGNOLET

ORGANISME DE CONSEIL
Equipe pluridisciplinaire ayant vocation d'aider les PMI à se moderniser par des interventions de conseil et des actions de formation, en France et à l'étranger
recherche

un Ingénieur de Production
réf. 138
ayant acquis en entreprise une expérience de quelques années en organisation, gestion et automatisation de production.
Il aura à participer à la diffusion des nouvelles technologies.

un Consultant Généraliste
réf. 139
ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience d'analyse d'entreprise, notamment dans le domaine financier.

La pratique d'une langue étrangère (Anglais ou Espagnol) est un atout complémentaire.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la réf. choisie à :
C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS

Chantal Kenvyn

REMARQUABLE PAR SES PERFORMANCES
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE FORTE NOTORIÉTÉ
CA 120 M DE F
PRODUITS GRAND PUBLIC ET PROFESSIONNELS
recherche

chef de produits

- CRÉATION DE POSTE -

- 28 ans environ. Formation Supérieure Commerciale/Marketing. Expérience opérationnelle dans le Marketing de biens de grande consommation. Anglais nécessaire. Allemand ou Espagnol apprécié.
- Disposerait en plus avec le Directeur Commercial, il s'occupe et développe les moyens marketing, de leur conception à leur réalisation : P.V., supports publicitaires, documentation, packaging, etc.
- Par son action effective à positionner en permanence l'offre de la société sur le marché : développement et sélection de nouveaux produits.
- Possède éventuellement un ou deux concours culturels et sportifs.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 854-M à :
GILLON Sélection (réponses et description courrielles).

gilllon sélection
93 RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

GENERAL ELECTRIC
PLASTICS FRANCE
recherche

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE OU COMMERCIAL

ayant débuté leur CARRIÈRE dans la VENTE DE PRODUITS INDUSTRIELS

Le poste D'INGÉNIEUR COMMERCIAL qui est à pourvoir concerne la vente et la promotion de MATIÈRES PLASTIQUES TECHNIQUES auprès d'une clientèle de TRANSFORMATEURS ET D'INTÉGRES, située essentiellement en REGION PARISIENNE.

Cette fonction est évolutive et des opportunités de carrière existent dans le groupe.

Anglais indispensable.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant CV, photo, références et prétentions sous n° 84 021M à

CAPIC 18 rue Volney, 75002 Paris

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines

2 Chefs de Projet

- Pour prendre en charge la réalisation de projets (de la conception au lancement) s'intégrant dans un ensemble plus vaste d'applications bancaires : titres, international, dépôts, etc...
- Ces postes demandent une formation supérieure et une expérience de 5 à 10 ans en informatique.
- Ces postes exigent aussi le potentiel pour évoluer vers des fonctions de coordination de plusieurs projets importants.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. BD 92 à :
CNCA - Gestion des Personnes - 25710 Paris Buzen

OFFRES D'EMPLOIS

recherche pour des app...

PLUSIEURS expérimentés

Fe...

IR INT...

EUENE INGENE...

DIPLOME

SUPERLEC ENSA EST

INGENIEUR GRANDE...

CONFIRME

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

مكتبة من الأدبي

OFFRES D'EMPLOIS

un langage différent pour des applications performantes

Si C2S à 11 ans de réussite en CONCEPTION de LOGICIELS SPECIFIQUES et de PROGiciels DE HAUTE TECHNOLOGIE, c'est grâce aux ingénieurs et aux collaborateurs qui y participent.

Prestataire de services, caractérisé par des applications DE GESTION COMMERCIALE, TELECOMMUNICATION, C2S assure sa longévité et son expansion au service des PME de haute envergure.

Tous nos produits sont développés en notre centre de calculs à Rungis. C2S souhaite renforcer ses structures et associer à son développement.

PLUSIEURS INGENIEURS MF expérimentés et débutants

Les titulaires de Grandes Ecoles, ils ont une première expérience en informatique ou acquièrent en acquérant une, sur des machines modernes, utilisant des bases de données.

La connaissance IBM 38 ou HP 3000 serait fortement appréciée.

Pour permettre à notre équipe de Direction d'étudier votre candidature, veuillez adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) à S. CHARBIT - C2S 12, rue Le Corbusier Site 254 94568 RUNGIS Cedex.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS ayant de nombreuses filiales en France et à l'Etranger

renforçant son Département

CONTROLE GENERAL

recherche

AUDITEURS INTERNES

Diplômés Grandes Ecoles ou de l'Enseignement Supérieur

- Expérimentés dans les domaines d'audit interne ou de révision externe.
- Maîtrisant au moins une langue étrangère (anglais - espagnol).
- et largement familiarisés avec l'environnement informatique.

Ils sont appelés à réaliser des missions dont les objectifs sont très variés (révision comptable, diagnostic des systèmes de contrôle interne, analyses et appréciation de l'efficacité des fonctions...).

Permettant dans la poursuite des objectifs assignés, ils savent mettre en œuvre les méthodes et outils de travail les mieux adaptés et les relations avec leurs partenaires (recueil des informations et synthèses) représentent un aspect privilégié de leur métier.

Déplacements en France et à l'étranger.

La taille du Groupe offre de larges possibilités d'évolution de carrière après quelques années d'Audit Interne.

Les candidatures doivent être adressées sous n° 21.684, réf. à porter sur l'enveloppe, à la PUBLICITE FRANCAISE 23-27, avenue de Nemilly, 75116 PARIS 12ème arrondissement.

SEREG

Filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER poursuit son développement dans le domaine des systèmes numériques de contrôle de processus.

Nos systèmes numériques (Modular 800) distribués, incluent calculateurs, écrans graphiques, automates programmables, régulateurs, multi-processus, réseaux locaux, etc. La croissance de notre activité nous amène à recruter des

Ingénieurs d'affaires export

Ils seront chargés d'étudier des appels d'offre, de proposer des systèmes, de négocier et de suivre des affaires (1 à 10 MF) jusqu'à la mise en service.

Nous recherchons des ingénieurs diplômés (logiciel electrical or chemical engineering, process control, data-processing) ayant de préférence une expérience de 2 à 3 ans en process industriel ou en ingénierie. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des perspectives d'évolution au sein de SEREG ou du Groupe sont possibles pour des candidats de valeur, mobiles et motivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence S 362 à Remy Meloni, SEREG - 100 rue de Paris 93302 Mairie.

SEREG Schlumberger

Faites parler les chiffres

130 - 140 000 F

En fait montrez-nous vos talents d'analyste comptable. Prévisions, statistiques, études sectorielles des frais généraux, tel sera votre quotidien. A vous donc de signaler ce qui va, ce qui ne va pas ou qui pourrait être amélioré dans la ventilation de notre budget.

A 30 ans environ, vous pouvez vous targuer d'une formation type DECS ou ISG et d'une expérience professionnelle comparable.

Le Chef du Service Budget auquel vous allez reporter apprécierait en outre une bonne ouverture à l'informatique compte tenu des outils qui seront mis à votre disposition dans le cadre de vos fonctions. Un mot enfin sur notre société : filiale française d'une multinationale US, CA 290 MF, tout près de l'Opéra. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 4550 à l'agence DESSIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris qui transmettra en toute discrétion.

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son SERVICE D'ETUDES

un CHARGE D'ETUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise Sciences Eco., gestion, Sciences-Po Eco-Fin, école de commerce).
- Etre âgé d'environ 30 ans.
- Avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque.
- Etre disponible rapidement.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération souhaitée à SO.CAF., 25, avenue de Suffren, 75015 PARIS, sous la référence 10.000.

ESSELTE METO

N° 1 dans le matériel de marquage

Trois ans après notre diversification dans la balance électronique de comptoir nous sommes au tout premier plan du marché.

Suite à une promotion interne, nous recherchons un nouveau

CHEF DE PRODUIT BALANCE

afin de contribuer à accroître encore notre succès.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, ...) vous possédez une première expérience d'au moins 3 ans dans les produits d'équipement de magasins.

Nous vous confierons les missions suivantes :

- lancement de nouveaux produits
- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle des résultats
- études de marché et de la concurrence
- publicité, promotions
- formation des vendeurs...

Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable pour évoluer dans notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature à Mademoiselle WEBER Esselte Meso 112, avenue du Général Leclerc 78220 Viroflay

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour le

DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

DIRECTION DU MATERIEL

JEUNE INGENIEUR DIPLOME MF

(SUP ELEC, ENSA, ESE...)

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo, prétentions sous référence 180/M au département Electronique Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal De Gaulle 91550 PARAY VIEILLE POSTE

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONES

296-15-01

Ingénieur, commercial, et...

trilingue

200.000 F +

Trois impératifs pour ce quatrième partenaire membre à part entière de notre équipe de Direction.

Nous sommes une société prestataire de services et nous fournissons aux constructeurs automobiles divers produits techniques. Nous recherchons donc un ingénieur, issu d'une grande école, d'environ 35 ans, capable de répondre en technique spécialisée aux différentes demandes. Une expérience dans un S.A.V. de pièces destinées à la première monte de l'industrie automobile, serait idéale.

L'aspect commercial de sa fonction est tout aussi important car il prendra la responsabilité d'une clientèle existante et devra la développer.

Enfin, notre activité s'étendant sur toute l'Europe, il se déplacera souvent et nous lui demanderons de maîtriser au moins deux langues : anglais, allemand ou espagnol.

Bien en poche (bonne paie, pension, un intéressement et une voiture de fonction s'ajoutent) à sa rémunération.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 020 à notre Conseil

JEUNE JURISTE

(Droit privé)

Pour une de nos publications spécialisées s'adressant à des dirigeants d'entreprises et des cadres du droit des affaires et de la fiscalité

Les candidats doivent être titulaires d'une maîtrise ou d'un DEA en droit privé (mention droit social appréciée) et avoir une exp. préalable d'au moins 3 ans dans un cabinet de conseil ou dans un service juridique d'entreprise.

La maîtrise dans la rédaction est une réelle atout à la communication écrite ainsi qu'un moyen pour les activités d'édition et la mise des affaires en générale.

Déclaration assurée

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à : Cabinet ASDOM 91 rue de Valenciennes, 75003 Paris

INGENIEUR ELECTRONIC

DIPLOME GRANDE ECOLE

10 ans d'expérience en électronique analogique (amplificateur faible bruit, Particularités des circuits de l'anglais)

Se joindre à C.V. à M. HUSOHO ACCÉLÉRATEUR LINÉAIRE Bâtiment 200 91405 ORSAY.

SALLE DE SPORT en création, recherche

JEUNES PROFESSEURS EDUCATION PHYSIQUE YOGA, DANSES MODERNES (Jazz, etc.) et TAI-CHI-CHUAN

Diplômes + expériences + références exigées.

Ecrire sous n° 63.468 PUBLICITE ROGER BLEY 101, r. Nemour, 75002 PARIS.

Paris Centre Société de services Filiale d'un important groupe français

recherche

ASSISTANTE COMMERCIALE

de bon niveau pour secondar son Directeur du développement

Elle préparera et assurera l'ensemble de la prospection commerciale auprès d'une clientèle d'entreprises : prise de rendez-vous par téléphone, tenue à jour du fichier prospectus...

Une première expérience de la vente ou de la prospection par téléphone est indispensable.

Solaires Sae + intéressement substantiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel, sous réf. M 11230 AE à BOOR PROMOTION 83, rue de Pontivy 75008 PARIS.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Establishment Public à caractère industriel et commercial

recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE CONFIRME

(X, PONTS ET CHAUSSEES, MINES, CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes de chauffage.

Envoyer curriculum vitae, prétentions à : STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE Service Conception thermique des Bâtiments et des Equipements 84, avenue Jean-Jaures, CHAMPS-SUR-MARNE, 77421 Marne-la-Vallée Cedex 2.

CENAS

Tour Neptune - CEDEX 20 92206 PARIS LA DEFENSE

SNPE CE

SOCIETE D'INGENIERIE FILIALE DU GROUPE SNPE

recherche pour son Département

INGENIERE DE SECURITE :

CHEF DU GROUPE ETUDES

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

Il devra avoir :

- une formation en Chimie Génie Chimique ou Physique.

Etre intéressé par :

- les questions de réglementation, sécurité du travail et d'environnement.

Rédaction aisée et rigoureuse. Anglais courant.

Lieu de travail : PARIS 12ème.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 87961 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 q.r.

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER

recherche un cadre de haut niveau. Il sera responsable d'une équipe chargée du montage d'opérations immobilières diversifiées.

Pour réussir dans ce poste de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

il est nécessaire d'avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la promotion et une formation supérieure économique ou juridique de préférence.

Poste basé à EVRY. Rémunération 220.000 F +.

Adresser candidature (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) à

CELU RECRUTEMENT 5, rue de Vienne - PARIS 8ème - Tél. : 522.55.70

La clé de l'emploi dans l'immobilier.

SPECTROGRAPHISTE

Expérimenté pour métaux et sels, spectraux. Poss. logement rég. parisiens.

Tél. (3) 383-4175 (la nuit) (3) 347-07-66 (ap.-midi)

formation professionnelle

FORMATION COMPLETE ANALYSES-PROGRAMME IBM 34 - IBM 38

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

208-24-83 - 241-83-83.

INFORMATIQUE

Cours du soir 300 F par mois

Cours intensifs 500 F par mois

Téléphone : 327-92-07

Pour les demandes d'emploi

STAGES REMUNERES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Durée 5 mois. Bac sup. Prêt de scolarité pour R. Tél. : 530-09-30, INSEM, 15, rue de Chambéry, 15°

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 18) B.P. 402.08 PARIS

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM 1) B.P. 291.08 PARIS

travail à domicile

J.F. ch. travaux à domicile, secrétariat, dactylo, Bac G + exp. Tél. : 459-61-06

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

104 ZA, 2 places. Paris 12ème 1980. 23.000 km. 25 000 F. Tél. : 978-07-24, seul repas.

de 8 à 11 C.V.

BMW SERIE 3/5/7

83 et 84 peu rouillé garantie. Auto Paris-XXV. 533-09-99. 83, rue Demours, Paris-16°.

divers

VOLVO PARIS

LE PLUS GRAND CENTRE DE VOITURES "OCCASION"

VOITURES NEUVES

54-56, av. de Versailles 75016 PARIS Métro Mirabeau

524.43.61

	Le 15/2	Le 15/2 T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	68,42
AUTOMOBILES	56,00	68,42
AGENDA	56,00	68,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPORT, 28 ans, BAC technique, DUT génie chimique. Licence commerce international. Anglais, espagnol, portugais. 6 ans expérience : ventes export, régulation pour chimie, pétrole nucléaire. Relations internationales. Négociations haut niveau France, Amérique du Sud.

RECHERCHE : poste responsable export dans firme dynamique sur marché mondial. Disponible immédiatement. Paris avec missions tous pays, préférence Amérique Latine. (Section BCO/GR 467).

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER, 44 ans, Nat. suisse, ESC Genève, Ecole de gestion Lausanne. 18 ans expérience France, Europe, Afrique francophone. PME et multinationales de taille humaine. Rompu aux problèmes de gestion, trésorerie, financement, mise en place et suivi de procédures informatiques.

OFFRE : service à toutes entreprises désirant recruter. Filiales, France, Etranger. (Section BCO/JCB 468).

CADRE SUPERIEUR, 50 ans. Autodidacte. Anglais, allemand, espagnol courants. Nombreux stages et séjours à l'étranger. 25 ans expérience commerce international et gestion, organisation d'entreprise secteurs : technique (froid, galvanoplastie). Matériels de biens d'équipement. Diamant, armes, munitions - bon tireur -.

RECHERCHE : activité internationale haut niveau avec résidence au couvrant RFA. (Section BCO/JCB 469).

RELATIONS PUBLIQUES, française, Anglaise, grec, italienne. 8 ans société de décoration, ayant organisé salons prestigieux. Grande expérience milieu culturel et diplomatique, contacts de haut niveau France et étranger principalement Suisse, Grèce, USA.

RECHERCHE : situation stable. Libre de voyage. (Section BCO/JCB 470).

ANPE

BOURNE ou TELEPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 285-44-00, poste 33 ou 28.

ALLEMAND

40 ans, docteur en sciences, parlant couramment le français, l'anglais, l'italien et l'allemand.

TECHNIQUE DES PROCÉDÉS THERMIQUES

(Industrie, génie thermique). Études toutes productions M. Sepin, 6, rue de l'Église, 78150 SAULZ-VAULSAIS. Téléphone : (49) 07-60-43.

Cadre supérieur, solide expérience technique et financière. Longue pratique des études administratives, entreprises, banques, collectivités. Grande culture, 4 langues étrangères. Quantités réduites. Envoyer sous le n° T 044-338 M. RÉGIE-PRESSE, 88 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATIEN

spécialisé en stages de formation.

Téléphone : 683-44-15.

L'immobilier

appartements ventes appartements ventes

2^e arrdt

400 m FORUM DES HALLES

Studio 2 ch. bal. imm. sec.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

3^e arrdt

MARAI ARCHIVES

dans superbe rénovation

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

4^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 150 000 F.

5^e arrdt

ST-PAUL - 60, RUE VIEILLE

du Temple. 2 pièces, cuisine,

salon, 120 000 F.

6^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

7^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

8^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

9^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

10^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

11^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

12^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

13^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

14^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

15^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

16^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

17^e arrdt

NOTRE-DAME

3 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

18^e arrdt

CHATEAU D'EAU

2 pièces, cuisine, salle

de bain, 120 000 F.

18^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

19^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

20^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

21^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

22^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

23^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

24^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

25^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

26^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

27^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

28^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

29^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

30^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

31^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

18^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

19^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

20^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

21^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

22^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

23^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

24^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

25^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

26^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

27^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

28^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

29^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

30^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

31^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

204 000 F. Tél. : 961-25-00

18^e arrdt

MAIRIE DU XIV^e

Bel immeuble pierre de t.

2 ch. 2 s. 2 b. 2 s. 2 b.

2

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

LES ACTIONS DU CLAP

En amont de l'alphabétisation

En adoptant récemment des mesures pour lutter contre l'analphabétisme, le gouvernement a appris aux Français que deux millions d'entre eux sont illettrés. Ce phénomène peu réjouissant est, en fait, connu de longue date par ceux-là mêmes que les mesures gouvernementales vont encourager dans leur mission : les associations d'éducation populaire et les travailleurs sociaux habitués à toucher les populations les plus défavorisées.

Parmi eux, le CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion) qui s'est constitué en 1968. Créé à l'initiative de Robert Buron, ancien ministre de Gaulle, le CLAP est soutenu par la Cimade (service œcuménique d'entraide d'obédience protestante) et le Secours catholique, mais il est principalement ancré dans la mouvance cédeste : son actuel président, M. Jean Maire, fut dans les années 70 secrétaire général de la fédération CPDT de la métallurgie avant de prendre en charge le centre de formation qu'elle contrôle.

« Collectif de liaison », le CLAP se présente comme un regroupement d'associations (scientifiques ou sociales) qui coopèrent pour des actions de formation, d'alphabétisation, de promotion de la vie associative et de lutte contre le racisme. Financé à 90 % par le Fonds d'action sociale (1), le CLAP emploie une soixantaine de salariés - pour l'essentiel des conseillers pédagogiques - dans cinq délégations régionales. Il mobilise aussi près de deux mille bénévoles. Déjà, en 1980, le CLAP, lors de son conseil national, a émis l'initiative de l'association de l'illettré. Lui-même s'est spécialisé dans l'action auprès des populations immigrées et ceci parce qu'il dans le début des années 70 il n'existait pratiquement aucune structure d'alphabétisation pour ces défavorisés. Leur situation ne s'est guère arrangée : sur 2 millions d'illettrés, 800 000 à 1 million sont des immigrés ou des Français nés de parents immigrés.

« L'analphabétisme est un phénomène social qui se constitue à partir d'une situation de non-formation », explique Claude Simak, délégué régional du CLAP pour la Normandie-Picardie, et François Gegey, président de l'ASTI (association de

soutien aux travailleurs immigrés) d'Elbeuf : « s'il progresse actuellement dans la population des jeunes, c'est bien que ceux-ci ont vécu d'importants échecs scolaires. Puisque l'analphabétisme touche l'individu dans sa globalité, il faut écarter l'idée qu'il trouve sa solution par de simples actions d'alphabétisation au sens strict du terme ».

L'évaluation que le CLAP Normandie-Picardie a pu faire sur ses actions confirme cette analyse : « les stages intensifs d'alphabétisation ne sont pas un remède suffisant, car trop peu débouchent rapidement sur une formation professionnelle de type CAP, faute de continuité du bénéfice du stage vers le travail, cette continuité ne viendra que si l'inscription au stage participe d'une démarche globale de l'individu ».

Il s'agit de situer « la lutte contre l'illettrisme en amont de l'action d'alphabétisation ». Comité de liaison, le CLAP propose une démarche qu'il n'a pas les moyens, statutairement, de faire appliquer par tous ses membres. Ceux-ci le perçoivent d'abord comme un soutien matériel et pédagogique à leurs propres actions de formation et d'accessoirisation comme un moyen de pression institutionnelle. Toutefois, comme le souligne Hamidou Mbohi, président de l'ASTI de Rouen et délégué au conseil d'administration du CLAP, « la comité de liaison joue très bien son rôle de carrefour entre les différents partenaires associatifs qui sont engagés sur le même terrain, il travaille contre l'émiettement des forces ».

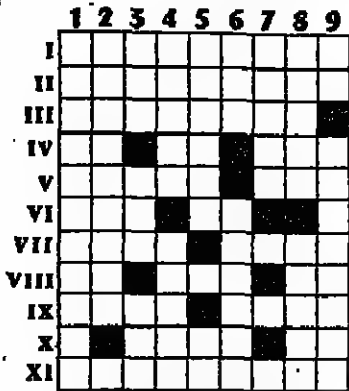
Avant même que soient annoncées les mesures gouvernementales, les responsables du CLAP faisaient part de leur volonté d'accroître leurs efforts en faveur de l'alphabétisation et aussi de toucher davantage de Français qui leur paraissent oubliés. La aussi, le dynamisme associatif a précédé la volonté officielle.

DANIEL GARCIA.

- (1) CLAP, 25, rue Gandon, 75013 Paris. Tél. : (1) 583-31-81.
- (2) CLAP Normandie-Picardie, 33 ter, rue de Fontenelle, Rouen. Tél. : (35) 88-57-37.
- (3) Le FAS est lui-même financé par les allocations familiales cotisées par les travailleurs immigrés et qui ne leur sont pas reversées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3646



HORIZONTALEMENT

I. Long mètre. - II. Apparition qui a tout du spectre. - III. Chasse beaucoup dans le Grand Nord. - IV. Démonstratif. En Seine-Maritime. Grain de beauté. - V. Donne le gîte. Un certain âge. - VI. A donc, plus que tout autre, été mis en boîte. Placément sûr. - VII. La campagne d'Italie lui fut salutaire. Attention à son chien ! - VIII. Conjonction. Coule en Ethiopie. Points. - IX. N'a qu'une parole. Se met au lit. - X. A Leningrad sur les bras. Participe passé. - XI. Peut se faire par le geste ou par la parole.

VERTICALEMENT

I. On peut toujours s'y faire cuire un œuf. - 2. Avec elle, on parle toujours dans le vide. - 3. Travailla comme un chef. Quand on en a une belle, il vaut mieux en avoir une bonne. Ne manque pas de souffle. - 4. Autant il peut être souple, autant il peut être cinglant. Agir avec prudence ou parler sans réserve. - 5. Dont le travail est pratique ou purement théorique. Mot de César. - 6. Participe passé. Maître ou serviteur. - 7. Ne peut être portée qu'avec une grande dignité. - 8. La première chose à faire avant de filer. Mise à sec avant d'être exploitée. - 9. Préparation. Marchand de ballons.

Solution du problème n° 3645

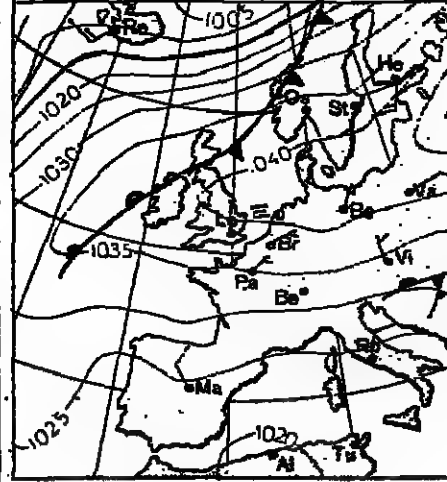
Horizontalement
I. Vultureuse. - II. Idéaliser. - III. Na. Stris. - IV. Ala. Reiz. - V. Ra. - VI. Réviser. - VII. Rougir. - VIII. Et. Lorient. - IX. Té. Eli. Se. - X. Muet. Se. - XI. Escarlaté.

Verticalement
1. Vinaigrette. - 2. Udall. Ote. - 3. La. Ru. Ma. - 4. Tas. Régier. - 5. Ultra-violet. - 6. Eire. Irrité. - 7. Unité. - 8. Sés. Ecosse. - 9. Era. Frétille.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14, 2.8.4 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 14 février à 0 heure et le mercredi 15 février à 24 heures.

Les hautes pressions installées sur les îles britanniques et l'Europe occidentale vont continuer à nous protéger des perturbations océaniques rejetées au niveau de l'Islande. Mais de petites lignes de grains situées en Méditerranée pourront débiter sur nos régions du sud-est. Mercredi matin, toujours du temps froid avec des gelées de - 3 degrés à - 5 degrés d'épargne, mais les régions côtières. Par endroits, si la nuit est ennuagée, la température pourra même descendre à - 8 degrés où à - 10 degrés. Ciel clair sur la plus grande partie du pays. Seules les régions méditerranéennes et les Alpes auront un ciel passagèrement nuageux.

Au cours de la journée, persistance du beau temps ensoleillé mais frais. Quelques sautes sur le Nord-Est, un risque d'averses locales de pluie ou de neige de la Méditerranée au nord des Alpes et à la vallée du Rhône.

Dans l'après-midi, les températures évolueront de 2 degrés à 10 degrés du Nord au Sud du pays.

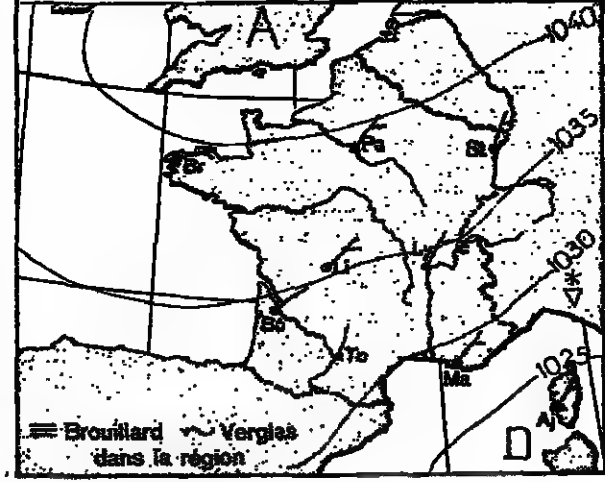
Le vent d'est dominant sera assez faible dans l'ensemble.

Evolution générale
Maintien d'un axe anticyclonique du proche Atlantique à la mer Baltique. Ces hautes pressions dirigent sur notre pays un courant d'est à nord-est continental qui draine des masses d'air sec et froid. En marge des basses pressions méditerranéennes, les rivages méditerranéens auront quelques passages pluvieux.

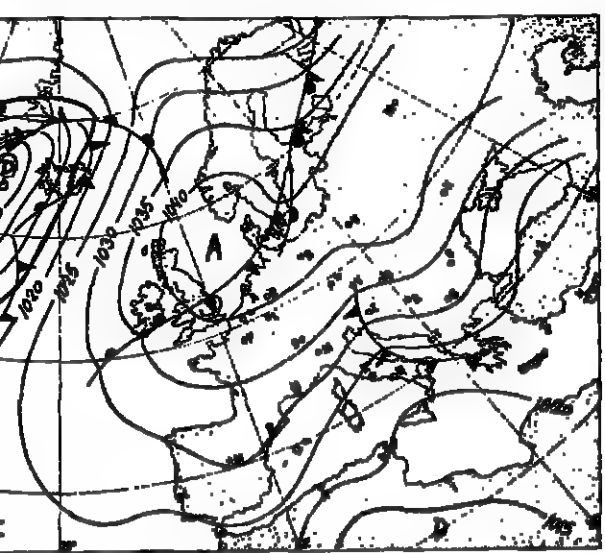
Prévisions pour jeudi, vendredi et

Sur le littoral méditerranéen (et la Corse) des passages nuageux donneront épisodiquement des pluies. Les gélades épargneront ces régions (températures minimales de 1 à 3 degrés, maximales de 10 à 13 degrés). Sur les autres régions le temps sera froid et ensoleillé. Les températures minimales seront de - 3 à - 5 degrés et les températures

PRÉVISIONS POUR LE 15, 2.8.4 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



maximales de 8 à 10 degrés. Les vents de secteur nord-est, seront faibles à modérés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer d'été, à Paris, le 14 février, à 8 heures, de 1036,9 millibars, soit 777,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 février ; le second le minimum de la nuit du 13 février au 14 février) : Ajaccio, 9 et 3 degrés ; Biarritz, 9 et 3 ; Bordeaux, 6 et 2 ; Bourges, 6 et 2 ; Brest, 7 et 1 ; Caen, 6 et 1 ; Cherbourg, 6 et 0 ; Clermont-Ferrand, 6 et 0 ; Dijon, 4 et - 4 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 4 et - 5 ; Grasse-St-Jean, 1 et - 5 ; Lille, 4 et - 2 ; Lyon, 2 et 1 ; Marseille-Mariouane, 7 et - 1 ; Nancy, 3 et - 3 ; Nantes, 8 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et

1 ; Paris-Montsouris, 6 et 0 ; Paris-Orly, 5 et - 1 ; Pau, 10 et - 3 ; Perpignan, 8 et - 1 ; Rennes, 9 et - 1 ; Strasbourg, 1 et - 4 ; Tours, 5 et - 2 ; Toulouse, 9 et - 1 ; Poitiers-Poitou, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8 degrés ; Amsterdam, 5 et - 1 ; Athènes, 8 et 6 ; Berlin, 1 et - 2 ; Bonn, 8 et - 5 ; Bruxelles, 5 et - 1 ; Casablanca, 23 et 18 ; Copenhague, 1 et - 1 ; Dakar, 25 et 18 ; Djibouti, 13 et 4 ; Genève, 1 et - 4 ; Jérusalem, 9 et 4 ; Lisbonne, 16 et 6 ; Londres, 7 et - 1 ; Luxembourg, 3 et - 4 ; Madrid, 10 et - 3 ; Moscou, - 6 et - 13 ; Nairouli, 29 et 14 ; New-York, 4 et 1 ; Palma-de-Majorque, 12 et 7 ; Rome, 10 et 0 ; Stockholm, 1 et - 1 ; Téhéran, 14 et 8 ; Tunis, 13 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

EN BREF

CONGRÈS

MORT ET DIGNITÉ. - Le cinquième congrès international des associations pour le droit de mourir dans la dignité (ADMID) aura lieu au Palais des congrès de Nice du 20 au 23 septembre. Il réunira des personnalités venues du monde entier, dont le professeur Ota, du Japon, et le professeur Christian Bernard. Des « tables rondes » examineront les aspects philosophiques, éthiques, juridiques et médicaux de l'euthanasie thérapeutique et de l'euthanasie active et passive.

* ADMID, 103, rue Lafayette, 75010 Paris. Tél. : 285-12-22.

HÉBERGEMENT

L'ANIMATION EN HÉBERGEMENT COLLECTIF. - L'INRAIC (Institut national pour la retraite active) organise des sessions à l'intention des préretraités et retraités, animateurs bénévoles dans des associations ou des institutions et à l'intention des professionnels du secteur local. Il propose deux stages sur l'animation en hébergement collectif, du 12 au 16 mars, d'une part, les 11 et 12 septembre, et 16 et 17 octobre, d'autre part, à Issy-les-Moulineaux (Haute-Seine).

* INRAIC, 57, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 359-61-54.

PUBLICATIONS

AIDE AUX AVEUGLES. - L'Union centrale des associations d'aveugles et typhlophiles (UCAAT) a publié la deuxième édition de l'annuaire des associations, établissements et organisations pour les aveugles et les malvoyants : 180 pages, mille deux cents adresses réparties en vingt et une rubriques. Cet ouvrage est en vente chez les Auxiliaires des aveugles, 18, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris, au prix de 48 F.

* UCAAT, 9, rue Mayet, 75006 Paris. Tél. : 386-39-68.

VACCINATION

L'INOCULATION VARIOLIQUE AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE. - Dans le cadre des manifestations sur le thème de l'Encyclopédie, l'Association pour le musée de Saint-Martin d'Hères « S.M.H. histoire » (labo) prépare une exposition sur la pratique de l'inoculation variolique au dix-huitième siècle. Elle est intéressée par toutes les pistes de recherches, documents médicaux, correspondance privée, factums de procès, etc., traitant du sujet de la variole, de l'inoculation officielle ou clandestine en France, entre 1750 et 1780.

* Association pour le musée de Saint-Martin d'Hères « S.M.H. histoire », mairie, 38401 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

UNE NOUVELLE ADRESSE POUR

SERVICE ASSOCIATIONS

Service-Associations, dont nos lecteurs ont pu apprécier les fiches-conseils, s'agrandit et transfère ses bureaux à l'adresse suivante : 60, rue du Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 737-92-50. Téléc. : 613281 F. Service-Associations, qui n'est pas un S.V.P. téléphonique, traite toutes les questions fiscales, financières, administratives ou juridiques qui lui sont posées par les responsables d'associations, quels que soient leurs buts et leur importance.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel des lundi 13 et mardi 14 février :

DES DÉCRETS

• Soumettant la Société industrielle d'électronique aéronautique au contrôle économique et financier de l'Etat.

• Portant nomination dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

• Fixant le tarif de la taxe d'autorisation administrative afférente à l'utilisation d'une station réceptrice d'amateur.

PARIS EN VISITES

JEUDI 16 FÉVRIER

- Vauban, 10 h 30, Palais de Chaillot, Mlle Oswald.
- L'église de Saint-Denis, 14 h 30, Impasse de l'église, M^{me} Allaz.
- Le musée Cernuschi-Jay, 14 h 45, 25, boulevard des Capucines, M^{me} Huiot (Caisse nationale des monuments historiques).
- L'Hôtel de Ville, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Commission d'ici et d'ailleurs).
- L'île de la Cité, 14 h 30, métro Cité (Les filaires).
- Les Visitation, 15 heures, 21, rue Saint-Antoine (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- Le Forum de Poitiers, 14 h 30, 87, rue Brancion (M^{me} Roman).

CIRCULATION

LES RADARS A PARIS. - La revue Auto-Défense publie dans son dernier numéro (janvier-février) la carte des cinématographes - autrement dit « radars » - placés à Paris. Le périodique accompagne ce document de la description des appareils utilisés pour contrôler les vitesses des véhicules et des indispensables vérifications auxquelles ils doivent donner lieu pour être fiables.

Demandez : les autres touristes

• VILLE de JAMA
• Une autre base de données
• La photographie, quel jour ?

et toujours disponible à la RESE

54, rue des Ecoles - 75005 PARIS

supercagnotte

St Valentin

15 FÉVRIER

NATIONAL

c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros

LOTTO

NATIONAL

AFFAIRES

Kodak en difficulté

(Suite de la première page.)

Quatre faits expliquent les revers de Kodak.

La crise économique, tout d'abord, même si celle-ci a été longue à se faire sentir. Il a fallu attendre 1978 pour que les ventes d'appareils grand public (les 110 à charge) commencent à baisser (-13 %) et que le cinéma super-8 s'effondre complètement. Depuis, la crise a fortement touché tous les domaines, appareils et films photographiques. Contrairement à ce qu'on a pu dire, le succès de la vidéo n'est pas pour grand-chose dans le recul de la photo. La vidéo, ce sont des produits très chers, comparativement aux appareils photographiques et pellicules traditionnelles. Or ce sont surtout les ventes d'appareils à bon marché et de films à charge qui ont diminué. Et ce sont les produits de remplacement de prix similaires (photo sur disque et photo instantanée) qui n'ont pas progressé selon les prévisions. C'est en fait la baisse du pouvoir d'achat des plus démunis qui, dans les pays industrialisés, a affaibli le marché sans que le secteur vidéo en ait vraiment profité.

Un autre facteur a contribué à réduire les profits de Kodak : la monnaie constante du dollar. Et cela d'autant plus que la firme de Rochester a accru ses fabrications américaines au détriment de celles de ses filiales installées à l'étranger. Cette politique comportait quelques risques avec l'envolée de la monnaie américaine. Les experts de Kodak ont calculé qu'à la fin-1983, la hausse du billet vert avait déjà coûté 320 millions de dollars.

Troisième facteur ayant joué contre Kodak : la concurrence japonaise, principalement de Fuji mais aussi de Konica et de Mitsubishi. Ces firmes ont aujourd'hui créé des produits de bonne qualité qu'elles ont lancés sur les marchés américains et européens. Pour accentuer leur pression, elles n'ont d'ailleurs pas hésité à baisser les prix. Elles ont ainsi parvenues à prendre 7 % du marché américain du film et 15 % dans les autres pays industrialisés. Kodak, qui contrôlait encore 60 % du marché mondial des surfaces sensibles il y a trois ans, n'en détient plus que 50 %.

Un dernier facteur a contribué au tassement des ventes de produits photographiques : l'état du marché au moment de l'arrivée des nouvelles technologies de l'image.

La photographie était déjà un vieux marché, partiellement saturé. La crise économique n'a rien arrangé. Dans ce domaine, huit mé-

nages sur dix sont équipés aux États-Unis, au Japon, en Allemagne de l'Ouest, en Suisse et en Suède, plus de six sur dix dans les autres pays industrialisés.

Il n'en va pas de même pour la vidéo, marché neuf. Ces dernières années on a vu les grands fabricants de produits photo et cinéma chercher à se reconstruire en pénétrant le secteur de l'électronique et de la vidéo. Des fabricants de surfaces sensibles comme Agfa-Gevaert, Fuji, Konica et 3 M l'ont fait en produisant principalement des bandes magnétiques. Même s'il avait à plusieurs reprises exprimé son désir de suivre cette voie, Kodak s'était jusqu'ici tenu à l'écart. Le recul rapide de ses affaires et l'efficacité limitée des remèdes apportés viennent de l'obliger à entrer précipitamment sur le marché de la vidéo.

La firme de Rochester a lancé une gamme de caméras à magnéscope 8 mm incorporé et des bandes magnétiques. Ce virage se prendra en force, mais pour y parvenir Kodak a dû passer par l'industrie électronique japonaise : les caméras (Kodavision) qui vont être commercialisées dans quelques semaines aux États-Unis et avant la fin de l'année dans quarante autres pays, sont fabriquées par Matsushita, les bandes magnétiques par TDK, une firme de Tokyo. Matsushita, c'est l'un des plus puissants groupes japonais en électronique grand public, qui détient depuis 1953 la majorité des actions de JVC (promoteur du système vidéo VHS), et qui fabrique pour la plupart des grandes firmes mondiales (RCA aux États-Unis, Thorn-EMI dans le Royaume-Uni, Telefunken en Allemagne de l'Ouest, Thomson en France...).

Le recours aux industriels japonais offre immédiatement deux avantages : permettre à Kodak, dès 1984 et surtout en 1985, de compenser la baisse de son chiffre d'affaires du secteur photo (la société espère vendre cent mille magnétoscopes cette année et de deux cent mille à trois cent mille l'an prochain, au prix de 13 000 à 14 000 F l'unité). Il va ensuite permettre l'acquisition d'une expérience sur le marché vidéo (connaissance de la clientèle, création des réseaux de distribution, caractéristiques des produits, etc.) ainsi que la création de produits nouveaux et d'activités de fabrication. De ce point de vue, il n'est pas exclu qu'une deuxième génération d'appareils fabriqués en partie aux États-Unis voie le jour ultérieurement.

ROGER BELLONE.

Les activités de Saint-Gobain à l'étranger ont compensé ses pertes en France

Année «convenable» pour Saint-Gobain. Selon son PDG, M. Roger Fauroux, 1983 se solde par un résultat en amélioration. Avant déduction de la part des intérêts minoritaires et des éléments exceptionnels, c'est-à-dire du point de vue des entreprises publiques, il a été de 740 millions de francs au lieu de 521 millions, la structure comptable en 1982. Du point de vue industriel (avant éléments exceptionnels), il a été de 400 millions et, du point de vue comptable enfin, il s'inscrit au bilan à 250 millions environ (en tenant compte de la dernière partie des pertes enregistrées par le groupe lors de sa sortie du secteur de l'électronique). L'Etat lui versera 300 millions en 1984 pour la reprise de ses actifs dans ce secteur, mais aucune dotation en capital n'est prévue... ni d'ailleurs demandée. «Nous autofinancerons nos investissements».

Les activités à l'étranger ont compensé les pertes (300 millions de francs) enregistrées en France du fait des secteurs de l'isolation, de la mécanique et du bois, lourdement déficitaires. Aux États-Unis, où le groupe réalise des productions de 1,1 milliard de dollars à travers Certain Teed sa filiale à 56,2 %, la reprise a été sensible, y compris dans des secteurs qui, en Europe, sont en difficulté.

Moyennant une restructuration, Saint-Gobain ne devrait plus comporter d'activités déficitaires en 1984, selon M. Fauroux. Aucun des secteurs n'est

«condamné». Mais le chiffre d'affaires n'ayant augmenté que de 12 % environ (57,4 milliards de francs), l'emploi (cent trente-quatre mille personnes) a régressé de six mille cinq cents personnes, dont trois mille six cents en France. Le groupe, qui a consacré 700 millions de francs pour faciliter le départ de certains de ses salariés, a embauché deux mille cinq cents personnes et contribué à la création de deux mille emplois dans quelque quatre-vingts PMI, en leur accordant 100 millions de prêts.

Le groupe cherchera dans l'immédiat à restructurer et à articuler ses nouvelles participations (dans la Société générale d'entreprise et la Compagnie générale des eaux) autour de l'ingénierie de l'eau, de sa distribution et des services associés. Une nouvelle opération financière est en préparation aux États-Unis par le biais de Certain Teed, qui dispose d'environ 150 millions de dollars d'argent frais.

D'autre part, le groupe, qui cherche à procéder à une émission de titres participatifs en unités de compte européennes (à hauteur de 75 millions d'ECU avec un warrant c'est-à-dire un bon) permettant de doubler ce montant, en 1984, le coupon attaché à sa précédente émission de 700 millions de francs de titres participatifs (lancée en mai 1983) venant de recueillir au total 1,4 milliard de francs en deux ans.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE.U.	8,4325	8,4325	+ 120	+ 1070
Som.	6,7575	6,7625	+ 120	+ 880
Yen (100)	3,5950	3,5980	+ 160	+ 1320
DM	3,6765	3,6785	+ 120	+ 1020
Flak.	2,7270	2,7290	+ 120	+ 880
F.R. (100)	16,6280	16,6300	+ 120	+ 880
F.S.	3,7640	3,7670	+ 120	+ 1020
L. (1000)	4,9920	4,9970	+ 120	+ 1020
L. (1000)	11,9375	11,9475	+ 120	+ 1020

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/7/8	9/7/8	9/12/8	9/12/8	10	10	10	10
SE.U.	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Flak.	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.R. (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.S.	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L. (1000)	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L. (1000)	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F. Imp.	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ CITROEN

« Stratégie douce » à l'essai

Les syndicats ont réagi avec une certaine modération à la manière dont Citroën a annoncé le 13 février, en comité central d'entreprise, la nécessité de « résorber rapidement » un « important sureffectif ». La direction, représentée par M. Raymond Ravenel, a en effet informé les organisations syndicales de « son intention de préparer une convention FNE (départ en pré-retraite pour les salariés âgés de cinquante-cinq à soixante ans au 31 décembre 1984) » et de procéder pour ce faire à une vaste consultation auprès des trois mille cinq cents personnes concernées dans les quinze jours à venir. Elle n'a pas pour autant précisé le nombre d'emplois qu'elle compte supprimer.

Elle a en outre demandé à ceux des salariés étrangers qui envisageraient un retour dans leur pays d'origine de se faire connaître afin de les informer des modalités de l'aide au retour des que les pouvoirs publics les auront précisées.

M. Auguste Blanc, secrétaire général de la CSL (le syndicat le plus représentatif chez Citroën) a dit : « approuver les départs volontaires en pré-retraite FNE, les mesures de formation, de reconversion, de mutation volontaire comme l'aide au retour des immigrés dans des conditions humanement acceptables par les intéressés ». Quant à la CGT, dont quelques centaines de militants manifestaient au siège Citroën pendant la réunion du comité d'entreprise, elle a dit : « oui aux pré-retraites, à la formation. Quant à l'aide au retour, ce n'est pas une revendication CGT. Mais nous défendons, cas par cas, ajoutait-elle, ceux qui seraient candidats ». Le fait qu'aucun licenciement n'ait été prononcé apparaît à la CGT comme « un premier recul dû à la mobilisation des travailleurs ».

L'échec de la « stratégie douce » qui avait été menée par M. Calvet chez Talbot est patent. L'image commerciale en a souffert, et la marque n'occupe plus que 2,1 % du

marché français en janvier 1984, en baisse de 66,4 % par rapport à l'an passé. La résorption des sureffectifs a été alors insaisissable et a contraint Talbot à mettre de nouveau des salariés en chômage technique. Les discussions syndicales - illustrées par le passage de douze délégués et militants CGT chez FO - ne sont pas forcément rassurantes pour l'avenir. Enfin, la détérioration des relations avec les pouvoirs publics est assez forte pour que le dossier présenté par Peugeot, devant le Fonds industriel de modernisation pour obtenir des prêts à taux bonifiés, soit examiné après celui de Renault, pour tant déposé postérieurement. Or, dans les circonstances actuelles, le groupe Peugeot SA, fortement endetté, ne pourra pas se passer de l'aide publique.

Le choix de la « stratégie douce », fondée sur la négociation avec les syndicats et l'absence de licenciements, était donc infaillible. Mais M. Jacques Calvet n'a pas changé de cap. Son objectif reste le redressement financier rapide des deux filiales du groupe dont il a la charge. Au gouvernement de comprendre que ce respect de la règle du jeu comporte pour lui quelques obligations : définition rapide de l'aide au retour des immigrés, acceptation du plan FNE, acceptation éventuelle de certains licenciements individuels en cas de refus de mutation des usines de la région parisienne vers d'autres unités du groupe (Rennes notamment), alors que la médiation de M. J.-J. Dupleux, mise en place après les conflits de l'an passé, avait prévu le volontariat pour de tels déplacements.

Si non ? Le communiqué de Citroën est clair : la réunion d'hier n'était qu'une première étape. « Après avoir apprécié l'effet de ces mesures, la direction d'Automobiles Citroën convoquera de nouveau le comité central d'entreprise. »

BRUNO DETHOMAS.

DUNLOP-FRANCE

Sumitomo ne veut conserver que les deux tiers à peine des effectifs

Le groupe japonais Sumitomo Rubber ne veut conserver que 3 638 emplois sur les 5 500 que compte actuellement Dunlop-France. Sur cette base, il accepte de reprendre la quasi-totalité des actifs de cette ancienne filiale du fabricant britannique Dunlop, abandonnée par sa maison-mère, et dont le bilan avait été déposé en octobre dernier.

Cette condition figure dans la dernière proposition de rachat que Sumitomo Rubber a remise vendredi 10 février au comité interministériel de restructuration industrielle CIRI (le Monde daté 12-13 février) et dont les syndicats CGT, FO, CFDT, CGC ont pris connaissance lundi avant que l'information ne soit rendue publique. Ces pertes d'emplois proviennent essentiellement des activités de Dunlop-France que Sumitomo refuse catégoriquement d'acquiescer : la division pneus « poids lourds » et « agraires » de Montluçon (1 200 personnes environ), la fabrique de jantes installée au Bourget (250 personnes). Il s'y ajoute 270 emplois que le groupe japonais veut voir sup-

primer à l'usine de pneus touristes d'Amiens (Somme) avant d'en devenir le propriétaire.

Les pouvoirs publics vont examiner le nouveau plan présenté par le groupe nippon, dont on dit qu'il serait l'ultime. Sumitomo Rubber étant allé jusqu'au bout du risque industriel qu'il voulait prendre. En haut lieu, on espère néanmoins obtenir encore davantage. Mais avant de quitter Paris pour regagner Tokyo, le président de Sumitomo Rubber a précisé : « Un bateau est en train de couler. Je veux bien envoyer un canot de sauvetage, mais si tout le monde monte à bord, ce dernier sombrera aussi. »

Les parties se reverront au début du mois de mars. S'il obtenait le feu vert, Sumitomo Rubber déclare qu'il serait prêt à investir immédiatement 300 millions de francs.

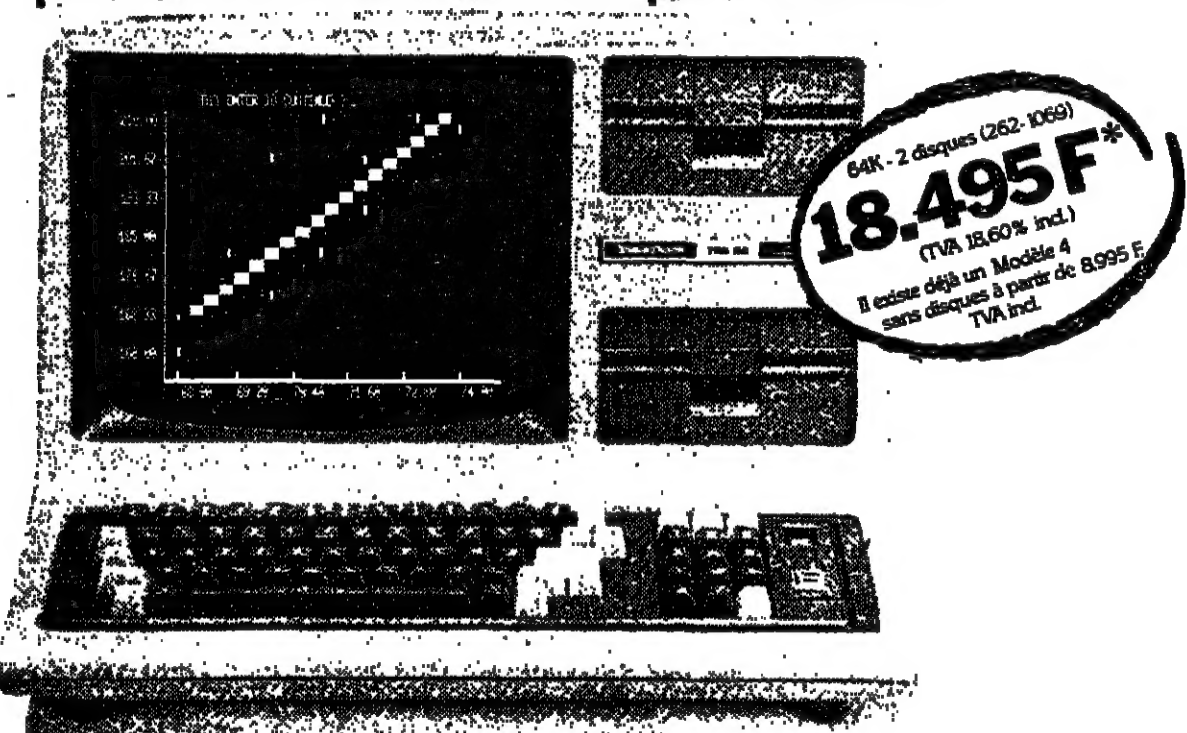
En attendant, la CGT demande que les syndicats participent à la discussion avec Sumitomo et se propose d'adresser une lettre à M. Pierre Mauroy, premier ministre, pour le lui demander.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

DECISION
L'ENTRAÎNEUR DES MICRO-ORDINATEURS

Inutile d'être expert en informatique pour être immédiatement opérationnel...



Le nouveau TRS-80 Modèle 4.

Un rapport performances/prix exceptionnel.

Analyse financière, comptabilité, traitement de texte... Les possibilités du nouvel ordinateur de bureau TRS-80 Modèle 4 sont trop nombreuses pour être toutes citées ici.

Un choix considérable de logiciels "prêts à l'emploi" permet, en effet, au nouveau Modèle 4 d'assumer les tâches les plus diverses. Sans exiger de qualification particulière de la part de l'utilisateur.

Et avec un maximum d'efficacité et de rapidité.

Claudio Azerty, grand écran à 24 lignes de 80 caractères et à haute définition, signal sonore programmable.

TRS-80

Exclusivement chez

Tandy

- Fiabilité exemplaire : le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace : deux formules de Contrat Service Maintenance (sur place ou en nos ateliers).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en informatique (plus de cinquante en France!)

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.

* Prix au 1^{er} novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

le Modèle 4 - fabriqué en France - est bien l'outil pratique et performant de ceux qui veulent intensifier leur productivité personnelle et professionnelle.

Demandez notre documentation détaillée ou venez exposer votre cas dans un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.



Acceptées dans les magasins Tandy affichant ces signes.

Tandy

TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (Mr. J. Benoit)
211-213 boulevard McDonald - 75008 PARIS - Tél. 238.80.50
Journées en service plus sur le TRS-80 Modèle 4

Non Rue Boite Localité Tel.

AGRICULTURE

LES DÉBOUCHÉS DE LA « FILIÈRE BOIS »

Du pin des Landes pour la Chine

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — La « filière bois » est parfois difficile à remonter. C'est ainsi que le secrétaire d'État à la forêt, M. René Souche, est allé saluer, le 1^{er} février, à Bordeaux, le prochain départ d'un chargement de pin maritime français à destination de la Chine, transporté par un cargo grec fabriqué en Espagne, battant pavillon libérien et armé par un équipage polonais !

Aussi bizarre que cela puisse paraître, la France n'avait encore jamais exporté son pin des Landes sous forme de grumes longues destinées à la construction (plus de 4 mètres). On se contentait autrefois d'en récolter la résine pour l'industrie chimique. Puis on a exporté les poteaux de mine vers l'Angleterre et le Maroc jusqu'à dans les années 60. Et, depuis, on débiter le pin sur place pour la caisserie ou la trituration, sans penser à faire un produit d'exportation.

L'idée d'exporter le pin maritime en grumes n'est pas venue des pouvoirs publics, mais des professionnels. Plus exactement, ce sont les Chinois, acheteurs de bois coloniaux, qui se sont portés candidats à l'achat de résineux français. Le groupe Interwood, grand importateur de bois ivoirien en France, a donc relevé le défi — car c'en était un — et offert aux Chinois un premier échantillon de 23 000 mètres cubes qui sera livré dans un mois à Shanghai par le *Wayfarer*, via Suez et Djeddah.

ROGER CANS.

● La FFA : « La France peut sortir de la CEE. » — Selon M. Alexis Artet, président de la Fédération française de l'agriculture (qui annonce trente mille cotisants en 1983), « la France a les moyens de sortir du Marché commun, puisqu'elle peut actuellement produire tout ce qui lui est nécessaire sur son territoire. Il suffit de ne pas produire ce qu'on ne peut pas vendre et de ne pas importer ce qu'on produit soi-même », affirme M. Artet, qui refuse « de cogérer une crise dont la FFA ne se sent pas responsable, puisqu'elle prône l'autosuffisance depuis près de quinze ans ».

LES NOUVEAUX TARIFS XP SONT SIMPLES ET ÉCONOMIQUES.

1+1=2

Vous le savez déjà, XP est moins cher que le fret aérien. Mais c'est en consultant notre nouveau Guide de Service XP que vous vous en apercevrez. Tous nos prix y sont clairement indiqués et il est gratuit. Demandez-le au 2085332.

XP

(Publicité)

SAUVEZ LE LIBAN

Depuis 10 ans, le Liban subit un martyre sans fin. Déjà 150 000 morts et le bilan s'alourdit jour après jour.

Pour que cessent les complots,
Pour que cessent les bombardements sauvages,
Pour que le Liban vive dans la paix, l'indépendance, la liberté, le pluralisme, et l'unité, dans le cadre de ses institutions légales,
Pour montrer que vous êtes toujours là, avec le pays du cèdre et qu'il ne combat pas pour sa survie dans une atroce solitude,

VEZ-VOUS NOMBREUX MANIFESTER VOTRE SOLIDARITÉ AVEC LE LIBAN :

JEUDI 16 FÉVRIER 1984, A 11 HEURES

DE LA PLACE DU TROCADÉRO
A LA PLACE CHARLES-DE-GAULLE - ÉTOILE

ALLIANCE LIBANAISE, B.P. 285 - 75828 PARIS - CEDEX 17 -
Tél. : 766-10-96.

L'AGITATION PERSISTE DANS L'OUEST ET DANS LE MIDI

L'agitation demeure, quoique sporadique, chez les agriculteurs de l'Ouest et du Midi. Dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 février, un commando a détruit 800 hectolitres de vin blanc chez un négociant à Gaillac (Tarn) accusé de travailler beaucoup plus avec les vins italiens qu'avec les vins locaux. Les viticulteurs de l'Aude ont vidé un camion-citerne de 60 hectolitres, après avoir barré, lundi, la RN 113. Au Mans, des agriculteurs de la Sarthe ont intercepté, lundi 11 février, deux camions transportant 20 tonnes de viande de bœuf et de mouton britannique. Dans le Finistère, dimanche après-midi, une soixantaine de membres de la FIDSEA ont tenté d'intercepter trois camions chargés de moutons irlandais, d'abord à Roscoff, puis à Landivisiau, où il y eut quelques heurts avec les CRS.

Alors qu'il a marché au cadran de Landivisiau (Côtes-du-Nord) le cours moyen du porc est redescendu, lundi après-midi, sous la barre « psychologique » sensible de 10 F (à 9,98 F le kilo) pour la première fois depuis les manifestations de la fin janvier, de nouveaux cas de pestes porcines sont apparus, à l'est des Pays-Bas, à la frontière ouest-allemande. Le ministre néerlandais de l'Agriculture, M. Gerrit Braks doit s'entretenir à ce sujet avec son collègue allemand.

CONJONCTURE

LE TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES EST TOMBÉ AU-DESSOUS DE 15 % EN 1983

L'année 1983 aura été caractérisée par une baisse du taux d'épargne global des ménages en France, lequel est tombé au-dessous de la barre des 15 %, pour s'établir à 14,9 % du revenu disponible contre 15,5 % l'année précédente (15,6 % en 1981 et 14,7 % en 1980). Indique la Caisse des dépôts et consignations dans le premier numéro d'une lettre dont la périodicité sera mensuelle. Expliquant cette légère baisse d'une année sur l'autre par le décalage constaté entre le tassement du pouvoir d'achat des ménages (-0,5 % en moyenne annuelle) et la progression de leur consommation (+0,5 %), cet organisme estime toutefois que le taux d'épargne financière de ces mêmes ménages devrait se situer en 1983 sensiblement au même niveau que l'année précédente et qu'en 1981 (5,9 %) dans la mesure où l'essentiel de la baisse constatée sur le taux d'épargne global provient de l'épargne immobilière, un secteur très touché par le mouvement de repli de l'investissement en logements.

Au cours de cette même année, la Caisse des dépôts — qui a élargi à la demande des pouvoirs publics, son rôle traditionnel de collecteur de l'épargne liquide en centralisant les nouveaux produits « détaxés », et, surtout, « banalisés », c'est-à-dire distribués dans l'ensemble des réseaux livrés d'épargne populaire, ou LEP, et compris pour le développement industriel ou Codevi, — a enregistré une progression de 15 % des sommes globalement collectées. Celles-ci ont atteint 37,3 milliards de francs (contre 32,3 milliards à la fin décembre 1982), dont 18,22 milliards (contre 16,07 milliards) pour les LEP/Codevi et 19,07 milliards (contre 16,25 milliards) pour les excédents des réseaux d'épargne (Ecu-rent, FTT, ...).

A l'évidence, les nouveaux produits créés, et surtout le Codevi, ont fortement pesé sur les excédents des livrets A, ramené de 18,11 à 5,89 milliards de francs en 1983, tandis que les livrets B enregistraient un solde négatif de 3,2 milliards, avec, pour la première fois, des retraits plus importants que les dépôts sur ce type de produits d'épargne soumis à l'impôt.

ÉNERGIE

● L'Algérie a converti près du tiers de l'approvisionnement de la France en gaz en 1983. — L'Algérie a fourni 31,4 % des approvisionnements de la France en gaz naturel en 1983 (contre 25,9 % en 1982). L'Algérie devance les Pays-Bas (23,5 %), les pays germaniques (22,2 %), l'Union soviétique (12,4 %), la Norvège (8,5 %), et la RFA (1,9 %).

● Les autorités américaines approuvent l'achat de Getty Oil par Texaco. — La commission fédérale du commerce — chargée de l'application des lois antitrust — a approuvé le 13 février l'achat de Getty Oil par Texaco. Une transaction de 10,1 milliards de dollars (84 milliards de francs), ce qui en fait le plus important achat de société jamais réalisé.

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 978 101 346,96 F et le nombre d'actions en circulation était de 80 324, la valeur liquidative de l'action ressortant à 12 176,95 F après paiement le 15 décembre 1983 d'un dividende de 325,82 F auquel n'était attaché aucun avantage fiscal.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- obligations classiques à taux fixe : 42,43 % (dont intérêts courus sur obligations) ;
- obligations à taux variable : 38,83 % (dont intérêts courus sur obligations) ;
- Liquidités : 18,74 % ;
- Total : 100 %.

L'évolution de la valeur liquidative de l'investissement obligataire, depuis sa création le 2 septembre 1982 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,62 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants : la Banque Steindorck S.A., la Compagnie Parisienne de Récompense, la Banque Populaire du Nord, la Banque Chaix et la Société Interfil.

INVESTISSEMENT NET

Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 437 344 253,39 francs et le nombre d'actions en circulation était de 42 087, la valeur liquidative de l'action ressortant à 10 391,43 francs.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations) : 48,98 %
- Obligations à taux variable (dont intérêts courus sur obligations) : 43,59 %
- Liquidités : 7,43 %
- TOTAL : 100 %

L'évolution de la valeur liquidative de l'investissement Net depuis sa création, le 3 octobre 1982 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,1 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants :

La Banque Steindorck S.A., la Banque Populaire du Nord, la Banque de l'Union Occidentale Française et Comptable, la Société Centrale de Banque, la Banque Odier Bungeur Courvoisier et le Crédit Mutuel Agricole de l'Artois.

EPAROBILIG

Epargne placement obligataire Société d'investissement à capital variable

Au 30 décembre 1983, l'actif net s'élevait à 1 077 347 471,74 F et le nombre d'actions en circulation était de 990 089, la valeur liquidative de l'action ressortant à 1 088,13 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe : 54,65 % (dont intérêts courus sur obligations) ;
- Obligations à taux variable : 31,82 % (dont intérêts courus sur obligations) ;
- Liquidités : 13,53 % ;
- Total : 100 %.

L'évolution de la valeur liquidative de l'Epargne placement obligataire — depuis sa création le 14 juin 1983 au 30 décembre 1983, fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,94 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants : la Banque Steindorck S.A., la Compagnie Parisienne de Récompense, la Banque Populaire du Nord, la Banque Chaix, la Société Centrale de Banque, la Banque Odier Bungeur Courvoisier et la Financière de Banque et de l'Union Meunière.

MÉDIAS

numéro 70 sortira vendredi 3 février



Dans ce numéro :
● la presse économique prend de l'altitude.
● Dauphin relance le mur peint.
● Nouvelles images : ordinateur cherche créateur.
VENTE EN KIOSQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL



1983 : UNE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS DE L'ORDRE DE 24 %

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal s'est élevé à 13,5 milliards de francs pour l'exercice 1983, contre 10,88 milliards de francs pour l'exercice 1982, soit une progression de 24 %.

A données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sur la base des mêmes sociétés consolidées, l'augmentation a été de 17,2 %.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier les résultats d'une campagne électorale, le bénéfice avant impôts et participations devrait être de l'ordre de 1 200 millions de francs, contre 978 millions de francs en 1982, soit une progression sensiblement équivalente à celle du chiffre d'affaires.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1982

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1983 au 29 février 1984 sur les obligations Électricité de France 8,40 % (ex-5 %) 1982 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1984, à raison de 21 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 19 en estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 2,52 F (soit un avoir fiscal de 2,52 F (montant global : 23,52 F)).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,36 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,23 F faisant ressortir un net de 49,45 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par la lettre « K » sortie au tirage du 20 décembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 320 F, coupon n° 23 au 1^{er} mars 1985 attaché.

Ci-après sont rappelés les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

Amort.	1964	Série	Amort.	1974	Série	N°
•	1966	•	•	1976	•	•
•	1968	•	•	1978	•	•
•	1970	•	•	1980	•	•
•	1972	•	•	1982	•	•

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 16,70 % (ex-10,60 %) 1985

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1983 au 29 février 1984 sur les obligations Électricité de France 16,70 % (ex-10,60 %) 1985 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1984, à raison de 60,12 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 19 en estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 6,88 F (soit un avoir fiscal de 6,88 F (montant global : 66,80 F)).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 10,01 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,66 F faisant ressortir un net de 49,45 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « A » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 1^{ers} mars 1971, 1977 et 1983 :

AMAX

Résultats 1983

Amax déclare une perte nette de 489 millions de dollars pour 1983, soit 7,74 dollars par action ordinaire, contre une perte nette de 390 millions de dollars (6,53 dollars par action) en 1982. La perte nette pour le quatrième trimestre 1983 s'élevait à 367 millions de dollars (5,61 dollars par action ordinaire), contre une perte de 244 millions (3,96 dollars par action) pour le quatrième trimestre 1982.

Ces résultats tiennent compte d'une provision de 309 millions de dollars (4,67 dollars par action) pour pertes sur propriétés et investissements ; les pertes en 1982 tiennent compte d'une provision pour dépréciation partielle de 100 millions de dollars.

La société annonce un bénéfice d'exploitation et un cash-flow positif pour l'exercice 1983 (à comparer à des pertes et un cash-flow négatif en 1982) qui ont permis de réduire l'endettement total de 186 millions de dollars. Si la tendance se poursuit aux investissements lourds, AMAX prévoit de faire à nouveau des bénéfices dès 1984.

CESSION DE GARANTIE

La Société Générale, société anonyme au capital de 1 142 810 600 F, dont le siège social est à Paris, 29, boulevard Haussmann, immatriculée au RCS Paris 552 120 222,

AVISE LE PUBLIC

que la garantie qu'elle avait accordée par l'intermédiaire de son agence de Villiers, 72, avenue de Villiers, 75017 Paris, à M. Marc Morand, 12, place Henri-Bergson, 75008 Paris, au titre de son activité de TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE sans réception de fonds visée par la loi du 2 janvier 1970, prendra fin dans un délai de trois jours francs après la présente publication visée de M. Marc Morand.

Les créances, s'il en existe, devront être produites entre les mains de l'Agence T Villiers de la Société Générale dans les trois mois de cette insertion.

BTP

ÉMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS

F 75 000 000

représentés par 75 000 titres de F 1 000 nominale

Prix d'émission : F 1 000

Date de règlement : 8 mars 1984

Jouissance : 8 mars 1984

Intérêt : payable le 8 juillet de chaque année

Rémunération composée :

• d'une partie fixe égale à 70 % du TMO

• d'une partie variable égale à :

résultat net de l'exercice

précédant l'échéance

3 % x

résultat net de l'exercice 1983

La rémunération totale ainsi définie ne sera pas inférieure à 90 % du TMO ni supérieure à TMO + 3,5 points d'intérêt.

Cette émission est destinée à accroître ses fonds propres et à lui permettre d'augmenter ses possibilités de concours aux entreprises du BTP

SAO du 14 février 1984

Une note d'information portant sur la COB n° 94-15 en date du 31 janvier 1984 est tenue à la disposition du public.

MARCHÉS

PARIS

15 FÉVRIER 1984

10h30

11h30

12h30

13h30

14h30

15h30

16h30

17h30

18h30

19h30

20h30

21h30

22h30

23h30

24h30

25h30

26h30

27h30

28h30

29h30

30h30

31h30

32h30

33h30

34h30

35h30

36h30

37h30

38h30

39h30

40h30

41h30

42h30

43h30

44h30

45h30

46h30

47h30

48h30

49h30

50h30

51h30

52h30

53h30

54h30

55h30

56h30

57h30

58h30

59h30

60h30

61h30

62h30

63h30

64h30

65h30

66h30

67h30

68h30

69h30

70h30

71h30

72h30

73h30

74h30

75h30

76h30

77h30

78h30

79h30

80h30

81h30

82h30

83h30

هكذا من الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 février

Beisse d'Esso

et des autres

Vous avez des nouvelles d'Esso ? demandent les boursiers avant et pendant la séance de mardi. Dans la matinée, la compagnie avait donné une conférence de presse à Chauxoy (Seine-et-Marne) pour annoncer une révision à la hausse de la production de ce gisement pétrolier : 250 000 tonnes en 1983, 215 000 en 1984 et 300 000 en 1985. Mais le marché ne le savait pas et l'action a baissé de 4,9%. Elle ne fut pas la seule.

Avec l'ombre de Wall Street, les valeurs françaises ont reperdu le terrain qu'elles avaient conquis la veille et, à la clôture, l'indice Cote a accusé un repli de 1,8% environ.

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Le nombre de hausses fut dérisoire. Une fois de plus, l'effet de levier a donc joué sur les indices, ce d'autant que certains d'entre eux ne furent pas très équilibrés.

Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur l'affaire Esso, bien sûr, mais d'une façon plus générale, sur le dernier accès de faiblesse de Wall Street.

Pour l'instant, personne ici ne veut céder au pessimisme. En ce qui les concerne, les agents de change, certains d'entre eux du moins, sont satisfaits du ralentissement des affaires et de la baisse des cours.

La devise-titre s'est un peu détournée et l'actif a perdu 10,84 F et 10,89 F contre 10,83 F-1,05 F.

Nouveau recul de l'or à Londres : 374,95 dollars l'once contre 376,25 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 750 F à 101 600 F, après 101 550 F. Quant au napoléon, il a cédé à 1 F 650 F.

La volume des transactions a peu varié : 12,78 millions de francs contre 13,01 millions.

NEW-YORK

Rechute

Une séance : c'est le temps qu'aura duré l'émotion observée le 10 février à Wall Street.

Lundi, les cours ont brusquement rebondi et, à l'issue de la journée, l'indice Dow Jones des Industrielles avait perdu 10,57 points, revenant à 1 150,12, son niveau le plus bas depuis le 12 avril 1983 (1 145,32).

Le bilan général a reflété ce mauvais résultat. Sur 2 018 valeurs traitées, 1 225 ont baissé, seulement 419 ont monté et 374 n'ont pas varié.

En raison, toutefois, du chômage observé par les banques pour le Lincoln's Birthday, l'activité a été peu importante : 78,46 millions de litres ont changé de mains contre 92,2 millions vendredi.

Entrepreneur de la perspective d'importants déficits budgétaires, la crainte du maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés a encore été avivée par l'accroissement de la dette monétaire (3 milliards de dollars).

Une mauvaise nouvelle arrivait verrouillant, les opérateurs ont pris connaissance de la forte baisse des résultats de Kodak (64% pour le quatrième trimestre de 1983, 52% pour l'exercice entier), très inférieurs aux prévisions. La nouvelle n'a pas pu contribuer à favoriser un nouveau repli.

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h
Alcatel	37 3/4	37 3/4
A.T.T.	83 3/8	83 3/8
Bell	83 3/8	83 3/8
Chrysler	30 1/4	30 1/4
Dow Chemical	40 3/8	40 3/8
Du Pont de Nemours	40 3/8	40 3/8
Eastman	30 1/4	30 1/4
Exxon	30 1/4	30 1/4
General Electric	30 1/4	30 1/4
General Motors	30 1/4	30 1/4
IBM	110 5/8	110 5/8
ITT	28 1/8	28 1/8
Johnson & Johnson	37 1/4	37 1/4
Kodak	40 3/8	40 3/8
Lincoln	30 1/4	30 1/4
Lockheed	40 3/8	40 3/8
McDonald	30 1/4	30 1/4
Merck	40 3/8	40 3/8
Motorola	30 1/4	30 1/4
Rockwell	40 3/8	40 3/8
Spacel	30 1/4	30 1/4
Union Carbide	40 3/8	40 3/8
Westinghouse	30 1/4	30 1/4
Xerox	40 3/8	40 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE. - La société a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires net consolidé (compromis ses établissements en France et hors de l'étranger) de 4,71 milliards de francs contre 4,16 milliards l'année précédente décomposé en 4,10 (contre 3,59) milliards pour les ventes de gaz et 607 (contre 566) millions de francs pour les ventes de biens d'équipement.

MOULINEX. - Selon les chiffres d'affaires provisoires communiqués par la société, ses ventes consolidées ont atteint 2,9 milliards de francs en 1983, soit un progrès de 6,6 % d'une année sur l'autre (contre 55,3 % en 1982). Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé en France s'est élevé à 1,01 milliard de francs, en augmentation de 9,8 %.

MMR. - Au vu de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 octobre 1983, la société MMR (Multi Media Reunions) a réalisé un bénéfice net (après impôts et provisions) de 7,86 millions de francs, sensiblement identique aux prévisions (8 millions de francs), qui fera l'objet d'une mise en réserves et d'un report à nouveau dans une perspective de réinvestissement, explique MMR.

CEE. - Pour son deuxième jour d'introduction sur le second marché de la Bourse de Paris, la cotation de l'action de la Compagnie internationale d'équipements électriques (CEE) n'a pu intervenir le 13 février. En effet, au vu du dédoublement des ordres d'achat, 587 556 titres étaient demandés « au mieux » et 1 555 566 titres à un prix compris entre 140 F et 200 F alors qu'il n'y avait que 40 000 actions CEE offertes au public (au prix d'offre minimum de 115 F selon les conditions initiales des introductions). Devant ce déséquilibre, les autorités boursières ont décidé de reporter au vendredi 17 février prochain l'admission à la cote du second marché parisien de cette société moyennant une offre publique de vente (OPV) visant les 40 000 titres prévus au prix d'offre initiale, ferme et définitif de 160 F. Comme il est de règle à présent, les fonds relatifs aux ordres d'achat passés seront bloqués jusqu'au 24 février 1984.

INDICES QUOTIDIENS	
1983, fin 1983	13 fév.
Valeurs françaises	196,6
Valeurs étrangères	101,4
COTE DES AGENTS DE CHANGE	
(sur base 13 fév. 1983)	13 fév.
Indice général	166,2
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effet payable du 14 février	12,3/8
COURS DU DOLLAR À TOKYO	
1 dollar (en yen)	234,06 / 234,46

BOURSE DE PARIS Comptant 14 FEVRIER

VALEURS	% à 10 h	% à 15 h	VALEURS	Cours de 10 h	Dernier cours	VALEURS	Cours de 10 h	Dernier cours	VALEURS	Cours de 10 h	Dernier cours
3%	25 70	1 123	Dany Act. d. p.	671	720	Pip-Held	363 90	362	Freder	0 30	
5%	40 50	0 191	Décl. D. p.	322	317	P.L.M.	39 95		Gén. Belge	340 20	342
6%	71	1 623	Décl. D. p.	100	133 80	P.L.M.	180 10	187 30	Géant	540	580
8%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
10%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
12%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
14%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
16%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
18%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
20%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
22%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
24%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
26%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
28%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
30%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
32%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
34%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
36%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
38%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
40%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
42%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
44%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
46%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
48%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
50%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
52%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
54%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
56%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
58%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
60%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
62%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
64%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
66%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
68%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
70%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
72%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
74%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
76%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
78%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
80%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
82%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
84%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
86%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
88%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
90%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
92%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
94%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
96%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
98%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580
100%	115 90	8 444	Décl. D. p.	236	236	P.L.M.	118		Géant	540	580

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h	VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h
A.E.P.-B.D.	1600	1620	Alcatel	37 3/4	37 3/4
C.M.E.	500	500	A.T.T.	83 3/8	83 3/8
D. G. M.	378	378	Bell	83 3/8	83 3/8
D. G. M.	378	378	Chrysler	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Dow Chemical	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Du Pont de Nemours	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Eastman	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Exxon	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	General Electric	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	General Motors	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	IBM	110 5/8	110 5/8
D. G. M.	378	378	ITT	28 1/8	28 1/8
D. G. M.	378	378	Johnson & Johnson	37 1/4	37 1/4
D. G. M.	378	378	Kodak	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Lincoln	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Lockheed	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	McDonald	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Merck	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Motorola	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Rockwell	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Spacel	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Union Carbide	40 3/8	40 3/8
D. G. M.	378	378	Westinghouse	30 1/4	30 1/4
D. G. M.	378	378	Xerox	40 3/8	40 3/8

Hors-cote

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h	VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h
Alcatel	37 3/4	37 3/4	A.T.T.	83 3/8	83 3/8
Bell	83 3/8	83 3/8	Chrysler	30 1/4	30 1/4
Dow Chemical	40 3/8	40 3/8	Du Pont de Nemours	40 3/8	40 3/8
Eastman	30 1/4	30 1/4	Exxon	30 1/4	30 1/4
General Electric	30 1/4	30 1/4	General Motors	30 1/4	30 1/4
IBM	110 5/8	110 5/8	ITT	28 1/8	28 1/8
Johnson & Johnson	37 1/4	37 1/4	Kodak	40 3/8	40 3/8
Lincoln	30 1/4	30 1/4	Lockheed	40 3/8	40 3/8
McDonald	30 1/4	30 1/4	Merck	40 3/8	40 3/8
Motorola	30 1/4	30 1/4	Rockwell	40 3/8	40 3/8
Spacel	30 1/4	30 1/4	Union Carbide	40 3/8	40 3/8
Westinghouse	30 1/4	30 1/4	Xerox	40 3/8	40 3/8

SICAV 13/2

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h	VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 15 h
Alcatel	37 3/4	37 3/4	A.T.T.	83 3/8	83 3/8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'AUTRE EUROPE : « Un conseil de sécurité », par Maurice Duverger ; « Pour une défense commune », par Gérard Fuchs ; « Élargir le patrimoine culturel », par Pierre Encrevé.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : L'évolution du conflit libanais.
- 4.5. EUROPE : L'accession au pouvoir de M. Tchernomir et les obsèques de Iouri Andropov.

POLITIQUE

8. M. Le Pen à l'Antenne 2.
9. L'adoption en première lecture du projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
10. La tension en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

10. « La France n'a pas assez de lycéens », estime M. Savary.
11. La libération des trois derniers collaborateurs.
12. Les XIV^e Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo.

CULTURE

13. La musique à Nice.
14. CINÉMA : la RDA à la Cinéma-thèque.
15. THÉÂTRE : Despardou dans Tarzuffe.

ÉCONOMIE

32. SOCIAL : la journée régionale d'action de la CGT en Lorraine ; « Mitterrand, respecte tes engagements ! »
33. La politique salariale en 1984.
34. AFFAIRES.
35. AGRICULTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS

- « SERVICES » (31) :
- Vie associative ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
- Amusements classés (17 à 30) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (15) ; Bourse (35).

Le numéro du « Monde »

daté 14 février 1984 a été tiré à 541 133 exemplaires

LES BELLES LITÉRIES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

s'achètent toujours chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente :

37 rue de la République - PARIS (11^e)

Tél. 367.48.25

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

DANS TOUTE LA FRANCE

Halte au Vol

PICARD

+ d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10

+ 4 goujons d'acier anti-dégondage

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC

Pose et dépt. comp. PARIS-SEINE

Sté S.P.P.

11, rue Minard

92130 Issy-les-Moulineux

554.58.08

554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

A B C D E F G

En Haïti

100 % d'élus « jean-claudistes » aux élections législatives

Les élections législatives du 12 février en Haïti ne pouvaient pas ne pas être un succès pour le régime du président à vie Jean-Claude Duvalier : sur les trois cents et quelques candidats se disputant les 99 sièges de députés, un seul, en effet, ne se réclamait pas du CONAJEC, le Comité national d'action jean-claudiste !

Mais les résultats éprouvent incomplets, ce mardi 14 février, montrent que les Haïtiens ont exprimé de plusieurs manières leur désaccord sur la façon dont avait été organisée la consultation. Ainsi, dans la capitale, Port-au-Prince, seuls 39,5 % des citoyens ont participé au scrutin. Plus sérieusement encore, les électeurs ont, chaque fois qu'ils pouvaient, préféré des « duvalistiens » obscurs à des caciques du régime. Plus de 30 sortants sur 51 ont, ainsi, été battus. Parmi eux figurent des personnalités comme MM. Daniel Beaulieu, ancien ministre de la Santé, Jean Sessine, ancien conseiller général à New-York, et André Simon, ancien homme de confiance de feu « Papa Doc », père de Jean-Claude Duvalier.

Au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, cité frondeuse, le candidat lié au gouvernement, M. Luc Mathurin, ancien préfet, a été battu de plus de 7 000 voix par le docteur Josué Romain. Aux Cayes, troisième ville haïtienne, un jeune candidat a été préféré au député sortant, M. W. Holland.

En dépit de la promesse du gouvernement que cette consultation serait « libre, sincère et honnête », aucune alternative au « système Duvalier » n'était offerte aux électeurs. La principale figure de l'opposition, M. Sylvio Claude, leader du Parti démocrate chrétien d'Haïti (PDCH), se trouve en effet en résidence surveillée. M. Claude, qui a été arrêté sept fois depuis la fondation du PDCH en 1979 (la dernière, fois du 9 octobre au 24 décembre 1983) n'avait pu présenter aucun

candidat. De même, l'opposition en exil avait été rigoureusement tenue hors de la compétition. Un ancien universitaire, président du Parti social chrétien d'Haïti (PSCI), en exil aux États-Unis depuis 1980, M. Grégoire Eugène, avait souhaité rentrer dans l'île pour se présenter. Il n'a pas été autorisé à le faire, son visa lui ayant été refusé.

Enfin, le seul candidat non « jean-claudiste », M. Serge Beaulieu, a été à ce point harcelé par des partisans du régime qu'il a dû se réfugier dans un couvent de la localité de Cavallon !

Ces incidents ne tendront guère à accréditer l'idée qu'une normalisation est en cours à Haïti. C'est pourtant le souhait des autorités américaines, toujours très attentives à l'évolution des événements dans la patrie de l'ambassadeur Loubert. L'administration Reagan est, en effet, consciente que son exigence d'une démocratisation du Nicaragua serait plus crédible si aucun autre pays de l'hémisphère ne subissait une dictature d'un autre âge.

Le Congrès, de son côté, souhaite lier l'aide américaine (43,5 millions de dollars en 1984 - un quart du budget national) à une amélioration de la situation des droits de l'homme et des libertés politiques en Haïti.

Le 30 janvier, M. George Shultz avait adressé un memorandum au Congrès assurant que le gouvernement Duvalier « fait effort... pour mettre en place une réforme politique essentielle à la démocratisation » du pays. Le secrétaire d'État américain soulignait, ainsi, que des élections municipales avaient eu lieu en Haïti en 1983, pour la première fois depuis 1946. Mais ni la réforme constitutionnelle du 27 août 1983, qui a pratiquement soustrait la désignation du chef de l'État à tout mécanisme électoral, ni la consultation du 12 février, ne confirment le diagnostic de M. Shultz.

J.-P. C.

Révolution de palais à Panama

M. Illueca remplace M. de la Espriella à la présidence

Révolution de palais à Panama. Le président de la petite République, M. Ricardo de la Espriella, qui avait succédé à M. Arias Kroy, a annoncé sa démission le lundi 13 février. C'est M. Jorge Illueca, vice-président et actuel président en exercice de l'Assemblée générale des Nations unies qui le remplace.

M. Illueca a confirmé cette passation de pouvoirs inattendue, qui a causé une certaine surprise à Panama et aux États-Unis. Le nouveau président a promis de maintenir l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu en mai, et de remettre le pouvoir au mois d'octobre à celui qui sortira vainqueur des premières élections libres organisées depuis le coup d'État de 1968 qui avait permis à Omar Torrijos, commandant de la garde nationale, de devenir l'homme fort de Panama. Omar Torrijos s'est tué dans un accident d'avion le 31 juillet 1981.

Depuis cette date, la lutte pour le pouvoir n'a, en fait, jamais cessé entre les politiciens et les dirigeants militaires. Pour justifier sa démission, M. de la Espriella, un banquier formé aux États-Unis, a fait état de « raisons personnelles ». Le même argument avait été avancé par M. Arias Kroy lorsqu'il fut en fait contraint de se retirer par le général Paredes, qui commandait alors la garde nationale. Le général passait pour avoir des sympathies pro-américaines plus marquées que celles des autres dirigeants. Il a, depuis, pris sa retraite et fait actuellement campagne pour l'élection présidentielle.

Il s'est affronté sévèrement à plusieurs reprises à son successeur, le général Noriega, plus soupçonné, semble-t-il, de ne pas engager Panama dans une politique différente de celle préconisée par Omar Torrijos, tout en tenant compte des réalités actuelles, et de la nécessité de ne pas trop heurter les États-Unis pour l'application délicate des accords Torrijos-Carter sur la souveraineté de la zone du canal. C'est jusqu'à présent le général Manuel Noriega, habile et efficace, qui l'emporta dans cette querelle qui se

déroule dans les coulisses du pouvoir.

La manière dont Panama doit se prononcer sur les conflits d'Amérique centrale n'est évidemment pas absente du débat. Omar Torrijos jouait un rôle décisif grâce à ses excellentes relations personnelles avec tous les dirigeants de la région et avec les États-Unis. Le général Noriega essaie plus discrètement, et plus modestement, d'assumer la même tâche dans un contexte encore plus explosif alors que le général Paredes était un adversaire déclaré des sandinistes et des Cubains. Il semble bien que des divergences aient éclaté récemment entre le général Noriega et M. de la Espriella, tant sur la question d'Amérique centrale que sur les perspectives des élections de mai.

Elu en septembre 1983 à la présidence de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Illueca, âgé de soixante-deux ans, avocat et ancien ministre des affaires étrangères, a participé dès 1964 aux négociations engagées avec Washington pour la récupération de la souveraineté panaméenne sur la zone du canal. En 1982, il a pris part avec vigueur en faveur de l'Argentine contre la Grande-Bretagne, et les États-Unis, pendant la guerre des Malouines. Favorable à cette « nouvelle solidarité latino-américaine » qui s'est forgée à cette occasion, M. Illueca, qui est aussi un militant du mouvement des non-alignés, semble plus proche des thèses d'Omar Torrijos que son prédécesseur.

MARCEL NIEDERGANG.

L'IRAK SUSPEND LE PILONNAGE DES VILLES IRAINIENNES

Le président Saddam Hussein a décidé de suspendre mardi pour une semaine les bombardements des villes iraniennes à la demande de l'opposition iranienne.

La nouvelle a été annoncée par le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, dans une lettre adressée à M. Massoud Radjavi en réponse à l'appel que le chef des Moudjahidines du peuple vivant à Paris avait lancé la semaine dernière pour que l'Irak épargne les civils.

Neuf personnes, dont quatre policiers, ont été tuées et quarante autres blessées, mardi, 14 février, au cours de violences au Pendsjab (nord-ouest de l'Irak) au moment où des négociations entre le gouvernement fédéral et les autonomistes s'ouvraient à New-Delhi, a annoncé l'agence indienne PTL (AFP).

DÉMISSION DE M. ÉDOUARD GUILBERT AFR3

M. Edouard Guilbert, directeur de l'information de FR3, a présenté, pour la seconde fois, ce mardi 14 février, sa démission au président de la chaîne, M. André Holleaux, qui l'a acceptée.

On se rappelle que M. Guilbert avait présenté une première fois sa démission le 21 janvier dernier et qu'il avait dû y renoncer, à la demande de M. Holleaux. Même si la récente interdiction de diffuser, le 20 janvier dernier, la cassette destinée à expliquer la situation en Corse et les difficultés rencontrées par les journalistes locaux pour exercer leur métier n'est sans doute pas étrangère à l'affaire (le Monde du 24 janvier), on sait que le conflit couve en réalité depuis longtemps.

En l'absence de tout commentaire officiel, il semble bien que le désaccord fondamental entre M. Serge Moatti, directeur général de la chaîne, et M. Edouard Guilbert porte sur la place de l'information dans la régionalisation. M. Guilbert plaide pour renforcer son rôle, M. Moatti considérant qu'elle n'était qu'une partie des programmes. Interrogé lundi sur ces divergences, M. André Holleaux a répondu qu'il ne fallait pas leur donner une résonance dramatique : « Depuis septembre, nous faisons une télévision nouvelle, a-t-il déclaré. Certains préféraient voir une place plus grande accordée à des émissions de caractère culturel, ou informatif. Tout cela, c'est de la théorie, développée dans des cercles parisiens. Nos problèmes concernent les moyens financiers. » - C. H.

A Sarajevo

LE NORVÉGIEN KVALFOSS VAINQUEUR DU 10 KILOMÈTRES DE BIATHLON

(De notre envoyé spécial.)

Sarajevo. - La médaille d'or du 10 kilomètres de biathlon a été attribuée mardi matin 14 février au Norvégien Erik Kvalfoss, déjà médaillé de bronze sur la distance de 20 kilomètres. Il a devancé l'Allemand de l'Ouest Peter Angerer, tiré samedi dernier, de 8 sec. 6, et l'Allemand de l'Est Matthias Jacob, de 16 sec. 7. Yvon Mougel (France) a pris la sixième place à 39 sec. 1 du vainqueur. Constatant deux tours de pénalité à 2 kilomètres de l'arrivée, le Français s'éloignait ainsi du podium. Il occupait à cet endroit la deuxième position.

Le Canadien Gaetan Boucher a gagné, mardi 14 février, à Sarajevo, la médaille d'or de l'épreuve du 1000 mètres de patinage de vitesse des Jeux olympiques, devant le Soviétique Sergei Khlebnikov, médaillé d'argent, et le Norvégien Kai Arne Engelstad.

● L'ancien coureur cycliste Pierre Brambilla est mort des suites d'un cancer, lundi 13 février à Grenoble à l'âge de 65 ans.

● Une délégation d'ambassadeurs arabes à l'Élysée. Conduite par son doyen, M. Youssef Bel Abbès, ambassadeur du Maroc, une délégation d'ambassadeurs arabes en poste à Paris a été reçue, lundi matin 13 février à l'Élysée, pour examiner les conditions de renforcement de la sécurité de ces diplomates après l'attentat dont a été victime le représentant des Émirats arabes unis, le semaine dernière à Paris. La réunion de travail s'est déroulée avec la participation de MM. Hubert Védrine, conseiller technique, et Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président de la République.

● Le coût de la vie aux Pays-Bas a augmenté de 0,3 % en janvier. Sur douze mois, la hausse des prix a été de 2,7 % contre 2,8 % en décembre. - (AFP)

Économisez vos calories en vivant au calme et en sécurité

Un survirage sur mesure d'une totale efficacité contre le froid et le bruit, esthétique, fun des moins onéreux du marché (avec ou sans pose) c'est DUO-FENÊTRE fabriqué en France après s'être imposé en Allemagne. Faites aussi blinder vos vitres avec le fameux film anti-éclatement Security-film. PRIVAD, 5, rue Charlot, 93320 Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37. Pose uniquement à Paris et 100 km alentour.

Sur le vif

Le Pen dans l'arène

Le Pen est là pour rester. Jusqu'aux prochaines élections, jusqu'aux européennes en tout cas. Il va se présenter. Il va passer régulièrement à la télé. Et si ça continue comme ça, à chaque fois il va ramasser des voix, inutile de se raconter des histoires. D'abord il est bon. Moins bon qu'un révolutionnaire, mais ce n'est pas grave, ça peut s'arranger. Il suffit d'être bien conseillé pour retoucher son image à l'écran.

Ensuite, il est habile. Avec ses grands airs braillards et débiles, il a su donner l'impression qu'on le repoussait du pied lundi soir à « l'heure de vérité », qu'on le traitait en parvenu, qu'il avait en face de lui des fils de famille humaine et dédaigneux. De quoi exciter tous ceux qui se reconnaissent dans le cynisme rigolard et brutal du leader du Front national et lui rallier les suffrages d'une droite beaucoup plus virulente et motivée qu'on veut bien le penser.

Il ne suffit plus d'accuser Le Pen de racisme pour détourner, pour dégoûter ceux qui seraient tentés de le suivre. Qu'il soit antisémite ou pas, qu'il ait cassé, ou même torturé, de l'Arabe pendant la guerre d'Algérie, ça peut le gêner, ça peut beaucoup moins prudents et

moins roublards que lui dans l'expression quotidienne de leurs peurs, de leurs haines et de leurs préjugés, croyez-moi.

Non, ce qu'il faut - Albert du Roy s'y est employé, mais l'émotion était presque terminée - c'est lui demander d'exposer son programme sans se laisser prendre au piège de formules à l'emporte-pièce du style tout ça c'est la faute aux étrangers, à l'aide sociale ou aux syndicats. Ce qu'il faut, c'est l'insister, non pas sur le passé, sur l'avenir. Avec le sérieux et sur le ton réservé à la « bande des quatre », il tient à s'en débarrasser, précisément, à se poser en fils de peuple au verbe haut, au franc-parler, qui ne veut pas s'abaisser à entrer dans l'arène de la politique politicienne.

A présent il y est. Et il y est bien. Plus question de le laisser jouer sur les deux tableaux. Obligez-le à sortir ses cartes. Et à en discuter. Chiffres en main. Au lieu de le laisser faire le clown, en se levant pour observer une minute de silence, en hommage aux victimes du communisme, poussez-le dans ses retranchements. Il n'en sera que moins dangereux.

CLAUDE SARRAUTE.

AU BUREAU DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ENA

Victoire des partisans de l'opposition adversaires de la « troisième voie »

L'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration a réuni, lundi 13 février, son assemblée générale pour pourvoir au remplacement de son bureau, démissionnaire après la crise qui avait secoué cette association à l'automne dernier, à propos de la création d'une troisième voie d'accès à l'ENA.

Le nouveau bureau élu, après un dépouillement qui s'est prolongé jusqu'à deux heures et demie, mardi matin, est en majorité hostile aux modalités de la « troisième voie », celles qu'elles ont fixées par la loi de janvier 1983. Le bureau va désigner le nouveau président de l'association au cours d'une séance prévue pour jeudi 16 février.

Plusieurs candidats réputés favorables à l'opposition nationale et en tout cas hostiles à la troisième voie pourraient briguer la présidence. Les anciens élèves politiquement favorables à la majorité hésitent, en fin de séance, mardi matin, à présenter leur propre candidat en raison des mauvais scores recueillis par leurs partisans. Les élus au bureau, régimes proches de la majorité gouvernementale, ne comptent pas, en effet, que cinq ou six représentants contre une douzaine ouvertement favorables à l'opposition (dont trois membres du Club de l'Hortologie), les autres, sur vingt-sept élus, étant présomés apolitiques.

Ce renouvellement des membres du bureau a donné lieu à une participation exceptionnelle. En effet, sur 3 508 anciens élèves que compte l'association, 1 368 ont voté leur suffrage (alors qu'il n'y a d'habitude que quelques centaines de participants à ce genre de scrutin). La politisation de ce scrutin a été marquée par la faible score enregistré par M. Ménage, partisan de la troisième voie et directeur-adjoint du cabinet du président de la République, et par l'échec du M. Kalfon, secrétaire général sortant (1).

L'assemblée générale des anciens élèves a pris connaissance du résultat du questionnaire adressé à l'ensemble de ses membres sur le problème de l'ouverture de l'accès à l'école et plus spécialement sur la création de la troisième voie. Les réponses font apparaître une nette condamnation de la solution choisie par le gouvernement, et votée par le Parlement, et notamment des dispositions particulières réservées aux élèves recrutés par ce concours spécial tant en ce qui concerne leur entrée à l'école que leur statut après les débouchés que leur sont offerts.

Sur les 3 500 anciens élèves consultés, 1 624 ont envoyé des réponses. 65,8 % se prononcent pour un élargissement du recrutement à l'ENA, mais 90,7 % refusent que cet

élargissement soit réservé aux catégories énumérées par la loi de janvier 1983 (élus locaux, syndicalistes, responsables d'associations). 82,3 % souhaitent une ouverture à tous les citoyens à des conditions uniformes. 95,4 % estiment que tous les candidats doivent bénéficier des mêmes garanties et services, quel que soit leur cursus. 92,8 % pensent que tous les admis doivent suivre la même scolarité et 91,6 % qu'ils doivent à la sortie de l'École bénéficier à égalité des mêmes débouchés.

ANDRÉ PASSERON.

(1). Ont été élus au titre de « candidats libres » : MM. Paul Cassenon, préfet, 944 voix, et Georges Berthe, 798 voix. Les deux autres candidats libres battus ont obtenu : MM. Yachiz, 787 voix, et Lucien Kalfon, secrétaire général sortant, 429 voix.

Aux titres des sections professionnelles, ont été élus : ministre des finances : MM. Christian Noyer, 1125, Michel Derrac, 1083, Paul Thervin, 1075, et M^{me} Anne Chénier, 1041 voix.

Ministère de l'Intérieur : MM. Thierry Ammonier, 1089, et René Morice, 950. M. Gilles Ménage, directeur-adjoint du cabinet de M. Mitterrand, a été battu avec 501 voix.

Entreprises publiques et privées : MM. Philippe-Marie Lissier, 1082, Raphaël Alomar, 1015, et Michel Eyraud, 708 (batu).

Section Cour des comptes et Conseil d'État : MM. Hervé Fabre-Aubrey, 1060, Charles Bulson, 1050, Pierre-François Reiche, 816.

Relations extérieures : MM. Jacques Laurens, 1153, Alain Catta, 1080.

Affaires sociales : MM. Claude Ameline, 1019, Bernard Gremaud, 804.

Inspection des Finances : M. Jean Lemaire, 1185.

Urbanisme : M. Antoine Giraudan, 1054.

Expansion économique à l'étranger : M. Pierre Sorbets, 1250.

Industrie et agriculture : M. Pierre Miller, 1160.

Tribunaux administratifs : M. Jean-Grégoire Depouilly, 1199.

Culture : M. Robert Leat, 999.

Caisse des dépôts et Défense : M. Serge Grzybowski, 1065.

DE LA PLUS SIMPLE RÉTOUCHÉ AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 500 F

A partir de

COSTUMES 1.550 F

MESURE A PARTIR DE

NOUVELLE COLLECTION 3 000 titres

Luxe des draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, RÈPES, MANTEAUX

sur MESURE

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61

Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h